4e Mille

COLLECTION DE MÉMOIRES

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

MÉMOIRES

DE

L'AMBASSADEUR MORGENTHAU

VINGT-SIX MOIS EN TURQUIE, PAR **HENRI MORGENTHAU**, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A CONSTANTINOPLE AVANT ET PENDANT LA GUERRE MONDIALE

PAYOT & Cie, PARIS

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1919

MÉMOIRES

DE

L'AMBASSADEUR MORGENTHAU

COLLECTION DE MÉMOIRES

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

MÉMOIRES

DE

L'AMBASSADEUR MORGENTHAU

VINGT-SIX MOIS EN TURQUIE, PAR **HENRI MORGENTHAU**, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A CONSTANTINOPLE AVANT ET PENDANT LA GUERRE MONDIALE

PAYOT & Cie, PARIS

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1919

Tous droits réservés

PRÉFACE

Le peuple américain a acquis la conviction que les Allemands avaient délibérément projeté la conquête du monde ; cependant il hésite à les condamner sur des preuves indirectes, et c'est pourquoi tous les témoins oculaires du plus grand crime de l'Histoire moderne doivent l'établir par leurs dépositions.

J'ai mis de côté tout scrupule, quant à l'opportunité de révéler à mes compatriotes les faits venus à ma connaissance, tandis que je les représentais à Constantinople. Ce que j'ai appris, de par mes fonctions, est leur propriété autant que la mienne.

Je suis, à mon grand regret, forcé de passer sous silence l'œuvre admirable de nos missions et de nos collèges, car pour leur rendre justice un livre entier serait nécessaire. J'ai dû aussi omettre l'histoire des Juifs en ce pays, pour les mêmes raisons.

J'adresse tous mes remerciements à mon ami, Mr. Burton J. Hendrik, pour la précieuse assistance qu'il m'a prêtée dans la préparation de cet ouvrage.

HENRY MORGENTHAU.

Octobre 1918.

MÉMOIRES

DE

L'AMBASSADEUR MORGENTHAU

CHAPITRE PREMIER

UN SUPER-ALLEMAND A CONSTANTINOPLE

Au moment où j'entreprenais de rédiger les « Souvenirs de mon Ambassade à Constantinople », les visées ambitieuses de l'Allemagne en Turquie et en Extrême-Orient avaient, semblait-il, été couronnées de succès. Les Puissances Centrales avaient réussi à désagréger la Russie, à transformer la Baltique et la mer Noire en lacs allemands, à se frayer un nouvel accès en Orient par la voie du Caucase. L'Allemagne imposait alors sa domination à la Serbie, à la Bulgarie, à la Roumanie et à la Turquie ; elle pouvait considérer sa conception d'un nouvel empire germanique, s'étendant de la mer du Nord au golfe Persique, comme pratiquement réalisée. L'univers sait maintenant, s'il ne l'avait pas clairement compris en 1914, que l'Allemagne a précipité la guerre pour détruire la Serbie, saisir le contrôle des nations balkaniques, transformer la Turquie en État vassal et ainsi édifier un vaste empire oriental, qui aurait été la base d'une souveraineté mondiale illimitée.

Si je jette les yeux sur la carte résultant des triomphes allemands, militaires et diplomatiques, de cette époque, tout ce que j'ai pu observer à Constantinople acquiert une importance significative. Je vois désormais que les événements de ces vingt-six mois étaient reliés les uns aux autres, comme les péripéties d'une histoire définie ; les divers individus qui se mouvaient sur la scène m'apparaissent comme les acteurs d'un drame soigneusement et magnifiquement monté. Je saisis pertinemment comment l'Allemagne avait échafaudé tous ses plans de suprématie universelle et que le pays, où j'avais été accrédité comme ambassadeur américain, devait servir de base à l'entière structure politique et militaire de l'objectif impérial. Si l'Allemagne ne s'était pas assuré, dès les premiers jours de la guerre, la soumission de Constantinople, il n'est pas invraisemblable que les hostilités eussent cessé quelques mois après la bataille de la Marne. Par un étrange destin, je fus précisément attaché à ce grand quartier général d'intrigues au moment même où les desseins du Kaiser, minutieusement poursuivis depuis un quart de siècle, étaient près d'aboutir au succès final.

Dans le but de soumettre la Turquie et de transformer ses armées et territoires en instruments de l'Allemagne, l'Empereur s'était fait représenter à Constantinople par un ambassadeur idéalement doué pour cette besogne. Le simple fait, que Guillaume avait personnellement choisi le baron von Wangenheim pour ce poste, démontre qu'il avait exactement mesuré les qualités humaines nécessaires à l'accomplissement de cette vaste entreprise diplomatique. L'Empereur l'avait de bonne heure distingué, comme devant être l'artisan par excellence de sa volonté ; il l'avait plus d'une fois convoqué à Corfou pendant ses vacances, et là, nous pouvons en être sûrs, ces deux esprits congénères avaient passé nombre de jours à discuter les chances de réussite des ambitions allemandes dans l'Est.

La première fois que je rencontrai Wangenheim, bien qu'à peine âgé de quarante-quatre ans, il avait derrière lui

vingt-cinq années de carrière, avait résidé à Pétrograd, Copenhague, Madrid, Athènes et Mexico, avait encore rempli les fonctions d'attaché à Constantinople avant d'y venir comme ambassadeur. Il connaissait également bien tous les pays, y compris les États-Unis, (sa première femme était d'ailleurs américaine) ; pendant qu'il était ministre à Mexico, il avait intimement pénétré notre pays et, dès ce moment, acquis une profonde admiration pour notre énergie et notre développement, admiration qu'il professait ouvertement. Muni du bagage indispensable au diplomate, il parlait avec autant d'aisance l'allemand, l'anglais et le français. Enfin il possédait à fond l'Orient, où il avait noué d'étroites relations avec les principaux hommes politiques. Physiquement, il est l'une des plus frappantes personnalités que j'aie jamais approchées. Lorsqu'étant enfant, je vivais en Allemagne, la Patrie était généralement symbolisée sous les traits d'une belle et puissante femme, un genre d'éblouissante Walkyrie. Quand je me figure la moderne Allemagne, la massive, corpulente silhouette de Wangenheim se présente naturellement à mon esprit ; sa haute taille (plus d'un mètre quatre-vingts), sa solide charpente, ses épaules de colosse d'où émergeait sa tête droite et arrogante, le feu de son regard : l'image de toute sa personne débordante de vie et d'activité me rappelle l'Allemagne — ici s'arrête ma comparaison — non l'Allemagne que j'ai connue, mais celle dont les ambitions démesurées ont frappé le monde entier d'horreur. Et chaque mot ou geste de Wangenheim ne révélait que trop bien cette tendance. Le pangermanisme animait toutes ses pensées et dirigeait toutes ses actions. La déification de son Empereur était le seul instinct religieux qui l'entraînât. L'aristocratique, et même autocratique, organisation de la société allemande, qui résume le système prussien, était à ses yeux une chose digne de vénération et d'adoration ; étant donné ce point de départ, l'Allemagne était inévitablement destinée, croyait-il, à gouverner le monde. Le grand propriétaire Junker représentait pour lui la perfection du genre humain. « Je me méprise-

rais, me dit un jour son ami le plus intime, si j'étais né dans une ville. »

Pour Wangenheim, l'humanité se divisait en deux classes : les gouvernants et les gouvernés, et il ridiculisait la pensée que ceux-là pussent jamais être recrutés parmi ceux-ci. Je me rappelle avec quelle onction et quel enthousiasme il avait coutume de décrire l'organisation foncière allemande par caste, telle que l'avait conçue l'Empereur ; comment celui-ci avait voulu que les grands domaines ne fussent point transférables, sans son assentiment, et avait de même arrangé que leurs possesseurs, ou héritiers présomptifs, ne pussent se marier sans son consentement. « Dans ces conditions, disait Wangenheim, nous conservons la pureté de race de nos dirigeants et la préservons de toute mésalliance. » Comme tous ceux de son rang social, il vénérait le système militaire prussien. Sa magnifique prestance attestait qu'il avait lui-même servi dans l'armée ; et suivant la pratique allemande, il considérait toutes les circonstances de la vie d'un point de vue militaire. J'en eus une fois un curieux exemple, lorsque je lui demandai pourquoi le Kaiser n'allait pas aux États-Unis. « Il le désirerait beaucoup, répondit-il, mais ce serait très dangereux. La guerre pourrait éclater pendant son voyage de retour et l'ennemi se saisir de lui. » Je protestai que cela ne saurait survenir, car le Gouvernement américain ferait escorter son hôte par ses navires de guerre et aucune nation ne s'aviserait, en s'aliénant les États-Unis, d'en faire les alliés de l'Allemagne. Mais il resta convaincu que les risques de guerre rendaient une telle visite impossible.

De lui, plus que d'aucun autre représentant diplomatique de l'Allemagne, dépendait le succès des aspirations germaniques à la domination mondiale. Il ne vint d'ailleurs à Constantinople que dans ce but. Depuis plus de vingt ans, le Gouvernement Allemand avait entretenu avec l'Empire Ottoman les meilleures relations; durant le même laps de temps, le Kaiser avait préparé la guerre générale et, dans cette prévision, avait arrangé que la Turquie jouerait un

rôle décisif, car si l'Allemagne ne se ménageait pas l'alliance turque, il y avait peu de chance de succès pour elle dans une conflagration européenne. En s'unissant à la Russie, la France avait groupé de son côté, en cas de guerre avec l'Allemagne, une population de 70 millions d'habitants. Pendant plus de vingt ans, l'Allemagne s'est efforcée diplomatiquement, sans y parvenir, de détacher la Russie de la France. Il n'y avait qu'un moyen pour elle de rendre cette alliance sans valeur : s'adjoindre la Turquie. Avec cette nation à ses côtés, elle pouvait fermer les Dardanelles, la seule ligne de communication praticable entre la Russie et ses alliés d'Occident. Cette simple action privait l'armée du Tsar de munitions, ruinait économiquement la Russie en arrêtant ses exportations de grains — sa principale source de richesse — et par conséquent l'isolait de ses partenaires dans la guerre mondiale. Aussi la mission de Wangenheim consistait-elle à gagner la Turquie à la cause allemande, dans le grand conflit en expectative.

Wangenheim croyait, en cas de réussite, recevoir la récompense qu'il ambitionnait depuis des années : être chancelier de l'Empire. Son habileté à nouer de personnelles relations d'amitié avec les Turcs lui donnait un grand avantage sur ses rivaux, car il combinait précisément la force, la persuasion, le naturel et la brutalité nécessaires à ceux qui ont à manier le caractère oriental. J'ai fortement insisté sur ses qualités prussiennes; pourtant il n'était pas Prussien de naissance, mais par éducation, étant originaire de Thuringe; il joignait aux traits saillants de la mentalité de cette race, — l'ambition, l'impulsion — quelques-unes des caractéristiques plus douces, que nous prêtons aux Allemands du Sud. Il avait une remarquable qualité, pas prussienne du tout : le tact. La plupart de ses succès lui vinrent du fait qu'il sut dissimuler ses moins sympathiques tendances et ne montrer que le côté insinuant de sa nature. Il ne dominait pas tant par la force brutale, que par un mélange de fermeté et d'amabilité; extérieurement il n'était pas un matamore, ses manières étaient plus con-

ciliantes que coercitives ; il attirait par son aménité, non par « son poing ganté de fer ». Pour nous qui le connaissions bien, nous comprenions que derrière toutes ses avances se cachait une terrible ambition, n'admettant ni scrupules, ni limites. Toutefois l'impression première n'était pas celle de la brutalité, mais celle d'une excessive matérialité et d'une nature généreuse. En réalité, il savait allier le jovial enthousiasme de l'étudiant à la rapacité du fonctionnaire prussien et au laisser-aller de l'homme du monde. Je le vois encore, assis au piano, improvisant d'après quelque beau thème classique, puis soudain tapant à tour de bras la plus échevelée des chansons à boire d'étudiant, ou quelque banale mélodie populaire. Je me le rappelle aussi, jouant au polo, éperonnant sa splendide monture, la poussant aux efforts les plus rapides — jamais assez rapides pour ses ambitions sportives. En vérité, dans toutes ses actions, importantes ou futiles, perçait le même esprit d'acharnement. Aussi bien, quand il flirtait avec les belles Grecques de Pera, ou passait des heures autour des tables de baccara du Cercle d'Orient, ou pliait les représentants officiels de la Turquie à sa volonté, selon les intérêts de sa Patrie, toute sa vie n'était qu'un jeu, qu'il fallait risquer plus ou moins insouciamment, car la chance favoriserait l'audacieux, le téméraire, capable d'acheter le succès ou la défaite sur un simple coup de dé. Et le jeu le plus important de tous — celui sur lequel était « misé », suivant l'expression de Bernhardi, « l'empire du monde ou l'écroulement » — celui-là Wangenheim ne le jouait pas languissamment, encore que ce fût le simple devoir qui lui avait été assigné. Pour employer l'expression allemande, il était tout feu, tout flamme, pleinement conscient que de ses talents dépendait l'exécution d'une tâche grandiose. En parlant de lui, je me sens encore affecté par l'énergie de son tempérament, car j'ai su tout le temps que — ainsi que le gouvernement qu'il servait si loyalement — il était foncièrement inhumain, impudent, cruel. Il était content d'accepter toutes les conséquences de sa politique, quelque hi-

deuses qu'elles pussent être, ne considérant que le but à atteindre; et avec le réalisme et la logique qui sont si caractéristiquement allemands, il écartait les sentiments d'humanité et de décence capables d'entraver ses succès. Il avait fait sien le fameux précepte de Bismarck : « qu'un Allemand doit être prêt à sacrifier au Kaiser et à la Patrie, aussi bien sa vie que son honneur. »

De même que Wangenheim symbolisait l'Allemagne, de même son collègue Pallavicini personnifiait l'Autriche. Le trait saillant de celui-ci était un brutal égotisme, alors que Pallavicini au contraire était calme, affable, parfaitement bien élevé. L'un se tournait toujours vers l'avenir, l'autre vers le passé. Si Wangenheim combinait à merveille le mélange de commercialisme et de médiéval appétit de conquêtes, qui constitue la *Weltpolitik*[1] prussienne, Pallavicini était un diplomate de l'école de Metternich. « L'Allemagne veut ceci », aurait proclamé Wangenheim, s'il eût fallu trancher une importante question : « Je consulterai mon département », eût dit le circonspect Pallavicini, dans une occasion similaire.

L'Ambassadeur autrichien, avec ses moustaches grises retroussées, sa démarche raide, même légèrement hautaine, ressemblait à l'aristocrate de l'ancien régime du répertoire classique. Je pourrais comparer Wangenheim avec le représentant d'une grande entreprise commerciale, prodigue dans ses dépenses et réalisant ses bénéfices par le faste de ses réceptions ; tandis que son collègue aurait été celui d'une maison fière de son passé et entièrement satisfaite de sa vieille réputation. Le même plaisir que l'envoyé de Guillaume II prenait à édifier les plans du pangermanisme, Pallavicini le trouvait dans les finesses et obscurités de la technique diplomatique. Il représentait son pays à Constantinople depuis de nombreuses années et était le doyen du corps diplomatique, dignité dont il était extrêmement fier, faisant ses délices de remplir les honneurs de sa posi-

1. En allemand dans le texte ; politique mondiale. N. d. T.

tion ; nul ne le surpassait dans l'art de ménager l'ordre des préséances aux dîners de cérémonie, car il n'y avait pas un seul détail d'étiquette qu'il ne connût sur le bout du doigt. Par contre, pour ce qui concernait les affaires d'État, il n'était plus que le jouet de Wangenheim ; vis-à-vis de celui-ci, sa situation semblait, en vérité, celle d'un diplomate plus ou moins soumis à la volonté d'un plus puissant allié. Dans cet ordre de choses, son rôle, par rapport à son collègue, était modelé sur celui de son pays vis-à-vis de l'Empire Allemand. Dans les premiers mois de la guerre, l'allure de ces deux hommes reflèta à merveille les succès et insuccès respectifs de leurs patries ; à chacune des nouvelles victoires allemandes, l'attitude de Wangenheim devenait de plus en plus arrogante et insupportable, tandis que Pallavicini, au fur et à mesure des revers de son pays, se faisait plus petit, plus effacé.

La situation à Constantinople, en ces mois critiques, semblait avoir été expressément créée pour donner, à un homme de l'envergure de Wangenheim, l'opportunité de développer toutes les ressources de ses talents. Depuis dix ans, l'Empire Ottoman subissait les ravages de la dissolution et était arrivé maintenant à un tel état de décrépitude, qu'il était une proie facile pour la diplomatie allemande. Si l'on veut bien comprendre cette situation, il convient de se rappeler qu'il n'y avait, à cette époque, aucun gouvernement régulièrement établi en Turquie, car les Jeunes Turcs n'étaient pas un gouvernement : ils étaient, en réalité, un parti irresponsable, une sorte de société secrète qui, par intrigue, intimidation et assassinat, s'était emparée du pouvoir. Lorsque je parle des Jeunes Turcs en ces termes, je dissipe peut-être quelques illusions qui furent les miennes, car, avant de les voir à l'œuvre, je m'étais fait des idées bien différentes sur eux. Remontant aussi loin que 1908, je me rappelle combien mes sympathies républicaines étaient chaudement éveillées à la lecture des nouvelles de Turquie ; nous étions informés qu'un groupe de jeunes révolutionnaires était descendu des montagnes de Macédoine,

avait marché sur Constantinople, avait déposé le sanguinaire sultan Abdul Hamid et avait institué un régime constitutionnel de gouvernement. La Turquie, d'après ces sensationnelles relations de journaux, était devenue une démocratie, avec un parlement, un ministère responsable, le suffrage universel, l'égalité de tous les citoyens devant la loi, la liberté de parole et de la presse et toutes les autres garanties essentielles à l'existence d'une libre république. Qu'un parti turc eût de longues années lutté pour obtenir de telles réformes, je le savais bien, et que ses ambitions se fussent réalisées, cela me semblait indiquer après tout qu'une telle chose était un progrès humain possible. La longue période de massacres et de désordres de l'Empire Ottoman était apparemment close ; le grand assassin Abdul Hamid, banni, avait été relégué à Salonique dans la solitude, et son frère, le sympathique Mohammed V était monté sur le trône, comme premier souverain constitutionnel.

Telles avaient été les prémices de la Révolution ; mais lorsque j'arrivai à Constantinople, en 1913, de nombreux changements étaient survenus.

L'Autriche s'était annexée deux provinces turques, la Bosnie et l'Herzégovine ; l'Italie s'était emparée de Tripoli ; la Turquie avait supporté deux guerres contre les États Balkaniques et avait perdu toutes ses possessions d'Europe, à l'exception de Constantinople et d'un minuscule hinterland. Les tentatives de régénération de l'Empire Ottoman, qui avaient inspiré la Révolution, avaient évidemment avorté et je découvris bientôt qu'après quatre années de gouvernement soi-disant démocratique, la nation était plus avilie, plus appauvrie et plus démembrée qu'elle ne le fût jamais auparavant. En réalité, cet insuccès remontait à une époque plus lointaine que mon arrivée, et il était, dans la longue histoire des luttes politiques, le plus complet et le plus décourageant de tous. J'ai à peine besoin d'en indiquer en détail les causes. Ne critiquons pas trop âprement les Jeunes Turcs, car cela ne peut être mis en doute, au début ils furent sincères. Dans un discours prononcé à Salonique, en

juillet 1908, au square de la Liberté, Enver Pacha, que le peuple regardait comme le chevaleresque jeune leader de l'insurrection contre la tyrannie séculaire, avait éloquemment déclaré ceci :

« Aujourd'hui, le gouvernement despotique a disparu. Nous sommes tous frères. Il n'y a plus désormais en Turquie ni Bulgares, Grecs, Serbes, Roumains, Musulmans, Juifs : sous le même ciel bleu, nous sommes tous fiers d'être Ottomans. »

Cet exposé représentait l'idéal Jeune Turc, quant à la nouvelle forme de gouvernement de leur patrie ; mais cet idéal, il était en dehors de leur pouvoir de le transformer en réalité. Les races, qui avaient été maltraitées et massacrées des siècles durant, ne pouvaient d'un jour à l'autre nourrir des sentiments fraternels pour leurs tortionnaires. Les haines, jalousies et dissentiments religieux d'autrefois divisaient encore la Turquie en un mélange confus de clans opposés. Par-dessus tout, les funestes dernières guerres et la perte de la majeure partie de l'Empire avaient détruit le prestige de la jeune démocratie. Il y avait au surplus bien d'autres raisons d'insuccès, qu'il est inutile actuellement d'approfondir.

Si les Jeunes Turcs avaient cessé d'exister comme force positive de régénération, ils existaient toujours comme rouage politique. Leurs chefs : Talaat, Enver et Djemal avaient depuis longtemps renoncé à tout espoir de réformer leur pays, mais ils s'abandonnaient à un insatiable appétit de pouvoir personnel. Au lieu de trouver une nation de presque 20.000.000 d'habitants, se développant suivant un programme libéral, jouissant du suffrage universel, édifiant ses industries et son agriculture en prenant pour base l'éducation, l'hygiène et le progrès publics, je découvris que la Turquie consistait simplement en une agglomération d'esclaves opprimés, inanimés, ignorants et pauvres, avec, à leur tête, une chétive, faible oligarchie ; oligarchie qui s'était préparée à user d'eux de la manière qui satisferait le mieux les intérêts de ses représentants. Et ceux-ci étaient préci-

sément les hommes qui, quelques années auparavant, avaient doté leur patrie d'un régime constitutionnel ! On ne saurait imaginer chute plus stupéfiante, du plus noble idéalisme au plus abject matérialisme.

Talaat, Enver et Djemal étaient les chefs ostensibles ; mais derrière eux se trouvait le Comité « Union et Progrès », composé d'environ quarante membres. Ce Comité se réunissait secrètement, préparait les élections et réservait les emplois publics à ses créatures ; il avait son siège à Constantinople, et son chef suprême, qui lui consacrait toute son activité, transmettait ses ordres à ses subordonnés. Ces fonctionnaires, à leur tour, gouvernaient le parti et la contrée, suivant les préceptes du *Boss* [1] de nos cités américaines, à l'époque de notre plus notoire corruption politique. L'entière organisation fournissait ainsi une splendide illustration de ce que nous désignons souvent sous le nom de « invisible government ». Ce genre de contrôle irresponsable a fleuri autrefois dans nos villes, parce que les citoyens ne s'occupaient que de leurs propres affaires et négligeaient la chose publique. Mais en Turquie, d'une part les masses étaient profondément ignorantes pour apprécier la valeur d'un régime démocratique, et d'autre part la ruine et les vicissitudes générales du pays avaient laissé la nation pratiquement sans gouvernement, par conséquent une proie facile pour une bande d'aventuriers résolus : le Comité Union et Progrès, avec Talaat Bey à sa tête, furent ces tristes héros. Indépendamment des quarante membres siégeant à Constantinople, des sous-comités furent organisés dans toutes les villes importantes de l'Empire ; leurs adhérents se réunissaient secrètement, prenaient les décisions nécessaires et en confiaient l'exécution à ceux de leurs partisans qui remplissaient la plupart des emplois publics. Ces individus, comme les chefs réguliers de nos adminis-

1. Patron (familier). Sorte d'agent électoral, trafiquant de son influence sur les ouvriers ou autres personnes dépendant de lui, pour faire élire le candidat de son choix, dont il se sert ensuite pour ses propres intérêts. N. d. T.

trations aux mauvais jours de notre politique métropolitaine, « prenaient les ordres » et les transmettaient à leurs subordonnés. Personne ne pouvait obtenir une situation officielle quelconque, sans appartenir à l'un de ces comités.

Je dois cependant convenir que je suis injuste pour la clique de nos corrupteurs américains, en les comparant avec le comité turc « Union et Progrès ». Talaat, Enver, Djemal avaient ajouté à leur système un détail qui ne figurait pas au programme de nos politiciens : celui de l'assassinat et de l'exécution sommaire. Ils avaient conquis leur pouvoir sur les autres factions en usant de ce procédé.

Le *coup d'État* en question eut lieu le 26 janvier 1913, un peu moins d'un an avant mon arrivée. A cette époque, un groupe politique, dirigé par le vénérable Kiamil Pacha, comme Grand Vizir, et Nazim Pacha, comme ministre de la Guerre, contrôlait le gouvernement ; il représentait ce que l'on appelait le « Parti libéral », lequel s'était surtout signalé par son inimitié contre les Jeunes Turcs. Ces hommes avaient subi la désastreuse guerre des Balkans; en janvier, ils s'étaient trouvés acculés à accepter les avis des grandes puissances européennes et avaient dû abandonner Andrinople à la Bulgarie. Les Jeunes Turcs, sur leur garde depuis six mois, cherchaient une opportunité de ressaisir le pouvoir : la reddition projetée d'Andrinople la leur fournit. Andrinople était une importante cité, dont la cession était considérée par le peuple turc comme une nouvelle étape de sa décadence nationale. Talaat et Enver réunirent hâtivement deux cents adeptes et s'avancèrent vers la Sublime Porte, où le ministère siégeait. Nazim, entendant le tumulte, vint jusqu'au vestibule ; il affronta courageusement la foule, une cigarette aux lèvres, ses mains enfoncées dans ses poches.

— Allons! qu'y a-t-il, dit-il jovialement, quelle est la raison de ce bruit ? Ne savez-vous pas qu'il dérange nos délibérations ?

Les mots étaient à peine sortis de sa bouche qu'il tombait : une balle avait atteint un organe vital.

La foule, conduite par Talaat et Enver, s'ouvrit alors un passage jusqu'à la salle du Conseil. Kiamil, le grand Vizir, pressé de toutes parts — il avait plus de quatre-vingts ans — fut contraint de démissionner sous peine de subir le même sort que Nazim.

Comme l'assassinat avait été le moyen grâce auquel nos gens s'étaient emparés du pouvoir suprême, ainsi l'assassinat resta leur instrument pour s'y maintenir. Djemal, en outre de ses fonctions, était gouverneur militaire de Constantinople, et de ce chef avait le contrôle de la police ; dans ce rôle, il développa tous les talents d'un Fouché et remplit si bien sa mission que tout individu, conspirant contre les Jeunes Turcs, dut se retirer à Paris ou Athènes. Les quelques mois qui précédèrent mon arrivée avaient été un véritable règne de terreur. Les Jeunes Turcs avaient détruit le régime d'Abdul Hamid, mais adopté les méthodes favorites du Sultan pour faire taire l'opposition. Au lieu d'avoir un Abdul Hamid, la Turquie découvrait maintenant qu'elle en avait plusieurs : les arrestations et déportations se comptaient par vingtaines, et la pendaison des délinquants politiques — c'est-à-dire en contravention avec la horde gouvernementale — n'était qu'un banal incident.

La faiblesse du Sultan faisait la partie belle au Comité. Il faut se rappeler que Mohammed V n'était pas seulement Sultan, mais aussi Calife ; non seulement le souverain temporel, mais aussi le chef de l'Église mahométane. De ce fait, il était l'objet de la vénération de millions de dévots musulmans : cela aurait suffi pour donner, à tout homme résolu, dans sa situation, assez d'influence pour libérer la Turquie du joug de ses oppresseurs. Je présume que ceux-là même qui ont eu le plus de sympathie pour lui, ne le dépeindront jamais sous les traits d'un homme énergique, d'un maître impérieux. C'est un miracle que dans les circonstances où le destin s'était appesanti sur lui, il n'ait pas été complètement annihilé. Son frère était Abdul Hamid, celui que Gladstone appelait le « Grand Assassin », un homme qui gouverna par l'espionnage et l'effusion de sang et qui n'avait

pas plus de considération pour ses propres parents que pour ses malheureux sujets Arméniens. Un de ses premiers actes avait été, en montant sur le trône, de chambrer son successeur éventuel dans un palais, de l'environner d'espions, de limiter sa société à celle de son harem et de quelques fonctionnaires de sa suite et de suspendre constamment sur sa tête la crainte d'être assassiné. L'éducation de Mohammed V avait été sommaire; il ne parlait que sa langue maternelle et ses seuls moyens d'apprendre quoi que ce soit touchant le monde extérieur étaient la lecture occasionnelle d'un journal turc. Aussi longtemps qu'il acceptait ce régime, l'héritier présomptif ne courait aucun risque ; mais il savait que le premier signe de révolte — ou même de curiosité trop intempestive quant aux événements — serait le signal de sa mort. Aussi complète que fût cette séquestration, elle ne détruisit pas ce qui était au fond une bienveillante et sympathique nature, en entière opposition avec celle que nous prêtons au « Terrible Turc ». C'était un vieillard paisible et accommodant, que tout le monde aimait et qui, j'en suis persuadé, ne nourrissait de mauvais sentiments pour âme qui vive. Incapable de gouverner son Empire, car il n'avait pas été préparé à remplir une tâche aussi ardue, il se contentait de jouir des prérogativss de sa souveraineté, conscient d'être un descendant direct du grand Osman.

Il ne pouvait donc s'opposer aux desseins de ceux qui luttaient alors pour régir la Turquie. En échangeant son maître Abdul Hamid contre Talaat, Enver et Djemal, le commandeur des Croyants n'avait guère amélioré sa situation personnelle ; le comité Union et Progrès le tenait, comme il tenait d'ailleurs le reste de la Turquie — par intimidation. Ses leaders lui avaient montré l'étendue de leur pouvoir en détrônant Abdul Hamid, en l'enfermant dans un palais; et le pauvre Mohammed vivait naturellement dans la crainte continuelle d'un traitement analogue. En vérité, ils lui avaient déjà donné un échantillon de leur puissance, et si le Sultan avait tenté dans cette occasion d'affirmer son

indépendance, la conclusion de l'épisode n'avait que trop bien prouvé qui était le maître. Un groupe de treize « conspirateurs » et autres criminels, — quelques-uns réels, le reste de simples délinquants politiques — avaient été condamnés à être pendus; parmi eux se trouvait le gendre impérial. Avant l'exécution de la sentence, Mohammed devait signer les arrêts de mort; il supplia qu'on le laissât pardonner à son parent, n'élevant aucune objection pour viser les sentences des douze autres condamnés. Le souverain nominal de 20.000.000 de sujets se traîna à genoux devant son ministre, mais aucune supplication n'affecta la détermination de celui-ci. C'était une occasion, jugea Talaat, de déterminer une fois pour toutes qui était le maître : le Sultan ou le Comité. Quelques jours plus tard, la mélancolique figure de l'illustre supplicié se balançait à l'extrémité d'une potence, aux yeux de la population, et témoignait visiblement que Talaat et le Comité régissaient les destinées de l'Empire turc. Après cette tragique velléité d'indépendance, Mohammed n'essaya plus jamais de s'immiscer dans la conduite des affaires : il savait ce qui était arrivé à Abdul Hamid et craignait pour lui-même un sort pire.

A l'époque à laquelle j'arrivai à Constantinople, le Sultan était ainsi entièrement sous la coupe des Jeunes Turcs ; on le considérait communément comme un « Iradé-machine », terme équivalent à celui qui nous sert à qualifier un individu de « tampon mécanique ». Ses devoirs d'État consistaient simplement à présider certaines cérémonies officielles — telle que la réception des ambassadeurs, — à apposer sa signature sur les documents que Talaat et ses associés lui soumettaient à cet effet.

C'était, on en conviendra, un profond changement dans les institutions gouvernementales de la Turquie, dans ce pays où, depuis des siècles, le Calife était un monarque absolu, dont la volonté seule avait force de loi et qui avait centralisé entre ses mains tous les pouvoirs. Non seulement le souverain, mais aussi les membres du Parlement, étaient les humbles créatures du Comité, ayant été pratiquement

choisis par lui, ne votant que d'après les injonctions des « bosses » les plus influents. Ceux-ci avaient en outre réussi à confier les principaux emplois publics à leurs affidés et cherchaient à saisir les derniers postes qui, pour diverses raisons, échappaient à leur contrôle.

CHAPITRE II

LE « BOSS SYSTEM » DANS L'EMPIRE OTTOMAN EN QUOI IL FUT UTILE A L'ALLEMAGNE

Talaat, le chef de ce groupe d'usurpateurs, était une remarquable personnalité ; sa vie et son caractère excitèrent naturellement mon intérêt, car j'étais depuis longtemps familiarisé avec le « Boss System » dans mon propre pays ; et je retrouvais chez lui plus d'une ressemblance avec les frustes, quoique capables, citoyens qui si souvent jadis avaient dirigé notre politique locale et même gouvernementale.

Les origines de Talaat étaient si obscures que de nombreuses histoires circulaient sur son compte. Les uns racontaient qu'il était un Bohémien bulgare, les autres l'appelaient un Pomak (on désigne sous ce nom un individu de sang bulgare, dont les ancêtres ont, il y a des siècles, embrassé la religion mahométane). Ainsi, d'après cette dernière explication qui, je crois, est la bonne, ce véritable maître de l'Empire Turc n'était pas turc du tout.

Je puis en outre affirmer qu'il se souciait fort peu du Mahométisme, car à l'instar de la majorité des chefs de son parti il faisait fi de toutes les religions. « Je déteste tous les prêtres, *rabbis* et *hodjas* », me dit-il un jour (*hodja* est le terme dont se servent les Mahométans pour désigner les ministres du culte). Je puis encore assurer que Talaat ne prêtait aucune attention à certaines injonctions de sa religion, notamment à celle concernant la boisson ; il était l'âme d'un club installé non loin de l'ambassade américaine, dont les réunions passaient pour être parfois bachiques.

Il n'est pas rare, en Amérique, de voir un simple prolétaire se révéler un habile politicien ; de même, Talaat avait débuté dans la vie comme facteur ; il s'était ensuite élevé au poste de télégraphiste à Andrinople, et il était extrêmement fier de ses humbles débuts. Je lui rendis visite chez lui deux ou trois fois, et bien qu'il fût alors l'homme le plus puissant de l'Empire Ottoman, sa maison était celle d'un homme du peuple, sommairement garnie de meubles bon marché, dont l'ensemble donnait l'impression d'un appartement de loyer modeste à New York. Son objet de prédilection était l'appareil télégraphique, grâce auquel il avait autrefois gagné sa vie ; je l'ai vu s'en servir pour appeler un de ses amis intimes.

Un soir, Talaat me dit qu'on lui avait versé le jour même son traitement de ministre de l'Intérieur. Après avoir payé ses dettes, ajouta-t-il, il ne lui restait que cent dollars pour toute fortune. Il aimait à passer la plus grande partie de ses loisirs avec les rustres qui composaient le Comité Union et Progrès ; dans l'intervalle, en dehors du ministère, il siégeait chaque jour au bureau du quartier général de son parti, dont il dirigeait personnellement le fonctionnement. En dépit de ses origines modestes, il avait acquis quelques-unes des qualités d'un homme du monde. Bien que, de par son éducation première, on ne lui eût jamais enseigné à manier une fourchette et un couteau, instruments complètement inconnus en Turquie parmi les basses classes, il pouvait assister aux dîners diplomatiques et représenter son pays avec une grande dignité et une parfaite aisance. J'ai toujours considéré comme un indice de ses talents instinctifs le fait, qu'en dépit de son peu d'instruction, il avait appris suffisamment de français pour soutenir convenablement une conversation en cette langue. Physiquement, il n'était pas moins remarquable ; sa puissante constitution, son dos large et carré, ses biceps durs comme le roc, amplifiaient la force mentale et la vigueur naturelle qui avaient facilité sa carrière. Pour discuter, il aimait à s'asseoir à son bureau, les épaules remontées, la tête rejetée en arrière et

les poignets, deux fois aussi gros que ceux d'un homme ordinaire, fermement plantés sur la table. Il m'a toujours semblé qu'il faudrait un levier pour arracher ces poignets de la place où la force et l'esprit agressif de Talaat les avaient fixés. Maintenant, lorsque j'évoque son souvenir, je ne me rappelle pas tout d'abord son rire joyeux, son exubérante gaieté au récit d'une bonne histoire, sa façon de traverser la pièce d'une enjambée rapide, son impétuosité, sa volonté, sa cruauté ; toute la vie et la nature de l'homme se symbolisent, pour moi, dans ces poignets gigantesques.

Talaat, comme la plupart des hommes forts, avait ses accès d'humeur rébarbative et même parfois féroce. Un jour, je le trouvai assis à sa place habituelle, ses massives épaules remontées, les yeux enflammés, ses poignets plantés sur le bureau ; je pressentais toujours quelque difficulté lorsque je le voyais dans cette attitude. A chacune de mes demandes, Talaat, entre deux bouffées de sa cigarette, répondait invariablement : « Non, non, non. » Je me glissai près de lui : « Excellence, dis-je, il me semble que ces poignets sont cause de tout. Ne voudriez-vous pas les enlever de dessus la table ? » Le visage d'ogre de Talaat commença à se plisser, il leva les bras, se renversa et eut un rire semblable à un rugissement. Ma façon d'agir l'avait tellement amusé qu'il acquiesça à toutes mes requêtes.

Une autre fois, j'entrai dans son bureau, où se trouvaient déjà deux princes arabes. Le ministre était solennel, plein de dignité et me refusa toute faveur. « Non, je ne le ferai pas ». Non, je n'ai pas la moindre intention de le faire », me répondit-il. Je compris qu'il désirait impressionner ses hôtes princiers et leur montrer qu'il était devenu si important qu'il n'hésitait pas à « malmener » un Ambassadeur. Alors m'approchant de lui, je lui dis d'un ton tranquille : « Je vois que vous essayez d'en imposer à ces princes, mais s'il vous faut poser, posez plutôt avec l'Ambassadeur autrichien, il attend son audience. Mes affaires sont trop importantes pour qu'on s'en amuse. » Talaat se mit à rire. « Revenez dans une heure », me dit-il. Je revins, les princes

arabes étaient partis et nous n'eûmes aucune peine à arranger les choses à ma satisfaction.

— Il faut que quelqu'un gouverne la Turquie, pourquoi pas nous ? me dit-il un jour. (La situation, en effet, en était arrivée à peu près à ce point). J'ai été grandement déçu, continua-t-il, de ce que les Turcs n'aient pas su apprécier nos institutions démocratiques. Je l'avais espéré autrefois et j'y ai travaillé ferme, mais ils n'y étaient point préparés.

Il comprit que le premier venu, pour peu qu'il fût entreprenant, pouvait s'emparer du gouvernement et il voulut être cet homme. De tous les politiciens turcs que j'ai rencontrés, je le considérai comme le seul ayant vraiment des capacités innées, extraordinaires. Il avait un pouvoir dominateur intense, la faculté de penser rapidement et juste, et presque une divination surnaturelle des mobiles d'autrui. Sa franche gaieté et son sens de l'humour en faisaient d'autre part un admirable manieur d'hommes. Il fit preuve d'infiniment de sagacité dans ses efforts, après le meurtre de Nazim, pour saisir la direction de l'Empire bouleversé. Il ne s'en empara pas d'un seul coup, mais procéda, graduellement, en tâtant le terrain. Il comprit les points faibles de sa position, soupesa les forces qu'il aurait à combattre, telles que l'envie de ses collègues du Comité révolutionnaire qui l'avaient soutenu, l'opposition possible de l'armée, des gouvernements étrangers et des différentes factions qui composaient ce qui, en Turquie, passe pour être l'opinion publique. N'importe lequel de ces éléments aurait pu l'anéantir, politiquement et matériellement. Il savait qu'il s'était engagé dans un chemin dangereux et il s'attendait à disparaître de façon violente : « Je n'espère pas mourir dans mon lit », me dit-il. En devenant ministre de l'Intérieur, Talaat obtint le contrôle de la police et l'administration des provinces ou « vilayets » ; d'où un surcroît d'influence qui lui permit de consolider sa position dans le Comité. Il rechercha l'appui de tous les partis importants, en nommant peu à peu leurs représentants aux autres postes du ministère. Bien qu'il fût plus tard le promoteur responsable du mas-

sacre de centaines de milliers d'Arméniens, à cette époque Talaat soutenait que le Comité était partisan de l'unification de toutes les races de l'Empire et, dans ce dessein, son premier Cabinet se composa d'un chrétien-arabe, d'un Deunme (individu de race juive, mais mahométan de religion) d'un Circassien, d'un Arménien et d'un Égyptien. Il fit ce dernier Grand Vizir, le poste le plus haut du Gouvernement, et qui correspond approximativement à celui de Chancelier de l'Empire Allemand. L'homme qu'il choisit pour ce rôle qui, en temps ordinaire, était le plus honorifique et le plus important de l'Empire, appartenait à une tout autre classe de la société que lui-même. Il arrive assez fréquemment, en Amérique, que des « Bosses » choisissent des personnages de rang élevé pour remplir les fonctions de maire ou même de gouverneur, des hommes dont l'honorabilité rejaillira sur leur faction et que cependant ils peuvent diriger. Ce fut pour des motifs de cet ordre que Talaat et ses collègues élevèrent Said Halim au poste de Grand Vizir. Said Halim était un prince égyptien, cousin du Khédive d'Égypte, fort riche et très cultivé. Il parlait anglais et français aussi couramment que sa propre langue et pouvait faire honneur à n'importe quelle société du monde. Mais sa vanité et son ambition n'avaient pas de bornes. Son plus grand désir était de devenir Khédive d'Égypte, désir qui l'avait conduit à unir sa fortune politique à la clique qui gouvernait alors la Turquie. Il était le plus gros « commanditaire de leur entreprise » et en vérité avait beaucoup aidé les Jeunes Turcs à leurs débuts. En retour, ceux-ci lui avaient offert le plus haut poste de l'Empire, mais à la condition tacite qu'il n'essaierait point d'en exercer les véritables pouvoirs, se contenterait de jouir des honneurs et dignités de sa charge et se tiendrait prêt à prendre le poste de Khédive, lorsque tous leurs desseins seraient réalisés.

Les préparatifs de guerre du Kaiser avaient, depuis des années, compris l'étude des conditions intérieures des autres pays ; une partie indispensable du programme impérial consistait à tirer parti de toutes les désorganisations existantes,

pour mener à bien les projets de pénétration et de conquête allemands. On connaît l'œuvre des agents de Berlin en France, en Italie et même aux États-Unis, en Russie où ils réussirent à changer le cours de la guerre. Il est évident que la situation de la Turquie, en 1913 et 1914, fournissait une occasion idéale pour des manœuvres de ce genre et que l'Allemagne trouvait dans ce malheureux pays de réels avantages, ne subsistant nulle part ailleurs de façon aussi absolue. Talaat et ses collègues avaient besoin de l'Allemagne, presque autant que l'Allemagne avait besoin d'eux. Ils étaient tout à fait novices dans l'art de gouverner un empire ; leurs ressources financières étaient épuisées, leur armée et leur marine presque en dissolution ; ils étaient entourés d'ennemis qui sans cesse essayaient de leur nuire aux yeux de leurs compatriotes ; enfin les grandes puissances les considéraient en aventuriers besogneux, dont la carrière était condamnée à une courte durée. Soutenu au dehors, on pouvait se demander combien de temps le nouveau régime durerait. Talaat et son Comité désiraient l'appui de quelque puissance étrangère pour organiser l'armée et la marine, relever les finances du pays, les aider à reconstruire leur système industriel et les protéger contre les empiètements des nations environnantes. Profondément ignorants des pays étrangers, il leur fallait un conseiller habile pour les guider au milieu des intrigues internationales. Où pouvait-on trouver semblable protecteur ? Évidemment, seule une des grandes puissances de l'Europe pouvait remplir ce rôle. Mais laquelle ? Dix ans avant, la Turquie se serait naturellement tournée vers l'Angleterre. Mais à ce moment les Turcs considéraient simplement que cette nation était celle qui les avait dépouillés de l'Égypte, et n'avait pas su empêcher leur démembrement après la guerre des Balkans. De concert avec la Russie, la Grande-Bretagne maintenant gouvernait la Perse, et ceci constituait une menace permanente contre leur empire asiatique, — du moins était-ce leur conviction. L'Angleterre retirait peu à peu les capitaux qu'elle avait en Turquie ; ses hommes

d'État pensaient que les Ottomans étaient sur le point d'être définitivement chassés d'Europe, et toute la politique anglaise en Extrême-Orient reposait sur le maintien de l'organisation des Balkans, telle qu'elle avait été fixée par le traité de Bucarest, traité auquel la Turquie refusait de se conformer, ayant résolu de l'abolir. Avant tout, les Turcs en 1914 craignaient la Russie autant qu'ils l'avaient toujours redoutée depuis le règne de Pierre le Grand. Celle-ci était pour eux le vieil ennemi, le pays qui avait libéré la Bulgarie et la Roumanie, qui avait joué le rôle le plus actif dans le morcellement de leur patrie et qui se considérait déjà possesseur définitif de Constantinople. Cette crainte, je ne saurais trop le répéter, fut le facteur principal qui, primant les autres, amena la Turquie à se jeter dans les bras de l'Allemagne. Elle avait, pendant plus de cinquante ans, considéré l'appui de l'Angleterre comme sa meilleure sauvegarde contre une agression russe et maintenant la Grande-Bretagne était devenue l'alliée virtuelle de la Russie ! On croyait alors en Turquie, même parmi les chefs de clans, que ces deux puissances étaient parfaitement d'accord pour réserver à la Russie l'héritage de Constantinople et des Dardanelles.

Bien qu'en 1914, le Gouvernement de Pétrograd ne formulât point de telles prétentions, du moins ouvertement, le fait qu'il pressait la Sublime Porte sous d'autres prétextes rendait impossible à Talaat et à Enver de chercher un soutien de ce côté. L'Italie venait de s'emparer de la dernière province turque en Afrique : la Tripolitaine, et à cette époque occupait Rhodes et d'autres îles turques et caressait des desseins agressifs en Asie-Mineure. La France était l'alliée de la Russie et de la Grande-Bretagne ; elle étendait sans cesse son influence en Syrie où, en vérité, elle avait conçu de vastes projets de pénétration, à l'aide de chemins de fer, colonies et concessions. Les considérations de personnes jouèrent un rôle important dans le drame qui s'ensuivit. Les ambassadeurs de la Triple Entente dissimulaient à peine leur mépris pour les politiciens turcs au pouvoir et

leurs méthodes. Sir Louis Mallet, l'ambassadeur anglais, était un gentleman cultivé et d'esprit élevé ; Bompard, l'ambassadeur français, était également agréable et de toute honorabilité ; l'un et l'autre, de par leur tempérament, n'étaient pas qualifiés pour participer aux intrigues criminelles qui faisaient alors partie de la politique turque. Giers, l'ambassadeur russe, était un diplomate de l'ancien régime, hautain et dédaigneux ; il était extrêmement astucieux, mais il traitait les Jeunes Turcs dédaigneusement, manifestait presque un intérêt de propriétaire pour le pays, et semblait manier déjà le knout sur la tête de ce gouvernement honni. Il était visible que les trois ambassadeurs de l'Entente ne pensaient pas que le régime de Talaat et d'Enver durerait et qu'il valût la peine de s'y intéresser. De même que durant les six dernières années, plusieurs factions s'étaient élevées au pouvoir, puis étaient tombées, de même ils croyaient que cette dernière usurpation disparaîtrait au bout de quelques mois.

Mais il y avait alors à Constantinople un homme dénué de scrupules et ne reculant devant aucun moyen susceptible de servir ses projets : Wangenheim. Il vit clairement ce que ses collègues n'avaient fait qu'entrevoir, que Talaat et ses associés acquéraient en Turquie une autorité de jour en jour plus grande et que ceux-ci cherchaient quelque puissance influente, qui voulût reconnaître leur position et les aider à s'y maintenir. Afin de nous faire une idée précise de la situation, transportons-nous, pour un moment, dans un pays plus proche de nous.

En 1913, Victoriano Huerta et ses complices avaient réussi à imposer leur dictature au Mexique, par des moyens similaires à ceux que Talaat et son Comité avaient employés pour arriver au pouvoir suprême. De même que Huerta avait assassiné Madero, de même les Jeunes Turcs avaient tué Nazim ; et dans les deux cas, le meurtre devenait une arme politique courante. Huerta dirigeait le Congrès mexicain et les institutions publiques, tout comme Talaat dirigeait le Parlement turc et les principaux départements

d'État. Sous la domination de Huerta, le Mexique était un pays infiniment pauvre, sans ressources financières, sans industrie ni agriculture, semblable à la Turquie sous la loi de Talaat. Comment Huerta chercha-t-il à consolider sa propre situation et à relever son pays désorganisé ? Il n'avait qu'un moyen : s'assurer l'appui de quelque puissance étrangère. A cet effet, il essaya, à maintes reprises, de se faire reconnaître par les États-Unis ; mais ceux-ci, refusant d'avoir affaire à un meurtrier, il se tourna vers l'Allemagne. Supposons que le Kaiser ait répondu à cet appel : il aurait pu remettre de l'ordre dans les finances mexicaines, reconstruire les lignes de chemins de fer, relever l'industrie, moderniser l'armée et ainsi mettre la main sur le pays, qui devenait virtuellement une possession allemande.

Une seule chose empêcha le Kaiser de le faire : la doctrine de Monroë. Or cette doctrine n'existait pas en Turquie, et ce qui aurait pu arriver au Mexique n'est que le tableau grossier, mais exact, de ce qui se produisit dans l'Empire Ottoman. Et cependant, lorsque je jette un regard en arrière sur la situation, tout me semble si clair, si simple, si inévitable ! L'Allemagne se trouvait être, jusqu'ici, presque la seule grande puissance qui ne se fût point approprié quelque gros morceau du territoire turc, fait qui lui donnait un avantage considérable. De plus, ses représentants à Constantinople, grâce à leur manque de scrupules, par leur habileté et leur expérience, étaient plus aptes que ceux de toute autre contrée pour manœuvrer cette situation difficile. Wangenheim n'était d'ailleurs pas le seul Allemand capable, déjà introduit dans la place. Je nommerai Paul Weitz, important pionnier du pangermanisme, qui fut pendant trente ans le correspondant de la *Frankfurter Zeitung* en Turquie. Il connaissait à fond les Turcs et les affaires du pays, avait ses entrées partout, même dans les endroits les moins accessibles et était sans cesse aux côtés de Wangenheim, à qui il prodiguait leçons, conseils et renseignements. Il y avait encore l'attaché naval allemand, Humann, fils d'un célèbre archéologue allemand, né à Smyrne et

qui avait passé presque toute sa vie en Turquie ; il parlait non seulement turc, mais pouvait encore penser comme les Turcs, dont il connaissait parfaitement la mentalité. De plus, Enver, l'un des deux principaux chefs du Comité, était l'ami intime de Wangenheim. Lorsque je songe à ce trio, à la fois habile et expérimenté : Wangenheim, Weitz et Humann, et à leurs adversaires : Mallet, Bompard et Giers, agréables gentlemen infiniment respectables, il me semble qu'il eût été impossible d'enrayer la marche des événements, qui se précipita alors, rapide et fatale, comme un simple phénomène de la nature.

Au printemps de 1914, Talaat et Enver, les représentants du Comité Union et Progrès, étaient en somme les maîtres de l'Empire ottoman et Wangenheim, en vue d'une guerre prochaine, n'eut alors qu'un désir : en faire les instruments de sa volonté.

En janvier 1914, Enver devint ministre de la Guerre. Il avait trente-deux ans et était d'origine modeste, comme du reste tous les chefs de la politique turque du moment ; son surnom populaire de « héros de la Révolution » explique pourquoi Talaat et le Comité lui avaient confié cette importante charge. Il jouissait d'une certaine réputation militaire, bien qu'il n'eût jamais, à ma connaissance, remporté de véritable succès stratégique. La Révolution de 1908, dont il avait été un des principaux leaders, avait coûté peu de vies humaines ; il avait, en 1912, commandé contre les Italiens une armée en Tripolitaine, mais, en vérité, cette campagne n'avait rien eu de napoléonien. Il me raconta lui-même comment, dans la seconde guerre des Balkans, à la suite d'une nuit de marche, il s'était porté à la tête de ses troupes à la conquête d'Andrinople et comment les Bulgares, ayant abandonné la ville à son approche, il avait ainsi obtenu la victoire sans coup férir.

Un trait dominait chez lui : l'audace, qui devait le conduire fatalement au succès dans un pays aussi désorganisé que la Turquie. De décision prompte, toujours prêt à jouer sa vie et son avenir sur la réussite d'une simple aventure

il avait en effet jusqu'alors évolué dans une suite de crises, favorisé par la chance. Et bien qu'il fût cruel, sans merci, d'une volonté implacable, son beau visage aux traits réguliers, son corps petit mais vigoureux, ses façons agréables, rien enfin ne révélait sa véritable nature. De même, pour qui ne le voyait qu'en passant, il aurait été difficile de soupçonner l'ambition effrénée qui le poussait. Ses amis l'appelaient « Napoleonik », le petit Napoléon, surnom qui symbolisait parfaitement ses prétentions. Je me rappelle un soir, chez lui, l'avoir contemplé assis entre deux portraits, d'un côté celui de Napoléon, de l'autre celui de Frédéric le Grand, simple fait qui peut donner une idée de sa vanité ; il avait une admiration profonde pour ses deux héros, à la fois guerriers et hommes d'État et je crois qu'il aimait à penser que le destin lui réservait une carrière semblable à la leur. D'ailleurs la part active, qu'à vingt-six ans, il avait prise à la Révolution qui détrôna Abdul Hamid, l'amenait naturellement à se comparer à Bonaparte et il m'avoua, à maintes reprises, qu'il se savait « destiné à un grand avenir ». Il affectait de croire qu'il avait reçu la mission divine de ressusciter la gloire de la Turquie et d'en être lui-même le grand dictateur. Toutefois, comme je l'ai dit plus haut, son extérieur avait quelque chose de délicat et de presque efféminé. Il appartenait à ce type d'hommes qu'en Amérique on désigne parfois sous le nom de « bourreau des cœurs » et les femmes le qualifiaient couramment d' « irrésistible ». Pas une seule ride n'abîmait son visage, véritable masque qui ne trahissait ni ses émotions, ni ses pensées ; il était toujours calme, glacial, imperturbable. Mais il ne possédait certainement pas la faculté de pénétration de Napoléon, ce qu'il prouva par la façon dont il s'empara du pouvoir suprême et en alliant de bonne heure sa propre fortune à celle de l'Allemagne.

Depuis des années, ses sympathies étaient allées au Kaiser. L'Empire germanique, son armée et sa marine, sa langue, son gouvernement autocrate, tout enfin exerça un charme fatal sur ce fondateur de la démocratie turque. A la chute

d'Abdul Hamid, Enver se trouvait en mission militaire à Berlin, où le Kaiser, qui avait de suite reconnu en lui un instrument capable de seconder ses projets en Orient, se l'attacha de différentes façons. Il vécut longtemps à Berlin, en qualité d'attaché militaire, ce qui le rapprocha encore davantage de l'Allemagne, de sorte que lorsqu'il revint à Constantinople il était presque plus Allemand que Turc. Il en parlait la langue couramment, copiait en tout ce qui était en usage sur les bords de la Sprée, jusqu'à porter la moustache légèrement relevée aux extrémités ; bref, le prussianisme l'avait conquis tout entier. Lorsqu'il devint Ministre de la Guerre, Wangenheim le flatta, le cajola, s'amusa de ses ambitions de jeune homme et dut sans aucun doute lui promettre l'appui absolu de l'Allemagne pour les réaliser. Au surplus, dans les entretiens privés, Enver ne cachait pas son admiration pour ce pays. Si bien que sa nomination au poste de Ministre de la Guerre fut virtuellement une victoire allemande.

Il décida sur-le-champ une réorganisation complète et radicale de l'armée. Il m'avoua qu'il n'avait accepté ce poste qu'à la condition d'être libre de ses actions et il entendait en profiter. Il y avait encore dans les rangs de l'armée un grand nombre d'officiers dont les inclinations penchaient plutôt vers l'ancien régime que vers les Jeunes Turcs ; plusieurs d'entre eux étaient en outre des partisans du ministre assassiné, Nazim. Sans hésiter, Enver en destitua deux cent soixante-huit et les remplaça par des Turcs, notoirement affiliés à l'Union et Progrès, et quelques Allemands. Toutefois, le groupe Enver-Talaat redoutait sans cesse une contre-révolution, qui les renverserait comme eux-mêmes avaient destitué leurs prédécesseurs. Combien de fois ne m'ont-ils pas répété que leurs propres victoires révolutionnaires leur avaient appris combien il était facile à un petit groupe d'hommes déterminés et énergiques de s'emparer de la direction d'un pays ! Ils n'avaient par conséquent pas l'intention, disaient-ils, de fournir à quelques officiers la possibilité d'organiser contre eux semblable *coup d'État*. La réforme

audacieuse d'Enver ne fut pas sans alarmer Talaat ; mais le jeune ministre se montra inflexible et refusa de revenir sur son décret, bien que l'un des officiers destitués, Chukri Pacha, eût défendu Andrinople lors de la guerre des Balkans. De plus, il fit passer une circulaire parmi les officiers turcs, les avertissant qu'ils ne devaient attendre d'avancement que de lui seul, ce qu'ils n'obtiendraient au surplus qu'en se ralliant à la politique des Jeunes Turcs.

Ainsi la prussification de l'armée ottomane commença par les mesures décrétées par Enver, bien que Talaat, son collègue, n'en fût point aussi enthousiaste. Celui-ci n'entendait point faire le jeu de l'Allemagne et travaillait d'abord pour le Comité et pour lui-même ; mais il ne pouvait réaliser ses projets sans le concours de l'armée, et c'est ainsi qu'il éleva Enver, qui pendant des années avait été son associé le plus intime dans la politique du Comité, au poste de Ministre de la Guerre. Puisqu'il lui fallait une armée puissante, dans ce dessein il se tourna vers l'Allemagne qui lui semblait capable de lui prêter assistance. Vers la fin de 1913, il organisa avec Wangenheim que le Kaiser enverrait une mission militaire pour réorganiser l'armée turque. Il me confia, qu'en demandant cette aide, il tirait avantage de l'Allemagne, quoique celle-ci crût au contraire qu'il ne serait qu'un instrument aux services de la mission. Il comprit parfaitement les dangers d'une telle réforme. Un député qui discuta avec lui la situation, en janvier 1914, m'a rapporté quelques détails de leur conversation, qui révèlent ce qui se passait alors dans l'esprit du Ministre.

— Pourquoi abandonnez-vous la direction du pays à l'Allemagne ? demanda-t-il en faisant allusion à la mission militaire. Ne vous rendez-vous donc pas compte qu'elle a projeté de faire de la Turquie une colonie, une autre Égypte ?

— Nous le savons parfaitement, répondit Talaat, mais nous savons aussi que nous sommes incapables de remettre sur pied notre Patrie, livrés à nos propres ressources. Par conséquent, nous allons profiter de l'enseignement technique et pratique que les Allemands peuvent nous donner. Nous

leur demanderons de nous aider à réorganiser et à protéger la nation, jusqu'à ce qu'il nous soit possible de la gouverner par nous-mêmes, et alors nous leur dirons adieu et les remercierons dans les vingt-quatre heures (*sic*).

Il était évident que la situation matérielle de l'armée turque trahissait le besoin d'un secours étranger, et elle symbolisait à mes yeux la situation de l'Empire tout entier, telle qu'elle était avant l'arrivée des Allemands. Lorsque je lançai les invitations à ma première réception, un grand nombre d'officiers turcs me demandèrent la permission d'y assister en habit de soirée, disant qu'ils n'avaient pas les moyens d'acheter ou de louer des uniformes ; on ne leur avait point versé leur solde depuis trois mois et demi, et comme le Grand Vizir, soucieux d'étiquette, insistait en faveur de la tenue militaire, plusieurs de ces officiers durent s'abstenir. Presque à la même époque, la nouvelle mission allemande pria le commandant du second Corps d'Armée de faire exécuter aux recrues les marches prévues réglementairement, et celui-ci aurait répondu que c'était impossible, ses hommes n'ayant pas de chaussures !

Toutefois, je persiste à croire que Talaat, obstiné et rusé comme il se révéla plus tard, n'était pas l'instrument complaisant de Berlin. J'en eus d'ailleurs la preuve par un incident auquel je fus mêlé. Jusqu'ici je n'ai rien dit du rôle des États-Unis, au sujet des relations de la Turquie et des grandes puissances. En vérité, nous n'avions pas d'importants rapports d'ordre économique. Les Turcs nous regardaient comme un peuple d'idéalistes et d'altruistes, dépensant des millions dans un but purement philantrophique, tel que construire de splendides écoles dans leur pays, ce qui provoquait leur étonnement et peut-être leur admiration. Ils nous aimaient et voyaient en nous presque leurs seuls amis sincères. Mais nos intérêts en Turquie étaient insignifiants. La « Standard Oil Company », il est vrai, faisait de grandes affaires ; la Compagnie Singer vendait des machines à coudre aux Arméniens et aux Grecs. De notre côté, nous achetions leur tabac, leurs figues, leurs

tapis et ramassions leur bois de réglisse. Là se bornaient nos relations commerciales ; tandis que quelques missionnaires et professeurs constituaient en somme nos véritables points de contact avec les indigènes. Ils savaient que nous n'avions pas l'intention de morceler leur pays ou de nous immiscer dans la politique des Balkans, fait qui pourrait, sans doute, expliquer que Talaat discutât avec moi de façon aussi libre le gouvernement de son pays. Au cours de ses entretiens, j'avais souvent exprimé le désir de leur rendre service, de sorte que lui et certains membres du Cabinet prirent l'habitude de me consulter. Peu après mon arrivée, je fis un discours à la Chambre de Commerce américaine de Constantinople devant Talaat, Djemal et autres influents leaders. Je leur montrai combien la situation économique de la Turquie était arriérée et leur conseillai pour l'améliorer de déployer autant de courage que de persévérance. Puis, je fis un tableau sommaire de l'Amérique après la guerre civile, et comparai nos États du Sud dévastés avec leur propre pays. Enfin, je leur racontai comment nous nous étions mis au travail et avions, par notre seule initiative, amené peu à peu notre contrée à sa prospérité actuelle. Mon discours sembla faire sur eux une profonde impression, surtout lorsque je déclarai, qu'après la guerre civile, les États-Unis avaient contracté de gros emprunts à l'étranger et avaient attiré des immigrants de toutes les parties du monde. Talaat parut tirer de mes indications une idée nouvelle. Il ne serait donc pas impossible que les États-Unis pussent lui fournir l'aide matérielle qu'il avait cherchée en Europe. J'avais déjà proposé qu'on envoyât un expert américain étudier les finances turques et j'avais, à ce dessein, fait allusion à Mr. Henry Bruère, de New-York ; idée que les Turcs accueillirent très favorablement, car, à cette époque, ils avaient le plus grand besoin d'argent. La France leur en avait fourni pendant des années et, au printemps 1914, ses principaux banquiers négociaient les conditions d'un emprunt. L'Allemagne les avait aussi aidés, mais à ce moment-là les cours de la Bourse de Berlin ne

leur permettaient guère d'espérer un appui suffisant de ce côté.

Finalement, vers la fin de décembre 1913, Bustany Effendi, un chrétien arabe et ministre du Commerce et de l'Agriculture, parlant anglais couramment (il avait été Commissaire général de la Turquie à l'Exposition Universelle de Chicago en 1893) vint me voir et me consulta au sujet d'un emprunt en Amérique. Il me demanda si je ne connaissais pas quelques financiers qui assumeraient l'entière responsabilité de réorganiser les finances turques. Sa requête était un véritable cri de détresse et j'en fus profondément touché ; comme je l'écrivis dans mon journal : « Ils me semblent acculés aux derniers expédients. »

Or je n'étais arrivé que depuis six semaines et manquais évidemment d'informations pour recommander à des banquiers américains une affaire de cette importance. J'objectai donc à mon interlocuteur que ma proposition n'aurait de chance de succès à New-York que si elle était basée sur une connaissance approfondie des ressources matérielles de la Turquie.

Talaat vint me voir quelques jours après et me suggéra l'idée de visiter l'Empire et d'étudier la situation moi-même. En outre, il me demanda s'il ne me serait pas possible de leur faciliter un emprunt provisoire qui leur permît de faire la soudure (*sic*), disant que le trésor turc était vide et qu'ils se contenteraient de 5.000.000 de dollars. Je l'assurai que je m'en occuperais et qu'en attendant, sur son désir, j'inspecterais le pays afin de réunir tous renseignements susceptibles d'intéresser les capitalistes américains. Puis, avec le consentement du département d'État, j'écrivis à mon neveu et associé : Mr. Robert-E. Simon, le priant de tâter le terrain auprès de certaines sociétés et banques de New York, en vue de faire à la Turquie un prêt subsidiaire à courte échéance. Mais les sondages de Mr. Simon révélèrent bientôt que l'entreprise ne semblait pas séduire la corporation de Wall Street. Toutefois il ajouta que Mr. C.-K.-G. Billings avait paru s'intéresser à

cette affaire et que, si je le désirais, il viendrait jusqu'ici sur son yacht pour en discuter avec le Cabinet turc et moi-même. Quelques jours après, Mr. Billings s'embarquait pour Constantinople.

L'annonce de son arrivée prochaine s'était rapidement propagée dans la capitale, et cette particularité qu'il venait à bord de son propre yacht semblait rehausser encore l'importance et l'éclat de cet événement. De plus, l'idée qu'un milliardaire américain était disposé à restaurer le trésor turc épuisé, et que cette aide n'était qu'un premier pas vers la réorganisation des finances par des capitalistes de New York, eut dans les ambassades étrangères une répercussion considérable. La nouvelle s'en répandit si vite, qu'en vérité je soupçonnai fort le Cabinet turc d'en être quelque peu responsable, soupçons d'ailleurs confirmés par une démarche tentée auprès de moi par le chef Rabbi Mahoum ; il se présentait, m'expliqua-t-il, au nom de Talaat.

— Le bruit court, me dit-il, que les Américains vont prêter de l'argent à la Turquie et Talaat serait très heureux que vous ne fassiez rien pour le démentir.

De son côté, Wangenheim manifesta une curiosité presque maladive ; le fait que l'Amérique viendrait au secours financier de l'Empire turc ne cadrait pas du tout avec ses plans, car à ses yeux la pauvreté du pays était un moyen précieux de le jeter dans les bras de l'Allemagne. Au cours d'une de ses visites, je lui montrai un livre de gravures, reproduisant les propriétés, collections et écuries de Mr. Billings ; le tout parut le frapper vivement, non seulement les chevaux (il était lui-même cavalier émérite), mais aussi chacune des autres preuves tangibles de la grosse fortune de mon compatriote. Les jours qui suivirent, ce ne fut dans mon cabinet qu'un défilé d'ambassadeurs et de ministres me demandant gravement à voir ce fameux livre !

A l'approche de Mr. Billings, Talaat commença à élaborer des projets de réception, me demandant mon avis au sujet des personnes à inviter aux dîners, déjeuners et ré-

ceptions. Comme d'habitude, Wangenheim s'arrangea pour devancer tout le monde, en me priant de l'avoir à déjeuner le jour même du débarquement de mon hôte, car il ne pouvait assister au dîner organisé pour le soir, de sorte qu'il fit la connaissance de Mr. Billings plusieurs heures avant les autres diplomates. Ce dernier lui avoua franchement qu'il s'intéressait beaucoup à la Turquie et qu'il se pourrait bien qu'il se chargeât de l'emprunt en question.

Le soir, nous donnâmes un dîner en l'honneur de Mr. Billings et de ses amis, dîner auquel assistaient tous les membres influents du Cabinet turc. Nous avions auparavant, Talaat, Mr. Billings et moi, longuement parlé de cet emprunt, et c'est alors que le ministre nous apprit que les banquiers français venaient d'accepter, dans les dernières vingt-quatre heures, les conditions turques et que par conséquent son gouvernement n'avait pour le moment nul besoin de l'argent américain. Il accabla Mr. Billings d'amabilités, lui exprimant sa gratitude et prodiguant ses remerciements qui, à vrai dire, pouvaient être sincères, car l'arrivée du milliardaire avait enfin permis au Cabinet Jeune Turc de mener à bien ses négociations avec les financiers français.

Au surplus, il manifesta sa reconnaissance d'une façon curieuse. Enver, membre du conseil le plus influent après Talaat, célébrait son mariage quand Mr. Billings arriva, car il avait si bien conquis la société turque que, malgré les humbles origines dont j'ai parlé ailleurs, il épousait une princesse de sang impérial. Un mariage dans ce pays n'est pas une petite affaire, et dure deux ou trois jours. Le lendemain du dîner offert à l'Ambassade américaine, Talaat nous convia tous, Billings et sa suite, à déjeuner au Cercle d'Orient et il insista pour qu'Enver fût présent à la réception. Il y vint en effet, écouta jusqu'au bout tous les discours, puis retourna à ses fêtes nuptiales.

J'ai la conviction qu'aux yeux de Talaat, la visite Billings n'était qu'un épisode de leurs relations futures ; en effet, si je fais un retour à propos de cette affaire, je vois clairement

qu'il cherchait à sauver son pays et qu'il ne perdait pas de vue l'espérance d'y être aidé par les États-Unis. Il me parlait souvent de Mr. « Beelings » comme il l'appelait, et même après que la Turquie eût rompu avec la France et l'Angleterre et fût devenue tributaire de l'Allemagne, il aimait à évoquer le souvenir de cette entrevue; peut-être regardait-il aussi notre pays comme un suprême refuge, financièrement parlant, au cas où il viendrait à réaliser son projet de chasser les Allemands de la Turquie. Je ne suis pas moins persuadé que cette perspective l'encouragea à me rendre pendant la guerre de nombreux services, qu'il ne m'eût point rendus autrement. « Rappelez-moi au bon souvenir de Mr. Beelings », furent à peu près ses dernières paroles, lorsque je quittai Constantinople.

Ainsi cette visite en yacht qui, sur le moment, eut quelques côtés comiques, préserva plus tard, j'en suis sûr, nombre de vies humaines de la faim et du massacre.

CHAPITRE III

LE REPRÉSENTANT PERSONNEL DU KAISER. WANGENHEIM S'OPPOSE A LA VENTE DE VAISSEAUX DE GUERRE AMÉRICAINS A LA GRÈCE

Déjà, en mars 1914, les Allemands avaient fortement établi leur domination sur la Turquie. Liman von Sanders, arrivé en décembre 1913, jouissait d'une influence prédominante dans l'armée. A l'origine, sa nomination n'éveilla pas de sentiments particulièrement hostiles, car auparavant d'autres missions allemandes avaient été appelées en Turquie pour y instruire l'armée, notamment celle de von der Goltz ; de même une mission navale anglaise, commandée par l'amiral Limpus, s'efforçait, non sans peine, de réorganiser la flotte ottomane. Toutefois, nous nous aperçûmes vite que le mandat de von Sanders était bien différent.

En effet, dès avant l'arrivée du Général, on annonça qu'il prendrait le commandement du premier Corps d'Armée turc et que le général Bronssart de Schnellendorf serait chef d'État-Major. Ces nominations ne signifiaient rien moins que la réussite des plans du Kaiser : annexer l'armée turque aux siennes ; comme preuve du pouvoir inhérent à la charge de von Sanders, disons que le premier Corps d'Armée contrôlait pratiquement Constantinople. Ces changements dénotaient à quel point Enver Pacha avait été subjugué par le système prussien. Les représentants de l'Entente ne pouvaient naturellement pas tolérer pareil empiètement de la part de l'Allemagne. Les ambassadeurs britannique, fran-

çais et russe se rendirent immédiatement chez le Grand Vizir et protestèrent, plus chaudement que poliment, contre l'élévation de von Sanders à un tel poste. Le Ministre bégaya et ânonna comme à l'ordinaire, prétendit que le fait en question n'avait aucune importance, mais finalement il retira à von Sanders ses fonctions de chef du premier Corps d'Armée pour lui confier celles d'inspecteur général. Cela n'améliorait guère la situation, cette nouvelle attribution conférant en réalité à son titulaire plus de pouvoir que la précédente.

Ainsi, en janvier 1914, sept mois avant que n'éclatât la Grande Guerre, l'Allemagne détenait la position suivante dans l'armée turque : un de ses généraux était chef d'Etat-Major, un autre Inspecteur Général, des vingtaines d'officiers avaient reçu des commandements de la plus haute importance et le politicien turc, Enver Bey, déjà alors champion déclaré de l'Allemagne, était ministre de la Guerre.

Après avoir obtenu ce triomphe diplomatique, Wangenheim obtint un congé, certes bien mérité, et Giers, l'ambassadeur russe, partit également en vacances. La baronne Wangenheim m'expliqua — car à cette époque de telles subtilités m'échappaient ! — la signification exacte de ces absences. « Celle de mon mari, dit-elle, prouve qu'aux Affaires étrangères, en Allemagne, on considère que l'épisode von Sanders est clos, clos par une victoire allemande. Le congé de Giers, continua-t-elle, témoigne que la Russie refuse d'accepter ce point de vue et que, en ce qui la concerne, l'affaire von Sanders n'est pas terminée. »

Je me rappelle avoir écrit à ma famille que, dans cette mystérieuse diplomatie des Balkans, les nations se parlaient par actes et non par mots, et je citai la version de la baronne Wangenheim, relative à ces congés diplomatiques, comme preuve à l'appui.

Un incident qui se passa dans sa propre maison nous fit voir à tous l'importance que von Sanders attachait à sa mission militaire.

Le 18 février, je donnai mon premier dîner officiel. Le

général von Sanders et ses deux filles figuraient au nombre des invités ; le général fut le voisin de table de ma fille Ruth, qui ne passa pas une soirée très agréable, car le Maréchal, sanglé dans son pompeux uniforme, la poitrine constellée de décorations, ne dit pas un mot de tout le repas. Il mangea silencieusement, d'un air maussade, et tous les efforts de ma fille pour entamer une conversation n'aboutirent qu'à lui arracher, de temps à autre, une monosyllabe jetée d'un ton bourru. Sa conduite fut celle d'un enfant gâté. Après le dîner, von Untius, le chargé d'affaires allemand, vint me trouver. Il paraissait fortement surexcité et quelques instant s'écoulèrent avant qu'il eût recouvré assez de calme pour s'acquitter de sa mission :

— Vous avez commis une terrible erreur, Mr. l'Ambassadeur, dit-il.

— Laquelle ? demandai-je, forcément interdit.

— Vous avez grandement offensé le maréchal von Sanders, en lui assignant une place à table de rang inférieur à celle des ministres étrangers. Il est le représentant personnel du Kaiser, et, comme tel, il doit être traité à l'égal des ambassadeurs. Il eût dû avoir la préséance sur les membres du cabinet et les ministres étrangers.

Ainsi j'avais fait un affront à l'Empereur lui-même ! C'était l'explication de l'attitude grossière de von Sanders. Fort heureusement j'étais à couvert. Je n'avais pas arrangé l'ordre de ce dîner ; j'avais envoyé la liste de mes hôtes au marquis Pallavicini, l'ambassadeur d'Autriche et doyen du corps diplomatique, une autorité indiscutée à Constantinople pour des questions aussi délicates que celle-ci. Le marquis m'avait retourné la feuille, chaque nom marqué à l'encre rouge par rang d'importance : 1, 2, 3, 4, 5, etc. Je possède encore ce document, tel qu'il me fut adressé par l'Ambassade d'Autriche et le nom du général von Sanders porte le numéro « 13 ». J'admets toutefois que la « 13e » place mettait le général bien à l'extrémité de la table.

J'expliquai la situation à von Untius et je priai M. Panfili, conseiller d'Ambassade d'Autriche, présent à ce dîner,

de monter et d'éclaircir tout ceci aux yeux de son collègue offensé. Les Autrichiens et les Allemands étant alliés, il était manifeste que l'insulte (si insulte il y avait) était involontaire. Panfili expliqua que la question l'ayant embarrassé, il l'avait soumise au marquis et il apparaissait que le numéro 13 avait été désigné par l'ambassadeur lui-même pour marquer le rang de von Sanders.

L'incident n'en resta pas là ; car Wangenheim vint ensuite trouver Pallavicini et discuta l'affaire âprement. « Si Liman von Sanders représente le Kaiser, qui représentez-vous ? » protesta Pallavicini. (L'argument était juste, l'Ambassadeur étant toujours considéré comme l'alter ego de son souverain.) « Ce n'est pas l'usage, continua-t-il, qu'un souverain ait deux représentants à la même cour. »

Le marquis ne cédant pas, Wangenheim exposa la situation au Grand Vizir ; Said Halim refusant d'assumer la responsabilité d'une décision aussi importante, la contestation fut renvoyée devant le Conseil des Ministres, lequel conféra solennellement à ce sujet et rendit ce verdict : von Sanders devra avoir la préséance sur les ministres des pays étrangers, mais venir après les membres du Cabinet turc. Les plénipotentiaires étrangers protestèrent alors hautement et déclarèrent que si la préséance était jamais donnée à von Sanders dans une occasion semblable, tous en corps quitteraient la table. Non seulement von Sanders devint suprêmement impopulaire pour avoir soulevé cet incident, mais on réprouva unanimement le côté autocratique et dictatorial de son procédé. Résultat net : jamais plus le général ne fut invité à un dîner diplomatique !

Cet épisode piqua au vif l'intérêt de l'ambassadeur britannique : sir Louis Mallet. C'était heureux, disait-il, que cela ne se fût pas passé sous son toit ; autrement, les journaux eussent consacré des colonnes entières aux relations tendues de l'Angleterre et de l'Allemagne !

Somme toute, cette affaire avait une grande portée internationale. Par vanité personnelle, von Sanders avait trahi un secret d'État ; il n'était pas un simple chef-instructeur

envoyé pour rétablir le prestige militaire ottoman ; il était exactement ce qu'il avait prétendu être, le représentant personnel du Kaiser et celui-ci l'avait choisi, absolument comme Wangenheim, pour être l'instrument de sa volonté en Turquie.

Par la suite, von Sanders me raconta, avec cette fierté que manifestent les aristocrates allemands quand ils parlent de leur souverain, que l'Empereur avait conféré deux heures avec lui le jour où il le désigna pour cette mission, et une autre heure au moment de son départ, pour lui donner ses dernières instructions.

Je fis part de l'incident du dîner à mon gouvernement, comme indication de l'influence croissante de l'Allemagne en ce pays, et je présume que les autres ambassadeurs en firent autant de leur côté. L'attaché militaire américain, le major John R. M. Taylor, qui en fut témoin, lui attribuait une extrême signification. Un mois après cet événement, lui et le capitaine Mc Cauley, commandant du *Scorpion*, le stationnaire américain à Constantinople, déjeunaient au Caire avec lord Kitchener, petite réunion intime ne comprenant que mes deux compatriotes, lord Kitchener, sa sœur, et un aide de camp. Le major Taylor raconta l'anecdote en question et Kitchener ne dissimula pas son intérêt.

— Qu'en pensez-vous ? demanda-t-il.

— Cela veut dire selon moi, répondit le major Taylor, qu'au jour de la Grande Guerre la Turquie sera probablement l'alliée de l'Allemagne. Si elle ne l'est pas directement, je crois au moins qu'elle mobilisera au Caucase, ce qui distraira ainsi trois corps d'armée russes du théâtre européen des opérations.

— Je suis de votre avis, dit Kitchener, après avoir réfléchi un moment.

Et désormais, durant plusieurs mois, nous eûmes le spectacle de l'armée turque soumise à la tutelle de l'Allemagne. Des officiers allemands instruisaient quotidiennement les troupes, tout ceci, j'en suis convaincu aujourd'hui, en prévision de la guerre imminente. La grande revue militaire,

qui eut lieu au mois de juillet, illustra brillamment les résultats obtenus. Ce fut une manifestation splendide, une cérémonie de gala. Le Sultan y assista en grande pompe ; il avait pris place sous une tente magnifiquement décorée, où il tint une petite cour, réunissant le Khédive d'Égypte, le prince héritier de Turquie, les princes du sang et le Cabinet tout entier. Nous vîmes alors que, pendant les six mois écoulés, l'armée turque avait été complètement prussianisée. Ce qui, en janvier, n'était qu'une masse de misérables en guenilles, sans discipline, paradait maintenant « au pas de l'oie » ; les hommes étaient vêtus en feldgrau et portaient même une coiffure, en forme de casque, qui rappelait vaguement la *pickelhaube* (casque à pointe) des Allemands. Les officiers instructeurs éprouvaient une fierté immense à ce spectacle ; et l'aspect de ces troupes, soigneusement habillées, marquant fièrement le pas et manœuvrant splendidement, constituait réellement un succès digne d'éloges.

Quand le Sultan me fit mander sous sa tente, je le félicitai naturellement de l'excellente apparence de ses soldats. Il ne manifesta pas grand enthousiasme ; la perspective de la guerre ne le charmait pas, dit-il, étant un pacifiste convaincu.

Je remarquai l'absence de certains personnages de marque à cette fête allemande : celle des ambassadeurs français, britannique, russe et italien. Bompard avait bien reçu dix billets d'entrée, mais il ne les considéra pas comme une invitation. Wangenheim me confia, avec une certaine satisfaction, que les autres ambassadeurs étaient jaloux et qu'ils ne tenaient pas à voir les progrès de l'armée turque, étant donnée la nationalité de ceux à qui ils étaient dus. J'étais persuadé que mes collègues refusèrent de venir, parce qu'ils ne désiraient pas honorer une fête allemande de leur présence, et je les approuvai.

Avec le temps, j'acquis d'autres preuves de l'ingérence grandissante de l'Allemagne dans la politique turque.

En juin, les relations entre la Turquie et la Grèce furent

près de se rompre. Le traité de Londres (30 mai 1913) avait laissé les îles de Chio et de Mytilène en possession de cette dernière. Un simple coup d'œil sur la carte suffira pour démontrer l'importance stratégique de ces îles ; situées dans la mer Egée, tels que des gardiens vigilants, elles protègent la baie et le grand port de Smyrne, et établissent clairement que le contrôle certain de Smyrne et de toute la côte de l'Asie-Mineure, bordée par la mer Egée et par l'Archipel, ne saurait être disputé à une puissante nation militaire, qui les détiendrait de façon permanente. Les conditions ethniques de ces îles rendent semblable hypothèse souverainement dangereuse pour la Turquie, au point de vue militaire ; leur population est grecque et l'est depuis l'époque d'Homère ; la côte d'Asie-Mineure elle-même est également grecque ; plus de la moitié de la population de Smyrne, le plus grand port maritime méditerranéen de Turquie, est encore grecque, prédominance qui s'est maintenue si bien dans les industries, comme dans le commerce et la culture, que les Ottomans en parlant habituellement de cette ville l'appelaient la « giaour Ismir », « l'infidèle Smyrne ». D'ailleurs ces habitants ne cachaient pas leur attachement à la mère-patrie ; et bien que nominalement de nationalité turque, les Hellènes asiatiques soutenaient même de leurs deniers le gouvernement athénien.

En fait, les îles de la mer Egée et le continent constituaient la *Graecia Irredenta*. Et que la Grèce fût déterminée à les libérer, précisément comme elle avait récemment délivré la Crète, n'était pas un secret diplomatique ; si elle débarquait jamais une armée sur la côte, il n'était pas douteux que les indigènes l'accueilleraient avec enthousiasme et la seconderaient.

Toutefois, depuis que l'Allemagne avait arrêté ses propres plans d'expansion en Asie-Mineure, les Grecs de cette région constituaient naturellement un obstacle à leurs aspirations, obstacle qui se dresserait comme une barrière naturelle sur la route du golfe Persique, comme d'autre part la Serbie, en Europe.

Quiconque a lu, même superficiellement, la littérature pangermanique, connaît la méthode spéciale prônée à l'égard des populations gênant l'Allemagne : c'est la déportation pure et simple. Le déplacement par force de peuples entiers, transportés d'une extrémité de l'Europe à l'autre, comme autant de troupeaux de bétail, faisait partie depuis des années des projets de conquête de l'Allemagne. Ce traitement, appliqué depuis le début de la guerre à la Belgique, à la Pologne, à la Serbie, avait été inauguré en Arménie ; là il fut, comme je le montrerai, la plus répugnante démonstration du principe même, car c'est à l'instigation de l'Allemagne que la Turquie commença à expulser ses sujets grecs d'Asie-Mineure. Trois années plus tard, l'amiral allemand Usedom, qui avait combattu aux Dardanelles, me raconta que les Allemands avaient suggéré avec instance d'éloigner ces malheureux du littoral. « Notre motif, ajouta l'amiral, était de considération essentiellement stratégique ». J'ignore si Talaat et ses associés se rendirent compte qu'ils faisaient ainsi le jeu de l'Allemagne, mais il n'y a pas le moindre doute que celle-ci ne les poussât constamment à l'accomplissement de cette tâche.

Les événements qui suivirent symbolisèrent le système adopté pour les massacres arméniens. Les fonctionnaires turcs fondirent littéralement sur leurs victimes, les rassemblèrent en troupeaux, et les conduisirent aux navires, ne leur laissant pas le temps de régler leurs affaires privées et ne se donnant pas la peine d'empêcher la séparation des membres d'une même famille. Le plan conçu était de transporter les Grecs dans les îles de cette nationalité de la mer Égée ; ces malheureux se révoltèrent naturellement contre ce traitement, et il en résulta des massacres accidentels, spécialement en Phocée où furent tuées plus de cinquante personnes.

Les Turcs exigèrent en outre de tous les établissements étrangers de Smyrne le renvoi de leurs employés grecs et leur remplacement par des musulmans. Entre autres firmes américaines, la « Singer Manufacturing Company »

reçut pareilles instructions ; et bien que, sur mes prières, elle obtînt un délai de soixante jours, il lui fallut en fin de compte se soumettre. Un boycottage officiel fut entrepris contre tous les chrétiens, non seulement en Asie-Mineure, mais aussi à Constantinople ; il ne s'appliqua toutefois pas aux Juifs, qui avaient toujours été plus populaires parmi les Turcs ; les fonctionnaires insistèrent en effet pour que ceux-ci indiquassent leur nationalité et leur profession sur leurs portes, par des inscriptions telles que : « Abraham le Juif, tailleur », « Isaac le Juif, cordonnier », et ainsi de suite. Ces mesures indiquaient clairement où en était arrivé le désarroi gouvernemental, car nous voyions ici une nation ruiner délibérément ses propres sujets.

Cette manière de procéder vis-à-vis des Grecs me révolta. J'ignorais absolument à cette époque que les Allemands en fussent les instigateurs ; je la regardai comme une pure manifestation de la férocité et du chauvinisme turcs. Je connaissais bien Talaat alors, je le voyais presque chaque jour et il avait l'habitude de discuter pratiquement avec moi chaque phase des relations internationales. Je fis de vives objections contre les traitements infligés aux Grecs, je lui dis qu'ils provoqueraient une impression désastreuse à l'étranger et que les sympathies américaines en seraient affectées.

Talaat m'expliqua sa politique nationale. Ces différents blocs au sein du pays, dit-il, ont toujours conspiré contre la Turquie ; par l'hostilité de ses populations indigènes, elle a perdu province sur province : la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie, la Bosnie, l'Herzégovine, l'Égypte et Tripoli. L'Empire ottoman s'est amoindri ainsi jusqu'à ce qu'il fût près de disparaître. « Pour que survive cette dernière parcelle de notre Patrie, ajouta-t-il, nous devons nous débarrasser de ces peuples étrangers ». « La Turquie aux Turcs », telle était maintenant son idée dominante. Par conséquent, il demandait que Smyrne et les îles adjacentes devinssent turques. Déjà 40.000 Grecs étaient partis, et il me pria de nouveau de demander aux maisons de commerce américaines de n'employer que des Turcs. Il m'assura que

les relations, parlant de violence et d'assassinats, étaient fort exagérées et il suggéra l'envoi d'une commission d'enquête. « Ils font cette proposition pour se disculper », me dit Sir Louis Mallet, l'ambassadeur britannique. C'était exact, car en effet le rapport de cette commission fut d'un bout à l'autre une justification de la conduite turque.

Les Grecs avaient en Turquie un grand avantage sur les Arméniens ; il existait un gouvernement grec, dont la tâche naturelle était de leur assurer protection. Les Turcs savaient que ces bannissements précipiteraient une rupture avec la Grèce ; de fait, ils la souhaitaient et s'y préparaient. La nation était animée d'un tel enthousiasme qu'elle leva des fonds, au moyen de souscriptions publiques, pour acheter un dreadnought brésilien, alors en construction en Angleterre. Le gouvernement en commanda un autre aux mêmes chantiers, ainsi que plusieurs sous-marins et destroyers en France. Le but de ces préparatifs navals n'était un secret pour personne à Constantinople. Dès que ces vaisseaux lui seraient livrés, ou même seulement le dreadnought qui était presque terminé, la Turquie se proposait d'attaquer la Grèce et de reprendre les îles. Un simple bâtiment de combat moderne, tel que le *Sultan Osman* (nom donné par les Turcs au bateau brésilien), pourrait facilement anéantir la flotte grecque et serait maître de la mer Égée. Ce puissant navire devant être achevé et expédié d'ici peu de mois, nous prévoyions que la guerre gréco-turque éclaterait en automne. Que pourrait tenter la flotte grecque, étant donnée l'imminence de la menace ?

Telle était la situation quand, au début de juin, je reçus la visite de Djemal Pacha, ministre de la Marine, et l'un des trois hommes auxquels appartenait la prépondérance dans l'Empire turc. Il était très agité et j'ai rarement vu un homme plus anxieux qu'il ne me le parut dans cette occasion ; parlant français à mon interprète avec une animation extrême, ses favoris frissonnant du fait de son émotion, il semblait absolument hors de lui. Je savais assez de français pour comprendre ce qu'il disait et les nouvelles qu'il com-

muniqua, (ce furent les premières dont j'eus connaissance), expliquaient suffisamment son saisissement. Le Gouvernement américain, disait-il, négocie actuellement avec la Grèce, la vente de deux vaisseaux de guerre : le *Idaho* et le *Missisipi*. Il me demandait avec instance d'intervenir pour empêcher semblable marché. Il avait une attitude implorante, me priant, suppliant d'agir en leur faveur. « Les Turcs ont toujours considéré les États-Unis comme leurs meilleurs amis, continua-t-il ; vous avez fréquemment exprimé votre désir de nous aider et c'est l'occasion de manifester vos bons sentiments. Le fait que la Grèce et la Turquie sont pratiquement à la veille de la guerre rend en réalité cette vente indigne d'un pays neutre. Pourtant, si la transaction est purement commerciale, la Turquie souhaite offrir aussi son prix. Nous paierons plus que la Grèce », ajouta-t-il. Il termina en me suppliant derechef de câbler immédiatement à mon gouvernement, pour lui soumettre l'affaire. Je le promis.

Évidemment les Grecs avaient eu l'adresse de battre l'ennemi avec ses propres armes ; celui-ci avait trop impudemment manifesté son intention d'attaquer la Grèce dès qu'elle aurait reçu son dreadnought. Or les deux navires, que le gouvernement hellène cherchait à acquérir, pouvaient être mis en ligne immédiatement. L'*Idaho* et le *Mississipi* ne nous étaient pas indispensables ; ce n'étaient pas des unités de premier ordre, mais ils étaient pourtant assez puissants pour chasser toute la flotte turque de la mer Égée. Non moins évidemment, les Grecs ne se souciaient pas d'ajourner, par simple politesse, la guerre imminente jusqu'à la livraison du dreadnought brésilien; ils se proposaient d'attaquer dès la réception des vaisseaux américains. Il va de soi que le point droit invoqué par Djemal était nul. Quelque menaçante que fût la situation, la paix existait encore entre les deux pays. La Grèce avait donc aussi bien le droit d'acheter des vaisseaux de guerre aux États-Unis que la Turquie d'en commander au Brésil ou en Angleterre.

Djemal ne fut pas le seul homme d'État qui s'efforça

d'empêcher cette vente ; l'ambassadeur allemand montra l'intérêt qu'il y prenait.

Plusieurs jours après la visite en question, Wangenheim et moi, nous nous promenions à cheval sur les collines, au nord de Constantinople ; il commença à me parler des Grecs, contre lesquels il manifesta des sentiments de profonde antipathie ; il fit allusion aux perspectives de guerre et à la cession des vaisseaux américains. Il argumenta longuement à propos de ce dernier projet, raisonnant exactement comme Djemal, ce qui me donna à penser qu'il lui avait lui-même fait la leçon.

— Considérez quel précédent dangereux vous établiriez, me dit-il. Il n'est pas impossible que les États-Unis se trouvent un jour dans une position analogue à celle de la Turquie. Supposez que vous soyez à la veille de la guerre avec le Japon, que l'Angleterre veuille alors vendre des dreadnoughts au Japon ; comment les États-Unis apprécieraient-ils ce projet ?

Et il me fit alors une déclaration, révélant la véritable arrière-pensée de sa protestation. J'y ai repensé maintes fois ces trois dernières années. La scène est restée gravée dans mon esprit de façon ineffaçable. Nous chevauchions côte à côte, dans le silence majestueux des forêts séculaires de Belgrade : au lointain, la mer Noire scintillait sous les feux d'un soleil couchant. Soudain, Wangenheim s'arrêta. Il était grave, et me regardant fixement, il me confia :

— Je ne crois pas que les États-Unis comprennent la gravité de cette question. La vente de ces navires pourrait être la cause d'une guerre mondiale.

Cette conversation avait lieu le 13 juin : six semaines environ avant le déchaînement de la conflagration européenne. Wangenheim n'ignorait pas que l'Allemagne précipitait ses préparatifs, dans cette prévision, et il savait également que ceux-ci n'étaient pas complètement terminés. Comme tous les agents diplomatiques de son pays, des instructions précises lui intimaient de ne laisser aucune crise surgir, capable d'entraîner la guerre avant le moment choisi.

Il n'avait aucune objection contre l'expulsion des Grecs — elle faisait partie desdits préparatifs — par contre, il ne pouvait admettre que des frères de ces mêmes Grecs réussissent à prendre les armes, rompant prématurément le *statu quo* actuel des Balkans : cela le troublait beaucoup. Les Balkans étaient alors un volcan où le feu couvait ; ils avaient été le théâtre et la cause de deux campagnes sanglantes, sans que les autres nations de l'Europe y eussent été impliquées. Or Wangenheim savait qu'une autre guerre enflammerait tout le continent ; il savait aussi que celle-ci était imminente, mais il ne désirait pas qu'elle éclatât au moment présent et sa tâche consistait à me faire gagner quelques heures de répit à l'Allemagne.

Il alla jusqu'à me demander de télégraphier personnellement au Président Wilson, pour lui expliquer la gravité de la situation et lui signaler les télégrammes adressés au département d'État, relativement à la proposition de vente. Je trouvai sa suggestion impertinente et refusai d'y souscrire.

Je conseillai à Djemal et aux autres fonctionnaires turcs, qui continuaient à insister auprès de moi, de traiter directement la question avec le Président. Ils suivirent cet avis ; néanmoins, les Grecs les devancèrent. Le 22 juin, à 2 heures, le chargé d'affaires grec à Washington et un officier de marine, le commandant Tsouklas, se rendirent chez le Président et conclurent la vente. Comme ils quittaient le cabinet de celui-ci, l'ambassadeur turc entrait, juste quinze minutes trop tard !

Je présume que Mr. Wilson consentit à cette cession, sachant que la Turquie se préparait à attaquer la Grèce et qu'en renforçant la flotte de cette nation par l'*Idaho* et le *Mississipi*, cela pourrait prévenir toute agression et par conséquent maintenir la paix en Europe.

Avec l'autorisation du Congrès, le gouvernement se dessaisit de ces bâtiments le 8 juillet 1914, par l'intermédiaire de Fred. J. Gauntlett, pour 12.535.276.098 dollars[1], qui les

1. Le Congrès vota immédiatement que cet argent serait consacré à la construction d'un grand dreadnought moderne : le *California*.

remit au Gouvernement Hellène. Rebaptisés sous le nom de *Kilkis* et de *Lemnos*, ils rallièrent aussitôt la flotte, dont ils devenaient les plus puissantes unités. Le peuple grec manifesta un enthousiasme délirant !

Nous venions de prendre nos quartiers d'été sur les rives du Bosphore, site enchanteur où toutes les ambassades s'installent au moment des fortes chaleurs : jamais plus beau paysage ne s'est offert à mes regards. Notre résidence était un bâtiment à trois étages, de style vaguement vénitien, adossée à un rocher abrupt dans lequel avaient été taillés plusieurs jardins-terrasses; elle bordait presque la côte et les eaux rapides du Bosphore passaient si près d'elle, qu'assis au dehors un soir de clair de lune, nous avions l'illusion d'être sur le pont d'un bateau voguant à pleines voiles. Dans la journée le Bosphore qui, à cet endroit, ne mesurait pas plus d'un mille de large, était sillonné d'embarcations aux fraîches couleurs. Cette vision mouvementée se représente fidèlement à ma mémoire, à cause du contraste violent qu'elle devait opposer, quelques mois plus tard, par suite de la fermeture des Détroits, puis de l'entrée en guerre de la Turquie, au spectacle désolé de ce même endroit. Chaque jour, d'énormes vapeurs russes, en quittant les ports de la mer Noire pour se rendre à Smyrne, Alexandrie et autres villes, démontraient clairement l'importance de cet étroit chenal et faisaient comprendre les âpres luttes, remontant à plus de mille ans, livrées pour sa possession.

Quoi qu'il en soit, ces premiers mois d'été se passèrent dans une atmosphère de paix. Le hasard des promenades favorisait les rencontres fréquentes des ambassadeurs, des ministres et de leurs familles ; là quotidiennement, les représentants des puissances qui, ces trois dernières années, s'étaient fait la guerre la plus sanglante de l'Histoire, se réunissaient chaque jour, tous amis en apparence, autour des mêmes tables, pour se répandre ensuite dans les galeries. Tel ambassadeur escortait gracieusement la femme d'un collègue, dont la nation était peut-être la plus grande antagoniste de la sienne.

Après les repas, de petits groupes se formaient ; le Grand Vizir tenait cercle à l'improviste dans un coin, tandis que les ministres chuchotaient dans un autre et que, sous le portique, quelques diplomates discutaient la situation grecque. De leur côté, les fonctionnaires turcs jetaient en passant un coup d'œil railleur sur cette scène animée, ne se gênant pas pour critiquer tout haut dans leur propre langue, alors que l'ambassadeur russe se faufilait à travers la salle, pour s'emparer de celui avec lequel il désirait se ménager un tête-à-tête et l'entraînait furtivement dans un endroit isolé. Pendant ce temps, nos fils et nos filles, les jeunes membres du corps diplomatique et les officiers des différents stationnaires, dansant et flirtant, semblaient croire que tout ceci n'avait pour but que leur amusement ! Et pour apprécier la situation dans toute son étendue, il faut ajouter que ni le Grand Vizir, ni aucun haut dignitaire turc ne seraient sortis de chez eux sans gardes du corps ou escorte, de crainte d'être assassinés. On comprendra que, dans une atmosphère aussi vibrante, nous ayons vécu des instants d'émotion poignante, quelle que fût d'autre part l'intensité de nos sensations. Impossible de se soustraire au courant d'électricité qui nous enveloppait ; la guerre formait presque toujours le fond de nos conversations, gravant dans nos esprits le transitoire de ces moments paisibles, frivoles presque, et nous rappelant que l'étincelle qui y mettrait fin était prête à jaillir.

Cependant, quand la crise se produisit, elle ne provoqua pas d'effet immédiat. Le 29 juin, nous apprîmes l'assassinat du Grand Duc d'Autriche et de sa femme ; la nouvelle en fut reçue avec calme ; en réalité, le coup était foudroyant et chacun sentait que quelque chose d'important était arrivé, mais pratiquement aucune impression ne se révéla.

Un jour ou deux après cette tragédie, j'eus une longue conversation avec Talaat, à propos de questions diplomatiques ; il ne fit aucune allusion à ce malheur. Il me semble aujourd'hui que nous étions alors paralysés par l'émotion ; nous trouvant plus proches que personne autre du théâtre

de cet événement, nous percevions plus nettement le danger de la situation. Quelques jours plus tard, nos langues semblèrent se délier, car nous commençâmes à parler, et à parler de guerre. Quand je vis von Mutius, le chargé d'affaires allemand, et Weitz, le diplomate correspondant de la *Frankfurter Zeitung*, ils discutèrent également le conflit imminent et ceci avec la caractéristique allemande. Quand la guerre éclatera, dirent-ils, il va de soi que les États-Unis en profiteront pour s'emparer de tout le commerce du Mexique et de l'Amérique du Sud.

Je me rendis chez Pallavicini, afin de lui exprimer mes condoléances pour la mort du Grand Duc ; il me reçut avec une solennité toute officielle, conscient de représenter la famille impériale et manifestant une douleur si personnelle qu'il semblait avoir perdu son propre fils. Je lui fis part de l'horreur que nous inspirait ce crime, à mon pays et à moi-même, et de notre sympathie pour le vieil empereur. « *Ja, Ja, es ist sehr schrecklich.* (Oui, oui, c'est affreux), répondit-il presque dans un soupir. La Serbie sera condamnée pour cet attentat, elle devra réparer ».

Lorsque, peu après, il me rendit ma visite, il parla des comités nationaux, dont la formation avait été autorisée par la Serbie, et de la résolution de ce pays d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine. Il me prévint que son Gouvernement insisterait pour la dissolution de ces organismes et l'abandon de telles prétentions, que sans doute une expédition de représailles serait faite en Serbie, afin d'empêcher le retour de semblables attentats. Ce fut le premier avis que je reçus du fameux ultimatum du 22 juillet.

Le corps diplomatique en entier assista à la messe de *Requiem*, célébrée à l'église Sainte-Marie, en l'honneur du Grand Duc et de sa femme, le 4 juillet. L'église se trouve dans la grande rue de Péra, tout près de l'Ambassade d'Autriche. Pour nous y rendre, nous n'avions qu'à descendre un escalier de pierre d'une quarantaine de marches. A la dernière de ces marches, des représentants de l'Ambassade, en grand uniforme et le crêpe au bras, nous attendaient et

nous escortèrent jusqu'à nos places. Tous les ambassadeurs occupaient le banc d'œuvre, fait que je n'évoque pas aujourd'hui sans une profonde émotion, car ce fut en effet notre dernière réunion ! Le service fut solennel et grandiose, je m'en souviens fidèlement en raison de son opposition avec la scène, qui suivit immédiatement cette cérémonie. Quand les prêtres, majestueux dans la splendeur de leurs vêtements sacerdotaux, eurent terminé leurs prières, nous allâmes serrer la main au représentant de François-Joseph et, retournant à nos automobiles, nous partîmes pour l'ambassade américaine, à huit milles de distance, car en ce jour nous ne payions pas seulement notre tribut à l'héritier assassiné d'une monarchie moyenâgeuse, nous célébrions aussi le 4 juillet !

Le lieu même où se déroulèrent ces deux cérémonies symbolisait ces deux idéals nationaux. Je vois encore le groupe formé par mes collègues, descendre les marches de pierre conduisant à l'église pour offrir leur hommage au Grand Duc, puis remonter vers notre maison, joyeusement décorée, pour fêter la Déclaration de l'Indépendance. Tous les navires étrangers, retenus au port, se déployaient en ce jour sur le fleuve, ornés et pavoisés en notre honneur, et les ambassadeurs, comme les ministres, étaient venus parés de leurs insignes.

Des jardins supérieurs, nous dominions l'endroit d'où, deux mille cinq cents ans auparavant, Darius quitta l'Asie avec son armée persane : Darius, un de ces conquérants dont le type n'est pas encore complètement évanoui ! Nous pouvions également apercevoir *Robert College*, qui représente nos procédés de « pénétration pacifique » en Turquie. La nuit venue, nous illuminâmes les jardins avec des lampions chinois et des feux d'artifice américains, qui éclairaient les collines du Bosphore, tandis que l'étendard étoilé flottait au faîte de l'ambassade. Quelle saisissante différence avec la solennité du matin, où tout rappelait l'autocratie et l'oppression ! Au delà du fleuve, à peine à un mille de distance, les contours des sombres et mélancoliques collines de l'Asie, patrie

séculaire du despotisme militaire, s'empourpraient vaguement à la lueur prophétique de nos illuminations.

En examinant notre cercle, tant à l'église Sainte-Marie que plus tard à notre réception, je constatai avec surprise l'absence d'une figure familière : Wangenheim, l'allié de l'Autriche, n'était pas présent. L'intéressé lui-même m'en fournit ultérieurement l'explication ; il était parti quelques jours auparavant pour Berlin, où le Kaiser l'avait mandé afin d'assister à un Conseil impérial, qui se réunit le 5 juillet et où fut décidée la Guerre européenne.

CHAPITRE IV

L'ALLEMAGNE MOBILISE L'ARMÉE TURQUE

En lisant les journaux du mois d'août 1914, qui décrivaient les mobilisations respectives des nations européennes, je fus frappé par l'admiration que manifestait la presse pour le magnifique élan avec lequel, du jour au lendemain, les populations civiles se transformèrent en armées. A cette époque, la Turquie ne participait pas encore à la guerre et ses représentants politiques affirmaient hautement leur intention de maintenir une stricte neutralité. Mais en dépit de ces déclarations pacifiques, les choses se passèrent à Constantinople de façon tout aussi belliqueuse que dans les autres capitales ; bien que la paix régnât, l'armée fut mobilisée. Simple mesure de précaution, nous fut-il dit.

Cependant, les scènes dont j'étais quotidiennement spectateur avaient peu d'analogie avec celles qui se déroulaient chez les peuples combattants. Le patriotisme martial des hommes, la patience et le dévouement sublime des femmes, peuvent donner parfois à la guerre un caractère d'héroïsme ; ici, l'impression générale pouvait se résumer ainsi : indifférence, misère. Chaque jour, diverses hordes ottomanes traversaient les rues ; des Arabes, nu-pieds, parés de leurs vêtements aux couleurs les plus vives, chargés de longs sacs de toile contenant la ration réglementaire de cinq jours, la démarche lourde et l'air ahuri, coudoyaient des Bédouins également démoralisés et qui (c'était manifeste) avaient été soudain arrachés au désert. Un assemblage varié de Turcs, Circassiens, Grecs, Kurdes, Arméniens et Juifs se bousculaient sous nos yeux. L'aspect de ces hommes trahissait

leur enlèvement rapide, les uns à leurs fermes, les autres à leurs magasins ; la plupart ne portaient que des haillons et beaucoup d'entre eux paraissaient à demi-morts de faim ; ils étaient l'image du désespoir, de la soumission — rappelant celle du bétail — à un sort auquel ils savaient ne pouvoir se soustraire. Pas de joie à l'évocation de la bataille prochaine, ni la conscience du sacrifice à une noble cause ; non, jour après jour, ils passaient ainsi, à regret, sujets d'un empire déchu qui, dans l'ultime effort du désespoir, s'armait pour la lutte. Ces misérables soldats ne soupçonnaient guère quelle puissance les tirait ainsi des quatre coins de leur pays !

Nous-mêmes, le corps diplomatique, ne concevions pas alors la situation réelle. Nous apprîmes plus tard que l'ordre de cette mobilisation n'avait pas été donné en principe par Enver ou Talaat, ou le Cabinet turc, mais par le Grand État-Major de Berlin et ses représentants à Constantinople, Liman von Sanders et Bronssart, qui en dirigèrent pratiquement les diverses opérations. L'activité des Allemands se faisait sentir en toute chose. Dès que les armées germaniques eurent franchi le Rhin, on commença à installer un gigantesque poste de télégraphie sans fil, à quelques milles de Constantinople. Les matériaux furent envoyés d'Allemagne, en passant par la Roumanie, et les machines, travaillant assidûment de l'aube au coucher du soleil, étaient évidemment de même provenance. Naturellement, la législation internationale eût prohibé la création d'un poste semblable à l'usage d'un belligérant, dans un pays neutre comme la Turquie ; aussi fut-il annoncé officiellement qu'une compagnie allemande construisait cet appareil, pointé vers le ciel, pour le compte du Gouvernemet turc, et sur l'emplacement d'une propriété appartenant au Sultan lui-même. Mais cette histoire ne trompa personne. Wangenheim parlait ouvertement et constamment de ce poste comme d'une entreprise allemande. « Avez-vous déjà vu notre sans fil ? me demandait-il. Venez, allons jeter un coup d'œil sur sa construction. »

Il proclamait avec fierté que c'était le plus puissant instrument du monde — assez puissant pour saisir les messages transmis de Paris par la Tour Eiffel — grâce auquel il serait en communication constante avec Berlin. Il cherchait si peu à dissimuler que c'était une possession allemande que, à plusieurs reprises, alors que les communications télégraphiques courantes furent suspendues, il m'offrit d'en faire usage pour expédier mes dépêches.

Cette installation était un symbole extérieur de l'union intime, bien que non avouée, existant alors entre la Turquie et Berlin. Il fallut quelque temps jusqu'à ce que ce poste fût complètement édifié, et dans l'intervalle Wangenheim se servait de l'appareil installé sur le *Corcovado*, navire marchand mouillé dans les eaux du Bosphore, en face de l'ambassade d'Allemagne, tandis que pour les sujets d'ordre pratique, il se contentait de téléphoner.

Les officiers allemands déployèrent, pendant cette mobilisation, un zèle presque égal à celui des Turcs eux-mêmes. Ils prenaient aux préparatifs un plaisir extrême ; en fait, ils paraissaient vivre les moments les plus heureux de leur existence ! Bronssart, Humann et Lafferts ne quittaient plus Enver, conseillant et dirigeant les opérations. A toute heure du jour, les uns ou les autres traversaient les rues de la ville comme la foudre, dans des automobiles monstres, réquisitionnées aux civils ; la nuit, ils envahissaient les restaurants et les lieux de plaisir, consommant de grandes quantités de champagne — également réquisitionné — pour célébrer les événements. Une figure particulièrement théâtrale et tapageuse était celle de von der Goltz Pacha ! Tel un vice-roi, il parcourait chaque jour Constantinople dans une énorme automobile, sur les portières de laquelle flamboyait l'aigle germanique, marchant à une allure folle, éclaboussant tout sur son passage ; sur le siège de devant, un trompette lançait au passage de la voiture des avertissements bruyants et provocants, maugréant contre quiconque — Turc ou autre — avait le malheur de se trouver sur le chemin ! Les Allemands se considéraient les maîtres du

pays et ne cherchaient pas à le dissimuler. De même que Wangenheim avait établi une petite Wilhemstrasse dans son ambassade, de même les officiers installèrent un quartier général dépendant du Grand État-Major de Berlin ; ils avaient amené leurs femmes et leurs familles; je me souviens d'avoir entendu la baronne Wangenheim faire cette remarque « qu'elle tenait sa petite cour particulière ».

Toutefois, les Allemands étaient à peu près les seuls à trouver du plaisir à la mobilisation. La réquisition, qui accompagna celle-ci, n'était que le pillage à peine déguisé des civils. Les Turcs prenaient tous les chevaux, mules, chameaux, moutons, vaches et autres bêtes dont ils pouvaient s'emparer. Enver me confia qu'ils avaient de la sorte recueilli 150.000 animaux. Ils procédèrent sans aucune intelligence, ne se préoccupant pas de préserver la race ; par exemple, dans de nombreux villages, ils ne laissèrent que deux vaches ou deux juments. Ainsi dépeint, ce système eut pour conséquence inévitable de ruiner l'agriculture et, en fin de compte, d'affamer des centaines de milliers d'individus. Comme les Allemands, les Turcs estimaient que la guerre serait de courte durée et qu'ils récupéreraient rapidement les dommages causés par l'application de ces méthodes à leurs paysans. Le gouvernement n'agit pas avec moins d'imprudence et d'incompréhension quand il réquisitionna les approvisionnements des marchands et des boutiques ; il procéda à peu près comme un voleur de grand chemin, conscient de son métier ; or, parmi ces commerçants, il n'y avait aucun musulman ; la plupart d'entre eux étaient chrétiens, quelques-uns juifs. Non seulement les fonctionnaires turcs pourvurent aux besoins des armées et garnirent à l'occasion leurs poches personnelles, mais ils trouvèrent un plaisir religieux à saccager les établissements des infidèles. Ils entraient dans un magasin, prenaient pratiquement toute la marchandise rangée sur les rayons et donnaient simplement un morceau de papier en échange. Le gouvernement n'ayant jamais payé ce qu'il avait exigé pendant les guerres d'Italie et des Balkans, les marchands ne comptaient guère

recevoir quoi que ce soit pour ces derniers « achats ». Plus tard, ceux d'entre eux qui avaient quelques attaches officielles ou exerçaient une influence politique obtinrent pourtant une compensation d'environ 70 °/. ; quant aux 30 °/. restant, qui connaît la bureaucratie orientale sait ce qu'il en advint !

Pour la majeure partie de la population, la réquisition était synonyme de ruine. Les produits saisis par l'armée, ostensiblement pour les besoins des soldats, prouvent que les méthodes employées ressemblaient singulièrement au brigandage. C'est ainsi que les officiers enlevèrent tout le mohair qu'ils purent trouver ; à l'occasion, ils emportèrent des bas de soie de femmes, des corsets, des pantoufles de bébés et j'ai connu un cas où ils approvisionnèrent l'intendance turque en caviar et autres friandises. Ils demandaient des couvertures à un marchand qui vendait de la lingerie féminine ; celui-ci n'en ayant pas en stock, les commissaires saisissaient la marchandise qu'il tenait et le commerçant la retrouvait plus tard dans des établissements rivaux. Les Turcs agirent de même dans beaucoup d'autres circonstances. Le système prédominant consistait à saisir les biens-meubles, partout où c'était possible, et à les convertir en argent comptant ; je ne sais ce que devenait cet argent en dernier lieu, mais je suis sûr que nombre de fortunes privées furent édifiées d'après cette méthode.

Je fis remarquer à Enver que ces procédés barbares ruineraient son pays ; ce qui fut bientôt facile à vérifier. Sur une population de 4.000.000 d'adultes mâles, 1.500.000 furent finalement enrôlés et un million de familles laissées sans gagne-pain, toutes dans des conditions de dénuement extrême. Le gouvernement payait les soldats 25 cents par mois et donnait aux familles une allocation mensuelle d'un dollar 20. Comme résultat, des milliers d'individus moururent, par suite de privations, et un plus grand nombre encore fut débilité, en raison de l'insuffisance de nourriture ; j'estime que depuis le début de la guerre l'Empire a perdu un quart de sa population turque. Je demandai à Enver pourquoi il

permettait que son peuple fût anéanti de cette manière mais pareilles souffrances ne l'impressionnaient pas. Il était fier d'avoir levé une armée importante presque sans argent, chose — il s'en vantait — qu'aucune autre nation n'avait pu faire avant lui. Dans ce but, il avait édicté des arrêts qui stigmatisaient l'embusquement comme désertion, entraînant par conséquent la peine de mort. Il adopta aussi un projet par lequel tout Ottoman pouvait être exempté en payant 190 dollars. Il considérait son œuvre comme remarquable ; en réalité, elle lui fit goûter pour la première fois l'ivresse du pouvoir absolu et l'expérience lui fut des plus agréables.

Que les Allemands aient dirigé cette mobilisation n'est pas une question d'opinion : les preuves sont là. Il suffira, par exemple, de dire qu'ils réquisitionnaient des produits, sous leur propre nom, pour leurs besoins personnels. J'ai entre les mains la photographie d'une mesure semblable, appliquée par Humann, l'attaché naval allemand pour un chargement de tourteau. Ce document porte la date du 29 septembre 1914. « Le lot chargé par le vapeur *Derindje*, que vous mentionnez dans votre lettre du 26, dit cet acte, a été réquisitionné par moi, pour le Gouvernement allemand ».

Ceci démontre clairement qu'un mois avant l'entrée en guerre de la Turquie, l'Allemagne exerçait réellement l'autorité souveraine à Constantinople.

CHAPITRE V

CONTRAIREMENT AUX CONVENTIONS INTERNATIONALES LE *GŒBEN* ET LE *BRESLAU* FRANCHISSENT LES DARDANELLES

Le 10 août, je me rendis en chaloupe au-devant du *Sicilia*, petit navire italien qui venait de Venise ; son arrivée m'intéressait spécialement, car il amenait à Constantinople ma fille et mon gendre, Mr. et Mrs. Maurice Wertheim et leurs trois petites filles. Notre rencontre fut plus animée encore que je ne m'y attendais. Je trouvai les passagers très émus, ayant assisté la veille à un combat naval dans la mer Ionienne.

« Nous déjeunions hier sur le pont, m'expliqua ma fille, quand je vis apparaître à l'horizon deux curieux bâtiments. Je courus chercher mes jumelles et je distinguai deux grands navires de combat, le premier surmonté de tours bizarres de caractère exotique, l'autre un cuirassé ordinaire. Nous restâmes en observation, quand nous vîmes apparaître un autre vaisseau, suivant les deux premiers à toute vitesse. Il se rapprocha de plus en plus, puis les canons grondèrent, des colonnes d'eau jaillirent, tandis que de petits nuages de fumée blanche se détachaient sur le ciel. Je fus quelques instants avant de comprendre la nature du spectacle qui s'offrait à mes yeux ; soudain la vérité m'éclaira : nous venions d'assister à une action navale. Les bâtiments se déplaçaient constamment, tout en continuant à avancer rapi-

dement ; enfin les deux grands virèrent de bord et se précipitèrent furieusement sur leur ennemi, ensuite ils parurent changer d'avis et rebroussèrent chemin. A son tour, le dernier combattant modifia sa direction et nous rejoignit paisiblement, ce qui m'inquiéta d'abord un peu, mais il n'arriva rien ; il tourna autour de nous et nous pouvions distinguer ses marins excités, noirs de fumée, ricanant simplement ; ceux-ci posèrent plusieurs questions à notre capitaine, puis leur embarcation s'éloigna et finalement disparut. Notre commandant nous expliqua alors que les deux grands navires étaient allemands, qu'ils avaient été surpris dans la Méditerranée et essayaient, pour échapper à la flotte britannique qui les pourchassait, d'atteindre Constantinople. Les avez-vous aperçus? continua ma fille, où est à votre avis la flotte britannique? »

Quelques heures plus tard, je rencontrai par hasard Wangenheim. Quand je lui racontai ce qu'avait vu Mrs. Wertheim, il parut très agité et manifesta le plus vif intérêt. Aussitôt après le déjeuner, il se rendit à l'ambassade américaine avec Pallavicini et demanda une entrevue à ma fille. Les deux ambassadeurs s'assirent solennellement devant Mrs. Wertheim, à laquelle ils firent subir — poliment il est vrai — un interrogatoire des plus minutieux : « Je n'ai jamais autant senti mon importance », me confia-t-elle plus tard. Ils ne laissaient échapper aucun détail, désiraient savoir combien de coups de canon avaient été tirés, quelle était la direction prise par les navires allemands, ce que chacun avait dit à bord, et ainsi de suite.

Cette visite sembla procurer aux diplomates alliés un soulagement et une satisfaction considérables, car ils quittèrent la maison, exultant presque, agissant comme s'ils étaient délivrés d'un lourd souci. Et ils avaient certes raison de triompher. Ma fille leur avait ingénûment communiqué les nouvelles qu'ils souhaitaient le plus ardemment apprendre. Le *Gœben* et le *Breslau* avaient échappé à la flotte britannique et faisaient vapeur dans la direction des Dardanelles!

Car c'étaient eux que Mrs. Wertheim avaient vus aux prises avec un éclaireur britannique !

Le lendemain, une affaire de service m'appela à l'ambassade allemande ; l'excitation de Wangenheim me prouva vite que les questions bureaucratiques ne l'intéressaient pas. Je ne l'avais jamais vu aussi nerveux, ni aussi agité. Il ne restait pas assis deux minutes, bondissait à tout instant de sa place, courait à la fenêtre et regardait anxieusement dans la direction du Bosphore, où il pouvait apercevoir le *Corcovado*, son poste particulier de T. S. F., à environ trois quarts de mille de distance ; son visage était en feu et ses yeux brillaient ; il parcourait la pièce à grands pas, parlant un instant d'une récente victoire allemande, s'interrompant pour me donner un léger aperçu des plans du Kaiser, puis glissait de nouveau vers la fenêtre, pour surveiller le *Corcovado*.

— Quelque chose vous préoccupe, dis-je en me levant. Je m'en vais, je reviendrai à un autre moment.

— Non, non, protesta-t-il violemment. Je veux que vous restiez ici. C'est aujourd'hui un grand jour pour l'Allemagne ! Attendez quelques minutes et vous apprendrez une nouvelle sensationnelle, en liaison intime avec le rôle de la Turquie dans la guerre.

Il quitta hâtivement le portique et s'accouda à la balustrade. Au même moment, je vis une petite chaloupe quitter le *Corcovado* et se diriger vers le bassin de l'ambassade. Wangenheim descendit rapidement, s'empara de l'enveloppe que lui tendait un matelot et, un instant après, il faisait de nouveau irruption dans la pièce.

— Nous les tenons ! me cria-t-il.

— Qui ? demandai-je.

— Le *Gœben* et le *Breslau !* Ils ont franchi les Dardanelles !

Il agitait son message de T. S. F. avec l'enthousiasme d'un collégien dont le camp a remporté la victoire au football. Puis, réprimant momentanément son allégresse, il vint solennellement à moi, leva plaisamment l'index, fronça les

sourcils et poursuivit : « Vous comprenez naturellement que nous avons vendu ces vaisseaux à la Turquie ! Quant à l'amiral Souchon, ajouta-t-il avec un autre clignement d'œil, il entrera au service du Sultan ! »

L'exultation de Wangenheim n'était pas due uniquement à des motifs patriotiques ; l'arrivée de ces navires, c'était le triomphe de sa carrière de ministre, la première victoire diplomatique remportée en fait par l'Allemagne. Depuis des années il ambitionnait, louablement, le poste de Chancelier Impérial et il se conduisait maintenant en homme qui voit son but atteint. Le voyage du *Gœben* et du *Breslau* était son œuvre personnelle ; en se concertant avec le Cabinet turc, il avait préparé leur entrée dans les Dardanelles et les avait guidés par sans fil à travers la Méditerranée. Enfin, en les amenant sans incident jusqu'à Constantinople, il scellait définitivement l'alliance germano-turque. Toutes les intrigues et les machinations qu'il avait ourdies, trois années durant, arrivaient en ce jour à leur conclusion logique.

Je doute que deux vaisseaux aient jamais joué un rôle semblable dans l'Histoire. A ce moment, nous ne nous en rendions pas tous compte, mais des événements ultérieurs ont pleinement justifié la satisfaction exubérante de Wangenheim. Le *Gœben* était un puissant croiseur de bataille dernier type ; le *Breslau* était moins grand, mais il filait à une vitesse excessive, ce qui rendait son emploi précieux dans ces eaux : pendant les quelques mois qui précédèrent la guerre, ils croisèrent dans la Méditerranée, si bien que la déclaration les y surprit, chargeant des marchandises à Messine. Que ces bâtiments, tous deux plus rapides qu'aucun navire français ou anglais de la flotte méditerranéenne, se soient trouvés si près de la Turquie quand éclata la guerre, m'a toujours paru autre chose qu'une simple coïncidence. Le choix du *Gœben* était particulièrement heureux, car ce bateau était venu à Constantinople deux fois auparavant et ses officiers, comme l'équipage, connaissaient parfaitement les Dardanelles. L'attitude de ces navires, quand fut connue la déclaration de guerre, caractérise l'esprit dans lequel la

flotte allemande ouvrit les hostilités : chantant et vociférant, les hommes portèrent leur amiral en triomphe et se livrèrent à une véritable orgie teutonne. On a raconté depuis que l'amiral Souchon conserve, comme un souvenir touchant de cette scène, son uniforme blanc maculé par les mains sales de ses marins. En dépit de la joie que causaient à leur commandement les batailles en perspective, la situation de ces bâtiments demeurait précaire ; ils ne pouvaient se mesurer avec les grandes forces navales britanniques et françaises, qui rôdaient à travers la Méditerranée ; ils étaient loin de leurs bases primitives ; le grave problème du charbon et le fait que l'Angleterre était maîtresse de toutes les importantes stations maritimes ne leur permettaient de se mettre à l'abri nulle part. Plusieurs destroyers italiens les avaient surveillés à Messine, faisant respecter la neutralité, et leur rappelant qu'ils ne pouvaient séjourner plus de vingt-quatre heures dans le port. L'Angleterre avait placé des vaisseaux dans le golfe d'Otrante, à la jonction de l'Adriatique et de la mer Ionienne, pour les arrêter, au cas où ils chercheraient à fuir dans le port autrichien de Pola. La flotte britannique montait également la garde à Gibraltar et à Suez, les seules issues offrant apparemment chance d'évasion. Il n'y avait donc pour eux qu'un endroit où trouver un accueil sûr et amical : Constantinople. L'Amirauté britannique écarta évidemment cette hypothèse, la jugeant impraticable. A cette époque, au début d'août, la législation internationale était encore universellement respectée. La Turquie était un pays neutre, et, malgré les preuves innombrables de la domination allemande, elle semblait vouloir garder ce rôle. Le traité de Paris signé en 1856, de même que celui de Londres conclu en 1871, interdisaient l'accès des Dardanelles aux vaisseaux de guerre, sauf avec permission spéciale du Sultan, permission qui ne pouvait être accordée qu'en temps de paix. En pratique, le Gouvernement l'avait rarement donnée, excepté pour des cérémonies officielles. Lever, dans les conditions existantes, l'interdiction en question eût été virtuellement un acte peu amical

de la part du Sultan, et permettre au *Gœben* et au *Breslau* de demeurer dans les eaux turques plus de vingt-quatre heures, n'aurait signifié rien moins qu'une déclaration de guerre. Peut-être n'est-il pas surprenant, qu'aux premiers jours d'août 1914, quand l'Allemagne n'avait pas encore fait connaître officiellement que la « législation internationale » n'existait plus, que les Anglais aient considéré ces traités comme des barrières fermant les Dardanelles et Constantinople aux navires allemands. Comptant sur l'inviolabilité des règlements internationaux, la flotte britannique avait occupé chaque point par où ces bâtiments allemands eussent pu s'échapper pour se mettre en sûreté, — excepté l'entrée des Dardanelles. Si, au contraire, dès la déclaration de guerre, elle eût détaché une puissante escadre dans cet endroit, d'une importance primordiale, combien l'histoire de ces trois dernières années eût été modifiée !

« Sa Majesté compte que le *Gœben* et le *Breslau* réussiront à se frayer un passage ! » Tel fut le sans fil transmis à ces vaisseaux à Messine, le 4 août, à 5 heures du soir. Les vingt-quatre heures de séjour autorisées par le gouvernement italien étaient près d'expirer. En dehors du port, dans le canal d'Otrante, attendaient les croiseurs de bataille britanniques, lançant de faux radios aux Allemands, leur enjoignant de s'enfuir à Pola. Pavillons flottant et tambours battant, officiers et équipage surexcités par les discours et les libations, les deux navires prirent le large à toute vitesse, en amont du canal et dans la direction de la flotte britannique. Le *Gloucester*, petit vapeur-éclaireur, demeura en contact permanent avec eux, télégraphiant constamment leurs mouvements à l'escadre principale. Tout à coup, quand ils eurent doublé le cap Spartivento, le *Gœben* et le *Breslau* firent retentir l'air de toutes les vibrations discordantes que purent envoyer leurs sans fil, emplissant l'espace d'un vacarme tel que le *Gloucester* ne put expédier aucun message intelligible. Puis, les deux croiseurs mirent cap au sud et se dirigèrent vers la mer Egée. Le courageux petit *Gloucester* demeura dans leur sillage et, comme le raconte ma

fille, engagea même audacieusement le combat. Quelques heures plus tard, l'escadre britannique suivit, mais sans résultat, les navires allemands qui, bien que moins puissants dans la bataille, étaient beaucoup plus rapides.

Même alors, l'amiral anglais s'imagina probablement avoir déjoué les plans de l'Allemagne : les fuyards pourraient arriver les premiers aux Dardanelles, mais à cet endroit le code international se dressait en travers du chemin et interdisait l'entrée !

Pendant ce temps, Wangenheim avait remporté sa première grande victoire diplomatique. Du *Corcovado*, poste de télégraphie sans fil du Bosphore, il envoyait à l'amiral Souchon les nouvelles les plus agréables. Il lui disait d'arborer pavillon turc en atteignant le Détroit, car ses croiseurs appartenaient maintenant à la flotte ottomane et n'étaient plus de ce fait soumis aux prohibitions internationales habituelles ! Ils ne s'appelaient plus le *Gœben* et le *Breslau* : en magicien oriental, Wangenheim venait d'en faire le *Sultan Selim* et le *Medilli*. En réalité, l'ambassadeur allemand avait profité très intelligemment de la situation pour passer un marché factice.

Comme je l'ai dit plus haut, au moment où la guerre éclata, la Turquie avait deux dreadnoughts en construction en Angleterre. Ces navires n'étaient pas de propriété exclusivement officielle ; leur achat était une entreprise suscitée par l'enthousiasme populaire. Grâce à eux, la Turquie devait attaquer la Grèce et libérer les îles de la mer Egée, et l'argent de leur construction provenait de souscriptions publiques. Des agents avaient péniblement recueilli ces petites cotisations, de maison en maison ; on avait organisé en outre des fêtes et des foires et, dans leur exaltation, les femmes turques vendirent leurs cheveux au profit du trésor commun. Ainsi, ces deux bâtiments incarnaient le fruit d'une grandiose manifestation patriotique, rare chez les Ottomans, si rare même que d'aucuns y découvraient la main du Gouvernement. Au moment de la déclaration de la guerre, la Turquie payait les dernières sommes dues aux

chantiers navals, et l'équipage turc arrivait en Angleterre pour chercher les bâtiments terminés ; mais peu avant l'instant fixé pour leur livraison, le Gouvernement britannique intervint et les mit à la disposition de l'Amirauté.

Il est incontestable que l'Angleterre avait légalement, comme moralement, le droit d'en user ainsi ; il n'est pas douteux non plus que, s'il se fût agi de toute autre nation, son procédé n'eût provoqué aucun ressentiment. Le peuple turc ne comprenait pas ces distinctions ; il ne voyait qu'une chose : il avait deux navires en Angleterre, dont la construction représentait pour lui de lourds sacrifices d'argent, et l'Angleterre s'en était emparée ! Même sans pression extérieure, les Turcs auraient ressenti quelque amertume de ce fait : or, il y eut pression et non des moindres. Cette transaction offrit à Wangenheim une magnifique occasion de déployer ses talents. La presse turque se répandit en attaques violentes contre l'Angleterre, qui toutes émanaient de l'ambassade d'Allemagne. Wangenheim entretenait constamment les leaders turcs de la perfidie anglaise. Il fit entendre que sa patrie, l'amie fidèle de la Turquie, lui offrait une compensation au sujet de cette capture « illégale » : il suggéra l'achat du *Gœben* et du *Breslau* (qui, peut-être dans l'anticipation de cette éventualité, rôdaient alors dans les eaux méditerranéennes) et leur incorporation dans la flotte turque, en remplacement des navires saisis. Le jour même où ces vaisseaux entrèrent aux Dardanelles, le *Ikdam*, journal turc, publiait à Constantinople un rapport triomphant sur cette « vente », qu'une énorme manchette qualifiait de « grande victoire du Gouvernement Impérial ».

Ainsi la manœuvre de Wangenheim obtint un double résultat : elle posa l'Allemagne en amie de la Turquie et elle fournit le subterfuge requis pour ouvrir les Dardanelles aux vaisseaux et leur permettre d'y séjourner.

Ceci abusa les classes les plus ignorantes de la nation et procura au Cabinet turc un motif plausible à opposer aux objections des diplomates de l'Entente ; mais, par ailleurs, aucune personne intelligente ne s'y laissa prendre. Le *Gœ-*

ben et le *Breslau* pouvaient changer de nom, et les marins allemands arborer le fez turc, nous étions tous conscients, dès le début, que cette vente était une feinte. L'idée que la Turquie pût acheter ces vaisseaux modernes devait sembler plaisante à ceux qui connaissaient la situation financière du pays. Du reste, on ne les incorpora jamais à la flotte ; celle-ci, au contraire, leur fut annexée. Une poignée de marins turcs fut pendant un certain temps placée à bord, pour sauver les apparences ; toutefois, les officiers et l'équipage allemands demeurèrent en fonctions actives. Wangenheim, dans ses entretiens avec moi, ne fit jamais mystère que ces navires ne fussent propriété allemande. « Je ne m'attendais pas à signer des chèques aussi importants », remarqua-t il un jour, faisant allusion aux dépenses relatives au *Gœben* et au *Breslau*, qu'il appelait toujours « nos vaisseaux ». De même, Talaat m'expliqua longuement qu'ils ne leur appartenaient pas. « Les Allemands le prétendent, me dit-il en riant de sa manière spéciale. En tout cas, je suis bien aise pour nous qu'ils soient ici ; après la guerre, si les Allemands sont victorieux, ils n'y penseront plus et nous les laisseront. S'ils sont battus, ils ne pourront pas nous les reprendre. »

Le gouvernement impérial ne chercha pas réellement à faire passer cette vente pour *bona fide* ; au moins, alors que le ministre grec à Berlin s'élevait contre cette transaction, la qualifiant de peu amicale vis-à-vis de son pays — il oubliait naïvement l'achat récent par la Grèce de vaisseaux américains ! — les fonctionnaires allemands l'apaisèrent en admettant *sotto voce* que les véritables propriétaires résidaient toujours en Allemagne. Mais quand les ambassadeurs de l'Entente protestèrent sans interruption contre la présence desdits navires, les fonctionnaires turcs prétendirent qu'ils faisaient partie intégrante de la flotte nationale ! Les officiers allemands et l'équipage s'amusaient franchement de cette burlesque prétention ; ils prenaient un plaisir spécial à se vêtir d'uniformes turcs et à porter le fez, offrant ainsi au monde la preuve tangible que ces

loyaux soldats du Kaiser étaient maintenant les fidèles sujets de Sa Majesté ottomane.

Un jour, le *Gœben* remonta le Bosphore, stoppa en face de l'ambassade russe et jeta l'ancre. Les officiers et les hommes s'alignèrent sur le pont, bien en vue de l'ambassadeur ennemi. Ils enlevèrent solennellement leurs fez, et les remplacèrent par des casquettes allemandes. L'orchestre joua : *Deutschland über Alles*, *Die Wacht am Rhein* et autres chants nationaux que les matelots reprenaient en chœur, à pleine voix. Après avoir offert pendant une ou deux heures une telle sérénade à l'infortuné Giers, les officiers et les hommes retirèrent leurs casquettes allemandes et remirent leurs fez. Le *Gœben* leva l'ancre et mit cap au sud vers son poste d'attache, tandis que le diplomate russe gardait dans l'oreille l'écho mourant des hymnes de guerre germaniques !

J'ai souvent envisagé quelques-unes des conjectures possibles, si les croiseurs de bataille anglais, qui poursuivirent le *Breslau* et le *Gœben* jusqu'à l'entrée des Dardanelles, n'avaient pas été trop loyaux pour violer le code international. Supposons que, forçant le détroit, ils aient attaqué et coulé leurs adversaires dans la mer de Marmara. Certes ils auraient pu agir ainsi, et conscients de tout ce que nous savons maintenant, ces procédés eussent été légitimes. Il est probable que l'anéantissement des navires eût empêché l'entrée en guerre de la Turquie ; car leur possession imposait, le moment venu, l'union des armées turques aux armées allemandes. La flotte du Sultan devenait, de ce fait, plus puissante que la flotte russe de la mer Noire et mettait celle-ci dans l'impossibilité d'attaquer Constantinople. Ainsi le *Gœben* et le *Breslau* assuraient pratiquement aux forces turco-allemandes le contrôle de la mer Noire. De plus, ils pouvaient facilement tenir en respect Constantinople, et offraient à la marine allemande toute facilité, l'occasion échéante, de terroriser les Turcs.

L'historien impartial, qui analysera cette guerre et ses conséquences, constatera, j'en suis convaincu, que le pas-

sage du Détroit par ces navires allemands riva la destinée de la Turquie à celle de l'Allemagne et décida du sort de l'Empire turc.

Certains membres du Cabinet turc sentirent ceci, même alors. La rumeur courut — bien que je ne garantisse pas l'authenticité de cette anecdote — que la séance ministérielle où fut prise cette importante décision, manqua d'harmonie. Le Grand Vizir et Djemal s'élevèrent, paraît-il, contre cette vente « fictive » et demandèrent qu'elle fût réelle. La discussion ayant atteint son point culminant, Enver, qui faisait le jeu de l'Allemagne, annonça qu'il avait déjà pratiquement réalisé la transaction. Dans le silence qui suivit sa déclaration, ce jeune Napoléon tira son pistolet et le posa sur la table. « Si quelqu'un ici désire contester cet achat, dit-il tranquillement et d'un ton glacial, je suis prêt à lui répondre. »

Quelques jours plus tard, comme le *Gœben* et le *Breslau* prenaient définitivement position dans le Bosphore, David Bey, ministre des Finances, rencontra un juriste belge distingué, alors à Constantinople.

« J'ai de terribles nouvelles à vous communiquer, lui dit l'homme d'État turc. Les Allemands ont pris Bruxelles. »

Le Belge, de stature colossale, mesurant plus de six pieds, posa doucement sa main sur l'épaule du petit Turc :

« J'ai de plus terribles nouvelles encore pour vous-même, dit-il en désignant dans le canal le *Gœben* et le *Breslau*. Les Allemands se sont emparés de la Turquie. »

CHAPITRE VI

WANGENHEIM ME RACONTE COMMENT LE KAISER DÉCIDA LA GUERRE

Cette transaction ne produisit pas partout une impression aussi pénible, entre autres à l'Ambassade allemande. Là, ce grand « succès » grisa absolument l'impressionnable Wangenheim ; puis des événements postérieurs enfiévrèrent sa *furor Teutonicus*.

Le *Gœben* et le *Breslau* arrivaient en Turquie presque au moment où les Allemands s'emparaient de Liége, Namur et autres villes limitrophes. Vint ensuite la marche rapide en France et la poussée triomphante, en apparence, sur Paris. Wangenheim, en Prussien militant qu'il était, voyait dans tout ceci la réalisation d'un rêve de quarante ans.

Les ambassades étaient encore installées dans leurs résidences d'été, sur les rives du Bosphore, où l'Allemagne occupait un somptueux édifice, avec des bureaux parfaitement organisés, un parc splendide, offert par le Sultan en personne au Gouvernement impérial. Pour un motif quelconque, mon collègue ne semblait pas se plaire dans son palais, et au contraire témoignait d'une grande prédilection pour le modeste banc de la maison du garde, qui faisait face au bâtiment principal et surplombait la rue à vingt pieds au-dessus des eaux rapides du Bosphore, siège qui en réalité était destiné au garde. Je me souviendrai toujours de l'étrange spectacle qu'il nous donna ainsi, pendant les palpitantes journées qui précédèrent la ba-

taille de la Marne, allant et venant de son banc de pierre à l'ambassade. Tous ceux qui se rendaient de Constantinople à la banlieue nord empruntaient cette route, et même les diplomates russes et français passaient fréquemment, ignorant naturellement avec raideur l'ambassadeur triomphant sur le pas de sa porte.

Je me dis parfois qu'il s'asseyait là tout exprès, pour envoyer dans leur direction la fumée de son cigare et cela me rappelle la scène du Guillaume Tell, de Schiller, dans laquelle le héros suisse, aux aguets dans un repli de terrain, son arc et ses flèches à côté de lui, attend l'approche de sa victime, Geissler :

> Ici, par ce défilé profond, il faut qu'il passe;
> Nul autre chemin ne mène à Kussnacht.

Wangenheim happait ainsi au passage ses amis — ou ceux qu'il considérait comme tels — et fêtait à sa manière les victoires allemandes. J'observai qu'il se portait à cet endroit, quand les armées germaniques étaient victorieuses ; mais apprenait-on un de leurs revers, il devenait complètement invisible. Comme je le lui fis remarquer, son manège avait quelque rapport avec celui des marionnettes des thermomètres articulés : les poupées sortent de leur boîte quand le temps est beau, mais y rentrent à l'annonce de l'orage. Il parut apprécier ma plaisanterie, tout autant que notre cercle diplomatique.

Au début, l'atmosphère était nettement favorable à l'ambassadeur allemand. Les succès de son pays l'excitèrent à tel point qu'il en vint à commettre de réelles imprudences. Un jour, dans son exubérance, il me confia certains faits qui auront toujours, à mon avis, une grande valeur historique. Il me révéla exactement comment l'Allemagne avait agi pour précipiter la guerre, et à quel instant cela s'était passé. La communication de ce secret semble aujourd'hui une indiscrétion monstrueuse, mais rappelons-nous l'état d'esprit de Wangenheim à cette époque ; le monde entier

croyait alors Paris condamné, et le représentant de Guillaume II ne dissimulait pas sa conviction que la guerre ne durerait pas plus de deux à trois mois. L'entreprise allemande se développait évidemment conformément à ce programme.

J'ai déjà mentionné que Wangenheim partit pour Berlin aussitôt après l'assassinat du Grand Duc d'Autriche ; il me révéla maintenant la cause de sa brusque absence. « J'avais été mandé à Berlin, me dit-il, pour assister à un conseil impérial qui se tint à Postdam le 5 juillet et fut présidé par le Kaiser. » Presque tous les ambassadeurs auprès d'États importants y assistaient, et lui-même avait été convoqué pour donner avec certitude tout renseignement concernant la Turquie et éclairer ses collègues sur la situation générale de cette nation, considérée déjà comme le pivot de la guerre imminente.

En me parlant des personnages présents à cette réunion, Wangenheim ne cita pas de noms, mais mentionna spécialement — les faits sont si importants que je cite ses propres termes dans son allemand même : « *Die Häupter des Generalstab und der Marine* » — (les chefs des États-Majors militaire et de la Marine), d'où j'ai supposé qu'il voulait parler de von Moltke et de von Tirpitz. Les grands banquiers, les directeurs des chemins de fer et les chefs de l'industrie allemande, tous ceux dont le concours était aussi nécessaire aux préparatifs de guerre de l'Allemagne que l'armée elle-même, avaient également été convoqués.

Wangenheim me raconta ensuite que le Kaiser avait solennellement posé à chacun d'eux, la question suivante : « Êtes-vous prêt pour la guerre ? » Tous répondirent : « Oui », sauf les financiers qui demandèrent deux semaines pour négocier leurs valeurs étrangères et contracter des emprunts. A ce moment, peu de gens considéraient la tragédie de Sarajevo comme un événement susceptible de déterminer la guerre. A cette conférence, me dit Wangenheim, toutes les précautions furent prises pour empêcher qu'on en eût aucun soupçon. On décida de donner aux banquiers

le temps de s'organiser pour la guerre en perspective ; puis les différents membres de cette réunion retournèrent tranquillement à leurs affaires ou partirent en vacances. Le Kaiser fit voile pour la Norvège, von Bethmann-Hollweg alla se reposer et Wangenheim rentra à Constantinople.

En me parlant de ce Conseil, mon interlocuteur admit naturellement que l'Allemagne avait précipité la guerre.

Je crois qu'il était assez fier de toute cette entreprise ; fier que son pays l'eût traitée avec autant de méthode et de prévoyance, et spécialement fier d'avoir été invité à participer à une aussi importante réunion.

Je me suis souvent demandé avec surprise ce qui l'avait poussé à me faire une telle confidence ; j'estime que la véritable raison en est due à son excessive vanité, à son désir de me montrer combien il était intimement associé aux conseils secrets tenus par son empereur et quel rôle il avait joué en provoquant ce conflit. Quel qu'en fût le motif, son indiscrétion eut pour résultat certain de me faire connaître les coupables de ces monstrueux crimes. Les différents livres bleu, rouge et jaune qui submergèrent l'Europe les premiers mois qui suivirent la déclaration de la guerre, et les centaines de documents publiés par la propagande allemande, afin d'innocenter le gouvernement de Berlin, n'ont jamais fait la plus légère impression sur moi. Car mes conclusions ne sont pas basées sur des soupçons ou une opinion, ou sur l'étude de données accidentelles : je n'ai pas besoin de discuter ou d'argumenter sur cette question. Je sais. Cette conspiration, qui a causé la plus grande des tragédies humaines, a été tramée par le Kaiser et sa camarilla à cette conférence de Potsdam, le 5 juillet 1914. L'un des principaux acteurs, enivré par le triomphe d'une victoire apparente, m'en conta personnellement tous les détails.

Si j'entends discuter les responsabilités de la guerre, ou que je lise les excuses maladroites ou mensongères alléguées par l'Allemagne, je n'ai qu'à me rappeler Wangenheim, tel qu'il m'apparut cet après-midi d'août, plein d'importance en me faisant son rapport sur cette assemblée historique,

entre deux bouffées d'un énorme cigare. A quoi bon perdre du temps à controverser à ce sujet? Cette conférence fut tenue le 5 juillet, et l'ultimatum à la Serbie envoyé le 22 juillet, à peu près le délai de deux semaines demandé par les financiers pour effectuer leurs opérations — délai qu'ils mirent largement à profit, ainsi que peuvent l'attester les bilans des principales bourses du monde, car ils révèlent les importantes réalisations des banquiers allemands. En provoquant de sensibles baisses, ce mouvement provoqua alors quelque surprise sur les marchés ; mais l'explication de Wangenheim réfute toute espèce de doute, l'Allemagne convertissait ses valeurs en argent comptant, en prévision de la guerre.

Si quelqu'un désire contrôler la véracité de mes dires, je lui recommande d'examiner la cote de la Bourse de New-York pendant ces deux semaines historiques. Il verra qu'il y eut des courbes impressionnantes, spécialement pour les valeurs internationales. Du 5 au 22 juillet, l'*Union Pacific* tomba de 155 1/2 à 127 1/2, *Baltimore and Ohio* de 91 1/2 à 81, *United States Steel* de 61 à 50 1/2, *Canadian Pacific* de 194 à 185 1/2 et *Northern Pacific* de 111 3/8 à 108. A cette époque, les ardents protectionnistes rendirent responsable de cette dépréciation la loi Simmons-Underwood sur les tarifs ; tandis que d'autres critiques du Gouvernement l'attribuèrent au « Federal Reserve Act », — qui n'était cependant pas encore en vigueur. Et comment les agents de change de Wall Street, et autres financiers réputés, auraient-ils pu soupçonner, qu'à un conseil présidé par le Kaiser, une telle machination avait été ourdie ! Non seulement Wangenheim me communiqua tous ces détails, mais il les révéla aussi au marquis Garroni, le représentant de l'Italie à Constantinople. (L'Italie était encore l'alliée théorique de l'Allemagne.)

L'ambassadeur d'Autriche, le marquis Pallavicini, ne songeait pas à dissimuler que les Puissances centrales avaient précipité la guerre. Le 18 août, à l'occasion de l'anniversaire de François-Joseph, je fis à mon collègue ma visite de

félicitation habituelle. La conversation roula naturellement sur le souverain qui entrait dans sa quatre-vingt-cinquième année. Pallavicini parla de lui avec fierté et vénération. Il me dépeignit sa clairvoyance et sa lucidité d'esprit, sa compréhension absolue des questions internationales et la surveillance personnelle qu'il exerçait sur toutes choses. Pour témoigner de la portée que François-Joseph donnait aux événements actuels, son représentant cita en exemple la présente guerre. Au mois de mai, il avait été reçu en audience par l'Empereur à Vienne. Déjà, le monarque jugeait la guerre européenne inévitable. Les Puissances centrales ne pouvaient pas considérer le traité de Bucarest comme réglant définitivement la question balkanique, et seule une guerre générale, avait déclaré l'Empereur à Pallavicini, pourrait amener une solution convenable. Le traité de Bucarest — ne l'oublions pas — termina la seconde guerre balkanique. Il répartissait les Dominions européens de la Turquie, excepté Constantinople et une faible portion de territoire alentour, entre les nations balkaniques, spécialement entre la Grèce et la Serbie. Cet accord agrandissait considérablement cette dernière nation ; il augmentait ses ressources dans une mesure telle que l'Autriche la voyait déjà devenue un nouvel État européen, assez puissant pour s'opposer à ses propres projets d'expansion, car la double monarchie maintenait sous son joug une importante population serbe en Bosnie et en Herzégovine, population dont le désir suprême était la réunion à son pays d'origine. En outre, les visées pangermaniques en Orient exigeaient l'anéantissement de la Serbie qui, tant qu'elle demeurait intacte, bloquait aux Allemands la route de l'Est. Les Austro-Allemands avaient escompté que la guerre balkanique l'exterminerait, en tant que nation ; — que la Turquie annihilerait simplement les armées du roi Pierre. Or la réalisation attendue de ce plan empêcha toute ingérence autrichienne ou allemande dans les deux précédentes guerres. Mais le résultat fut exactement l'inverse, car de ce conflit sortit une Serbie plus puissante que jamais, se dressant

comme un rempart d'acier sur le chemin de l'Allemagne.

La plupart des historiens conviennent que le traité de Bucarest rendit la guerre inévitable. Le témoignage du marquis Pallavicini atteste que François-Joseph lui-même partageait cette opinion. L'audience, dans laquelle l'Empereur fit cette déclaration, eut lieu au mois de mai, plus d'un mois avant l'assassinat du Grand Duc. Ainsi nous possédons l'aveu formel de l'Empereur d'Autriche que la guerre eût éclaté, indépendamment du drame de Sarajevo. Il est bien évident que ce crime servit simplement de prétexte plausible pour une guerre déjà irrévocablement décidée par les Empires centraux.

CHAPITRE VII

LES BUTS DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE

Pendant ces mois mémorables d'août et de septembre, Wangenheim conserva son attitude bizarre ; tantôt il était doux et fanfaron, tantôt déprimé, toujours nerveux et anxieux, cherchant à se faire bien venir d'un Américain tel que moi, haineux et mesquin envers les représentants des Puissances ennemies. Il trahissait ses craintes et son impatience en continuant à s'asseoir sur le fameux banc dont j'ai parlé plus haut et d'où il s'élançait pour recueillir, deux ou trois minutes plus tôt, les communications de Berlin, transmises par le sans fil du *Corcovado*. Il ne manquait pas une seule occasion de propager les nouvelles des victoires ; maintes fois — contrairement aux usages — il vint me trouver sans être annoncé, pour me faire part des dernières avances et me lire des extraits de messages qu'il venait de recevoir. Il paraissait toujours sincère, droit et même irréfléchi. Je me rappelle son chagrin le jour où l'Angleterre déclara la guerre ; car il avait toujours professé une grande admiration pour elle, l'étendant même à l'Amérique. « Il n'y a que trois grandes nations, répétait-il constamment, l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis. Toutes trois devraient s'unir afin de gouverner le monde. » Son enthousiasme pour l'Empire britannique se refroidit soudain quand celui-ci résolut de défendre la foi de ses traités et déclara la guerre. Selon Wangenheim, le conflit serait de courte durée et l'anniversaire de Sedan (le 2 septembre), devait être célébré à Paris. Mais quand je me rendis à l'ambas-

sade le 5 août, je le trouvai plus agité et plus grave qu'à l'ordinaire. La baronne Wangenheim, grande et belle femme, assise dans la pièce, lisait une relation de la guerre de 1870, écrite par sa mère. Tous deux considéraient la résolution de l'Angleterre presque comme un grief personnel; et ce qui m'impressionna le plus, ce fut de constater un manque absolu de compréhension de ce qui motivait cette résolution. « Quelle pauvre politique ! » s'écria-t-il à diverses reprises. Son attitude était le digne pendant de celle de Bethmann-Hollweg, à propos du « chiffon de papier » !

Le 26 août, au cours d'une promenade, je le rencontrai par hasard. Comme à l'ordinaire il débuta en célébrant les victoires allemandes en France, répétant sa prophétie habituelle, à savoir que les armées du Kaiser seraient à Paris dans l'espace d'une semaine. « Le facteur décisif de cette guerre, ajouta-t-il, sera l'artillerie Krupp. Et rappelez-vous bien que cette fois nous faisons la guerre. Et que nous la ferons *rücksichtslos* (sans aucune considération). Nous ne nous laisserons pas entraver comme en 1870. La reine Victoria, le Czar et François-Joseph s'interposèrent alors et nous persuadèrent d'épargner Paris. Mais personne n'interviendra aujourd'hui. Nous transporterons à Berlin tous les trésors des musées parisiens qui appartiennent à l'État, exactement comme Napoléon enrichit la France des œuvres d'art italiennes. »

Il est de toute évidence que la bataille de la Marne préserva Paris du sort de Louvain.

Wangenheim escomptait si positivement une victoire immédiate qu'il abordait la discussion des conditions de paix. « Quand l'Allemagne aura vaincu les armées françaises, dit-il, elle exigera la démobilisation complète du pays et le paiement d'une indemnité. La France peut en être quitte aujourd'hui avec cinq milliards de dollars; mais si elle persiste dans la lutte, elle devra en payer vingt. »

Selon lui, l'Allemagne demanderait en outre des ports et des dépôts de charbon partout. A conclure de telles déclarations, elle ne rechercherait pas tant alors l'acquisition de nou-

veaux territoires que l'obtention de grands avantages commerciaux. Elle était résolue à devenir la première nation marchande du monde, et pour cela il lui fallait des ports libres, le chemin de fer de Bagdad et de larges privilèges en Amérique du Sud et en Afrique. Wangenheim me confia aussi que sa patrie ne désirait pas obtenir des régions dont les habitants ne parleraient pas allemand, l'Alsace-Lorraine, la Pologne et autres pays non germains lui causant assez d'ennuis. Cette déclaration est certes intéressante aujourd'hui, en considération des récents événements de Russie. L'ambassadeur ne mentionna pas l'Angleterre, en parlant des ports et des stations charbonnières qu'ils exigeraient ; toutefois c'est bien à elle qu'il pensait, car quelle autre nation aurait pu les leur donner « partout » ?

Tous ces entretiens ne m'éclairaient pas moins que les révélations sur la conférence du 5 juillet. Ce dernier épisode prouvait nettement que l'Allemagne avait ouvert les hostilités sciemment, tandis que les plans grandioses, tels que les expliquait son ambassadeur, si capable mais un peu bavard, dévoilaient les raisons majeures de l'entreprise même. Wangenheim me dépeignit minutieusement l'expédition de pirates, menée sur une vaste échelle par l'Empire d'Allemagne, expédition dans laquelle le butin des victorieux serait fait des richesses accumulées par leurs voisins, ainsi que de la situation mondiale édifiée depuis des siècles par les talents et industries de ces mêmes voisins.

Si l'Angleterre cherche à nous affamer, dit-il, notre réponse sera bien simple : nous affamerons la France. Souvenons-nous qu'à cette époque l'Allemagne comptait prendre Paris en une semaine, ce qui, à son avis, lui assurerait le contrôle définitif de tout le pays. D'après son plan initial — tel que le concevait le représentant de l'Empereur — cette nation devait évidemment servir de gage vis-à-vis de l'Angleterre ; elle constituerait une sorte d'otage gigantesque ; et que la Grande-Bretagne remportât des avantages militaires ou navals, l'Allemagne contre-attaquait immédiatement en torturant le peuple français. Pendant ce temps, les

soldats du Kaiser assassinaient d'innocents Belges, pour les punir de leurs prétendus mauvais procédés et il est clair que l'Allemagne se proposait d'appliquer ce principe à des nations entières, aussi bien qu'à des individus.

Au cours de cet entretien, comme dans d'autres conversations, Wangenheim témoigna d'une forte animosité envers la Russie.

« Nous avons mis notre pied sur le *cor* (*sic*) de la Russie, me dit-il crûment, et nous l'y laisserons. » Par là, il insinuait que l'Allemagne avait envoyé aux Dardanelles le *Gœben* et le *Breslau*, afin de devenir maîtresse de la situation à Constantinople ; l'ancienne capitale byzantine devant être, d'après Wangenheim, le prix que demanderait une Russie victorieuse, et sa chance d'avoir un port ouvert toute l'année, ce dont elle avait un impérieux besoin ; tel était le point sensible de la Russie, — son *cor*.

Il se vantait en outre que 174 canons allemands eussent été postés aux Dardanelles, que le détroit pût être fermé en moins de trente minutes ; il disait encore que l'amiral Souchon l'avait informé que l'entrée ne pouvait être forcée. « Cependant nous ne fermerons pas les Dardanelles, affirma-t-il, à moins que l'Angleterre ne cherche à attaquer de ce côté. »

Bien que cette nation eût déclaré la guerre à l'Allemagne, elle n'avait pas alors pris une part importante aux opérations militaires ; sa « misérable petite armée » exécutait la retraite héroïque de Mons. Wangenheim négligeait absolument cette ennemie. « Nous nous proposons, m'expliqua-t-il, de placer nos grosses pièces à Calais, et de bombarder les côtes de l'Angleterre, à travers la Manche. » Que Calais résistât plus de dix jours à leurs efforts, lui paraissait une impossibilité. Dans cette conversation et d'autres tenues à peu près à la même époque, il riait à l'idée que le Royaume-Uni pût créer une grande armée indépendante. « Cette prétention est absurde, dit-il. La production d'une armée analogue à la nôtre demande plusieurs générations de militarisme. Nous l'avons constituée en deux cents ans.

Il faut trente années d'instruction suivie pour former des généraux comme les nôtres. Notre armée se maintiendra toujours, telle qu'elle est organisée. Chaque année 500.000 recrues atteignent chez nous l'âge du service militaire et ce chiffre ne peut littéralement pas diminuer, en sorte que notre puissance militaire demeurera intacte. »

Quelques semaines plus tard, — outrage à la civilisation ! — les Allemands bombardaient des villes de la côte britannique, telles que Scarborough et Hartlepool, ce qui ne fut pas une inspiration soudaine mais un fragment défini de plans élaborés avec soin. Au surplus, mon collègue m'annonça, le 6 septembre 1914, que l'Allemagne avait l'intention de bombarder tous les ports anglais, afin de couper l'approvisionnement du pays. Il est également manifeste que la cruauté, dont fit preuve l'Empereur à l'égard du commerce maritime de l'Amérique, ne fut pas due à une brusque décision de von Tirpitz, car à la même date Wangenheim me prévenait qu'il serait très dangereux pour les États-Unis d'envoyer des navires en Angleterre.

CHAPITRE VIII

EXEMPLE CLASSIQUE DE PROPAGANDE ALLEMANDE

En août et septembre, l'Allemagne n'avait pas l'intention d'entraîner aussitôt la Turquie dans le conflit. Prenant un réel intérêt à la prospérité de ce pays et au maintien de la paix, je télégraphiai à Washington, demandant si je pouvais user de mon influence sur la Turquie pour qu'elle conservât sa neutralité. Le gouvernement m'y autorisa, à condition que mes représentations ne fussent pas officielles, mais basées sur des motifs essentiellement humanitaires. Mes collègues anglais et français tendaient leurs efforts dans le même but et je savais que mon intervention ne déplairait pas au Gouvernement britannique, tandis que l'Allemagne pouvait la considérer comme un procédé non convenable pour un neutre, et je m'informai auprès de Wangenheim si quelque objection était possible de ce côté. Sa réponse me surprit quelque peu, bien que j'en pénétrasse la signification par la suite.

— Aucune, répondit-il. L'Allemagne désire surtout que la Turquie demeure neutre.

Il est incontestable que la politique ottomane s'adaptait alors exactement aux plans allemands. L'ascendant que Wangenheim exerçait sur le Cabinet augmentait tous les jours, et la nation suivait la voie qui servait le mieux de tels desseins. L'Entente était dans des transes continuelles, ignorant d'un jour à l'autre les projets de la Turquie, ne sachant jamais si elle entrerait en guerre aux côtés de l'Al-

lemagne, ou non. En présence de cette attitude, la Russie était obligée de maintenir des forces importantes au Caucase, l'Angleterre renforçait ses armées en Égypte et aux Indes et conservait une puissante escadre à l'entrée des Dardanelles. Tout ceci favorisait magnifiquement les desseins allemands, car l'éloignement de ces troupes retenues en Orient affaiblissait d'autant l'Angleterre et la Russie sur le front occidental.

Je parle en ce moment de la période qui précéda immédiatement la Marne, alors que l'Allemagne comptait vaincre la France et la Russie avec l'aide de son alliée, l'Autriche, et obtenir ainsi une victoire qui lui eût permis de régir les destinées de l'Europe. Que la Turquie ait participé dès lors aux opérations militaires, elle n'eût pu contribuer à cette victoire autrement qu'elle ne le faisait actuellement, en distrayant des fronts principaux des contingents importants des armées russes et anglaises. Mais au cas où l'Allemagne s'assurerait ce triomphe facile avec le concours de la Turquie, sa nouvelle alliée lui paraîtrait vite gênante, car elle demanderait sûrement des compensations et ne se montrerait pas spécialement modeste dans ses désirs, qui comprendraient sans doute la restitution de l'Égypte et peut-être la rétrocession de territoires balkaniques. Semblable éventualité eût contrecarré les projets du Kaiser. Ainsi celui-ci n'avait pas d'intérêt à l'alliance active de la Turquie, sauf s'il ne remportait pas le succès escompté si rapidement. Par contre, si la Russie faisait reculer les armées autrichiennes, la coopération turque acquerrait une grande valeur militaire, spécialement si elle s'effectuait à un instant assez opportun pour entraîner celle de la Bulgarie et de la Roumanie. Pendant ce temps, Wangenheim se tenait sur la réserve, faisait virtuellement de la Turquie l'alliée de sa Patrie, fortifiait son armée et sa flotte, et se préparait à se servir d'elle au moment voulu, car si la victoire ne pouvait être obtenue sans son aide, on y recourrait ; tandis qu'au cas contraire, l'Allemagne n'aurait rien à payer à l'Empire turc. Dans l'attente des événements, la raison com-

mandait donc d'organiser les forces ottomanes, afin d'en user le cas échéant.

Le duel qui se livra alors entre les Empires centraux et l'Entente pour gagner la Turquie fut particulièrement inégal. En fait, l'Allemagne avait remporté la victoire en faisant passer clandestinement, dans la mer de Marmara, le *Gœben* et le *Breslau*. Les ambassadeurs anglais, français et russe le comprirent ainsi, et ils savaient que la Turquie n'épouserait pas leur cause ; sans doute, ne le souhaitaient-ils pas, espérant seulement qu'elle conserverait sa neutralité. Ils dirigèrent tous leurs efforts dans ce but. « Vous avez eu assez de guerres, disaient-ils à Talaat et à Enver. Vous avez fait trois campagnes ces quatre dernières années ; la ruine menace votre pays si vous êtes entraînés dans celle-ci. » L'Entente ne pouvait offrir à la Turquie qu'une compensation unique pour prix de sa passivité : la promesse de garantir l'intégrité de son territoire. Mes collègues manifestèrent leur profond désir de la tenir en dehors de la lutte, par leur répugnance à insister sur la question du *Breslau* et du *Gœben*, ainsi qu'ils en avaient le droit ; il est vrai qu'ils protestèrent fréquemment contre leur présence constante, mais les fonctionnaires prétendaient toujours que ces bâtiments étaient turcs.

— S'il en est ainsi, insistait sir Louis Mallet, et sa thèse était inattaquable, pourquoi ne renvoyez-vous pas les officiers et l'équipage allemands ?

— Nous en avons l'intention, répondait le Grand Vizir ; les marins turcs, envoyés comme équipage des navires construits en Angleterre, doivent revenir incessamment et dès leur arrivée ils seront placés à bord du *Gœben* et du *Breslau*.

Jours et semaines passèrent ; les marins rentrèrent chez eux et les officiers et l'équipage des croiseurs étaient toujours Allemands. Ces subterfuges et ces échappatoires ne trompaient naturellement pas la diplomatie britannique et française. La présence du *Gœben* et du *Breslau* constituait un *casus belli* permanent, mais les ambassadeurs de l'En-

tente ne demandaient pas leurs passeports, mesure qui eût précipité la crise qu'ils s'efforçaient de retarder, et si possible d'éviter : l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés de l'Allemagne. Malheureusement, la promesse de l'Entente de garantir l'intégrité de la Turquie ne lui assura pas la coopération de cette nation dans la lutte. « Les Alliés nous avaient fait semblable promesse au cours des guerres balkaniques, me disait Talaat, et voyez le sort de notre pays en Europe. »

Wangenheim revenait constamment sur ce fait :

— Vous ne pouvez vous fier à leur parole, répétait-il à Enver et à Talaat. Ne sont-ils pas tous retombés sur vous il y a un an ?

Puis, avec une grande habileté, il faisait vibrer la seule corde à laquelle le Turc soit réellement sensible.

Les descendants d'Osman ne ressemblent à aucun autre peuple ; ils ne haïssent pas, ils n'aiment pas ; chez eux, ni l'animosité, ni l'affection ne sont durables : ils ne comprennent que la peur. Et naturellement, ils attribuent aux autres les mobiles qui règlent leur propre conduite.

— Combien vous êtes stupides ! disait Wangenheim à Talaat et à Enver en discutant l'attitude du cabinet de Londres. Ne comprenez-vous pas pourquoi l'Angleterre souhaite vous tenir à l'écart du conflit ? C'est par crainte. Grâce à notre aide — vous en êtes conscients — vous êtes redevenus une grande puissance militaire. Il n'est pas étonnant que l'Angleterre redoute que vous vous joigniez à nous.

Il leur corna ceci si souvent aux oreilles, que finalement ils le crurent, car non seulement l'argument expliquait parfaitement la politique de l'Entente, mais il flattait l'orgueil turc.

Quelle qu'ait été l'attitude d'Enver et de Talaat, je crois que, dans toutes les classes turques, l'Angleterre et la France étaient plus populaires que leurs ennemies.

Le Sultan était opposé à la guerre ; l'héritier présomptif, Youssouff Isseddin, se montrait ouvertement pro-allié : le

Grand Vizir, Saïd Halim, favorisait plus l'Angleterre que l'Allemagne ; Djemal, troisième membre du triumvirat gouvernemental, avait la réputation d'être francophile — il était revenu récemment de Paris, très flatté de l'accueil qui lui avait été fait ; une grande majorité du Cabinet n'éprouvait aucun enthousiasme pour l'Allemagne et l'opinion publique — en tant qu'il existe une opinion publique dans l'Empire ottoman ! — regardait la Grande-Bretagne comme l'amie séculaire de la nation. En conséquence, une lourde opposition se dressait en face de Wangenheim et les moyens qu'il employa pour la briser sont une illustration classique des méthodes de propagande allemande. Il inaugura une campagne monstre de publicité contre l'Entente.

J'ai dépeint les sentiments des Turcs, après la perte de leurs navires commandés en Angleterre. Les agents de l'ambassadeur allemand, disposant à cet effet de longues colonnes dans des journaux à leur solde, se répandirent en attaques amères contre l'Angleterre qui s'était emparée de ces navires. La presse entière passa rapidement sous le contrôle de l'Allemagne. Wangenheim acheta l'*Ikdam*, un des principaux quotidiens de Constantinople, qui commença immédiatement à chanter les louanges de l'Allemagne et à injurier ses adversaires. L'*Osmanischer Lloyd*, publié en français et en allemand, devint un organe de l'ambassade. Bien que la Constitution turque garantisse la liberté de la presse, une censure fut établie dans l'intérêt des Puissances centrales. Tous les éditeurs reçurent l'ordre d'écrire en faveur de l'Allemagne et ils s'y conformèrent. Le *Jeune Turc*, journal pro-ententiste imprimé en français, fut supprimé. Les organes en question amplifiaient les victoires allemandes et en fabriquaient d'autres de toutes pièces ; ils parlaient constamment des défaites de l'Entente, dont la plupart étaient imaginaires. Le soir, Wangenheim et Pallavicini me montraient des télégrammes officiels relatant les opérations militaires, mais le lendemain, en parcourant les journaux, je constatais que les nouvelles avaient été dénaturées ou faussées en faveur de l'Allemagne.

Un certain baron Oppenheim voyagea dans toute la Turquie, travaillant l'opinion publique contre l'Angleterre et la France. Il se donnait ostensiblement comme archéologue ; en réalité, il fonda partout des offices d'où coulèrent des torrents de calomnies contre l'Entente. D'énormes cartes furent placardées sur les murs, indiquant l'étendue des territoires perdus par la Turquie au cours d'un siècle. On dépeignait la Russie comme l'auteur principalement responsable de ces « vols » et on appuyait sur le fait que l'Angleterre était aujourd'hui l'alliée de celle-ci. Des dessins montraient l'Entente cupide, tel un animal rapace, se jetant avidement sur la pauvre Turquie. On représentait Enver, comme le « héros » ayant délivré Andrinople, et l'Allemagne, comme l'amie de la nation ; le Kaiser devint soudain « Hadji Wilhelm », le puissant protecteur de l'Islam, et on racontait même qu'il s'était converti au mahométisme. Les masses furent informées que les Musulmans des Indes et de l'Égypte étaient sur le point de se révolter et de renverser leurs « tyrans » anglais ; le balayeur des rues lui-même apprit à dire : *Gott strafe, England !*

Or, cette infâme campagne n'eut d'autre instigateur que l'argent allemand !

Cependant, l'Allemagne ne se contentait pas d'empoisonner l'esprit public ; elle s'appropriait les ressources militaires du pays. J'ai dit plus haut, qu'en janvier 1914, le Kaiser s'était assuré le contrôle absolu de l'armée turque et la reconstituait en prévision de la guerre européenne. Il procéda de la même manière à l'égard de la flotte. En août, Wangenheim me disait, en s'en glorifiant : « Nous sommes désormais les maîtres de l'armée comme de la marine turques ». Au moment de l'arrivée du *Gœben* et du *Breslau*, une mission anglaise, commandée par l'amiral Limpus, travaillait péniblement à la réorganisation de la flotte ottomane. Peu après, Limpus et ses collaborateurs se virent congédiés sans façon : les conditions de leur départ furent réellement honteuses, par l'absence de la courtoisie la plus élémentaire. Les officiers anglais partirent tranquillement

et sans être remarqués — tous quittèrent Constantinople, à l'exception de l'amiral, retenu par une maladie de sa fille.

Chaque nuit, des trains chargés d'Allemands, venant de Berlin, arrivaient à Constantinople ; le nombre de ceux-ci atteignit finalement jusqu'à 3.800 hommes, la plupart destinés à servir dans la marine et à fabriquer des munitions. Ils envahissaient les cafés de nuit et aux premières heures du jour parcouraient les rues de la ville, en hurlant à tue-tête des refrains patriotiques. Beaucoup parmi eux étaient d'habiles mécaniciens, qui entreprirent la réparation immédiate des destroyers et autres navires, les mettant en état de combattre. La firme britannique, Armstrong et Vickers possédait un dock splendide à Constantinople, que les nouveaux arrivants s'approprièrent. Jour et nuit nous percevions cette activité incessante, et notre sommeil était troublé par le vacarme assourdissant des coups de marteau. Une nouvelle occasion s'offrit à Wangenheim de distiller une plus forte dose de venin dans l'esprit d'Enver, de Talaat et de Djemal. « Les ouvriers allemands, leur déclara-t-il, avaient trouvé les navires turcs en très mauvais état », et la faute en était naturellement à la mission navale anglaise, qui les avait délibérément laissés se délabrer ainsi — en toute connaissance de cause — pour ruiner la Turquie. « Voyez, s'écriait-il, ce que nous, Allemands, nous avons fait de votre armée, et comparez les procédés de l'Angleterre à l'égard de vos navires ! » En réalité, l'argument était faux, l'amiral Limpus ayant consciencieusement tout entrepris pour perfectionner la flotte et ayant obtenu d'excellents résultats.

Pendant ce temps, les Allemands travaillaient ferme aux Dardanelles, ils complétaient les fortifications et se préparaient à une attaque éventuelle des Alliés. Vers la fin de septembre, la Sublime Porte cessa pratiquement d'être le quartier général de l'Empire ottoman. Je crois réellement que le siège suprême du pouvoir était alors un bâtiment de commerce allemand, le *General*, amarré à la Corne d'Or, près du pont Galata ; un escalier, construit spécialement dans ce but, aboutissait à son tillac.

Je connaissais un des visiteurs assidus de ce vaisseau, un Américain, qui venait souvent à l'ambassade et me racontait ce qui s'y passait. Le *General*, d'après cet ami, était en quelque sorte un club ou hôtel allemand; les officiers du *Gœben* et du *Breslau* et autres, envoyés pour prendre le commandement des navires turcs mangeaient et dormaient à bord; l'amiral Souchon, qui avait ramené les croiseurs allemands à Constantinople, présidait leurs réunions. Souchon, originaire d'une famille huguenote française réfugiée jadis Outre-Rhin, était un petit homme actif, bien campé dans son uniforme, très énergique et qui joignait, à la passion allemande du commandement et de la minutie, beaucoup de la vivacité et de la gaîté gauloises. Il donnait naturellement une grande animation aux soirées du *General;* et la bière et le champagne, qui y étaient distribués libéralement, déliaient les langues de ses collaborateurs. Leur conversation prouvait qu'aucun d'eux ne se faisait d'illusions au sujet du chef suprême de la marine ottomane. Leur impatience croissait de jour en jour; ils déclaraient ouvertement que si la Turquie n'attaquait pas bientôt les Russes, ils l'y contraindraient. Ils racontaient comment ils avaient entrepris une incursion dans la mer Noire, espérant ainsi provoquer de la part de la flotte russe un acte qui eût rendu la guerre inévitable.

Vers la fin d'octobre, mon ami m'apprit que les hostilités ne sauraient être différées plus longtemps; la flotte turque avait été équipée pour l'action, toutes choses étaient prêtes et l'impétuosité de ces *kriegslustige* ne pouvait plus être réprimée : « Ce sont de vrais coqs en colère, fous d'envie de se battre », me dit textuellement mon informateur.

CHAPITRE IX

FERMETURE DES DARDANELLES
ISOLEMENT DE LA RUSSIE

Le 27 septembre, sir Louis Mallet, l'ambassadeur britannique, entra dans mon cabinet dans une évidente perturbation d'esprit. Le Khédive d'Égypte venait de me quitter et j'abordai avec ce nouveau visiteur les questions égyptiennes.

— Nous discuterons cela à un autre moment, dit-il. J'ai quelque chose de bien plus important à vous annoncer : *Ils* ont fermé les Dardanelles.

Par « *ils* », il ne désignait point — cela va de soi — le Gouvernement Turc, seul pouvoir ayant légalement le droit de prendre cette mesure draconienne, mais les autorités actuellement souveraines en Turquie, les Allemands. Sir Louis Mallet me communiquait la nouvelle à bon droit, car cet acte était un outrage envers les États-Unis aussi bien qu'envers les Alliés. Il me demanda de l'accompagner pour faire une protestation commune. Je répondis, toutefois, qu'il vaudrait mieux que nous agissions isolément et je me dirigeai immédiatement vers le palais du Grand Vizir. Quand j'arrivai, les ministres étaient en conférence ; assis dans l'antichambre, l'éclat des voix parvenait jusqu'à moi et il m'était facile de distinguer les accents familiers de Talaat, d'Enver, de Djavid le ministre des Finances, et autres membres du Conseil. De ce que je pus surprendre à travers les minces cloisons, il ressortait clairement que ces maîtres

nominaux de la Turquie étaient presque aussi surexcités que nous l'étions, sir Louis Mallet et moi-même, par la clôture des Détroits.

Le Grand Vizir sortit pour répondre à ma requête; son aspect était pitoyable! Cet homme qui, au moins de nom, était le plus important fonctionnaire du gouvernement, l'organe du Sultan en personne, ne donnait alors qu'une impression abjecte d'impuissance et de peur! Il était pâle et tremblait de la tête aux pieds ; vaincu par l'émotion, il pouvait à peine parler et quand je lui demandai si l'annonce de la fermeture des Dardanelles était fondée, il balbutia, puis finalement répondit par l'affirmative.

— Vous savez que ceci signifie la guerre, dis-je ; et je protestai aussi fortement que possible au nom de mon gouvernement.

Tout le temps que nous causâmes, je pus entendre les voix fortes de Talaat et de ses collègues s'élever dans la pièce voisine. Le Grand Vizir s'excusa et retourna dans la salle. Il envoya ensuite Djavid discuter la question avec moi.

« C'est une surprise absolue pour nous, » furent les premiers mots de Djavid ; aveu significatif que le Cabinet était étranger à cette décision! Je répétai que les États-Unis ne s'y soumettraient pas ; que puisque la Turquie était en état de paix, elle n'avait pas le droit de fermer les détroits aux navires de commerce. J'ajoutai qu'un vaisseau américain, chargé de marchandises et de provisions pour l'ambassade américaine était dehors en ce moment, attendant pour entrer. Djavid suggéra que, sur mon ordre, ce navire déchargeât sa cargaison à Smyrne : le gouvernement turc, ajouta-t-il obligeamment, payera les frais de transport par voie de terre à Constantinople. Cette proposition n'était, bien entendu, qu'un subterfuge ridicule que je repoussai.

Djavid déclara alors que le Cabinet examinerait la question et, de fait, il la discutait en ce moment même. Il me fit alors l'historique de l'affaire. Un torpilleur turc avait

traversé les Dardanelles et essayé d'entrer dans la mer Egée. Les navires de guerre britanniques, stationnés au dehors, hélèrent le bâtiment, l'examinèrent et constatèrent qu'il y avait à bord des marins allemands. L'amiral anglais commanda immédiatement au navire de retourner ; ceci, étant données les circonstances, il avait le droit de le faire. Weber Pacha, le général allemand qui assurait alors la garde des fortifications, sans consulter les Turcs, donna immédiatement l'ordre de clore les Détroits.

Wangenheim s'était déjà vanté auprès de moi, comme je l'ai relaté, que cela fût réalisable en trente minutes, et ses compatriotes venaient de confirmer ses paroles. Mines et filets furent descendus, les lumières des phares éteintes ; des signaux annoncèrent aux navires qu'il n'y avait « pas de passage » et l'acte le plus arbitraire que les Allemands aient jamais commis se trouva accompli. Et maintenant, je voyais ces hommes d'État turcs, qui seuls étaient les maîtres de ce mince filet d'eau, tremblant et balbutiant de peur, courant de-ci, de-là, comme des lièvres effrayés (*sic*), terrifiés par l'énormité du procédé allemand, mais évidemment impuissants à prendre aucune mesure décisive. J'avais certainement devant moi le tableau exact des extrémités auxquelles la brutalité germanique avait réduit les dirigeants actuels de l'Empire ottoman ; au même instant, j'évoquai la pensée du Sultan dont la signature était indispensable pour fermer légalement ces eaux, sommeillant tranquillement dans son palais, dans l'ignorance totale de cette affaire.

Bien que Djavid m'eût informé que le Conseil pouvait décréter la réouverture des Dardanelles, celui-ci ne le fit jamais ; et cette importante voie de communication resta fermée plus de quatre ans, à dater du 27 septembre 1914. Je n'étais pas sans saisir naturellement l'exacte signification de cette mesure. Le mois de septembre venait d'être fertile en désillusions pour les Allemands ; les Français avaient refoulé l'invasion et forcé les armées ennemies à se retrancher le long de l'Aisne ; les Russes avançaient

triomphalement en Galicie et avaient déjà pris Lemberg : il ne semblait pas improbable qu'ils franchissent bientôt les Carpathes, entrant en Autriche-Hongrie. En ces sombres moments, Pallavicini, l'ambassadeur autrichien, paraissait découragé et lamentable. Il me confia ses craintes pour l'avenir, me disant que le programme allemand d'une guerre courte, décisive, avait nettement échoué, et qu'il était désormais bien évident que l'Allemagne ne pourrait vaincre, — en admettant qu'elle le fît, ce qui était excessivement douteux ! — qu'après une lutte prolongée.

J'ai montré comment Wangenheim, tandis qu'il préparait l'armée et la marine turques à servir selon telle ou telle éventualité, maintenait simplement la Turquie en son pouvoir, se proposant d'employer ses forces seulement au cas où l'Allemagne ne réussirait pas à écraser la France et la Russie dès le début de la campagne. L'échec étant manifeste, il avait ordre de transformer les Turcs en alliés actifs. Jusqu'ici, cette nation de 20.000.000 d'âmes avait été un partenaire passif, tenue en réserve par Wangenheim, jusqu'à ce que le Kaiser jugeât nécessaire de lui payer le prix de sa réelle participation à la guerre. Le moment était donc arrivé où l'Allemagne en avait besoin et le signe extérieur du renversement de la situation était la fermeture des Dardanelles. Ainsi le ministre allemand avait rempli en tout point la tâche qui lui avait été assignée, et ce dernier acte était le digne couronnement d'une entreprise, au cours de laquelle il avait introduit le *Gœben* et le *Breslau* dans les eaux du Bosphore. Peu d'Américains se rendent compte, même aujourd'hui, de l'influence considérable qu'eut cette mesure sur les futures opérations militaires ; cependant, le fait que la guerre a duré tant d'années et que le fardeau en a été finalement jeté sur l'Amérique est expliqué par cette fermeture des Détroits.

Car ce fut l'événement décisif qui sépara la Russie de ses Alliés, qui en moins d'un an amena sa défaite et son écroulement, qui ensuite rendit possible la révolution russe. Un simple examen de la carte révèle que cette énorme

contrée ne possède que quatre accès à la mer. L'un est le passage de la Baltique, déjà fermé par la flotte allemande; un autre est Arkhangel, sur l'Océan Arctique, port gelé pendant plusieurs mois de l'année et ne se reliant au cœur de la Russie que par un long chemin de fer à voie unique; le troisième est le port du Pacifique, Vladivostok, également obstrué par les glaces pendant trois mois, et n'aboutissant à la Russie que par le chemin de fer sibérien, courant sur une longueur de 5.000 milles ; le quatrième débouché était celui des Dardanelles, en réalité le seul praticable. C'était la porte étroite par laquelle les produits supplémentaires de 175 millions d'habitants étaient envoyés en Europe ; neuf dixièmes de toutes leurs exportations et importations avaient emprunté cette voie depuis des années. En la supprimant brusquement, l'Allemagne ruinait aussi bien la puissance économique que militaire de son ennemie ; en interceptant ses exportations de grains, elle la privait d'une arme financière essentielle à une lutte quotidienne ; enfin ce qui était peut-être plus fatal encore, elle empêchait l'Angleterre et la France de transporter sur ce théâtre des opérations assez de munitions pour refouler l'attaque allemande ; la Russie serait réduite à se rabattre sur Arkhangel et Vladivostock pour s'approvisionner. La cause de sa débâcle militaire, en 1915, est aujourd'hui bien connue ; les soldats manquèrent simplement de munitions pour combattre.

Pendant la plus grande partie de 1918, l'Allemagne s'est épuisée en efforts désespérés pour enfoncer un « coin » entre les armées françaises et anglaises sur le front occidental, pour séparer une alliée de l'autre et obtenir ainsi une position lui permettant d'attaquer chacune isolément ; la tentative s'est révélée impossible à réaliser, tandis que la manœuvre qui annula le traité franco-russe en enfonçant ce « coin » entre la Russie et ses alliés occidentaux, se démontra facile ; il s'agissait simplement — comme je l'ai décrit — d'imposer sa domination à un gouvernement corrompu et dégénéré, de s'emparer, pendant que

cette nation était en état de paix, de ses principaux moyens d'action, de son armée, de sa flotte, de ses ressources, puis au moment opportun d'ignorer son souverain nominal et de fermer un mince filet d'eau, d'environ 20 milles de long sur 2 ou 3 de large ! Cela ne coûta pas une seule vie humaine, ni un simple coup de canon ; pourtant, en un clin d'œil, l'Allemagne accomplit ce que n'eussent sans doute pas réalisé trois millions d'hommes combattant des forces russes bien équipées. Ce fut l'un des plus dramatiques triomphes militaires de cette guerre : il fut uniquement l'œuvre de la propagande allemande, de la perspicacité allemande, de la diplomatie allemande.

Les jours qui suivirent cet embouteillement de la Russie, le Bosphore commença à prendre l'aspect d'un port soudain atteint par la peste. Des centaines de vaisseaux arrivaient de Russie, de Roumanie et de Bulgarie, chargés de grains, de bois de construction et autres produits, pour découvrir qu'ils ne pouvaient aller plus loin. Il n'y avait pas assez de docks pour les amarrer, aussi étaient-ils forcés de rader en plein fleuve, d'y jeter l'ancre en attendant les événements. Le Bosphore ressembla bientôt à une forêt de mâts et de cheminées fumantes, car l'encombrement devint tel qu'un canot-automobile avait peine à se frayer un chemin à travers ce chaos. Les Turcs laissaient espérer la prochaine réouverture du Détroit, et pour cette raison les navires, dont le nombre augmentait constamment, attendirent un mois environ. Puis, l'un après l'autre, ils virèrent de bord, mirent le cap sur la mer Noire et regagnèrent lugubrement leurs ports d'attache. En quelques semaines, le Bosphore et et les eaux adjacentes devinrent un désert. Le calme de cet endroit qui, pendant des années, avait été l'un des ports maritimes les plus animés du monde, n'était troublé que par le passage accidentel d'une chaloupe, ou d'une petite caïque turque, ou, de temps à autre, par un petit voilier. Et pour donner une idée exacte de ce que cela signifiait, au point de vue militaire, rappelons seulement ce que fut le front de bataille russe l'année suivante. Les paysans sou-

tinrent le choc de l'artillerie allemande la poitrine à découvert, n'ayant ni fusils, ni canons, tandis que des montagnes de munitions inutiles s'entassaient dans les ports lointains des mers Arctique et Pacifique, faute de chemins de fer pour les amener jusqu'au terrain des opérations !

CHAPITRE X

LA TURQUIE ABROGE LES CAPITULATIONS. PROSPÉRITÉ SOUDAINE D'ENVER

Une autre question, en suspens depuis plusieurs mois, se greffait maintenant sur la situation internationale de la Turquie, celle des Capitulations, ou conventions internationales qui, depuis des siècles, avaient réglé la position des étrangers dans l'Empire ottoman. Celui-ci n'avait jamais été considéré sur le même pied d'égalité que les autres États européens et en réalité on ne le tenait point pour souveraineté indépendante, car ses lois et règlements douaniers différaient si radicalement de ceux de l'Europe et de l'Amérique, qu'aucun pays non musulman ne pouvait songer à y soumettre ses ressortissants ; aussi, dans de nombreuses circonstances, le principe d'exterritorialité avait-il toujours prévalu en faveur des citoyens de contrées jouissant des droits dits de Capitulation.

Depuis nombre d'années, presque toutes les nations, y compris les États-Unis, possédaient leurs propres tribunaux et prisons consulaires pour juger et punir les crimes commis en Turquie par leurs nationaux. Les écoles étaient soumises, non à la législation et protection turques, mais à celles du pays qui les entretenait ; c'est ainsi que le *Robert College* et le *Collège de Jeunes filles* de Constantinople, ces magnifiques institutions érigées sur les rives du Bosphore par la philanthropie américaine, et des centaines d'établissements religieux de charité et d'éducation, se trouvaient pratiquement en territoire neutre et regardaient

l'ambassade américaine comme leur refuge. Plusieurs contrées avaient leurs bureaux de postes particuliers, ne tenant pas à confier leur courrier à l'administration ottomane. En outre, la Turquie n'avait qu'un droit strict de taxation sur les produits étrangers, qu'il ne lui était pas possible d'augmenter sans le consentement des puissances étrangères; en 1914, elle ne pouvait percevoir que 11 °/. sur les importations, aussi négociait-elle pour obtenir au moins 14 °/. L'Angleterre est communément regardée comme l'unique pays libre-échangiste; car on néglige ce fait que, par la limitation des droits de douane en Turquie, celle-ci est devenue, malgré elle, un disciple de Cobden. Elle était empêchée par là de développer aucune industrie ; au contraire, elle devait acquérir en Europe de grandes quantités d'articles de qualité inférieure. Depuis des années, les hommes d'État turcs protestaient contre ces restrictions, déclarant qu'elles constituaient une insulte à leur orgueil national et entravaient leurs progrès. Toutefois la convention était bilatérale et n'était modifiable qu'avec le consentement de tous les États contractants. Il est certain que le moment actuel, alors que l'Entente comme les Empires centraux ménageaient la Turquie, offrait une occasion précieuse pour opérer ce changement. Dès que les Allemands commencèrent leur poussée sur Paris, des rumeurs circulèrent disant que le gouvernement turc se proposait d'abroger les Capitulations. Le bruit courut que l'Allemagne y consentait comme prix du marché passé pour la coopération de la Turquie, et que l'Angleterre l'acceptait en reconnaissance de sa neutralité. Aucun de ces rapports n'était exact. Ce qui fut manifeste, toutefois, ce fut la panique que la simple idée de l'abrogation produisit parmi la population étrangère. La pensée d'être soumis aux lois du pays, peut-être d'en connaître les prisons, donna la chair de poule — et à bon droit.

Vers cette époque, j'eus un long entretien avec Enver ; il me demanda de venir chez lui, car il était alité, à la suite d'une légère opération chirurgicale, conséquence d'un orteil

infecté. J'eus ainsi l'occasion de voir le ministre de la Guerre *en famille*[1], et de constater jusqu'où il s'était élevé. Sa maison, située dans un des quartiers les plus tranquilles et les plus aristocratiques de la ville, était un vieil édifice splendide, très grand et d'un travail très fini. J'eus à traverser une suite de quatre ou cinq salons, et comme je passais devant une porte, la princesse impériale, épouse d'Enver, l'entr'ouvrit et me regarda à la dérobée ; plus loin, une autre dame turque renouvela ce manège et, d'un coup d'œil rapide, enveloppa toute ma personne. On m'escorta ainsi jusqu'à une belle pièce, où Enver était étendu sur un canapé, vêtu d'un long peignoir en soie, qui laissait ses pieds à découvert, à l'extrémité du divan. Il paraissait bien plus jeune qu'en uniforme ; et j'admirai l'aspect excessivement propre et soigné de sa personne, son visage pâle et doux, rendu plus frappant encore par ses cheveux noirs, ses mains blanches et fines, aux doigts longs et effilés. On lui aurait facilement donné moins de trente ans, et, en réalité, il n'était pas beaucoup plus âgé. Il tenait un violon dans la main, et un piano assez près de lui témoignait de ses goûts musicaux. La pièce était magnifiquement tapissée et contenait — détail bien caractéristique — une estrade sur laquelle était placée une chaise dorée : c'était le trône nuptial de l'épouse impériale d'Enver. En considérant l'étalage de ce luxe, je dois admettre que des pensées peu charitables me vinrent à l'esprit ; entre autres, je me souvins d'une question qui se posait alors généralement à Constantinople : d'où Enver tirait-il l'argent que supposait une semblable installation ? Il n'avait pas de fortune personnelle — ses parents étaient notoirement dans la misère — et son traitement de ministre du Cabinet ne s'élevait qu'à 8.000 dollars ; sa femme touchait une modeste rente, en qualité de princesse impériale, et là se bornaient ses ressources personnelles ; il ne s'était jamais occupé d'affaires, ayant été toute sa vie un révolutionnaire, un chef militaire et un

1. En français dans le texte.

homme politique. Et cependant il menait un train de vie supposant de larges revenus, et donnait par ailleurs d'autres preuves de grande et soudaine prospérité ; j'avais ainsi recueilli le bruit, colporté par toute la ville, d'importants placements en biens immobiliers.

Il m'avait fait venir pour discuter les Capitulations ; il m'annonça donc que le ministère avait décidé leur abrogation et il souhaitait connaître l'attitude des États-Unis, ajoutant que certainement un pays, qui avait lutté pour son indépendance comme le nôtre, sympathiserait avec l'effort de la Turquie pour secouer ses chaînes, et qu'ayant au surplus aidé le Japon à se libérer d'entraves similaires, nous devions nous faire le champion de sa Patrie : n'était-elle pas une nation aussi civilisée que le Japon ?

Je répondis que les États-Unis consentiraient peut-être à renoncer aux Capitulations, en tant qu'avantages économiques ; qu'à mon avis la Turquie devait détenir le contrôle douanier et être autorisée à imposer les étrangers dans la même mesure que ses propres sujets ; mais que tant que les tribunaux et prisons turcs conserveraient leurs règlements actuels, nous ne nous désisterions jamais de nos droits, quant à la Capitulation judiciaire. La Turquie réformerait d'abord sa juridiction pénale, puis quand la justice serait rendue conformément aux idées occidentales, on pourrait discuter la question. Enver me proposa alors la constitution de tribunaux mixtes, — en concédant qu'une partie des juges serait désignée par les États-Unis.

Je lui fis remarquer que les juges américains ne connaissant ni la langue ni la législation turques, son projet était subordonné à de grandes difficultés pratiques ; j'ajoutai que nos écoles et collèges nationaux nous étaient très chers et que nous n'accepterions jamais de les abandonner à la réglementation turque.

Malgré nos protestations, le Cabinet notifia à toutes les Puissances que les Capitulations seraient abrogées à dater du 1er octobre. Cette mesure faisait partie intégrante du plan des Jeunes Turcs pour se débarrasser de la tutelle

étrangère et établir un nouveau pays sur la base de « La Turquie aux Turcs » ; elle représentait, — comme je le prouverai, — le pivot de leur orientation politique, non seulement quant aux relations de l'Empire avec les puissances étrangères, mais vis-à-vis du peuple. La position de l'Angleterre, dans cette question, était à peu près analogue à la nôtre ; le gouvernement britannique aurait consenti à la modification des restrictions économiques, pas aux autres. Wangenheim était fort ennuyé et je crois que son Ministère le réprimanda pour avoir autorisé l'abrogation, car il me demanda d'un air confus de déclarer que j'en étais responsable !

Vers le 1er octobre, les étrangers résidant en Turquie manifestèrent une vive appréhension. Les Dardanelles avaient été fermées, les isolant de l'Europe ; et maintenant ils se sentaient abandonnés, à la merci de la justice ottomane. Il faut dire que, dans les prisons du pays, on avait coutume de réunir les innocents et les coupables, de mettre en commun les assassins et les gens accusés de petits délits, enfin de donner la bastonnade aux témoins récalcitrants ; on peut imaginer, d'après ce tableau, les craintes des étrangers ! Les maisons d'éducation n'étaient pas moins alarmées et j'eus recours à Enver dans leur intérêt ; il m'assura que ses compatriotes n'avaient pas d'intentions hostiles à l'égard des Américains. Je répliquai qu'il devait nous en fournir une preuve indéniable.

— Très bien, répondit-il. Que suggérez-vous ?

— Pourquoi, dis-je, le 1er octobre, jour de l'abrogation des Capitulations, ne visiteriez-vous pas ostensiblement *Robert College* ?

L'idée était unique, car dans toute l'histoire de cette institution, jamais jusqu'alors aucun fonctionnaire important n'avait officiellement franchi ses portes. Je connaissais suffisamment le caractère turc pour savoir qu'une visite, rendue ouvertement, cérémonieusement par Enver, causerait une sensation publique ; la nouvelle en parviendrait jusqu'aux confins les plus éloignés de l'Empire et par là on

considérerait de façon générale que l'un des membres les plus influents du gouvernement prenait cette institution américaine et d'autres sous son patronage. Cette démarche protégerait mieux nos collèges et écoles qu'un corps d'armée. En conséquence je fus très satisfait qu'Enver acceptât immédiatement ma proposition.

Le jour de l'abrogation des Capitulations, le jeune ministre se présenta à l'ambassade américaine avec deux automobiles, une pour lui-même et moi, et l'autre pour ses officiers d'ordonnance, tous en grande tenue. Je fus enchanté de constater qu'Enver donnait à notre promenade une apparence aussi pompeuse que possible, désirant moi aussi obtenir une publicité très étendue. Pendant le trajet, j'instruisis mon compagnon de la nature de ces institutions, des services qu'elles rendaient à la population indigène. En réalité il les connaissait fort mal et, comme nombre de gens, soupçonnait à demi qu'elles dissimulaient un but politique. « Erreur, dis-je, nous ne recherchons aucun avantage matériel en Turquie ; nous demandons simplement que vous traitiez avec bonté nos enfants, ces collèges, que nous affectionnons tous aux États-Unis ».

Je lui racontai que Mr. Cleveland H. Dodge, Président du Conseil d'Administration de *Robert College* et Mr. Charles R. Crane, Président de celui du *Collège de jeunes filles*, étaient des amis intimes du Président Wilson. « De tels personnages, ajoutai-je, représentent l'élite américaine et le haut esprit d'altruisme avec lequel, dans notre pays, après avoir accumulé des richesses, on les emploie ensuite à la fondation de collèges et d'écoles. En établissant ceux-ci en Turquie, nous nous appliquons, non à convertir vos compatriotes au Christianisme, mais à les instruire dans les sciences et les arts, à les préparer ainsi à devenir de meilleurs citoyens ; nous n'ignorons pas que nous devons notre religion à la Terre Sainte ; nous voulons payer notre dette de reconnaissance, en donnant ce que nous avons de meilleur — notre éducation. »

Je fis ensuite l'éloge de Mrs. Russell Sage et de Miss

Helen Gould, qui toutes deux étaient les principales bienfaitrices du *Collège de Jeunes Filles*. « Mais d'où provient l'argent de leurs libéralités ? » demanda Enver.

Pour toute réponse je lui retraçai, pendant une heure environ, la carrière de quelques-uns de nos plus fortunés citoyens, racontant que Jay Gould, arrivé à New-York sans le sou et en haillons, avec une souricière de son invention, était mort quelque trente ans plus tard, laissant une fortune approximative de 1.000.000.000 de dollars. Je citai l'exemple du Commodore Vanderbilt, qui débuta comme batelier et mérita le surnom de « magnat » de nos chemins de fer ; celui encore de Rockfeller qui, lui, avait commencé dans une maison de commission à Cleveland, gagnant six dollars par semaine et avait édifié la plus grande fortune qu'un homme ait jamais accumulée de tous temps ; j'expliquai enfin comment les Dodge étaient devenus nos « rois du cuivre », les Crane nos premiers fabricants de tuyaux de fer. Enver trouva ces récits plus palpitants que ceux des Mille et une nuits, et je découvris par la suite qu'il les avait répétés à presque toutes les personnalités marquantes de Constantinople.

Il ne fut pas moins impressionné par l'histoire même de nos écoles, spécialement quand je lui déclarai qu'elles n'avaient jamais converti — ni essayé de le faire — un seul Mahométan au Christianisme. Il visita la maison du haut en bas, exprimant son enthousiasme à chaque chose qu'il voyait ; il fit même entendre qu'il aimerait à y envoyer son frère. Il prit le thé avec Mrs. Gates, femme du Président Gates, discuta les programmes avec beaucoup d'intelligence, et demanda si l'on ne pourrait introduire l'étude de l'agriculture. Les professeurs qu'il rencontra lui parurent une véritable révélation et il le déclara franchement :

« Je m'attendais à trouver des missionnaires, tels que les dépeignent les journaux de Berlin, avec de longs cheveux et la mâchoire tombante, les mains constamment jointes dans l'attitude de la prière. Au lieu de cela, je vois ici un Dr Gates, parlant le turc comme un indigène et agissant en

homme du monde ! Je suis plus que charmé et je vous remercie de m'avoir amené ici. »

Nous vîmes tous Enver, cet après-midi, sous son aspect le plus séduisant. L'avenir prouva combien j'avais été heureusement inspiré en proposant cette visite, pour soustraire nos collègues à toutes sortes d'ennuis : en effet, ces quatre dernières années il n'a pas toujours été sans risque de vivre en Turquie, et pourtant jamais nos institutions n'eurent de difficultés, soit avec le gouvernement, soit avec le peuple.

Notre promenade ne fut qu'un intermède agréable à des événements de caractère autrement grave. Enver, en dépit de ses apparences pacifiques, avait délibérément résolu que sa Patrie se joindrait aux belligérants, aux côtés de l'Allemagne. Celle-ci n'avait plus de motifs de cacher ses intentions. Quelque temps auparavant, quand j'étais intervenu dans l'intérêt de la paix, Wangenheim avait encouragé mon action ; la raison en était, comme je l'ai indiqué, qu'à cette époque le Grand Etat-Major Allemand, comptant vaincre sans les Turcs, désirait les laisser en dehors des opérations de guerre, tandis qu'aujourd'hui leur concours effectif devenait précieux et Wangenheim le réclamait. Comme je ne partageais pas cette façon de voir, mais m'efforçais simplement de maintenir la paix, je continuais à insister auprès d'Enver et de Talaat dans ce sens. Ceci irrita le représentant du Kaiser. « Je croyais que vous étiez un neutre ? » s'écria-t-il. « Je croyais que vous étiez... en Turquie ! » répliquai-je.

Vers la fin d'octobre, Wangenheim ne laissa plus échapper une occasion de précipiter les hostilités ; bien plus, il la recherchait, et pourtant, même après la fermeture des Dardanelles par l'Allemagne, sa tâche n'était pas facile. Talaat n'était pas encore absolument convaincu que sa meilleure politique fût la guerre, et, comme je l'ai déjà dit, la sympathie « pro-alliée » était grande dans les milieux officiels ; le plan du ministre n'était pas de saisir immédiatement tous les services ministériels, mais de forcer peu à peu son chemin jusqu'au contrôle absolu. Au moment de cette crise,

les membres du Cabinet les plus populaires étaient : Djavid, ministre des Finances, de race juive, mais de religion mahométane ; Mahmoud Pacha, ministre des Travaux Publics, un Circassien ; Bustány Effendi, ministre du Commerce et de l'Agriculture, un Arabe chrétien ; et Oskan Effendi, ministre des Postes et Télégraphes, Arménien et chrétien naturellement. Tous quatre, de même que le Grand Vizir, s'opposaient ouvertement à la guerre et informèrent Talaat et Enver qu'ils démissionneraient si l'Allemagne réussissait dans ses intrigues.

En conséquence les esprits étaient très montés ; une simple anecdote montrera à quel point. Sir Louis Mallet avait accepté de dîner à l'ambassade américaine le 20 octobre ; mais il envoya un mot au dernier moment, disant qu'il était malade et ne pouvait venir. Je me rendis chez lui, une ou deux heures plus tard, et le trouvai dans son jardin, apparemment en parfaite santé. Sir Louis sourit et dit que sa maladie avait été purement politique ; il avait reçu une lettre, l'informant qu'il serait assassiné ce soir-là, et lui indiquant l'heure et l'endroit exacts où le crime serait perpétré ; il estima préférable, en conséquence, de ne pas sortir. Ne doutant pas du fondement de cette menace, j'offris notre protection à Sir Louis et lui remis la clef d'une des petites portes de notre jardin ; ensuite je pris avec Lord Wellesley, un de ses secrétaires, (descendant du duc de Wellington) tous les arrangements nécessaires au cas où sa fuite deviendrait indispensable. Nos deux ambassades étaient situées de manière que, dans l'éventualité d'une attaque, il pourrait s'en aller sans être aperçu par une porte dérobée et pénétrer chez nous de façon similaire. « Ces gens retombent dans le Moyen Age, me dit Sir Louis, quand on trouvait tout naturel de jeter les ambassadeurs dans les cachots », et je crois qu'il s'attendait à ce que les Turcs le traitassent de la sorte.

Je me rendis immédiatement chez le Grand Vizir, pour lui exposer la situation et insistai sur ce fait que seule, une visite de Talaat à mon collègue, dans laquelle il lui affirme-

rait qu'il ne courait aucun danger, satisferait ses nombreux amis. Je pouvais formuler semblable demande sans inconvénient, puisque nous avions déjà pris certains arrangements en vue de nous charger des intérêts britanniques, si la rupture éclatait. Talaat rendit cette visite, qui dura deux heures, car, en dépit des grossières attaques d'un journal turc, Sir Louis était personnellement très aimé à Constantinople, et je suis persuadé que le Grand Vizir fut sincère en exprimant sa stupéfaction et ses regrets que pareilles menaces aient été faites !

CHAPITRE XI

L'ALLEMAGNE OBLIGE LA TURQUIE A SE JOINDRE AUX BELLIGÉRANTS

Cependant tous nous avions les nerfs tendus à l'extrême, sachant que l'Allemagne multipliait ses efforts pour amener un *casus belli*. Souchon envoyait fréquemment le *Gœben* et le *Breslau* manœuvrer dans la Mer Noire, espérant que la flotte russe les attaquerait, sans compter d'autres situations pendantes d'où pouvait sortir la guerre, telles que des escarmouches entre les troupes turques et russes à la frontière de Perse ou du Caucase, ou encore, lorsque le 29 octobre, des compagnies de Bédouins franchirent les confins égyptiens, où elles se heurtèrent à des détachements britanniques.

Ce même 29 octobre, j'eus une longue conversation avec Talaat, dans laquelle je lui exposai ces faits au nom de l'Ambassadeur britannique. « Je suppose, m'avait écrit Sir Louis Mallet, que ceci signifie la guerre ; vous pourriez en annoncer la nouvelle à Talaat et lui faire sentir les résultats possibles d'un acte aussi insensé. » Il avait déjà eu des difficultés avec la Turquie à ce sujet ; quand il avait protesté auprès du Grand Vizir, parce que les troupes turques étaient à proximité de la frontière égyptienne, l'homme d'État turc répondit nettement que son gouvernement ne reconnaissait « aucune frontière égyptienne », ce qui signifiait que l'Egypte elle-même était considérée comme territoire turc et l'occupation anglaise une usurpation temporaire. Lorsqu'à mon tour, je signalai à Talaat les faits en

question, il contesta que des Bédouins ottomans eussent franchi la frontière, m'expliquant que les Turcs creusaient des puits dans la péninsule du Sinaï pour s'en servir, au cas où la guerre éclaterait avec l'Angleterre ; celle-ci les détruisant, les Bédouins étaient intervenus pour s'y opposer. Au cours de cette entrevue, Talaat me déclara franchement que la Turquie avait décidé de se ranger aux côtés des Allemands et de vaincre ou mourir avec eux. Il allégua les motifs que l'on connaît et ajouta que si l'Allemagne était victorieuse — ce dont il ne doutait pas — le Kaiser se vengerait sur la Turquie de lui avoir refusé son concours. Talaat admettait franchement que la peur (motif qui, je l'ai dit plus haut, inspire nombre de déterminations chez les Orientaux) poussait son pays à devenir l'alliée des Puissances Centrales. Il analysa la situation dans son entier avec calme, déclara que les nations ne pouvaient se laisser impressionner par des sentiments tels que la gratitude, la haine, ou l'affection ; le seul moteur de leurs actions devait être la politique impitoyable.

« En ce moment, continua-t-il, il est de notre intérêt de nous attacher au parti de l'Allemagne ; si, dans un mois, c'était notre intérêt d'embrasser celui de la France et de l'Angleterre, nous le ferions tout aussi volontiers. La Russie est notre plus grande ennemie et nous la redoutons. Si maintenant, tandis que l'Allemagne l'attaque, nous pouvons lui donner un bon coup de pied (*sic*), et la mettre hors d'état de nous nuire pendant quelque temps, il est de notre devoir de lui administrer ce coup de pied. »

Et me regardant avec un sourire à moitié mélancolique et à moitié provocant, il résuma toute la situation dans cette boutade : *Ich mit die Deutschen* (*Moi avec les Allemands*) dit-il dans son mauvais allemand.

Mais le Cabinet était si divisé qu'il fallut l'intervention des Allemands eux-mêmes pour jeter la Turquie dans la mêlée. Le soir qui suivit mon entretien avec Talaat, des nouvelles déplorables arrivèrent de Russie. Trois torpilleurs turcs étaient entrés dans le port d'Odessa, avaient coulé

une canonnière russe, le *Donetz*, avec une partie de l'équipage, et endommagé deux dreadnoughts. Ils envoyèrent en outre par le fond le *Portugal*, navire français, tuant deux hommes, en blessant deux autres. Puis ils pointèrent leurs canons sur la ville et détruisirent une raffinerie; il y eut quelques victimes. Ces navires étaient commandés par des officiers allemands ; il y avait très peu de Turcs à bord, ceux-ci ayant reçu un congé, en l'honneur de la fête religieuse de *Bairam*. Un tel acte était une provocation pure et simple, accomplie de propos délibéré par les Allemands pour rendre la guerre inévitable. Les officiers commandant le *General*, comme me l'avait raconté mon ami, menaçaient constamment de commettre quelque folie semblable si la Turquie ne s'y décidait pas ; et bien, cette fois ils avaient tenu parole !

Quand cette nouvelle parvint à Constantinople, Djemal, le Ministre de la Marine, jouait aux cartes au Cercle d'Orient; cette agression, si elle représentait une action gouvernementale de la Turquie, ne pouvait avoir été entreprise sans ses ordres. Lorsqu'on vint le chercher à la table de jeu pour le mettre au courant, Djemal parut très surpris.

« Je n'en ai aucune connaissance, s'exclama-t-il ; cela a été fait à mon insu. »

Le soir du 29, j'eus une autre conversation avec Talaat ; il me tint le même langage, disant qu'il n'avait rien su au préalable concernant cette attaque et que l'amiral allemand Souchon en portait l'entière responsabilité.

Que Djemal et Talaat aient été sincères en plaidant ainsi l'ignorance, je ne m'en porterais pas garant ; mon opinion est qu'ils s'attendaient à quelque provocation de ce genre. Mais il est certain que le Grand Vizir, Saïd Halim, fut réellement peiné. Lorsque Mr. Bompard et Sir Louis Mallet vinrent le trouver et lui demandèrent leurs passeports, il fondit en larmes ; il les pria de différer leur départ, les assurant que la chose pourrait être arrangée. Le Grand Vizir était l'unique membre du Cabinet qu'Enver et Talaat désirassent spécialement ménager ; comme prince de la maison

royale d'Égypte et étant donnée sa grande fortune, sa présence dans le Conseil, comme je l'ai déjà fait remarquer, donnait à celui-ci un certain relief. Ceci explique probablement le message que je reçus alors. Talaat me pria de me rendre chez l'ambassadeur russe et de m'informer des compensations que la Turquie pouvait offrir pour satisfaire le Czar. Il y avait peu d'apparence que Talaat souhaitât sincèrement le succès de ma mission ; son but était simplement de montrer au Grand Vizir sa bonne volonté, et, de cette façon, de le retenir dans le Cabinet. Je vis M. Giers, mais ne le trouvai pas d'humeur conciliante : les seules réparations capables de le satisfaire seraient le renvoi de tous les officiers allemands, tant de l'armée que de la flotte turques. Il avait reçu l'ordre de partir immédiatement et il l'exécuterait ; toutefois il attendrait assez longtemps en Bulgarie pour recevoir la réponse de la Turquie, et, si elle acceptait ses conditions, il reviendrait.

« La Russie, elle-même, s'arrangera pour que la flotte turque ne revienne pas dans la Mer Noire » conclut M. Giers d'un air farouche. Talaat vint me rendre visite dans l'après-midi, disant qu'il venait de déjeuner avec Wangenheim. Le Cabinet avait examiné la réponse russe, m'expliqua-t-il, le Grand Vizir désirait avoir les conditions de M. Giers par écrit ; pourrais-je m'y employer ? Garroni, l'ambassadeur italien, avait alors la charge des intérêts russes et je répondis à Talaat que ces négociations ne me regardaient plus et que tous arrangements ultérieurs devaient être réglés par son intervention.

« Pourquoi ne laissez-vous pas tomber votre masque de messager du Grand Vizir et ne me parlez-vous pas en votre nom personnel ? » demandai-je.

Il rit et répondit : « Eh bien ! Wangenheim, Enver et moi, nous préférons que la guerre éclate maintenant ».

Bustány, Oskan, Mahmoud et Djavid mirent immédiatement leurs menaces à exécution et donnèrent leur démission de membres du Cabinet, laissant ainsi l'autorité aux mains des Turcs-musulmans. Le Grand Vizir, bien qu'il eût aussi

promis de résigner ses fonctions, ne le fit pas ; il était excessivement prétentieux et vain et appréciait tellement les dignités de sa charge que, le moment de la décision finale venu, il ne put les abandonner. Le résultat net de l'entrée en guerre de la Turquie, en tant que politique intérieure, fut de livrer la nation entière au Comité Union et Progrès, qui contrôlait maintenant le Gouvernement pratiquement dans tous ses départements. Ainsi l'organisation idéale, créée pour procurer à ce pays les bienfaits de la démocratie, était devenue finalement un instrument de l'autocratie prussienne !

Brossons un dernier tableau de ces journées palpitantes.

Le 30 au soir, je me rendis à l'ambassade britannique. Les résidents anglais accouraient déjà en grand nombre pour demander protection, et chacun était inquiet à l'idée des mauvais traitements en perspective, même du massacre possible des étrangers. Au milieu de la tension générale, quelqu'un garda un calme impertubable : sir Louis Mallet. Je le trouvai assis dans les bureaux de la chancellerie, devant une immense cheminée, de grosses piles de documents rangées en demi-cercle autour de lui. Des secrétaires et des employés entraient constamment, les bras chargés de papiers, qu'ils ajoutaient aux monceaux accumulés déjà près de lui. Il prenait un acte après l'autre, le parcourait rapidement et presque invariablement le jetait au feu. C'étaient les archives de l'ambassade, vieilles probablement de plus d'une centaine d'années ; les travaux remarquables d'une longue suite d'ambassadeurs distingués y étaient consignés, c'étaient les annales des victoires diplomatiques remportées en Turquie par Stratford de Redcliffe, le Grand « Elchi » (comme le nommaient les Turcs) qui, pendant presque un demi-siècle, de 1810 à 1858, gouverna pour ainsi dire l'Empire turc dans l'intérêt de l'Angleterre. Les rapports d'autres ministres accrédités près de la Sublime Porte furent ensuite, un à un, livrés aux flammes. La longue histoire de l'influence britannique en Turquie était arrivée à sa conclusion ; une campagne de vingt ans,

menée par le Kaiser, avait ruiné cette influence et l'ascendant allemand triomphait finalement ; le brasier, que sir Louis Mallet attisait constamment, était en réalité le bûcher funéraire du pouvoir évanoui de l'Angleterre en Turquie. En considérant ce diplomate plein de dignité et quelque peu pensif, entouré des splendeurs de l'ambassade britannique, je me représentai naturellement les Sultans s'inclinant jadis avec une crainte respectueuse devant la majesté de l'Angleterre, à une époque où la Prusse et l'Allemagne n'existaient guère que de nom. Cependant, comme en général les diplomates et officiers de sa nationalité, sir Louis était calme et plein de sang-froid. Assis devant le feu, nous discutions les détails de son départ ; il me donna une liste des résidents qui devaient partir, et de ceux désignés pour rester en Turquie ; enfin nous prîmes nos derniers arrangements, puisque je me chargeais des intérêts anglais.

Quelque douloureux que fût à beaucoup de points de vue cet écroulement de l'influence britannique en Turquie, l'honneur de la Grande-Bretagne et celui de son ambassadeur demeuraient intacts ; sir Louis Mallet n'avait pas, comme Wangenheim, acheté des fonctionnaires turcs ; il n'avait pas corrompu la presse turque, piétiné les derniers vestiges du code international, fraternisé avec une bande de démagogues enragés, et mené une campagne incessante de faux rapports et de mensonges contre son ennemi. Le jeu diplomatique, qui avait abouti à la défaite, était un de ceux pour lequel les hommes d'État anglais n'étaient pas qualifiés ; il demandait des talents qu'un Wangenheim seul possédait, cette politique allemande qui, conformément à la maxime de Bismarck, est prête à sacrifier pour la Patrie « non seulement la vie, mais aussi l'honneur. »

CHAPITRE XII

LES TURCS ET LES RÉSIDENTS ENNEMIS

Peu après le bombardement d'Odessa, je décidai de traiter avec Enver cette question qui nous obsédait tous : comment le Cabinet allait-il se comporter vis-à-vis des résidents ennemis ? Les internerait-il ? Installerait-il des camps de concentration, les persécuterait-il avec la malignité allemande, leur appliquerait-il les procédés favoris des Turcs envers les chrétiens — la torture et le massacre? Des milliers de ressortissants ennemis étaient alors fixés dans l'Empire ottoman ; beaucoup d'entre eux y avaient passé toute leur existence ; d'autres y étaient même nés. Tous ces individus, quand la Sublime Porte entra en guerre, avaient de bonnes raisons de s'attendre aux traitements les plus rigoureux ; et ce n'est pas exagéré de dire que presque tous vivaient dans la crainte constante de l'assassinat. Les Dardanelles avaient été fermées, en sorte qu'il n'y avait pas à compter sur une aide extérieure ; les droits de Capitulations, en vertu desquels ils avaient été préservés depuis des siècles, étaient abrogés ; il ne se trouvait donc, en réalité, rien entre ces malheureux et l'extermination, si ce n'est le drapeau américain. L'état de guerre avait maintenant fait de moi, en ma qualité de représentant des États-Unis, le protecteur des sujets britanniques, français, serbes et belges. Je compris dès le début toute la difficulté de mon entreprise, placé d'une part en face des Allemands qui préconisaient leurs méthodes bien connues de répression et de brutalité, et de l'autre, vis-à-vis des Turcs, avec leur haine tradition-

nelle des chrétiens, et leur penchant naturel à maltraiter les faibles.

Toutefois je n'étais pas sans arguments et, résolu à les faire valoir, j'étais venu les soumettre à Enver. La Turquie souhaitait être bien jugée de l'autre côté de l'Atlantique, dans l'espoir qu'après la guerre, les financiers américains la soutiendraient. A cette époque, dans les milieux diplomatiques de Constantinople, on était persuadé que nous jouerions le rôle de médiateur ; si la Turquie comptait sur nous comme amis, me proposais-je de dire à Enver, il fallait qu'elle traitât les étrangers ennemis de façon civilisée. « Vous espérez retrouver votre prestige de puissance mondiale. Rappelez-vous que les nations civilisées vous surveilleront avec soin ; votre position future dépend de votre conduite au cours de la guerre ».

Les Turcs cultivés, y compris Enver, devinaient qu'à l'étranger on les considérait comme un peuple ne respectant ni la sainteté de la vie humaine, ni les sentiments les plus délicats, et cette attitude les blessait vivement. Je rappelai à Enver qu'une opportunité magnifique d'anéantir toutes ces critiques s'offrait à ses compatriotes. « Le monde peut dire que vous êtes des barbares, plaidai-je, prouvez par la façon dont vous traiterez vos ennemis que c'est faux. Seulement de la sorte, vous pourrez vous soustraire pour toujours à l'ignominie des Capitulations. Montrez que vous êtes dignes d'être affranchis de cette tutelle. Soyez civilisés — soyez modernes ! »

En considérant ce qui se passait alors en Belgique et dans le nord de la France, l'emploi du mot « moderne » était assez malheureux. Enver en profita sur le champ. Jusque-là, il avait conservé son attitude habituelle calme et digne, et paraissait comme toujours attentif, imperturbable, presque indifférent. Maintenant, dans un éclair, sa contenance changea ; il sourit cyniquement, se pencha en avant, abattit son poing sur la table, et s'exclama : « Modernes ! non, quelle que soit la manière dont la Turquie fasse la guerre, au moins nous ne serons pas modernes. C'est le plus barbare

de tous les systèmes, nous tâcherons simplement d'être décents ! »

Naturellement j'interprétais ceci comme un acquiescement à mes désirs ; je connaissais assez la mentalité orientale pour savoir qu'une promesse ainsi faite n'était pas suffisante. Les Allemands circonvenaient constamment les fonctionnaires turcs, les persuadant d'adopter leurs méthodes favorites vis-à-vis des ennemis ; ils avaient, en effet, ressuscité de nombreux principes en honneur au temps des guerres de l'antiquité et du moyen âge ; l'un d'eux — et non des moins barbares — consistait à prendre quelques représentants de la population, de préférence des personnes distinguées et influentes, comme otages qui répondraient de la « bonne conduite » des autres. En ce moment, l'Etat-Major allemand pressait les Turcs de recourir à ce procédé. De même que les Allemands retenaient des non-combattants en Belgique, comme garantie de la « cordialité » des Belges et plaçaient devant leurs armées en marche des femmes et des enfants, ils prétendaient qu'en ce pays un certain nombre de sujets français et britanniques les protégeassent contre la flotte alliée. Je savais bien que leur influence sinistre s'exerçait sans relâche ; il était en conséquence nécessaire de combattre immédiatement, et si possible, de l'emporter dès le début. Je décidai que le départ des diplomates et résidents alliés serait un témoignage éclatant de mon influence personnelle. Si tous les Français et Anglais qui désiraient réellement quitter Constantinople le faisaient sans incident, j'estimais que cette démonstration imposerait une contrainte, non seulement aux Allemands, mais aux esclaves de la bureaucratie ottomane.

En arrivant à la gare principale, au lendemain de la rupture, je vis que ma tâche ne serait pas facile. J'avais pris des arrangements avec les autorités pour que deux trains fussent mis à ma disposition : l'un, pour les résidents anglais et français, qui devait partir à sept heures, et l'autre, pour les diplomates et leur personnel, dont le départ était fixé à neuf heures. Mais les choses ne se passèrent pas comme il

avait été convenu. La gare n'était qu'une masse houleuse de gens excités et inquiets, que la police repoussait sans cesse ; la scène présentait un mélange indescriptible de soldats, de gendarmes, de diplomates et de fonctionnaires turcs, évoluant au milieu de nombreux colis et bagages. Un des personnages les plus marquants était Bedri Bey, préfet de police, un jurisconsulte politique qui avait été récemment élevé à cette position et en mesurait l'importance. C'était un ami intime et un dévoué partisan de Talaat, un de ses instruments les plus précieux ; membre influent du Comité Union et Progrès, il aspirait à faire partie finalement du Cabinet. Le trait dominant de son caractère était sa haine des étrangers et de leur influence ; à ses yeux, la Turquie devait appartenir exclusivement aux Turcs ; il détestait tous les autres éléments de la population ottomane, et était particulièrement irrité par le contrôle que depuis des années les ambassades européennes exerçaient sur les affaires domestiques de son pays. En réalité, peu d'hommes en Turquie avaient accueilli avec une joie aussi profonde l'abolition des Capitulations. Naturellement, pendant les quelques mois suivants, j'eus de nombreuses occasions de le voir ; il se trouvait constamment sur mon chemin, prenant un plaisir quasi-malicieux à contrarier chaque démarche que je faisais en faveur des étrangers. Son attitude était à la fois risible et froissante ; nous cherchions à nous duper réciproquement — moi, m'efforçant de protéger les Français et les Anglais, lui, suscitant de continuels obstacles à mes efforts. De fait, cette lutte dégénérait presque en duel personnel, entre la préfecture de police et l'ambassade américaine. Bedri était capable, instruit, très actif et n'était pas doué d'un mauvais naturel, mais il aimait à jouer avec un étranger sans défense. Son rôle, ce soir-là lui était particulièrement agréable. « Quelle est la cause de toute cette agitation ? lui demandai-je.

— Nous avons changé d'avis, dit-il (et sa contenance témoignait que ce changement ne lui déplaisait pas) ; nous laisserons partir le train destiné aux ambassadeurs et à

leur suite. Mais nous avons décidé que les résidents non officiels ne s'en iraient pas ; le train qui devait les emmener restera ici.

Mon personnel et moi-même, nous avions travaillé péniblement pour assurer cette possibilité de retour à ces malheureux ; il n'était que trop évident qu'une influence quelconque contrecarrait mon initiative. Ce changement subit de plans produisait une confusion et une consternation extrêmes. A la gare, deux groupes de passagers se distinguaient, l'un pouvant s'en aller et l'autre obligé de demeurer là. Sir Louis Mallet et Mr. Bompard ne désiraient pas laisser leurs nationaux derrière eux, et ces derniers se refusaient à croire que le train, formellement promis par les fonctionnaires turcs, ne partirait pas ce même jour à un moment quelconque. Je me rendis immédiatement chez Enver, qui me confirma la déclaration de Bedri. La Turquie avait de nombreux ressortissants en Egypte, m'objecta-t-il, dont la situation causait de grandes inquiétudes. Avant que les résidents français et anglais fussent autorisés à quitter la Turquie, la protection des sujets turcs devait être assurée. Je n'eus aucune difficulté à régler ce détail ; sir Louis Mallet fit immédiatement les promesses nécessaires.

Néanmoins ceci ne suffit pas à résoudre la question ; en effet, ce n'était qu'un prétexte. Bedri continuait à s'opposer au départ du train ; l'ordre le retenant ici, dit-il, ne pouvait être annulé, sous peine de déranger l'horaire général, et de provoquer des accidents. Je reconnus là un simple subterfuge oriental, et je compris que l'ordre émanait de plus haut que le préfet ; cependant rien ne pouvait être fait en ce moment. Bedri ne laissa personne monter dans le train diplomatique avant que je ne l'eusse identifié moi-même. Je dus me placer à une petite porte, et examiner un à un tous les voyageurs. Chacun, qu'il appartînt ou non au corps diplomatique, essayait de se frayer un chemin par cette étroite issue et nous assistâmes à une bagarre, sur une plus petite échelle, du bon vieux temps à Brooklyn Bridge.

Les gens couraient dans toutes les directions, vérifiant les bagages, prenant des billets, discutant avec des fonctionnaires, consolant des femmes bouleversées et des enfants épouvantés, pendant que Bedri, calme et maître de lui, surveillait tout le pandemonium avec un sourire sarcastique. Des chapeaux furent perdus, des vêtements déchirés, et pour ajouter à la confusion, mon collègue Mallet se prit de querelle avec un fonctionnaire turc — la victoire demeura facilement à l'Anglais ; j'entrevis Bompard, l'ambassadeur français, secouant vigoureusement un agent de police. Une dame jeta son bébé dans mes bras, une autre me tendit un petit garçon et plus tard encore, alors que je me tenais à la porte, identifiant les heureux partants, un des secrétaires de l'ambassade britannique me choisit comme gardien de son chien !

Dans l'intervalle, sir Louis Mallet, emporté par la colère, refusa de partir.

« Je demeurerai ici, déclara-t-il, jusqu'à ce que le dernier de mes compatriotes ait quitté la Turquie ».

Je lui fis observer qu'il n'était plus leur protecteur ; moi, l'ambassadeur américain, j'assumais aujourd'hui cette responsabilité, et je pourrais difficilement en revendiquer le titre s'il demeurait à Constantinople.

« Il est certain, déclarai-je, que les Turcs ne me reconnaîtront pas le représentant des intérêts britanniques si vous restez ici. »

En outre, je suggérai qu'il demeurât à Dedeagatch quelques jours et y attendît l'arrivée de ses compagnons. Si je ne réussissais pas à les faire sortir du pays, il pourrait revenir. Sir Louis se rangea à regret à mon avis et monta dans le train. Quand il quitta la gare, je l'entrevis une dernière fois, assis dans son wagon réservé, presque enseveli sous une masse de malles, de petits sacs, de boîtes et de valises diplomatiques, entouré de ses collaborateurs, le chien de son premier secrétaire veillant sympathiquement sur lui.

Les simples particuliers étrangers se morfondirent plu-

sieurs heures à la gare, espérant qu'au dernier moment, ils seraient autorisés à partir ; Bedri, hélas ! demeura inexorable, et la situation de ces malheureux était presque désespérée ; la plupart n'ayant plus d'habitations à Constantinople se trouvaient pratiquement sans abri ; d'aucuns trouvèrent asile chez des amis pour la nuit ; d'autres purent se loger dans des hôtels.

Leur sort demeurait précaire, car il était manifeste, qu'en dépit des promesses officielles, la Turquie était résolue à les garder comme otages. Enver et Talaat me disaient bien avoir l'intention de poursuivre la guerre avec humanité, mais d'une autre part, leurs subalternes, tels que Bedri, se conduisaient de façon à réduire à néant toutes ces prétentions à la civilisation. La vérité, c'est que les fonctionnaires se querellaient à propos du traitement des ennemis, tandis que le Grand État-Major allemand assurait au Cabinet qu'il commettait une grande faute en se montrant conciliant vis-à-vis d'eux.

Finalement, je parvins à arranger leur départ pour le jour suivant. Bedri, plus accommodant passa cet après-midi à l'Ambassade, visant les passeports ; le soir, nous allâmes tous deux à la gare et fîmes partir sans incident le train pour Dedeagatch. Je donnais une boîte de candis — « délices turques » — à chacune des cinquante femmes et enfants du convoi ; toutes ces personnes étaient heureuses et ne cherchaient pas à cacher leur soulagement de quitter la Turquie. A Dedeagatch, elles rencontrèrent le corps diplomatique et la réunion qui s'accomplit, je l'appris plus tard, fut excessivement touchante. J'eus le plaisir de recevoir de nombreux témoignages de gratitude, en particulier une lettre signée par plus d'une centaine de ces malheureux nous adressant leurs remerciements, à Mrs. Morgenthau, au personnel de l'ambassade et à moi-même.

Quelques retardataires désiraient encore partir, et je me rendis le lendemain chez Talaat en leur faveur. Il était d'humeur particulièrement aimable. Le Conseil, m'annonça-t-il, avait examiné avec soin toute la question des

sujets anglais et français en Turquie, et mes arguments l'avaient grandement influencé ; aussi avait-il été formellement décidé que les résidents ennemis pourraient demeurer ou non, à leur gré ; il n'y aurait pas de camps de concentration, les civils auraient toute latitude, comme en temps de paix, de s'occuper de leurs affaires particulières, et tant qu'ils se comporteraient loyalement ils ne seraient pas inquiétés. « Nous voulons prouver par nos procédés, ajouta Talaat, que nous ne sommes pas une race de barbares ». En compensation de cette promesse, il me demanda une faveur : celle de veiller à ce que la presse américaine, comme celle d'Europe, fît l'éloge de la Turquie en cette circonstance.

De retour à l'ambassade, je fis mander immédiatement Mr. Theron Damon, correspondant de l'*Associated Press*, le Dr Lederer, correspondant du *Berliner Tageblatt* et le Dr Sandler, qui représentait le *Herald* de Paris, et je leur donnai des interviews, louant l'attitude de la Turquie à l'égard des résidents étrangers. Je câblais également dans un sens favorable à Washington, Londres, Paris et à tous nos consuls. Les journalistes me quittaient à peine quand je reçus d'alarmantes communications. J'avais arrangé le départ d'un nouveau train, ce soir-là, et maintenant les Turcs refusaient de viser les passeports des voyageurs ! Ce brusque revirement, après la promesse formelle de Talaat, était naturellement troublant. Je me rendis de suite à la gare ; le spectacle dont j'y fus témoin augmenta ma colère contre le ministre de l'Intérieur ; une masse de gens éperdus remplissait l'enceinte ; les femmes pleuraient, tandis qu'un peloton de soldats, commandé par un petit freluquet *(sic)* de major, expulsait chacun de la gare à coups de crosse de fusils. Bedri, comme toujours, était là, et comme toujours, il se réjouissait manifestement de la confusion. Certains voyageurs, me dit-il, n'avaient pas payé leur impôt sur le revenu et, pour cette raison, n'auraient pas l'autorisation de partir. Je me déclarais personnellement responsable de ces paiements.

« Décidément vous avez réponse à tout, M. l'Ambassadeur, je n'ai plus qu'à m'incliner », dit Bedri en riant. Nous en conclûmes tous que mon offre avait réglé la question et que les choses se passeraient selon le plan primitif. Mais soudain, un contre-ordre annula encore le départ du train. Talaat s'étant engagé vis-à-vis de moi, je résolus de le voir et d'obtenir de lui-même la signification de tout ceci. Je sautai dans mon automobile et me rendis à la Sublime Porte, où il tenait habituellement son quartier général. N'y trouvant personne, je dis au chauffeur de me conduire directement à la maison du Ministre. Quelque temps auparavant, j'avais rendu visite à Enver dans son habitation privée et l'occasion présente me permit de comparer leurs deux manières de vivre. La différence était saisissante. J'avais trouvé Enver s'entourant de luxe, habitant l'un des quartiers les plus aristocratiques de la ville, tandis que je me dirigeais maintenant vers l'un de ses plus pauvres faubourgs ; nous arrivâmes dans une rue étroite, bordée de petites maisons grossières, en bois blanc ; une seule chose distinguait ce passage des autres, indiquant que le personnage le plus influent de l'Empire y avait sa résidence ; chaque issue était gardée par un sergent de ville, qui ne laissait passer personne incapable de fournir le motif et les preuves de sa visite. Ma voiture dut stopper comme les autres, mais, m'étant fait reconnaître, je fus promptement autorisé à poursuivre ma route. Contrastant avec le palais d'Enver, aux salles innombrables et au mobilier somptueux, l'habitation de Talaat était une vieille maison de bois, chancelante, à trois étages ; choix qui, je l'appris plus tard, faisait partie du programme politique de son propriétaire. Comme nombre de ses congénères turcs, il avait résolu de tirer tout le parti possible de sa situation d'homme du peuple et il savait qu'un étalage soudain de prospérité et d'ostentation affaiblirait son influence auprès du Comité Union et Progrès, dont la plupart des membres, comme lui-même s'étaient élevés des bas-fonds de la société. L'intérieur de l'habitation correspondait exactement

à l'extérieur. Aucune prétention à la magnificence orientale ; des meubles bon marché ; quelques peintures grossières suspendues aux murs et un ou deux tapis usés dispersés sur le parquet ; sur une table en bois, bien en évidence, on remarquait un appareil télégraphique — jadis le gagne-pain de Talaat et aujourd'hui son moyen de communication avec ses collègues. Dans les conditions présentes de perturbation du pays, il préférait télégraphier personnellement.

J'attendis quelques instants dans ce milieu l'arrivée du grand « Boss » *(sic)* de Turquie. A un moment donné, une porte s'ouvrit à l'extrémité opposée de la pièce et un personnage énorme, se traînant lourdement, prétentieusement vêtu, entra. Je fus frappé du contraste que présentait ce Talaat avec celui du Ministère, dont l'apparence m'était devenue si familière. Ce n'était plus le fonctionnaire aux vêtements européens et au mince placage de manières européennes ; l'homme que je voyais maintenant ressemblait à un véritable bohémien bulgare. Il portait le fez turc habituel ; ses formes corpulentes s'abritaient dans d'épais pyjamas gris, d'où émergeait une figure ronde et souriante. Il paraissait d'humeur à la fois souriante et embarrassée, preuve qu'il connaissait bien le motif urgent m'ayant poussé à envahir sa retraite privée ; sa contenance était celle d'un méchant écolier impénitent. Il s'avança, s'assit en ricanant gentiment et commença à faire des excuses. La porte se rouvrit doucement et une petite fille hésitante fut poussée dans la pièce, apportant un plateau avec des cigarettes et du café. Je m'aperçus qu'une jeune femme, paraissant avoir vingt-cinq ans environ, se tenait derrière l'enfant, la pressant d'entrer. Ainsi, je voyais là la femme et la fille adoptive de Talaat ; j'avais déjà découvert que les femmes turques, qui ne vont jamais dans le monde, ne remplissent pas les fonctions de maîtresses de maison, sont extrêmement curieuses de connaître les hôtes de leurs maris, et aiment à les entrevoir subrepticement. Évidemment, Mme. Talaat ne se trouva pas satisfaite par cette inspection préliminaire,

car, quelques instants après, elle apparut à une fenêtre, juste en face de moi, mais complètement invisible pour son mari qui était placé dans la direction opposée, et y demeura plusieurs minutes, tranquille et attentive. Étant à l'intérieur de la maison, elle ne portait pas de voile ; sa figure était belle et intelligente, et l'on devinait clairement qu'elle se réjouissait de contempler d'aussi près un ambassadeur américain.

« Voyons, Talaat, dis-je, sentant l'urgence de lui parler sans détour, ne sentez-vous pas combien vous agissez follement ? Vous m'annoncez, il y a quelques heures, votre résolution de traiter décemment les Français et les Anglais, vous m'avez prié d'en publier la nouvelle dans la presse américaine et étrangère ; j'ai mandé immédiatement les journalistes, leur racontant comme vous vous conduisiez bien, et ceci sur votre demande ! Le monde entier lira cela demain. Maintenant vous faites de votre mieux pour neutraliser tous mes efforts en votre faveur ; vous avez manqué à votre première promesse. Avez-vous l'intention de tenir les autres ? Voulez-vous vous y conformer ou vous proposez-vous de changer constamment d'avis ? Or entendons-nous bien. Ce dont nous, Américains, nous nous glorifions particulièrement, c'est d'être fidèles à notre parole ; nous le faisons en tant qu'individus, aussi bien que comme nation. Nous refusons de traiter sur un pied d'égalité ceux qui n'agissent pas ainsi. Vous ferez bien de comprendre maintenant que nous ne pouvons conclure aucun arrangement réciproque, si je ne peux me fier à vous.

— Et bien, ceci n'est pas ma faute, répondit Talaat, mais celle des Allemands ; ils ont fait stopper le train. Le chef d'État-Major vient de revenir et fait grand tapage, disant que nous sommes trop conciliants à l'égard des Français et des Anglais et que nous ne devons pas les autoriser à partir ; au contraire qu'il faut les garder comme otages. Son intervention est cause du changement de plan. »

C'était bien ce que j'avais soupçonné ; Talaat s'était d'abord engagé vis-à-vis de moi, puis Bronssart, chef de l'État-Major

avait contremandé pratiquement ses ordres. Un tel aveu permettait la franche explication que je souhaitais depuis longtemps ; à cette époque, nos rapports étaient devenus si amicaux que je pouvais lui parler presque comme à mon propre fils.

— Allons plus loin, proposai-je ; dans vos relations avec les étrangers, vous avez besoin d'être conseillé, il faut décider si ce sera par moi où par l'État-Major allemand ; croyez-vous que vous ayez raison de vous mettre entièrement dans les mains des Allemands? Le moment peut venir où mon aide vous sera utile contre eux.

— Que voulez-vous dire par là ? interrogea mon interlocuteur avec une curiosité manifestement intense.

— Avant peu, vos alliés vous imposeront sûrement des obligations qui vous déplairont. Si vous pouvez objecter que l'ambassadeur américain s'y oppose, mon soutien peut vous devenir utile. De plus, vous savez que tous nous comptons sur la paix d'ici quelques mois ; vous n'ignorez pas qu'en réalité les Allemands ne tiennent pas à la Turquie, et vous n'avez certes aucun titre à la sympathie des Alliés. Il n'y a qu'une nation à laquelle vous pouvez vous adresser comme à un ami désintéressé, c'est aux États-Unis.

L'argument était si juste que j'eus à peine besoin de l'étayer par de longs raisonnements ; cependant, j'en possédais encore un autre qui porta davantage. La lutte entre le ministère de la guerre et les pouvoirs civils avait déjà commencé. Je savais que Talaat, bien que ministre de l'Intérieur et civil, était déterminé à ne rien sacrifier de son autorité à Enver, aux Allemands et aux représentants de l'armée. « Si vous laissez les Allemands gagner ce point aujourd'hui, continuai-je, vous serez pratiquement en leur pouvoir. Vous dirigez les affaires présentement, mais vous êtes toujours un civil. Permettrez-vous à l'armée, représentée par Enver et par l'État-Major allemand, de contrôler vos ordres? Il est évident que c'est ce qui est arrivé aujourd'hui. Si vous y consentez, vous verrez que, de ce moment, ils prendront la

direction des événements. Les Allemands placeront ce pays sous la loi martiale ; que ferez-vous alors, vous civils ? »

Visiblement ma thèse impressionna Talaat, car il garda le silence quelques instants, pesant évidemment mes observations, puis il me dit d'un ton très décidé : « Je vais vous aider ».

Il s'approcha de sa table et commença à faire fonctionner son appareil télégraphique. Je n'oublierai jamais ce tableau : ce Turc énorme, assis là, en pyjamas gris et fez rouge, transmettant activement ses dépêches, sa jeune femme le contemplant par une petite fenêtre, et les derniers rayons du soleil couchant inondant la pièce. Évidemment, le maître de la Turquie rencontrait des difficultés, et à mesure que le télégraphe enregistrait la discussion, il frappait les touches avec une irritation croissante. Il me confia que le major en surveillance à la gare, insistait pour avoir des ordres signés par Enver, — ceux par fil pouvant être facilement contrefaits. Talaat eut besoin de quelque temps pour découvrir Enver, puis tout le débat reprit apparemment à nouveau. Une nouvelle, télégraphiée à ce moment à Talaat, ruina presque ma cause. Ayant longuement et violemment tapé les touches de sa machine, son visage perdit son expression de gaieté et devint quasi-féroce ; il se tourna vers moi et m'expliqua :

« Les Anglais ont bombardé les Dardanelles ce matin et tué deux Turcs ! » Puis enchaînant, il continua : « Nous avons l'intention de tuer trois chrétiens pour chaque musulman massacré ».

Je crus un instant que tout était perdu. La physionomie de Talaat ne réflétait qu'un sentiment, — la haine. Plus tard, en lisant le rapport de Cromer sur les événements des Dardanelles[1], je constatai que le Comité britannique stigmatisait de faute cette attaque prématurée, qui dévoilait aux Turcs les plans des Anglais. Je peux témoigner que ce fut

1. Voir : *Rapport de la Commission parlementaire anglaise*, dans L'EXPÉDITION DES DARDANELLES d'après les documents officiels anglais, publié par Testis. Payot, éditeur.

une faute, pour une autre raison, car il s'en fallut de peu que ces quelques coups de canon ne détruisissent mes laborieuses combinaisons de départ des résidents étrangers. Talaat était furieux, et j'eus quelque peine à regagner le terrain perdu ; finalement, je réussis à l'apaiser. Il balançait manifestement entre l'envie de punir les Anglais et son désir de faire prévaloir sa propre autorité sur celle de ses rivaux. Heureusement, ce dernier motif l'emporta. A tout hasard, il était résolu à montrer que c'était lui le « boss » (*sic*).

Nous passâmes ainsi plus de deux heures, mon hôte involontaire cessant de temps à autre de télégraphier pour me communiquer les dernières informations politiques. Djavid, le ministre des Finances, avait démissionné, mais promettait de travailler avec eux dans la coulisse ; on avait obtenu du Grand Vizir que, malgré ses menaces, il conservât sa charge. Entre deux nouvelles, il m'assura que les ennemis fixés à l'intérieur du pays ne seraient pas inquiétés tant que Beyrouth, Alexandrette, ou tout autre port non fortifié ne seraient pas bombardés, mais en cas d'attaques on exercerait des représailles sur les Français et les Anglais. Sa conversation prouvait qu'il n'aimait pas spécialement les Allemands ; ils sont arrogants, insolents, dit-il, s'immiscent constamment dans les questions militaires et nous traitent avec mépris.

Enfin nous prîmes les derniers arrangements en vue du départ du train. Talaat avait souvent changé d'humeur pendant cette longue entrevue, se montrant tour à tour maussade, aimable, barbare et complaisant. Il y a un côté du caractère turc que les Occidentaux ne comprennent pas, c'est le sentiment profond de ce peuple pour « l'humour » ; Talaat lui-même appréciait un bon mot et une histoire comique. Maintenant qu'il avait rétabli nos relations amicales et s'était acquitté de sa promesse, il recouvra sa gaieté.

— Vos protégés peuvent partir à présent, dit-il en riant, « il est temps d'acheter vos *candis*, monsieur l'Ambassadeur ! »

Cette dernière remarque était une allusion aux petits cadeaux que j'avais offerts la nuit précédente aux femmes et aux enfants.

Je retournai immédiatement à la gare où je trouvai les voyageurs désolés assis à l'entour, dans l'attente d'une parole d'espoir. Quand je leur dis que leur départ était assuré pour le soir même, ils m'accablèrent sous l'expression de leurs remerciements et de leur gratitude.

CHAPITRE XIII

PROFANATION DE NOTRE-DAME DE SION

Talaat, en me révélant que Bronssart, le chef d'État-Major, avait réellement retenu ce train, me donna une information précieuse. Je décidai d'approfondir la question, et, dans cette pensée, je me rendis le lendemain chez Wangenheim. Je lui représentai que les autorités turques, ayant promis solennellement de traiter leurs ennemis avec décence, je ne pouvais tolérer aucune ingérence de la part du chef d'État-Major allemand. Wangenheim m'avait affirmé maintes fois que les Allemands considéraient le Président Wilson comme le futur médiateur ; en conséquence, j'usai vis-à-vis de lui du même argument qu'avec Talaat. « De tels procédés n'aideront pas votre pays, au jour du règlement final ! plaidai-je. Nous sommes en face d'une étrange situation ; une nation, soi-disant barbare comme la Turquie, se propose d'atténuer certaines horreurs de la guerre et veut traiter ses ennemis avec humanité et d'autre part un pays chrétien, supposé avoir de la culture, tel que l'Allemagne, cherche à contrecarrer cette résolution. Quelle impression, à votre avis, ceci fera-t-il sur le peuple américain ? »

Wangenheim protesta de son désir de seconder mes efforts et suggéra en retour que les États-Unis, à ma requête, garantissent toute liberté de commerce avec l'Allemagne, en sorte que son pays puisse recevoir des chargements de cuivre, de blé et de coton en abondance, sujet sur lequel, comme je le relaterai, il revint constamment.

En dépit de cette promesse, l'ambassade d'Allemagne ne m'aida nullement à protéger les résidents étrangers contre les mauvais traitements des Turcs. Or ma situation était délicate ; d'aucuns pouvaient estimer, qu'à cause de ma religion, je n'apportais pas tout le zèle désirable à soutenir les chrétiens, à protéger leurs institutions religieuses — hôpitaux, écoles, monastères et couvents — ; je crus naturellement que si je pouvais obtenir l'appui de mes collègues catholiques les plus puissants, mon prestige auprès des Turcs s'en trouverait augmenté. J'eus, à cette occasion, une longue entrevue avec Pallavicini, lui-même catholique et représentant de la première puissance catholique. Il me déclara franchement que Wangenheim ne ferait rien qui puisse ennuyer les Turcs ; on craignait alors fortement que les flottes anglaise et française, après avoir forcé les Dardanelles, ne prissent Constantinople, livrant la capitale à la Russie ; les armées turques, conclut mon interlocuteur, pourront seules empêcher pareille calamité ; les Allemands, en conséquence, étaient à la merci du gouvernement ottoman et reculeraient devant toute mesure susceptible de provoquer son antagonisme. Il voulait évidemment me persuader que son collègue et lui étaient désireux de me soutenir ; l'argument était bien pauvre, car il n'y avait pas de doute que les les Turcs, si les Allemands ne s'étaient pas constamment interposés, se seraient conduits différemment. Le « génie du mal » n'était donc pas le gouvernement ottoman, mais von Bronssart, le chef d'État-Major allemand.

Le fait que certains membres du Cabinet turc, de culture européenne et chrétienne — des hommes comme Bustány et Oskan — avaient démissionné, en protestation de l'entrée de la Turquie en guerre, rendait la situation des étrangers plus précaire encore. En outre, il se produisait de nombreux conflits d'influence ; un système adopté un jour était révoqué le lendemain, d'où il résultait que nous ne savions jamais à quoi nous en tenir. La promesse de Talaat, que les étrangers ne seraient pas maltraités ne régla aucunement la question, car certains sulbaternes, tels que Bedri

Bey, trouvaient fréquemment un prétexte pour enfreindre les ordres du ministre. En conséquence, il me fallait exercer une vigilance incessante ; je devais constamment faire appel à Talaat et Enver et m'assurer au surplus personnellement que leurs instructions étaient observées.

Un matin de novembre, je me réveillai à quatre heures ; j'avais rêvé, ou eu le pressentiment, qu'un danger menaçait les sœurs de Sion, communauté française qui, depuis de longues années, avait une école de filles à Constantinople. Mme Bompard, la femme de l'ambassadeur français, et plusieurs dames de la colonie française m'avaient spécialement recommandé cette institution. C'était une école admirablement organisée ; les filles d'un grand nombre des meilleures familles de toutes les nationalités la fréquentaient et quand toutes les élèves étaient assemblées, les chrétiennes portant des croix en argent et les autres des étoiles d'argent, elles offraient un spectacle particulièrement beau et touchant. Naturellement, la pensée de Turcs brutaux faisant irruption dans une retraite semblable était suffisante pour exciter l'émoi de tout individu normal. Bien que n'ayant qu'un vague sentiment d'inquiétude, Mrs. Morgenthau et moi, nous résolûmes de nous rendre chez les sœurs, immédiatement après le déjeuner. En approchant du couvent, nous ne remarquâmes rien de particulièrement insolite, l'endroit était calme et l'atmosphère toute de paix et de sainteté. Mais au moment où nous montions le perron de la maison, cinq sergents de ville turcs marchèrent sur nos talons. Ils se pressèrent à notre suite dans le vestibule, à l'extrême consternation de quelques-unes des sœurs qui se trouvaient par hasard au parloir. Le simple fait que l'ambassadeur américain venait avec la police augmenta leur frayeur, bien que notre arrivée simultanée fût une pure coïncidence.

— Que désirez-vous ? demandai-je, m'adressant aux hommes. Comme ils ne parlaient que le turc, ils ne me comprirent naturellement pas et voulurent m'écarter. Ma propre connaissance de leur langue était excessivement limitée,

mais je savais que le mot « elchi » signifie « ambassadeur ». Aussi, me désignant, je dis : « Elchi américain ».

Cela seul produisit un effet magique. En Turquie, un ambassadeur est un personnage très révéré et les policemen respectèrent immédiatement mon autorité. Dans l'intervalle, les sœurs avaient fait mander leur Supérieure, la Mère Elvira, qui était une des personnes les plus distinguées et influentes de Constantinople. Ce matin, quand elle entra avec calme et se trouva en présence des sergents de ville turcs, ne donnant aucun signe de faiblesse et les tenant en respect par la grandeur et la dignité de son attitude, elle me produisit presque l'impression d'un être surnaturel. La Mère Elvira appartenait à l'une des plus aristocratiques familles de France ; c'était une femme d'une quarantaine d'années environ, aux cheveux et aux yeux noirs brillants, que faisait ressortir un visage pâle, rayonnant d'intelligence et de fermeté. Je ne pus m'empêcher de penser, en la contemplant ce jour-là, qu'il n'existait pas un cercle diplomatique dans le monde où sa présence n'eût ajouté de la grâce et de la dignité. En quelques secondes, elle comprit dans toute son étendue l'atroce situation présente ; elle fit chercher une sœur qui parlait le turc et interrogea les policiers. Ils dirent qu'ils agissaient sur les instructions de Bedri ; toutes les écoles étrangères devaient être fermées ce matin, le Gouvernement ayant l'intention de réquisitionner les bâtiments. Le couvent renfermait environ soixante-douze maîtresses et religieuses ; la police avait l'ordre de les enfermer toutes dans deux pièces, où elles seraient pratiquement prisonnières. Il y avait en outre environ deux cents enfants, celles-ci seraient simplement mises dehors et abandonnées à elles-mêmes. La circonstance qu'il pleuvait à torrents et que le temps était excessivement froid augmentait la barbarie du procédé, qui d'ailleurs était appliqué aux autres écoles ennemies et institutions religieuses de Constantinople au même moment.

Il était évident que, dans ce cas, je ne pouvais agir seul, et je téléphonai immédiatement à mon conseiller légal

turc de venir me rejoindre. Ici se place un autre incident, qui intéressera ceux qui croient aux interventions providentielles. Quand j'arrivai à Constantinople, le téléphone y était inconnu, mais au cours des derniers mois, une compagnie anglaise l'y avait installé. La nuit qui précéda les événements en question, mon avocat m'avait appelé, m'annonçant avec fierté que son téléphone fonctionnait ; j'inscrivis son numéro et je trouvai maintenant cette note dans ma poche. Sans mon interprète, j'aurais été bien embarrassé et, sans son téléphone, il m'eût été impossible de le mander auprès de moi.

En attendant sa venue, je retardai l'action des policiers, pendant que ma femme, qui heureusement parle français, s'enquérait auprès des sœurs de tous les détails. Elle connaissait suffisamment les Turcs, pour savoir qu'ils avaient d'autres plans que la simple proscription des religieuses et des enfants confiées à leur garde ; ils considèrent d'une façon générale que, dans ces institutions, on y entasse des quantités de choses précieuses, dont l'esprit populaire exagère en outre la valeur, et la supposition était plausible que, entre autre, but, cette expulsion n'était qu'une façon déguisée de s'approprier les trésors accumulés.

— Avez-vous ici des valeurs et de l'argent ? demanda Mrs. Morgenthau à l'une des sœurs.

Elles en avaient en effet une petite quantité, enfermée dans un coffret à l'étage supérieur. Ma femme me demanda d'occuper les agents turcs et s'éloigna tranquillement avec la sœur. En haut, celle-ci lui montra une centaine de carrés de flanelle blanche, dans chacun desquels avaient été cousues vingt monnaies d'or. En tout, les sœurs de Sion possédaient en argent liquide environ cinquante mille francs ; depuis quelque temps déjà, craignant d'être expulsées, elles avaient réuni leur argent de cette manière, afin de pouvoir l'emporter sur elles, s'il leur fallait quitter la Turquie. Elles possédaient, en outre, de nombreuses liasses de titres et beaucoup d'objets de valeur, telle que la charte de leur école. C'était plus que suffisant pour exciter la cupidité des

Ottomans. Mrs. Morgenthau savait qu'une fois l'édifice placé sous le contrôle de la police, les religieuses de Sion ne reverraient très vraisemblablement jamais leur argent. Avec leur aide, ma femme cacha promptement sur elle tout ce qu'elle put prendre, descendit l'escalier et, traversant une ligne de gendarmes, sortit sous la pluie. Mrs. Morgenthau me dit plus tard que son sang se glaça de peur, en passant devant eux, mais elle se raidit et demeura calme, en pleine possession d'elle-même. Elle monta dans l'auto qui attendait, se fit conduire à l'Ambassade, mit l'argent dans notre cave et retourna immédiatement à l'école. De nouveau, Mrs. Morgenthau gravit solennellement les marches de la maison avec les sœurs ; cette fois-ci, elles l'emmenèrent à leur église située derrière le couvent ; ces deux bâtiments étant reliés, il était facile de passer de l'un dans l'autre. Une des sœurs souleva un carreau à un endroit spécial du dallage, découvrant ainsi un nouveau monceau de monnaies d'or. Mrs. Morgenthau le fit disparaître sous ses vêtements, brava encore le cordon de police, ressortit sous la pluie et revint à l'ambassade. Ma femme, dans ces deux voyages, réussit à mettre à l'abri l'argent des religieuses.

Pendant ce temps, Bedri était arrivé ; il me dit que Talaat lui-même avait donné l'ordre de fermer toutes les institutions, et qu'il s'était proposé de terminer entièrement l'affaire avant 9 heures. Les Turcs, ainsi que je l'ai déjà fait observer, ont le sentiment de l' « humour », mais je dois ajouter que chez eux il se manifeste parfois avec quelque cruauté. Bedri semblait trouver naturel d'enfermer plus de soixante-dix femmes dans deux pièces et d'abandonner dans les rues de Constantinople deux cents jeunes enfants élevées délicatement, et que c'était même une bonne plaisanterie !

— Nous nous y mettions de bon matin et pensions avoir tout fini avant que vous n'en sachiez rien, dit-il en riant. Mais il paraît que vous ne dormez jamais.

— Vous êtes fous de vouloir nous jouer de tels tours, répliquai-je. Ignorez-vous que j'écris mes Souvenirs ? Si

vous continuez à vous comporter de la sorte, j'y parlerai de vous comme d'un gredin.

Cette remarque était une inspiration spontanée ; la pensée me vint alors pour la première fois que le récit de ces événements serait d'intérêt assez général pour être publié. Bedri prit ma déclaration au sérieux ; bien plus, elle sembla avoir sur lui un effet calmant.

— Avez-vous réellement l'intention d'écrire un livre ? répliqua-t-il presque anxieusement.

— Pourquoi pas ? Le général Lew Wallace — qui fut ministre ici — ne l'a-t-il pas fait ? « Sunset » Cox, un autre de nos représentants, n'en a-t-il pas publié un ? Pourquoi ne ferais-je pas comme eux ? Vous êtes un personnage si important que forcément j'aurai à parler de vous. Pourquoi continuez-vous à agir de telle façon que j'aurai à vous dépeindre sous les plus noires couleurs ? Ces religieuses ont toujours été vos amies, ne vous faisant jamais que du bien, elles ont élevé un grand nombre de vos filles ; pourquoi les traiter aussi ignominieusement ?

Mon discours fut efficace ; Bedri consentit à différer l'exécution de ses instructions jusqu'à ce que nous ayons réussi à téléphoner à Talaat. Quelques minutes plus tard, l'appareil me transmettait le rire de ce dernier.

« J'ai tâché de vous échapper, mais vous m'avez de nouveau attrapé. Pourquoi mener un tel tapage à propos de cette affaire ? Les Français eux-mêmes n'expulsèrent-ils pas leurs religieuses et leurs moines ? Pour quelle raison n'en ferions-nous pas autant ? »

Après que je lui eusse remontré combien cette hâte était indécente, Talaat commanda à Bedri de suspendre l'ordre jusqu'à ce que nous ayons pu discuter la question, ce qui donnait quelque répit à la Mère Elvira et aux sœurs. Juste au moment où nous nous préparions à partir, Bedri eut une nouvelle inspiration ; il avait apparemment oublié un détail.

— Nous laisserons les sœurs tranquilles pour le moment, dit-il, mais il faut que nous emportions leur argent.

Je dus acquiescer à sa proposition — non sans savoir que tous les objets de valeur étaient en sûreté à l'Ambassade américaine. Ainsi j'eus le plaisir d'assister aux perquisitions opérées par Bedri et ses acolytes dans tout l'établissement et de les surveiller. Tout ce qu'ils découvrirent fut une petite boîte en étain contenant quelque monnaie de cuivre, butin si insignifiant que les Turcs dédaignèrent de le prendre. Ils étaient très intrigués et désappointés, et jusqu'à l'heure actuelle, ils n'ont jamais su où était passé l'argent. Si mes amis turcs me font l'honneur de lire ces pages, ils trouveront l'explication d'un des nombreux mystères de ces jours angoissants.

Quelques-unes des fenêtres du couvent donnant sur la cour de la cathédrale, qui était propriété du Vatican, nous nous emparâmes de ce prétexte pour prétendre que le gouvernement turc ne pouvait le saisir. Les religieuses qui appartenaient à des nations neutres furent autorisées à conserver la partie de la maison opposée aux terres du Vatican, tandis que le reste de l'édifice fut plus tard converti en une école des Ponts et Chaussées. A ma requête, dix jours furent accordés aux religieuses françaises pour rentrer dans leur pays ; elles atteignirent toutes leur destination sans encombre, et la plupart ont à présent offert leurs services à des œuvres de bienfaisance et de guerre.

Bedri avait été si impressionné par ma déclaration fortuite de publier mes « Souvenirs », qu'à partir de ce moment il y fit constamment allusion. Je continuai à lui dire d'un ton railleur que, si sa conduite ne s'améliorait pas, je serais obligé de le représenter comme un gredin.

Un jour je lui demandai, tout à fait sérieusement, s'il ne pouvait rien faire qui m'autorisât à le dépeindre sous un aspect plus favorable, ce qui me fournit l'occasion que je cherchais depuis longtemps d'aborder un certain sujet. Depuis de nombreuses années, Constantinople avait été le centre de la traite des blanches, et un ramassis d'individus sans aveu opérait alors sous la protection d'une soi-disant synagogue. Un comité international, fondé pour combattre

cette racaille, m'avait choisi comme président. Je dis à Bedri qu'une chance lui était maintenant offerte de se faire une juste réputation ; du fait de la guerre, ses pouvoirs de préfet de police avaient été très étendus, et une action un peu énergique de sa part délivrerait définitivement la ville de cette honte. Bedri accepta avec enthousiasme, et la perfection et l'habileté qu'il déploya à me satisfaire lui donnent droit à la gratitude de tous les honnêtes gens. En peu de jours, les trafiquants en question prenaient la fuite pour se mettre en sûreté, mais la plupart furent arrêtés ; les étrangers, après avoir fait un temps de prison, furent bannis. Bedri me procura des photographies de tous les accusés et ceux-ci ont maintenant leur dossier dans nos archives criminelles.

Je ne rédigeais pas mes Souvenirs à cette époque, et je me crus cependant obligé de révéler au public la tâche accomplie par Bedri. J'envoyai, en conséquence, sa photographie — accompagnée de quelques mots sur sa belle conduite — au *Times* de New-York, qui la publia dans une édition du dimanche. Qu'un grand journal américain l'ait honoré ainsi le ravit au-delà de toute expression. Pendant des mois, il porta sur lui la page du *Times* qui le représentait, la montrant à tous ses amis. Cet événement mit fin à mes ennuis avec lui ; car le reste de mon séjour ne fut pas marqué d'incidents sérieux.

CHAPITRE XIV

WANGENHEIM ET LA « BETHLEHEM STEEL COMPANY » LA GUERRE SAINTE DÉCRÉTÉE EN ALLEMAGNE

Pendant ce temps, je pénétrai, plus intimement le caractère allemand contemporain, tel que le personnifiaient Wangenheim et ses compagnons; tout d'abord ils se révélèrent à nous sous leur jour le plus favorable, afin de s'insinuer dans nos bonnes grâces ; mais lorsque avec le temps il devint évident que l'opinion publique aux États-Unis se rangeait presque unanimement du côté des Alliés et que le gouvernement de Washington n'enfreindrait pas les lois de la neutralité pour favoriser les intérêts germaniques, leur attitude amicale se modifia et devint presque hostile.

Wangenheim, avec une fatigante répétition, invoquait un grief qui n'est que trop connu — la vente de munitions américaines aux Alliés ; je ne pouvais le rencontrer sans qu'il m'en parlât ; il me demandait constamment d'écrire au Président Wilson, le priant de mettre un embargo sur la sortie de ces marchandises ; bien entendu il ne tenait aucun compte de mon objection, à savoir qu'un tel commerce était parfaitement légitime. Lorsque la situation aux Dardanelles devint plus critique, son insistance s'accrut ; il prétendait que la plupart des obus employés par la flotte franco-britannique étaient de provenance américaine et qu'ainsi les États-Unis se joignaient de fait aux ennemis de la Turquie.

Un jour, plus irrité qu'à l'ordinaire, il m'apporta un fragment d'obus, sur lequel se détachait nettement l'ins-

cription *B. S. Co.* « Regardez cela ! me dit-il. Je suppose que vous connaissez la signification de ce *B. S. Co.* C'est la marque de fabrique de la *Bethlehem Steel Company !* Quelle ne va pas être la fureur des Turcs ! Et remarquez que nous allons rendre votre gouvernement responsable de ceci. Nos preuves sont chaque jour de plus en plus nombreuses, et nous irons jusqu'à exiger de vous des indemnités pour toute mort causée par les obus américains. Si vous préveniez votre département, afin qu'il mette un terme à ces ventes, la guerre serait bientôt finie. »

Je me retranchai derrière mes arguments habituels et appelai son attention sur le fait que l'Allemagne avait fourni des armes aux Espagnols dans leur guerre contre les États-Unis ; mais tout ceci était sans objet. Il ne voyait qu'une chose, c'était que les subsides de nos industriels augmentaient les ressources de l'ennemi ; le côté légal de la situation ne l'intéressait pas. Bien entendu, je refusai net d'écrire au Président à ce sujet.

Quelques jours plus tard, un long article, publié dans le *Ikdam*, discutait les relations turco-américaines ; il était dans son ensemble excessivement élogieux pour l'Amérique ; toutefois son dessein véritable était d'opposer le présent au passé et de montrer, qu'en fournissant des munitions aux ennemis de la Turquie, nous risquions de compromettre l'amitié historique liant nos pays. Il était évident que ceci n'avait d'autre but que de souligner la conclusion suivante : « D'après le rapport de nos correspondants aux Dardanelles, il paraît que la plupart des obus lancés par les Anglais et les Français, durant le dernier bombardement, furent fabriqués en Amérique. »

A cette époque, l'ambassade d'Allemagne disposait à son gré du *Ikdam* et en avait fait un instrument de sa propagande. Une déclaration semblable, étant donnés l'impressionnabilité et le fanatisme des Turcs, pouvait avoir les plus déplorables conséquences. Aussi abordai-je immédiatement la question avec celui que j'en rendais responsable : Wangenheim. Il protesta de son innocence, se fit blanc

comme l'enfant qui vient de naître, affirmant ignorer l'affaire entière.

Je lui fis remarquer que les déclarations parues dans le *Ikdam* étaient presque identiques à celles qu'il m'avait faites quelques jours auparavant; que certaines expressions semblaient même un écho de sa propre conversation.

« Ou bien vous avez écrit cet article, dis-je, ou vous en avez fourni les idées maîtresses au journaliste qui l'a signé. »

Wangenheim comprit que cela ne servait à rien de nier plus longtemps, et avoua en être l'auteur.

« Eh bien ! prononça-t-il en redressant la tête, qu'allez-vous faire maintenant ? »

Cette brusque volte-face, digne du trop fameux Tweed [1], me confondit et, blessé au vif, je ripostai sur le champ :

« Je vais vous dire ce que je ferai et vous n'ignorez pas que je suis homme à exécuter mes menaces. Ou bien vous renoncerez à soulever contre nous le sentiment populaire, ou j'entreprendrai une campagne anti-allemande. Vous connaissez la fragilité de votre situation ici, vous n'êtes guère aimés, tandis qu'il est de toute évidence que nous, Américains, sommes plus populaires que vous. Supposez que j'apprenne aux Turcs que vous vous servez d'eux uniquement dans votre intérêt personnel, que vous ne les considérez pas réellement comme vos alliés, mais simplement comme des pions dans le jeu que vous jouez. Voyez quel résultat vous obtenez en touchant ma corde sensible, en menaçant d'exciter contre nous des sentiments d'animosité! Vous exposez nos maisons d'éducation et nos institutions religieuses aux attaques des Turcs ; personne ne sait ce dont ceux-ci seraient capables, s'ils étaient convaincus que leurs parents ont été tués par des balles américaines. Cessez vos intrigues immédiatement, ou dans trois semaines tous les

1. Célèbre « Boss » qui représenta les intérêts de Tammany Hall, dans la ville de New-York en 1870. Son nom aux États-Unis est synonyme de corruption électorale et inspire la plus juste méfiance aux citoyens intègres.

N. d. T.

Turcs exécreront vos compatriotes. Ce sera la guerre entre nous et je suis prêt à la soutenir. »

L'attitude de Wangenheim changea aussitôt. Il se retourna, mit sa main sur mon épaule et prit un air plus conciliant, presque affectueux.

« Allons, vous avez raison, ne nous querellons pas. Je comprends que ces attaques pourraient nuire à vos amis, les missionnaires ; je vous promets d'y mettre fin. »

A dater de ce jour, la presse turque ne se permit plus la moindre allusion malveillante contre nous, avec une soudaineté prouvant bien que les Allemands avaient appliqué ici un de leurs expédients favoris — le contrôle absolu du gouvernement sur la presse. Mais quand je pense aux complots infâmes que tramait Wangenheim à ce moment, son opposition à l'emploi de quelques obus américains par des navires de guerre anglais — s'il est vrai que ceux-ci s'en servirent, ce dont je doute fortement — semble presque grotesque.

Aux premiers jours de la guerre, il m'avait confié que son pays avait de sérieuses raisons de forcer la Turquie à entrer dans le conflit ; il me donna cette explication tranquillement, avec nonchalance, comme étant la chose la plus naturelle du monde. Assis dans son bureau, entre deux bouffées de son gros cigare allemand, il m'exposa que le plan allemand consistait à exciter contre les chrétiens le fanatisme de la population mulsumane. Le Kaiser avait projeté de faire une véritable « Guerre Sainte » pour ruiner l'influence anglaise et française en Orient. « La Turquie en elle même ne nous importe guère; son armée est faible, et nous ne comptons pas qu'elle fera grand chose ; elle se tiendra en grande partie sur la défensive. Mais la *grosse affaire* (*sic*) c'est la population musulmane. Si nous parvenons à la dresser contre les Anglais et les Russes, nous pourrons obliger ceux-ci à faire la paix. »

La signification des propos de Wangenheim devint tout à fait évidente le 13 novembre, quand le Sultan publia sa déclaration de guerre ; c'était en réalité un appel à une

Jihad ou « Guerre Sainte » contre les Infidèles. Bientôt après, le Sheik-ul-Islam, à son tour, convoqua le peuple musulman à se soulever et à massacrer ses oppresseurs chrétiens, concluant par ces mots : « O Musulmans ! vous qui êtes si passionnément épris de bonheur, vous qui êtes à la veille de sacrifier votre vie et vos biens pour la cause du droit et de braver les périls, groupez-vous maintenant autour du trône impérial, obéissez aux ordres du Tout-Puissant qui, dans le Koran, nous promet la béatitude dans ce monde et en l'autre, et comprenez que l'État est en guerre avec la Russie, l'Angleterre, la France et leurs alliés et que ces pays sont les ennemis de l'Islam. Le Commandeur des Croyants, le Calife, vous appelle sous sa bannière pour la Guerre Sainte ! »

Les chefs religieux lurent cette proclamation à leurs congrégations réunies dans les mosquées ; tous les journaux l'imprimèrent en gros caractères ; elle fut largement répandue dans les contrées de population mahométane — aux Indes, en Chine, en Perse, en Egypte, à Alger, à Tripoli, au Maroc, etc., etc... ; on la communiqua aux multitudes assemblées, que l'on exhortait ensuite à l'obéissance passive. L'*Ikdam*, journal turc devenu propriété allemande, stimulait constamment le fanatisme populaire. « La conduite de nos ennemis, écrivait-il, a enflammé la colère divine ! Une lueur d'espoir brille à l'horizon. Vous tous, Mahométans, jeunes et vieux, hommes, femmes et enfants, faites votre devoir, afin que la lueur ne s'évanouisse pas, mais resplendisse à jamais. Que de grandes choses peuvent accomplir les hommes forts soutenus par leurs femmes et leurs enfants !... Le moment d'agir est venu. Tous, nous combattrons avec toutes nos forces, de toute notre âme, par tous les moyens, avec toute notre énergie physique et morale. Et ainsi nous assurerons la délivrance des Mahométans asservis. Alors, si Allah le veut, nous marcherons la tête haute, aux côtés des amis qui sympathisent avec le Croissant ! Allah est avec nous et le prophète nous protège. »

La proclamation du Sultan était un document officiel, ne

parlant de la guerre sainte que de façon générale. Environ à la même époque, parut une brochure prodiguant aux fidèles des instructions plus précises qui, elle, ne fut pas paraphrasée publiquement dans les mosquées, mais distribuée clandestinement aux Indes, en Egypte, au Maroc, en Syrie et autres contrées ; elle était imprimée — trait significatif — en langue arabe. C'était un long document, (la traduction anglaise contient 10.000 mots) rempli de citations tirées du Koran et qui, sur un ton délirant, n'était qu'un appel à la haine des races et des religions, donnant jusqu'à un plan détaillé pour l'assassinat et l'extermination de tous les chrétiens — ceux de nationalité allemande exceptée. Quelques passages en préciseront les tendances : « O Musulmans fidèles et bien-aimés ! considérez rien qu'un instant la situation présente de la nation islamique, car si vous y pensez seulement quelques minutes, vous pleurerez longuement. La triste existence de nos frères fera couler vos larmes et vous brûlera de douleur. Voyez la grande nation indienne, habitée par des centaines de millions de Musulmans, tombée par suite de sa faiblesse et des scissions religieuses de ses habitants au pouvoir des ennemis de Dieu, les Anglais infidèles· Voyez aussi les quarante millions de Mahométans qui, à Java, gémissent sous le poids des chaînes et de l'affliction, sous la domination des Hollandais, bien que ces Infidèles leur soient inférieurs en nombre et que leur civilisation n'égale pas la nôtre. Et encore l'Egypte, le Maroc, Tunis, l'Algérie et le Soudan, qui souffrent les pires maux et endurent le joug des ennemis du Très-Haut ! Jetez les yeux sur l'immense Sibérie, sur le Turkestan, Khiva, Bokhara, le Caucase, la Crimée, Kazan, Ezferhan, Kosahastan ! Et enfin considérez la Perse, qui risque d'être morcelée ; et la ville des Califes, qui depuis des siècles résiste opiniâtrement à l'envahisseur et est maintenant à la merci de ses plus rudes assauts ! Ainsi, n'importe où se posent vos regards, vous constatez que les ennemis de la vraie religion, en particulier les Anglais, les Russes et les Français, ont asservi l'Islam et violé

ses droits de toutes les manières possibles. Nous ne pouvons énumérer les insultes infligées par ces nations, qui désirent nous anéantir, en nous chassant de la surface terrestre. Cette tyrannie a dépassé les limites supportables, la coupe de nos malheurs est prête à déborder...

« En résumé les Musulmans peinent et les Infidèles en profitent, les Musulmans ont faim et souffrent, et les Infidèles se gorgent de superflu et vivent dans le luxe. L'Islamisme dégénère et rétrograde, tandis que le Christianisme progresse et triomphe ; les Musulmans sont les esclaves de leurs tout-puissants adversaires : ceci parce que les disciples de Mahomet ont négligé la loi du Koran et ignoré la guerre sainte qu'il ordonne... Mais l'heure de cette guerre à sonné et, grâce à elle, l'empire du Croissant sera délivré à jamais de la tyrannie chrétienne ; elle s'impose à nous comme un devoir sacré. Apprenez que le sang des Infidèles peut être versé impunément — excepté celui des alliés [1] que nous avons promis de protéger...

« L'extermination des misérables qui nous oppriment est une tâche sainte, qu'elle soit accomplie secrètement ou ouvertement, suivant la parole du Koran : « Prenez-les et « tuez-les où que vous les trouviez ; nous vous les livrons « et vous donnons sur eux pouvoir entier ».

« Celui qui en tuera même un seul sera récompensé par Dieu. Que chaque Musulman, dans quelque partie du monde que ce soit, jure solennellement d'abattre au moins trois ou quatre des chrétiens qui l'entourent, car ils sont les ennemis d'Allah et de la foi ! Que chacun de vous sache que sa récompense sera doublée par le Dieu qui a créé le ciel et la terre ! Celui qui obéira à cet ordre sera préservé des terreurs du Jugement dernier et assuré de la résurrection éternelle. Qui reculera devant un si petit effort pour mériter une si belle récompense ?... L'heure est venue où nous devons nous soulever en masse, l'épée d'une main, le fusil de l'autre ; nous remplirons nos poches des projectiles qui sè-

1. Nous voyons par là que les Allemands et les Autrichiens étaient exclus des massacres.

ment le feu et la mort ; notre cœur resplendira de la lumière de l'espérance et nous élèverons nos voix, disant : « Les « Indes aux Musulmans des Indes, Java aux Musulmans « javanais, l'Algérie aux Musulmans algériens, le Maroc aux « Musulmans marocains, Tunis aux Musulmans tunisiens, « l'Egypte aux Musulmans égyptiens, Iran aux Musulmans « iraniens, Turan aux Musulmans turaniens, Bokhara aux « Musulmans bokhariens, le Caucase aux Musulmans cauca- « siens, et l'Empire ottoman aux Musulmans arabes et turcs ! »

Tout était prévu jusqu'au moindre détail pour l'exécution de cette sainte entreprise. On avait le choix entre participer à une « guerre de sentiment » — c'est-à-dire que chaque disciple du Prophète, nourrisse dans son cœur la haine de l'infidèle ; ou à une « guerre par la parole » — c'est-à-dire que, par la voix et la plume, tout Musulman sème cette même haine autour de lui ; — enfin à une guerre d'action, pour combattre et tuer l'infidèle partout où il se trouverait. Cela, disait la brochure, est la « vraie guerre ». Il y aura une « petite guerre sainte » et « une grande guerre sainte » ; la première sera celle que chaque Mahométan livrera dans sa communauté à ses voisins chrétiens, et la seconde la grande lutte mondiale engagée par les Islamites des Indes, de l'Arabie, de la Turquie, de l'Afrique, contre leurs tyrans.

« La Guerre Sainte, continuait-on, revêtira trois formes ; d'abord la guerre individuelle, consistant dans l'action personnelle, qui peut être faite avec les armes ordinaires, ainsi qu'un de nos coréligionnaires en usa vis-à-vis de Peter Galy, le gouverneur anglais ; ou encore comme dans le meurtre du chef de police anglais des Indes et comme dans l'assassinat d'un haut fonctionnaire, commis à la Mecque par Abi Busir (puisse-t-il plaire à Allah). » Le document citait en outre différents crimes et enjoignait aux fidèles de s'en inspirer. Il ordonnait en second lieu de constituer des « bandes » et d'aller massacrer les chrétiens ; les plus utiles seraient organisées secrètement et opéreraient de même tandis que dans la troisième méthode l'action serait confiée à des troupes régulières.

Le ton de ces différentes citations trahit assez la part de l'Allemagne, dans la rédaction de cette excitation à la révolte : on massacrera les populations qui ont courbé des Musulmans sous leur joug. Les Allemands n'ayant aucun sujet mahométan dans leurs colonies, cette clause les protégeait donc ; mais avec leur habituel égoïsme, ils exposaient leurs alliés autrichiens, puisqu'en Bosnie et Herzégovine, on trouve de nombreux adeptes du Prophète. Les Musulmans ont l'ordre de former des armées « serait-il même nécessaire d'y introduire quelques éléments étrangers », c'est-à-dire nommer des instructeurs et des officiers allemands. « Rappelez-vous (ceci avait pour but de protéger les Allemands) qu'il est contraire aux lois de combattre aucun peuple de religion différente, qui s'est uni à nous, ou n'a pas manifesté d'hostilité envers notre Calife, ou qui s'est mis sous notre protection. »

Bien entendu, Wangenheim ne m'avait pas avoué que les Allemands désiraient soulever de façon générale les Mahométans contre l'Entente ; mais tout ce que j'ai cité indique clairement la source réelle de cet extraordinaire document. A l'époque où il en discuta avec moi, il semblait convaincu qu'une « Guerre Sainte » de ce genre serait le moyen le plus rapide de forcer l'Angleterre à faire la paix ; conformément à ce point de vue, c'était donc une grande offensive de paix. Implicitement, il trahissait la conviction — celle de tous les cercles officiels — que l'Allemagne avait commis une erreur en entraînant l'Angleterre dans le conflit, et il croyait évidemment aujourd'hui que, si de sourdes menées pouvaient être tramées aux Indes, en Egypte, au Soudan, l'Empire britannique se retirerait de l'action. Même si les Mahométans britanniques refusaient de se soulever, il estimait que la seule menace d'une pareille révolte pousserait l'Angleterre à abandonner à leur sort la Belgique et la France.

Le danger de répandre, parmi un peuple furieusement fanatique, une littérature aussi incendiaire, est manifeste. Je n'étais pas le seul diplomate neutre en redoutant les sérieuses conséquences. M. Tocheff, le Ministre bulgare, un

des membres les plus capables de notre corps, ne dissimulait pas son inquiétude. A cette époque, la Bulgarie était neutre, et M. Tocheff avait coutume de me dire que son pays espérait le demeurer. « Les deux camps, dit-il, recherchent notre alliance, et notre politique est de les maintenir dans cette expectative. Si l'Allemagne réussit à déchaîner une « Guerre Sainte » et que des massacres en résultent, nous nous joindrons certainement à l'Entente ». Je le décidai à se rendre chez Wangenheim, pour lui répéter cette déclaration, pendant que j'exerçais une pression similaire sur Enver.

Heureusement, dès le principe la « Guerre Sainte » fit faillite. Les Mahométans de certains pays, tels que les Indes, l'Egypte, Alger, et le Maroc se savaient mieux traités, qu'ils ne pouvaient espérer l'être nulle part ailleurs; dans leur naïveté, ils ne pouvaient comprendre l'objet d'une guerre sainte contre certains chrétiens, et en même temps l'alliance avec d'autres nations chrétiennes, telles que l'Allemagne et l'Autriche : cette contradiction rendait la proposition ridicule. Le Koran, c'est vrai, ordonne le massacre des chrétiens, mais il ne fait pas d'exception en faveur des Allemands et, dans l'esprit du fanatique mahométan, un *rayah* allemand est un « chien de chrétien » tout comme un Anglais ou un Français, et son assassinat un acte tout aussi méritoire. Les subtilités, suscitées par la diplomatie occidentale, lui étaient aussi étrangères que la loi de la gravitation ou l'hypothèse des nébuleuses. En négligeant d'en tenir compte, les Allemands fournirent une nouvelle preuve de leur maladresse fondamentale et de leur ignorance complète des conditions mondiales. Le seul fait tangible, qui ressorte clairement de cette croisade, c'est le désir du Kaiser de pousser à une autre Saint-Barthélemy 300.000.000 de Mahométans.

N'y eut-il alors aucune « Guerre Sainte ? » La *grosse affaire* de Wangenheim échoua-t-elle réellement ? Chaque fois que je pense à cette burlesque *Jihad*, une scène qui se déroula à l'ambassade américaine se présente à mon esprit.

Enver est assis à un bout de la table, buvant paisiblement son thé, à petites gorgées, en mangeant des gâteaux ; je lui fais vis-à-vis, engagé dans le même passe-temps pacifique. C'est le 14 novembre ; la veille, le Sultan a déclaré sa guerre sainte, il y a eu des réunions dans les mosquées et autres endroits, on y a lu la déclaration de guerre ; des discours enflammés y ont été prononcés. Enver m'assure toutefois qu'on ne fera aucun mal aux Américains ; en fait, qu'il n'y aura de massacre nulle part. Pendant qu'il parle, un de mes secrétaires entre et m'informe qu'un petit groupe manifeste contre certains établissements étrangers, qu'il a assailli un magasin autrichien qui avait imprudemment conservé son enseigne annonçant la vente de « vêtements anglais ». Je demande à Enver ce que cela signifie ; il me répond que c'est une erreur, personne ne sera inquiété. Quelques instants après son départ, je suis prévenu que la foule s'est attaquée au *Bon Marché*, un magasin de tissus français, et se dirige en droite ligne vers l'ambassade britannique. J'appelle immédiatement Enver au téléphone ; tout va bien, assure-t-il, il n'y aura rien à l'ambassade. Une ou deux minutes plus tard, la populace fait volte face et part pour Tokatlian, le premier restaurant de Constantinople. Le fait que le groupe est dirigé par un Arménien suffit à tout expliquer. Six hommes, armés de crocs, brisent les glaces et les fenêtres, d'autres enlèvent les dessus de marbre des tables et les réduisent en miettes ; en quelques instants l'établissement est complètement saccagé.

Cette démonstration représenta la « Guerre Sainte », telle que la comprit Constantinople ! Ainsi finit misérablement la honteuse tentative allemande de soulever 300.000.000 de Mahométans contre la chrétienté ! Le Kaiser n'obtint pour tout résultat, en propageant ces théories subversives, que de faire germer dans le cœur du Musulman cette haine intense du chrétien qui est la caractéristique de son étrange et impressionnable nature, et d'allumer des passions qui se manifestèrent plus tard, lors des massacres des Arméniens et autres populations asservies.

CHAPITRE XV

DJEMAL, UN MARC-ANTOINE GÊNANT. PREMIÈRE TENTATIVE DE PAIX ALLEMANDE

Au début de novembre 1914, il y eut à la gare de Haidar Pacha une imposante manifestation. Djemal, le ministre de la Marine, l'un des trois hommes les plus puissants de l'Empire turc, partait prendre le commandement de la quatrième armée, dont le Quartier Général était en Syrie. Ses collègues et autres personnages influents avaient tenu à lui faire des adieux publics, dans lesquels ils l'appelèrent le « Sauveur de l'Egypte ». En réponse à ces harangues, Djemal déclara emphatiquement : « Je ne reviendrai pas à Constantinople avant d'avoir conquis l'Egypte ! »

Cette scène me sembla quelque peu théâtrale. Involontairement, j'évoquai le souvenir du troisième membre d'un autre triumvirat, non moins sanguinaire, qui, environ deux mille ans auparavant, avait quitté son pays natal pour devenir le dictateur suprême de l'Orient. Or Djemal ressemblait sous plus d'un rapport à Marc-Antoine ; comme lui, sa vie privée était désordonnée ; comme lui, il était un joueur insatiable, passant la plus grande partie de ses loisirs au cercle d'Orient ; ainsi que le grand orateur latin, il était effroyablement vaniteux. L'empire turc semblait se désagréger à son époque, exactement comme la république romaine tombait en dissolution aux jours d'Antoine ; Djemal croyait hériter lui-même d'une ou de plusieurs provinces, et fonder peut-être une dynastie. Il espérait que l'expédition militaire, qu'il allait commander, ne ferait pas de lui seulement

le conquérant du plus bel apanage de la Turquie, mais l'un des personnages les plus puissants du monde. Plus tard, en Syrie, il gouverna avec une indépendance semblable à celle des barons spoliateurs du moyen âge, auxquels il ressemblait par d'autres traits ; il devint une sorte de vice-sultan, tenant sa cour personnelle, ayant son selamlik particulier, rendant ses ordonnances, administrant la justice d'après ses idées particulières et ignorant souvent les autorités de Constantinople.

Les applaudissements, dont ses collègues saluèrent son départ, n'étaient pas absolument désintéressés. A la vérité, la plupart de ceux-ci étaient très contents de le voir partir, entre autres, Talaat et Enver qui se félicitaient à la pensée qu'il exercerait sa tyrannie et sa volonté inflexible sur les Syriens, les Arméniens et autres éléments non-musulmans, dans les provinces méditerranéennes. Djemal n'était pas populaire à Constantinople ; les deux autres triumvirs joignaient à leurs qualités de politiciens certains côtés attrayants — Talaat cachait, sous une rude virilité, une bonhomie spontanée, Enver plaisait par son courage et sa grâce personnelle — tandis que Djemal n'avait rien de sympathique. Un docteur américain, physionomiste réputé, me déclara que Djemal était un sujet prodigieux, qu'il n'avait jamais vu de visage, alliant comme le sien la férocité à une semblable expression d'autorité et de perspicacité. Enver, comme le montrait sa vie, pouvait être cruel et sanguinaire, mais il dissimulait ses penchants les plus perfides sous une apparence douce, tranquille, même agréable. Djemal, lui, ne déguisait pas ses tendances, sa figure était le portrait fidèle de son caractère. L'extraordinaire acuité de son regard, la surprenante vivacité avec laquelle d'un seul coup d'œil il embrassait tous les détails d'une scène, trahissaient à son insu sa cruauté et son égoïsme ; son rire même, qui découvrait ses dents blanches, était déplaisant et bestial ; ses cheveux et sa barbe noirs, contrastant avec son visage pâle, augmentaient encore cette impression. Au début, sa personne semblait insignifiante ; sa taille, au-dessous de la

moyenne, presque trapue et légèrement voûtée, ses moindres gestes révélaient cependant une vigueur peu commune. Quand il vous serrait la main, vous l'étreignant comme dans un étau, fixant sur vous son regard furtif et pénétrant, on était impressionné par son tempérament singulier.

Dès le début de nos relations, je ne fus pas étonné d'apprendre qu'il était homme à ne pas hésiter ni devant l'assassinat, ni devant un simulacre d'exécution judiciaire. Comme tous les Jeunes-Turcs, il était de très humble origine ; il appartint au Comité Union et Progrès dès sa formation, dont il était rapidement devenu un des personnages principaux, tant par son influence personnelle qu'à cause de l'inflexibilité de son caractère. Après le meurtre de Nazim, Djemal fut nommé gouverneur militaire de Constantinople ; le plus clair de ses fonctions consistait à écarter de la scène les adversaires des autorités souveraines, tâche qu'il accomplit à merveille, sans reculer devant le règne de terreur qui s'ensuivit. Par la suite, il devint ministre de la Marine ; mais il ne s'accordait guère avec le Cabinet, étant souvent un collègue gênant. A l'époque qui précéda la rupture avec l'Entente, on le considérait généralement comme francophile ; quels qu'aient pu être ses sentiments pour l'Entente, il ne cherchait pas à cacher son horreur des Allemands. On raconte qu'il blasphémait contre eux en leur présence, — en turc naturellement, — et il était un des rares fonctionnaires importants qui ne subirent jamais leur influence. De fait, il représentait cette tendance, dont l'influence s'imposa rapidement à la politique gouvernementale — le Pan-Islamisme. Il méprisait les peuples asservis de la nation ottomane — les Arabes, les Grecs, les Arméniens, les Circassiens, les Juifs et souhaitait turquifier (*sic*) tout l'Empire. Son ambition personnelle le mit fréquemment en conflit avec Enver et Talaat ; ils me dirent souvent qu'ils ne pouvaient l'apaiser ; pour cette raison, comme je l'ai dit, ils étaient contents de le voir partir — non pas parce qu'ils comptaient réellement sur lui pour s'emparer du canal de Suez et chasser les Anglais

d'Egypte ; sa nomination de chef d'armée indiquait clairement le degré de désorganisation du pays, car sa véritable place était en qualité de ministre de la Marine de s'occuper des services de la Flotte, et non de diriger une expédition dans les sables brûlants de la Syrie et du Sinaï.

Cette campagne fut toutefois la tentative la plus théâtrale de la Turquie pour soutenir son prestige militaire contre les alliés. Quand Djemal sortit de la gare, le peuple turc tout entier comprit qu'une heure historique venait de sonner. En moins d'un siècle, la Turquie avait perdu la majeure partie de ses Dominions, et ce dont son orgueil national avait le plus souffert, avait été l'occupation anglaise de l'Egypte. Pendant la durée de cette occupation, la suzeraineté turque avait été reconnue ; mais dès que l'empire ottoman eut déclaré la guerre à l'Entente, les Anglais mirent fin à cette fiction et affirmèrent formellement leurs droits de possession. L'expédition de Djemal répondait à cette affirmation. Le but réel de la guerre, avait-on dit au peuple, consistait à restaurer l'empire des Osmanlis, menacé de disparaître, et la conquête de l'Egypte représentait la première étape de ce vaste projet. Les Turcs savaient aussi que, sous l'administration anglaise, la province perdue était devenue une contrée prospère et que le conquérant y trouverait de grandes richesses. Il n'est donc pas surprenant que les hourras du peuple aient accompagné le départ de Djemal.

Environ à la même époque, Enver partit prendre le commandement de l'autre grande entreprise militaire de la Turquie, celle dirigée contre les Russes, sur la frontière du Caucase. Là aussi, il y avait des territoires musulmans à « rédimer ». Après la guerre de 1878, la Turquie avait été forcée de céder à sa voisine les productives régions, situées entre la mer Caspienne et la mer Noire, où la population arménienne prédominait, et c'était ce pays qu'Enver se proposait de reconquérir. Mais nulle ovation ne salua le « Héros de la révolution », quand il partit rejoindre son poste ; il quitta la ville tranquillement et sans être remar-

qué. Le départ de ces deux hommes marquait la participation réelle de leur Patrie à la guerre.

En dépit de ces belliqueuses apparences, un autre genre d'action se développa parallèlement à Constantinople. A cette époque — fin de 1914 — bien qu'extérieurement tout proclamât l'état de guerre, cette capitale devint soudain le Grand Quartier Général de la paix. La flotte anglaise menaçait constamment les Dardanelles, et chaque jour des troupes turques traversaient les rues ; mouvements qui ne retenaient pas l'attention de l'Ambassadeur d'Allemagne, car il ne pensait qu'à une chose, et à une seule chose ; ce farouche matamore se transforma subitement en apôtre de la paix ! Il découvrait maintenant que le plus grand service qu'il pouvait rendre à son empereur, de par ses fonctions, était de terminer la guerre à des conditions préservant l'Allemagne de l'épuisement et même de la ruine, d'obtenir un arrangement qui la ferait rentrer dans la Société des Nations !

En novembre, il commença à discuter le sujet. « Cela fait partie de l'organisation allemande, me dit-il, d'être complètement préparée pour la guerre comme pour la paix. Un général prudent, quand il commence sa campagne, a toujours sous la main ses plans de retraite, au cas où il serait vaincu, principe qui s'applique à une nation sous les armes. La guerre n'offre qu'une certitude, c'est qu'elle finira un jour. Ainsi quand nous élaborons nos plans de combat, devons-nous envisager la cessation des hostilités. »

Il s'intéressait d'ailleurs à quelque chose de plus tangible que ce principe philosophique. L'Allemagne avait de pressantes raisons de souhaiter ce que son ambassadeur discutait franchement et cyniquement. Sa patrie, selon lui, ne s'était préparée que pour une guerre de courte durée, parce qu'elle avait compté écraser la France et la Russie en deux brèves campagnes, durant au plus six mois. Il était clair que ce plan avait échoué, et invraisemblable que désormais l'Allemagne gagnât la guerre. « L'Empire, m'expliqua-t-il longuement, commettrait une grande faute s'il

persistait dans la lutte jusqu'à l'épuisement, car ce serait la perte définitive de ses colonies et de sa marine marchande, la ruine de son commerce. « Si nous ne prenons pas Paris dans trente jours, nous sommes battus », m'avait-il dit déjà en août, si bien que son attitude se modifia après la bataille de la Marne ; il ne chercha pas à dissimuler le fait que la grande poussée avait avorté, que tout ce que ses compatriotes pouvaient espérer était une pénible guerre d'usure, se terminant par une paix blanche. « Nous avons fait une faute *cette fois*, en ne nous approvisionnant pas pour une lutte prolongée ; nous ne commettrons plus semblable erreur *la prochaine fois*, nous emmagasinerons assez de cuivre et de coton pour durer cinq années. »

Il avait une autre raison pour désirer une paix immédiate, raison qui met bien en lumière l'impudence de la diplomatie allemande. Les préparatifs que faisait la Turquie pour la conquête de l'Égypte l'inquiétaient grandement. Je pensai, au début, qu'il craignait que son alliée ne fût battue, mais il me confia que sa peur véritable était qu'elle vainquît ! La réussite turque en Égypte contrarierait les plans du Kaiser ; en ce cas, la Turquie insisterait naturellement, à la conférence de paix, pour conserver ce grand État et compterait sur l'Allemagne pour soutenir sa revendication. Or, il n'était pas dans les intentions de cette nation de favoriser le rétablissement de l'Empire turc. A cette époque, elle espérait arriver à une entente avec l'Angleterre, basée sans doute sur un partage des intérêts en Orient. Elle désirait avant tout obtenir la Mésopotamie, tronçon indispensable du chemin de fer Hambourg-Bagdad. En retour, elle était prête à sanctionner l'annexion anglaise de l'Égypte. Ainsi, elle se proposait de partager avec l'Angleterre les deux plus beaux Dominions de la Turquie ! C'était l'une des propositions qu'elle comptait soumettre à la conférence de la paix, conférence dont son représentant projetait maintenant de hâter l'heure. La conquête de l'Égypte par la Turquie menaçait donc la réalisation d'un tel dessein. Inutile de commenter la moralité de l'attitude

de l'Allemagne envers son alliée. La combinaison entière s'accordait avec sa politique « réaliste » vis-à-vis des nations étrangères.

A la fin de 1914 et au début de 1915, dans toutes les classes de la population allemande, on souhaitait anxieusement la paix ; les regards se tournaient vers Constantinople, comme vers l'endroit offrant les meilleures chances de succès pour des ouvertures de ce genre. Les Allemands étaient persuadés que le Président Wilson serait le médiateur entre les peuples en guerre ; de fait, ils ne pensèrent jamais que ce rôle pût échoir à quelque autre personnalité. Le seul point restant à considérer était la façon la plus favorable d'aborder le Président ; les négociations préliminaires seraient évidemment conduites par l'entremise d'un des ambassadeurs américains en Europe ; or, l'Allemagne n'ayant plus l'opportunité de s'aboucher avec l'un d'eux dans les capitales ennemies, tout la poussait donc à s'adresser à l'ambassadeur américain en Turquie. A ce moment, arriva à Constantinople un diplomate allemand qui a assumé une part importante dans l'histoire des derniers événements : le Dr Richard von Kühlmann. Son récent passage au Ministère des Affaires Étrangères n'est pas encore oublié, pas plus que les diverses missions diplomatiques, de nature confidentielle, qui lui furent confiées à plusieurs reprises. Le Prince Lichnowsky [1] a dépeint son activité à Londres en 1913 et 1914, et l'on sait quelle responsabilité lui revient dans l'élaboration du traité de Brest-Litowsk. Aux premiers jours de la guerre, il vint à Constantinople, en qualité de Conseiller de l'Ambassade allemande, pour remplacer von Mutius, appelé sous les drapeaux. Ce choix était d'autant plus heureux que Kühlman, né à Constantinople, y avait passé ses jeunes années, son père étant président du chemin de fer d'Anatolie ; il comprenait les Turcs comme seuls le peuvent ceux qui ont vécu de longues années avec eux. Le corps diplomatique apprécia vivement son arrivée. Il ne

1. Voir : *Mémoire du Prince Lichnowsky*. Payot et Cie, Paris.

me donna pas l'impression d'un homme agressif, mais celle d'un compagnon très agréable, se mettant particulièrement en frais avec l'Ambassade américaine. Il possédait pour nous un attrait certain, en ce que, venant directement du front, il pouvait nous en brosser des tableaux véridiques ; nous éprouvions tous un intérêt passionné pour les conditions de la guerre moderne et, par les détails qu'il nous fournit sur les combats des tranchées, il nous tint littéralement sous le charme nombre d'après-dîner et de soirées. Son autre sujet favori de conversation était la *Welt Politik* (politique mondiale), dont il connaissait remarquablement tous les problèmes.

Nous ne le considérions pas alors comme un personnage important, et cependant le zèle qu'il déployait dans ses fonctions frappait tout le monde, même à cette époque. Je ne tardai pas à m'apercevoir, qu'avec son calme et ses façons doucereuses, il exerçait une influence considérable sur ceux qu'il fréquentait. Il parlait peu, écoutait attentivement et ne négligeait aucun moyen d'information ; il était apparemment le confident le plus intime de Wangenheim, et chargé de maintenir le contact entre l'Ambassadeur et les Affaires Étrangères. Vers la mi-décembre, von Kühlmann repartit pour Berlin, où il demeura deux semaines environ. A son retour, en janvier 1915, l'attitude de Wangenheim se modifia sensiblement. Jusqu'à ce moment, il avait discuté les négociations de paix de façon plus ou moins générale ; maintenant il traita chaque question distinctement. Je compris que Kühlmann avait été mandé à Berlin pour recevoir de nouvelles instructions, très définies, d'après lesquelles le représentant de Guillaume II devait agir dorénavant. Nous eûmes à ce sujet de longues conversations, dans lesquelles Kühlmann resta à l'arrière plan ; il assista même à l'un de nos plus importants entretiens, ne se mêlant guère à la causerie, se contentant, comme à l'ordinaire, du rôle d'un subordonné curieux qui écoute tranquillement.

Wangenheim m'informa que le moment — janvier 1915 — serait excellent pour terminer la guerre. L'Italie ne par-

ticipait pas encore à la lutte, bien qu'il y eût tous motifs de croire qu'elle le ferait au printemps ; si la Bulgarie et la Roumanie se tenaient encore à l'écart, personne n'ignorait que leur attitude expectante ne durerait pas éternellement ; la France et l'Angleterre se préparaient à la première de leurs « offensives de printemps » et les Allemands pouvaient craindre qu'elle ne réussît ; les navires de guerre britanniques et français étaient rassemblés aux Dardanelles, et le grand État Major, comme tous les experts militaires et navals de Constantinople, estimait que les flottes alliées pourraient forcer les Détroits et prendre la ville. La plupart des Turcs étaient déjà las de la guerre et l'Allemagne les suspectait capables de faire une paix séparée. Ainsi que je le découvris ultérieurement, dès que la situation militaire semblait menaçante pour l'Allemagne, elle pensait à la paix ; par contre, si les conditions s'amélioraient, elle redevenait immédiatement belliqueuse. « Quand le diable fut malade, le diable voulut se faire moine ; quand le diable fut guéri, du diable s'il se fit moine ! » Cependant, si Wangenheim avait grandement besoin de la paix en janvier 1915, il va de soi qu'il ne l'admettait pas comme définitive ; ce qui s'y opposait de façon péremptoire, c'était que son gouvernement ne manifestait aucun regret de ses crimes, ainsi qu'en témoignait l'attitude impénitente de son porte parole. L'Allemagne s'était trompée et rien de plus ; Wangenheim et ses compatriotes ne voyaient dans la situation que l'insuffisance de leurs stocks de blé, coton et cuivre pour une lutte prolongée. Je retrouve dans les notes où j'ai consigné nos conversations, que des expressions comme celles-ci lui échappaient constamment : *la prochaine guerre*, la *prochaine fois*. Wangenheim ne doutait pas que l'avenir ne nous réservât un autre cataclysme mondial plus grand que celui-ci ; il reflétait par là la conviction des omnipotents junker-militaires. Les Allemands, évidemment, souhaitaient une réconciliation — une sorte d'armistice — qui donnerait à leurs généraux et à leurs industriels le temps de se préparer pour le prochain conflit.

A cette époque, (il y a de cela près de quatre ans) le gouvernement de Berlin cherchait à amorcer des négociations de paix, selon une tactique maintes fois répétée depuis ; les représentants des nations belligérantes n'avaient qu'à se réunir autour d'une table et à régler leurs litiges d'après le principe des concessions réciproques. Selon Wangenheim, cela n'avait aucun sens de demander que chaque parti fît connaître d'avance ses conditions. « Si les deux camps déclaraient au préalable leurs conditions, cela ruinerait tous les arrangements. Que ferions-nous ? L'Allemagne, bien entendu, formulerait des prétentions que ses adversaires considéreraient déraisonnables. L'Entente aurait des exigences qui nous mettraient en fureur. Des deux côtés, il y aurait tant d'irritation qu'aucune conférence ne serait possible. Non, si nous désirons réellement mettre fin aux hostilités, il nous faut un armistice. Une fois que nous aurons cessé la lutte, nous ne la reprendrons pas. L'histoire n'offre pas l'exemple d'une grande guerre où un armistice n'ait pas abouti à la paix. Il en sera ainsi dans ce cas ».

Dans cette conversation, Wangenheim me laissa entrevoir ce que seraient les aspirations allemandes ; il n'admettait pas que les questions d'Égypte et de Mésopotamie, énoncées plus haut, fussent réglées autrement qu'à leur avantage ; il insistait sur la nécessité pour l'Allemagne de posséder des bases navales permanentes en Belgique, grâce auxquelles sa flotte pourrait en tous temps menacer l'Angleterre de blocus et assurer ainsi « la liberté des mers ». Elle revendiquait, en outre, le droit de faire du charbon partout, demande qui me parut absurde puisqu'elle le possédait en temps de paix. En retour, la France aurait un morceau de la Lorraine et une partie de la Belgique — peut-être Bruxelles — en compensation du paiement d'une indemnité.

Wangenheim sollicitait formellement l'intervention du Président Wilson en leur faveur. J'écrivis donc à Washington ; ma lettre, datée de janvier 1915, exposait en détail

la situation intérieure telle qu'elle était alors et pour quelles raisons l'Allemagne et la Turquie désiraient la paix.

Dans tout ceci — et non le côté le moins intéressant du problème — l'Allemagne semblait ignorer totalement l'Autriche. Pallavicini, son représentant, ne sut rien des négociations pendantes avant que je ne l'en eusse informé. En négligeant ainsi son allié, l'ambassadeur allemand n'avait pas l'intention de lui manquer personnellement d'égards ; il le traitait simplement comme son gouvernement en usait avec Vienne, non en égal, mais en subordonné. La complète absorption militaire et diplomatique de l'Autriche-Hongrie par l'Allemagne n'est aujourd'hui un mystère pour personne ; toutefois, que Wangenheim ait risqué une démarche aussi importante, et qu'il ait laissé Pallavicini en être instruit par un tiers, démontre que, dès janvier 1915, la double monarchie avait abdiqué toute indépendance.

Cette proposition n'aboutit à rien, naturellement. Notre gouvernement refusa d'intervenir, ne considérant pas le moment opportun. L'Allemagne, comme la Turquie — je le dirai plus loin — revinrent à la charge ultérieurement. Cette première tentative se termina fin mars, quand Kühlmann quitta Constantinople pour devenir Ministre à la Haye. Il vint me faire sa visite d'adieu, aussi charmant, amusant et conciliant que d'habitude. Ses dernières paroles, en me serrant la main, furent — les événements se chargèrent de les graver dans ma mémoire — : « Nous aurons la paix dans trois mois, Excellence ! »

Cette petite scène se passait, et cette heureuse prédiction fut émise, en mars 1915 !

CHAPITRE XVI

LES TURCS ENVISAGENT L'ÉVACUATION DE CONSTANTINOPLE ET LE TRANSPORT DE LA CAPITALE EN ASIE MINEURE. LES ALLIÉS BOMBARDENT LES DARDANELLES

Il est fort probable que les événements, tels qu'ils se présentaient alors aux Dardanelles, étaient une des raisons qui poussaient l'Allemagne à désirer la paix. Lorsqu'au commencement de janvier, Wangenheim m'eut persuadé d'écrire à Washington, une agitation extrême régnait dans la capitale de la Turquie. On racontait que les alliés avaient rassemblé une flotte de quarante navires de guerre à l'entrée du détroit, dans l'intention d'en forcer le passage. D'autre part, la situation s'aggravait encore du fait que l'on croyait généralement dans la ville au succès d'une telle entreprise. L'ambassadeur allemand partageait cette opinion avec von der Goltz, de façon différente il est vrai ; mais celui-ci, ayant été pendant des années l'instructeur militaire de la Turquie, connaissait tout aussi bien que n'importe qui les ouvrages de défense du détroit. Je retrouve dans mon *Journal* son opinion exacte sur ce point, telle qu'elle me fut rapportée par Wangenheim et que je cite textuellement : « Bien que je doute, dit-il, qu'il soit possible de forcer les Dardanelles, toutefois si l'Angleterre y voit une manœuvre importante se rattachant à la guerre, elle pourrait réussir en sacrifiant dix navires et arriver jusqu'à la mer de Marmara en moins de dix heures ! » Le jour même où Wangenheim

me rapporta ces propos, il me pria de mettre en sûreté à l'ambassade américaine quelques caisses de valeurs lui appartenant. J'en conclus qu'il se préparait lui aussi à partir.

Dans le rapport de Cromer sur le bombardement des Dardanelles, je m'aperçois que l'amiral Sir John Fisher, (à cette époque premier lord de l'Amirauté), avait évalué le succès à douze navires, estimation qui ne différait pas beaucoup de la précédente.

Au moment où se propageaient les premiers bruits d'un bombardement allié, la Turquie était dans une position presque désespérée ; la peur et la panique sévissaient de tous les côtés chez le peuple comme dans les milieux officiels ; il semblait que des calamités sans nombre dussent s'abattre sur le pays.

Jusqu'au 1er janvier 1915, l'Empire Ottoman n'avait encore rien fait pour justifier son entrée dans la guerre ; au contraire, il n'avait subi que des revers. Djemal, comme je l'ai déjà dit, avait quitté Constantinople à la tête d'une expédition qui devait « conquérir l'Egypte » — entreprise qui n'aboutit qu'à un échec sanglant et humiliant — d'autre part, les tentatives d'Enver, pour délivrer le Caucase du joug russe, l'avaient conduit à une défaite encore plus désastreuse. Les Allemands lui avaient conseillé de laisser les Russes s'avancer jusqu'à Sivas, où il devait établir sa résistance ; mais n'en faisant qu'à sa tête il s'était lancé à la conquête de territoire russe dans le Caucase. L'armée y avait été complètement battue et n'était point au bout de ses souffrances, car le service sanitaire était dans un état lamentable, le typhus et la dysenterie étaient signalés dans tous les camps et les décès atteignaient 100.000 individus ; des histoires effrayantes circulaient sur les maux endurés en particulier par cette armée.

On savait également que l'Angleterre préparait une expédition en Mésopotamie et personne, à ce moment, ne pouvait douter de son succès. La Sublime Porte s'attendait à une déclaration de guerre de la part des Bulgares, lesquels marcheraient incontinent sur la capitale, ce qui sans doute

entraînerait fatalement la Grèce et la Roumanie. Ce n'était point non plus un secret diplomatique que l'Italie, dès le beau temps, se joindrait aux alliés. A ce moment même, la flotte russe avait bombardé Trébizonde, dans la mer Noire, et on s'attendait à la voir surgir à l'entrée du Bosphore. A l'intérieur, la situation n'était pas moins lamentable : des milliers de gens du peuple mouraient de faim ; presque tous les hommes valides avaient été appelés sous les drapeaux, de sorte qu'il n'en restait qu'un nombre insuffisant pour cultiver la terre ; les réquisitions injustes et criminelles avaient pratiquement détruit tout commerce, le trésor était plus épuisé que jamais — la fermeture des Dardanelles et le blocus des ports méditerranéens empêchant toute importation et la perception de tous droits d'entrée. De plus, il semblait que la colère croissante du peuple contre Talaat et ses associés éclaterait sous le premier prétexte venu. Et voilà que pour couronner leurs malheurs, la puissante Armada de l'Angleterre et de ses alliés approchait, avec l'intention de renverser les défenses de la cité et de s'en emparer ! Rien alors ne faisait trembler les Turcs comme la flotte britannique, dont les victoires successives au cours de plusieurs siècles avaient charmé leur imagination ; elle leur semblait surnaturelle, la seule force écrasante contre laquelle toute lutte était impossible.

De l'avis de Wangenheim et de presque tous les officiers allemands de l'armée et de la marine, l'entreprise était, non seulement possible, mais encore inévitable. C'était un sujet courant de discussions et l'on penchait généralement pour les forces alliées. Talaat me dit lui-même que, si l'Angleterre était prête à sacrifier quelques navires, la chose était certaine. Il ajouta que le motif véritable de l'expédition d'Egypte avait été de faire une diversion et de prévenir ainsi une attaque contre la péninsule de Gallipoli.

Un fait significatif dépeindra l'état d'esprit des milieux officiels ; le gouvernement turc avait dès le 1er janvier pris des mesures pour la formation de deux trains ; l'un qui devait emmener le Sultan et sa suite en Asie Mineure, l'au-

tre destiné à Wangenheim, Pallavicini et les autres membres du corps diplomatique. Le lendemain, je rencontrai Pallavicini qui me renseigna davantage sur la situation. Il me montra un sauf-conduit que lui avait remis Bedri, le Préfet de Police, l'autorisant à prendre, lui, ses secrétaires et ses domestiques l'un de ces trains de secours. Il ajouta qu'on lui avait réservé des places pour lui et ses collaborateurs, que les trains n'auraient que trois voitures pour les rendre plus rapides et qu'on l'avait prié de se tenir prêt à partir à la première alerte. Wangenheim, de son côté, n'essayait guère de dissimuler ses craintes. Il avait pris ses dispositions pour envoyer sa femme à Berlin et invita même Mrs. Morgenthau à l'accompagner, pour l'éloigner ainsi de la zône dangereuse. Il craignait, comme d'ailleurs tout le monde, qu'un bombardement continu ne mît fatalement Constantinople et le reste de la Turquie à feu et à sang. Si, dit-il, la flotte alliée passe les Dardanelles, pas un Anglais n'aura la vie sauve, on les massacrera tous. Et comme on ne les distingue que très difficilement des Américains, il me suggéra l'idée de distribuer à mes compatriotes une marque distinctive, destinée à les protéger contre la violence des Turcs. Mais comme je connaissais son intention secrète d'exposer plus directement les Anglais aux mauvais traitements des Turcs, je refusai.

Un autre incident soulignera la nervosité qui régnait alors, ce même mois de janvier. J'avais, par hasard, remarqué que quelques uns des volets de l'ambassade anglaise étaient ouverts ; j'allai donc inspecter les lieux, accompagné de Mrs. Morgenthau ; les scellés avaient été posés au début de la guerre, j'en avais la responsabilité et c'était la première fois qu'on les brisait. Environ deux heures après notre visite, Wangenheim arriva dans mon bureau, agité et nerveux comme c'était maintenant son habitude, et me raconta que notre promenade à l'ambassade anglaise avait fait le tour de la ville et qu'on ajoutait même que c'était dans le but de la préparer pour l'arrivée prochaine de l'amiral anglais.

Tout cela semble quelque peu insensé maintenant, car, en vérité, les flottes alliées n'avaient point encore attaqué ; et alors que Constantinople tout entier attendait dans la fièvre les navires de guerre anglais, le cabinet de Londres n'en était encore qu'à examiner si la chose était faisable et prudente. Les notes diplomatiques nous apprennent que Petrograd télégraphia le 2 janvier au gouvernement britannique, demandant que quelque mesure fût prise contre les Turcs, qui attaquaient les Russes au Caucase. Mais en dépit d'une réponse immédiate et favorable, ce ne fut pas avant le 28 janvier que le cabinet de Londres donna des ordres précis en vue de l'expédition. Ce n'est plus un secret, que l'on doutait fort alors de son succès. D'après l'amiral Carden, « il ne fallait pas compter prendre le détroit d'assaut ; seules des opérations prolongées et de grande envergure, avec un nombre suffisant de navires, pourraient y parvenir ».

Il ajoutait qu'un échec ruinerait le prestige et l'influence de l'Angleterre en Orient. J'aurai d'ailleurs bientôt l'occasion de montrer la véracité de cette prophétie. Jusqu'à ce jour, l'un des principaux axiomes couramment admis, concernant les opérations navales, était que des navires de guerre ne devaient pas attaquer des travaux de fortification sur terre ; or les Allemands, en détruisant les emplacements de Liège et de Namur avaient démontré le pouvoir des canons mobiles et modifié ainsi ce principe. M. Churchill à cette époque, chef de l'Amirauté, avait pleine confiance et espoir en la force destructive d'un nouveau superdreadnought qu'on venait de terminer, le *Queen Elisabeth* et qui était en route pour rejoindre la flotte de la Méditerranée.

Quant à nous, à Constantinople, nous ignorions toutes ces délibérations et ne pûmes en constater les résultats que dans la seconde moitié de février. Dans l'après-midi du 19, Pallavicini vint me voir pour me communiquer d'importantes nouvelles.

Le marquis, homme très digne et toujours maître de lui-même, paraissait ce jour-là dans un état de fièvre indis-

cutable, qu'il ne faisait d'ailleurs aucun effort pour dissimuler. « Les flottes alliées, me dit-il, ont repris leur attaque contre les Dardanelles et le bombardement a été d'une violence extrême. » D'autre part, les Autrichiens se trouvaient en mauvaise posture à ce moment-là : les armées russes avançaient victorieusement ; la Serbie les avait rejetées au delà de la frontière, et la presse européenne était pleine de déclarations prophétiques sur l'effondrement prochain de la double monarchie.

L'attitude de l'ambassadeur autrichien, cet après-midi là, ne faisait en somme que refléter les dangers nombreux qui entouraient son pays. C'était un homme sensible et fier, fier de son empereur et de sa patrie, et la crainte de voir s'écrouler rapidement le vaste édifice des Habsbourg, qui avait résisté aux assauts de tant de siècles, semblait l'accabler comme un poids trop lourd. Il avait besoin de sympathie, comme presque tout le monde dans l'infortune ; il n'en aurait point trouvé chez Wangenheim qui le traitait, non en confident, mais comme le représentant d'une nation qui devait nécessairement plier sous le joug suprême de l'Allemagne. Ce fut peut-être pourquoi il m'avait choisi pour confident de son désarroi, qu'augmentait le bombardement des Dardanelles.

A cette époque, les Puissances Centrales croyaient avoir bloqué la Russie, surtout du côté des Dardanelles, par où elle ne pouvait plus expédier son blé sur les marchés européens, ni importer le matériel de guerre nécessaire à la conduite des opérations. L'Allemagne et son alliée touchaient donc au nerf vital de leur ennemie et si leur étreinte pouvait se prolonger encore, la Russie devait fatalement s'effondrer. Je dois dire qu'à ce moment les armées du Czar étaient victorieuses, fait suffisant pour alarmer l'Autriche ; mais leurs réserves actuelles en matériel, en s'épuisant, rendaient inutile leur supériorité numérique ; c'en était alors fini d'elles. Dans le cas où la Russie s'emparerait de Constantinople et du contrôle des Dardanelles, la situation changerait, et les Puissances Centrales seraient vaincues,

défaite qui, Pallavicini le savait, serait beaucoup plus grave pour l'Autriche que pour son alliée. Il savait aussi — Wangenheim me l'apprit lui-même — que si l'empire austro-hongrois venait à se désagréger, l'Allemagne se proposait d'incorporer ses 12.000.000 de sujets allemands. Par conséquent, l'attaque franco-anglaise aux Dardanelles impliquait, pour lui, la ruine de sa patrie, car pour bien comprendre son état d'esprit il faut nous rappeler qu'il croyait fermement, comme d'ailleurs la plupart des hommes éminents de Constantinople, au succès de l'entreprise.

Wangenheim n'était pas plus heureux. Ainsi que j'ai essayé de le montrer, l'embouteillage de la Russie était presque exclusivement son œuvre. Il avait amené le *Gœben* et le *Breslau* jusqu'à Constantinople et, par ce fait, avait précipité la Turquie dans la guerre. Le détroit forcé, la Russie, non seulement devenait un facteur puissant et permanent de la guerre, mais encore, et ceci était important pour lui — réduisait à néant tous ses efforts personnels. Cependant il manifestait ses craintes d'une manière bien différente de celle de son collègue autrichien. Fidèle aux procédés de sa race, il avait recours aux menaces et à la bravade. Rien sur son visage ne révélait sa détresse intime, mais tout son corps frémissait de rage contenue ; il ne se lamentait point sur son sort, mais cherchait des expédients pour se venger. Il venait s'asseoir dans mon bureau et, entre deux bouffées rapides de sa cigarette, me faisait part des supplices qu'il se promettait d'infliger à son ennemi. Une chose l'obsédait particulièrement, c'était la position dangereuse de son ambassade. Perchée sur une haute colline, un des édifices les plus en vue de la ville, c'était un objectif tout indiqué pour les canons de la flotte anglaise, laquelle ne pourrait certainement pas résister à l'envie de bombarder cet affreux bâtiment, propriété des Hohenzollern. « Qu'ils essaient d'y toucher, disait Wangenheim, je me vengerai ; s'ils tirent un seul coup, nous ferons sauter les ambassades française et anglaise. Allez le dire à l'amiral anglais et dites lui aussi que notre dynamite est toute prête ! »

Il se montra également anxieux à l'idée du départ du gouvernement pour Eski-Shehr. Au début de janvier, lorsque tout le monde s'attendait à voir surgir la flotte alliée, on avait pris des dispositions à cet effet, et maintenant, au premier bruit de canon, on parlait à nouveau de la formation de trains spéciaux. Wangenheim et Pallavicini me confièrent tous deux leur répugnance à suivre le Sultan et son gouvernement en Asie-Mineure, car si les Alliés venaient à s'emparer de Constantinople, toute communication serait coupée avec leurs pays ; en outre ils seraient par là au pouvoir absolu des Turcs, « qui se serviraient d'eux comme otages », disait l'ambassadeur allemand. Ils essayèrent de décider Talaat à transporter, en cas de besoin, le gouvernement à Andrinople d'où ils pouvaient venir et sortir de Constantinople, en automobile, et d'où, si la ville était prise, ils pouvaient fuir chez eux ; mais les Turcs refusèrent de se rendre à leur requête, craignant une attaque du côté bulgare. Nos gens se trouvaient donc entre deux feux ; ou ils restaient dans la capitale pour être prisonniers des Anglais et des Français, ou ils suivaient le gouvernement à Eski-Shehr, pour tomber probablement dans les mains des Turcs.

J'avais déjà eu plusieurs preuves de la base fragile sur laquelle reposait l'alliance germano-turque ; cette dernière finit de m'éclairer. Wangenheim savait, comme tout le monde, que si les Français et les Anglais s'emparaient de Constantinople, les Turcs feraient payer cher leur défaite, non seulement à l'Entente, mais encore aux Allemands qui les avaient entraînés dans la guerre.

Comme elle semble étrange maintenant cette croyance au succès des flottes alliées et à la conquête facile de Constantinople ! Je me souviens d'une discussion animée qui eut lieu à l'ambassade américaine, dans l'après-midi du 24 février. C'était le jour de réception hebdomadaire de Mrs. Morgenthau, réunion qui constituait pour les diplomates presque la seule occasion de se retrouver. Ils y étaient presque tous ce jour-là. Le premier grand bombardement des Dardanelles avait eu lieu cinq jours auparavant

et avait pratiquement détruit les forts à l'entrée du détroit. L'unique sujet de conversation était donc de savoir si les flottes alliées passeraient, et ce qu'il adviendrait. Chacun exprimait son opinion : Wangenheim ; Pallavicini ; Garoni, l'ambassadeur italien ; d'Anckarsward, le ministre suédois ; Kolouchеff, le ministre bulgare ; Kühlmann ; et Scharfenberg, premier secrétaire de l'ambassade allemande ; tous étaient d'avis que l'attaque réussirait. Je me souviens surtout de l'expression de Kühlmann, en parlant de la prise de Constantinople comme d'un fait accompli. L'ambassadeur de Perse était très inquiet ; car son ambassade ne se trouvait pas loin de la Sublime Porte et il craignait que, cette dernière étant bombardée, quelques obus égarés ne missent le feu à sa propre résidence et il me demanda la permission de mettre ses archives en sûreté dans nos caves. Les bruits les plus insensés circulaient ; on racontait que l'agent de la *Standard Oil Company* avait compté aux Dardanelles 17 transports chargés de troupes, que les navires de guerre avaient déjà tiré 800 coups et avaient rasé toutes les collines *(sic)* à l'entrée du détroit et que le garde du corps de Talaat avait été tué, ce qui sous-entendait par conséquent que la balle avait manqué son but. On ajoutait que toute la populace turque bouillait à l'idée que les Anglais et les Français, en approchant de la côte, ne célébrassent leur victoire par une rafle générale des femmes turques. Bruits évidemment stupides, répandus par les Allemands et leurs affiliés turcs. Le fait est que la majorité du peuple à Constantinople faisait des vœux pour le succès des Alliés, qui les délivreraient du joug de la bande d'usurpateurs qui gouvernait alors le pays.

Et au milieu de cette agitation fébrile, je remarquai un personnage délaissé et abattu : Talaat. Chaque fois que j'eus l'occasion de le voir en ces temps critiques, je constatai qu'il était l'image de la désolation et de la défaite. Les Turcs, comme la plupart des races primitives, ne dissimulent point leurs émotions, et passent facilement de la joie au désespoir. Il était visible que le bruit des canons anglais, ton-

nant dans le détroit, semblait sonner son propre glas. L'ancien facteur d'Andrinople croyait toucher à la fin de sa carrière. Il me confia à nouveau sa conviction que l'Angleterre s'emparerait de la capitale et son regret que son pays fût entré en guerre, car il savait ce qui se passerait à l'arrivée de la flotte alliée dans la mer de Marmara. D'après le rapport rédigé par la Mission Cromer, il est établi que Lord Kitchener, en donnant son consentement à l'expédition navale, avait escompté une révolution en Turquie qui en faciliterait le succès. On l'a fortement critiqué pour le rôle qu'il joua dans cette affaire ; mais je dois cependant rendre justice à sa mémoire et dire qu'en l'occurence il eut parfaitement raison. Si l'entreprise avait réussi, la prépondérance des Jeunes Turcs se serait écroulée dans le feu et le sang. Au premier bruit des canons, on couvrit les palissades d'affiches dénonçant Talaat et ses associés, comme étant les auteurs responsables de tous les malheurs qui s'abattaient sur le pays. Bedri, le préfet de police, avait fort à faire pour ramasser les jeunes gens sans travail et les envoyer hors de la ville, dans l'intention de purger Constantinople de tout élément susceptible de fomenter une révolution contre les Jeunes Turcs. Tout le monde savait que ceux-ci la redoutaient beaucoup plus que la flotte britannique. Et c'était la même Némésis qui persécutait Talaat, sans trêve ni merci.

Un simple fait donnera le diapason de la surexcitation générale. Le Dr Lederer, correspondant de la *Berliner Tageblatt*, au retour d'une courte visite qu'il fit aux Dardanelles, raconta à certaines dames du milieu diplomatique que les officiers allemands craignant à toute heure, disaient-ils, d'être ensevelis, s'étaient déjà enveloppés de leur linceul. Ces paroles se répandirent avec la rapidité de l'éclair et le coupable fut menacé d'être arrêté. Il vint me supplier de le tirer de ce mauvais pas ; je le conduisis donc auprès de Wangenheim qui refusa d'avoir affaire à lui, objectant que Lederer, bien que correspondant d'un journal allemand, était sujet autrichien. Il ne lui pardonnait pas son

indiscrétion. Je réussis enfin à le faire recevoir à l'ambassade d'Autriche, où le journaliste impopulaire passa la nuit. Quelques jours plus tard, il dut quitter la ville.

Il y avait cependant un homme que les événements ne semblaient point troubler. Bien qu'ambassadeurs, généraux et politiciens eussent prédit les pires calamités, Enver conservait un ton calme et rassurant. Jamais semblable occasion n'avait jusqu'alors mieux fait ressortir son sang-froid et sa force de caractère. A la fin de décembre et en janvier, alors que Constantinople redoutait pour la première fois le bombardement allié, Enver faisait campagne contre les Russes au Caucase ; mais ses prouesses militaires n'y furent point glorieuses, ainsi que je l'ai dit ailleurs. Il avait quitté la ville en novembre pour rejoindre son armée en futur conquérant, et il revint, vers la fin de janvier, à la tête de troupes complètement défaites et démoralisées. C'était assez pour ruiner le prestige de tout autre chef militaire et Enver se sentait tellement déchu qu'il s'abstint de paraître en public. Je le vis à son retour, pour la première fois, à un concert donné au bénéfice du Croissant Rouge. Il y assista, assis au fond d'une loge comme s'il eût voulu se cacher et ne fût point sûr de l'accueil du public. Tous les personnages éminents de Constantinople, le Prince héritier, les membres du Cabinet et les Ambassadeurs étaient présents, et, selon la coutume, le Prince fit appeler ses dignitaires l'un après l'autre pour les saluer et les féliciter. Puis alors on se rendit visite de loge à loge. Enver fut demandé comme les autres et, cette marque d'attention lui redonnant du courage, il se mêla aux diplomates qui le traitèrent également avec beaucoup d'affabilité et de courtoisie. Ainsi réhabilité, il assuma — à nouveau — un rôle important dans la situation critique du moment. Quelques jours après, il en discuta avec moi, et se montra très étonné des craintes générales et dégoûté à l'idée qu'on s'apprêtait à envoyer le Sultan et le gouvernement en Asie-Mineure, laissant la ville en proie aux Anglais. Il ne croyait pas que les flottes alliées réussissent à forcer les

Dardanelles ; il en avait dernièrement inspecté les forts qui, à son avis, étaient imprenables. Et même dans le cas contraire, Constantinople devait être défendue jusqu'au dernier homme.

Toutefois ces déclarations optimistes ne rassuraient point ses associés, qui étaient prêts à toute éventualité. Si, malgré une résistance héroïque de la part des armées turques, la ville devait tomber au pouvoir des Alliés, les chefs du gouvernement avaient pris leurs dispositions et devaient faire de leur capitale ce que les Russes avaient fait de la leur à l'approche de Napoléon.

« Ils ne l'auront point vivante, me dirent-ils, ce ne sera plus qu'un amas de cendres et de ruines. » Je puis assurer que la menace n'était point factice, car j'appris que des bidons de pétrole avaient déjà été placés dans tous les postes de police et autres endroits, prêts à mettre le feu à la ville, à la première alerte ; besogne en vérité facile, attendu que Constantinople est en partie construite en bois. Mais ils étaient décidés à ne pas s'arrêter à la destruction de ces bâtiments provisoires : leur intention était d'anéantir également les chefs-d'œuvre d'architecture, bâtis par les Chrétiens, bien avant l'occupation musulmane, et tout d'abord la mosquée de Sainte-Sophie. Ce monument, qui fut une église chrétienne avant de devenir une mosquée mahométane, est un des édifices les plus magnifiques de l'empire byzantin, aujourd'hui disparu. Nous fûmes naturellement indignés à l'idée d'un tel acte de vandalisme et j'adressai une requête à Talaat à ce sujet, qui d'ailleurs semblait faire fi de tous ces projets de destruction et ne point s'arrêter à de telles considérations.

« Il n'y a pas six hommes dans le Comité Union et Progrès, me dit-il, qui se soucient d'art antique. Nous aimons tous le moderne. » Et ce fut tout ce que j'obtins pour le moment.

D'autre part, l'insistance d'Enver à assurer que les Dardanelles pouvaient résister, fit que ses associés perdirent confiance en son jugement.

Environ un an plus tard, Bedri Bey, préfet de police, me donna des détails supplémentaires. Alors qu'Enver était encore au Caucase, Talaat, me dit-il, avait convoqué une sorte de conseil de guerre, au sujet des Dardanelles, auquel étaient présents Liman von Sanders, le général allemand qui était inspecteur général des fortifications de la côte ottomane, et Bronssart, chef de l'État Major de l'armée turque, et plusieurs autres. Tous furent d'avis que les flottes anglaise et française pouvaient forcer le détroit ; le seul point discutable, ajouta Bedri, était de savoir si les navires mettraient huit ou vingt heures pour atteindre Constantinople, après avoir détruit les forts. Et bien que la position du Ministre de la guerre fût prépondérante, le conseil décida d'ignorer Enver, de faire les préparatifs nécessaires à son insu et de l'éliminer, temporairement tout au moins, de leurs délibérations secrètes.

Au début de mars, Bedri et Djambolat, directeurs de la sûreté publique, vinrent me voir. A ce moment, l'exode de la capitale avait commencé ; on emmenait femmes et enfants vers l'intérieur, les banques avaient ordre d'envoyer leur or en Asie-Mineure, on transportait les archives de la Sublime Porte à Eski-Shehr, pendant que presque tous les Ambassadeurs et leurs suites et les fonctionnaires prenaient leurs dispositions, en cas d'évacuation urgente. On avait enterré dans des caves, ou protégé d'une façon quelconque, un grand nombre des œuvres d'art de Constantinople, à l'instigation du conservateur du Musée, que Talaat comprenait dans les six amateurs « d'antiquités » de l'Union et Progrès.

Bedri venait arranger les détails de mon départ. En ma qualité d'ambassadeur, je devais, à son avis suivre le Sultan où qu'il allât ; le train étant organisé, il venait s'enquérir du nombre de personnes qui me suivraient afin de leur réserver des places. Mais je refusai net, objectant que ma responsabilité exigeait ma présence dans la ville et que seul un ambassadeur de pays neutre pouvait empêcher les massacres et la destruction, ce que d'ailleurs je

devais au monde civilisé ; quant à ma position d'ambassadeur, j'étais prêt à démissionner et à n'être que simple consul général honoraire, plutôt que de suivre le Sultan.

Bedri et Djambolat étant plus jeunes et moins expérimentés que moi, j'en profitai pour les avertir qu'il leur fallait un homme d'âge plus avancé pour les conseiller dans une crise internationale de ce genre ; d'autre part, je prenais un réel intérêt à protéger, non seulement les institutions étrangères et américaines, mais encore pour des raisons d'humanité, à sauvegarder la population turque contre les excès auxquels on s'attendait en général, d'autant plus que la question des nationalités augmentait encore les causes d'anxiété, plusieurs de celles-ci inclinant par nature au pillage et au massacre. Je proposai donc à mes visiteurs de former à nous trois une sorte de Comité, prêt à faire face à la crise imminente. Ils y consentirent et nous décidâmes de la marche à suivre. Nous prîmes une carte de Constantinople et marquâmes les quartiers et bâtiments qui, d'après les règles stratégiques modernes, tomberaient sous le tir allié, tels que les ministères de la guerre, de la marine, les bureaux du télégraphe, les gares et presque tous les monuments publics. Puis nous délimitâmes certaines zônes, qui devaient à tout prix rester indemnes, comme Péra, le centre le plus habité où se trouvent toutes les ambassades, situé sur la côte nord de la Corne d'Or, ainsi que plusieurs îlots très peuplés, Stamboul et Galata, les quartiers turcs. Là-dessus, je télégraphiai à Washington, demandant au Département d'Etat de ratifier ces plans et de conclure un accord avec les gouvernements britannique et français pour que ces zônes de sûreté fussent respectées. Je reçus une réponse favorable.

Tous les préparatifs étaient achevés ; à la gare, les trains qui devaient emmener en Asie-Mineure le Sultan, le Gouvernement et les Ambassadeurs étaient sous pression, prêts à partir à la première alerte et nous attendions tous l'arrivée triomphale de la flotte alliée.

CHAPITRE XVII

COMMENT ENVER PROUVA « QUE LA FLOTTE BRITANNIQUE N'ÉTAIT PAS INVINCIBLE ». — LES VIEUX FORTS DES DARDANELLES

Au milieu de cette fièvre générale, Enver me proposa de visiter les Dardanelles ; il n'admettait point qu'on crût en la vulnérabilité de leurs fortifications, ni ne comprenait la panique qui régnait alors dans la ville. Il avait en personne fait l'inspection des lieux, examiné chaque canon et son emplacement ; il était convaincu que ses hommes pourraient tenir la flotte alliée en échec indéfiniment. Talaat l'avait accompagné et était revenu presque complètement tranquillisé. Il voulait que je m'en rendisse compte moi-même, convaincu que je pourrais alors apaiser les esprits surexcités. J'acceptai avec empressement, sans me demander si un ambassadeur avait le droit d'exposer sa vie aux dangers de la situation, car les navires bombardaient le détroit presque quotidiennement.

Nous partîmes donc à bord du *Yuruk* dans la matinée du 15. Enver nous accompagna jusqu'à Panderma, ville asiatique sur la mer de Marmara. Plusieurs autres éminents personnages se trouvaient être des nôtres : Ibrahim Bey, le ministre de la Justice, Husni Pacha, le général qui dans la Révolution des Jeunes Turcs commandait l'armée qui déposa Abdul Hamid, et le sénateur Cheriff Djafer Pacha, un Arabe, descendant direct du Prophète. Je rencontrai, en la personne de Fuad Pacha, un vieux maréchal dont la vie avait été pleine d'aventures, un compagnon infiniment

sympathique ; malgré son âge, il était d'une gaieté exubérante, buvait et mangeait beaucoup, et comme Othello, pouvait conter maintes histoires d'exil, de bataille et de hasards miraculeux. Tous étaient plus âgés qu'Enver et de naissance supérieure à la sienne, et cependant ils se montraient pleins de déférence envers lui.

Enver semblait ravi de pouvoir discuter la situation. Aussitôt après le petit déjeuner, il me prit à part et m'emmena sur le pont. Le soleil brillait dans un ciel bleu foncé qu'on ne trouve nulle part ailleurs, tandis que tout était calme et silencieux autour de nous. Notre bateau était presque le seul en vue, et cette mer, à l'intérieur des terres, l'une des grandes routes commerciales du monde, n'était plus alors qu'une étendue immense et désolée ; tout enfin semblait n'être que le symbole du grand triomphe remporté en Orient par la diplomatie allemande. Depuis près de six mois, pas un seul navire de commerce russe n'avait traversé le Détroit ; tout le trafic entre la Roumanie, la Bulgarie et l'Europe, qui autrefois s'effectuait par cette mer, avait disparu depuis longtemps et le sens suprême de cette stagnation était que la Russie se trouvait bloquée et entièrement isolée de ses alliées. Fait dont la répercussion devait être si grande dans l'histoire du monde de ces trois dernières années ! Et maintenant l'Angleterre et la France voulaient remédier à cette infériorité, en s'efforçant d'unir leurs propres ressources militaires à celle de leur grande alliée de l'Est, et de rendre aux Dardanelles et à la mer de Marmara les milliers de navires qui étaient l'existence même de la Russie, en tant que puissance militaire, économique, politique, ainsi que le prouvèrent les événements ultérieurs. Nous approchions du théâtre où allait se dérouler l'une des grandes opérations de la guerre.

Et tandis que nous nous promenions de long en large sur le pont, la discussion se concentra sur deux points essentiels : l'entreprise des Alliés réussirait-elle ? et rendrait-elle à la Russie son rôle de facteur important de la guerre ? Enver reparla de la « panique insensée » qui sé-

vissait parmi toutes les classes de la population de la capitale. « Même si la Bulgarie et la Grèce se tournent contre nous, dit-il, nous défendrons Constantinople jusqu'au bout. Nous avons des canons et des munitions en quantité, des batteries installées sur la terre ferme, tandis que les Anglais et les Français sont sur mer (par conséquent instables) : enfin les avantages naturels du détroit s'opposent à une grande avance de l'ennemi. Je me soucie fort peu de ce que les autres pensent, j'ai étudié la question mieux qu'aucun d'eux et je sens que j'ai raison ; tant que je serai ministre de la Guerre, nous ne nous rendrons pas. Je me demande quel peut bien être le but de ces navires de guerre anglais et français ! Supposez qu'ils forcent les Dardanelles, pénètrent dans la mer de Marmara et atteignent Constantinople, qu'en tireront-ils ? Ils peuvent, il est vrai, bombarder la ville et la détruire, mais quant à la prendre, je les en défie : ils n'ont pas de troupes à débarquer, et, à moins d'amener une armée importante, ils se trouveront pris dans un véritable piège. Ils pourront, au besoin, stationner ici deux ou trois semaines, jusqu'à épuisement de leurs provisions et alors il faudra qu'ils repartent, repassent le détroit et courent à nouveau le risque d'être anéantis. Pendant ce temps, nous aurons réparé les forts, concentré des réserves et pris toutes nos dispositions. L'aventure me semble bien risquée, en vérité ! »

Comme je l'ai déjà dit, Enver avait adopté Napoléon comme modèle ; dans cette affaire, il voyait une occasion d'en jouer le rôle. Tandis que nous arpentions le pont, il s'arrêta soudain et me regardant d'un air grave : « Je passerai à la postérité, prononça-t-il, pour avoir démontré la vulnérabilité de l'Angleterre et de sa flotte. Je veux prouver que sa marine n'est pas invincible. Je me trouvai en Angleterre quelques années avant la guerre et j'ai discuté avec plusieurs hommes influents, tels que Asquith, Churchill, Haldane, la position de leur pays, et je leur dis qu'ils n'étaient pas sur la bonne voie, car Winston Churchill déclarait que l'Angleterre pouvait se défendre avec sa ma-

rine seule et qu'elle n'avait nul besoin d'une grosse armée. A quoi je répondis, que l'existence d'un grand empire ne pouvait être assurée qu'à la condition d'avoir une armée et une marine. Je m'aperçus que sa façon de voir était l'opinion générale du pays. Je ne trouvai qu'une personne de mon avis : Lord Roberts. Churchill vient d'expédier sa flotte ici, peut-être dans l'intention de me montrer ce dont il la croit capable ; nous verrons bien. »

Il semblait qu'Enver regardât cette expédition navale comme un défi de la part de Churchill, ou comme la suite de leur discussion de Londres.

« Vous aussi, vous devriez avoir une grosse armée, continua Enver, faisant allusion aux États-Unis. Je ne crois pas que l'Angleterre essaie de forcer les Dardanelles sur la demande de la Russie. J'ai également discuté avec Churchill la possibilité d'une guerre générale et il me demanda ce que ferait alors la Turquie, ajoutant que si nous nous mettions du côté de l'Allemagne, la flotte anglaise forcerait les Dardanelles et s'emparerait de Constantinople. Churchill n'essaie donc pas d'aider la Russie, il ne fait qu'exécuter sa menace. »

Enver parlait d'une façon convaincue et déterminée : il m'apprit que la plupart des dégâts subis par les forts extérieurs avaient été réparés et que les Turcs avaient des moyens de défense que l'ennemi ne soupçonnait pas. Il se montra plein d'amertume vis-à-vis des Anglais, les accusant de corrompre les officiers turcs et de tramer un complot contre sa propre existence. D'un autre côté, il ne manifesta pas des sentiments particulièrement tendres envers l'Allemagne. Les façons arrogantes de Wangenheim l'exaspéraient et les Turcs ne s'entendaient pas trop bien avec les officiers du Kaiser.

« Les Turcs et les Allemands, ajouta-t-il, ne s'aiment pas. Nous sommes leurs alliés parce que c'est notre intérêt. Quant à l'Allemagne, elle nous aidera tant qu'elle aura besoin de nous ; et vice versa. »

Cet entretien, où nous venions de nouer des rapports

plus intimes, semblait avoir fait impression sur mon interlocuteur. Croyant sans aucun doute que lui, le grand Enver, le Napoléon de la révolution turque, s'était abaissé en discutant les affaires de son pays avec un simple ambassadeur, il voulut me faire sentir combien j'en devais être honoré car, ainsi que je l'ai dit, un des traits saillants de son caractère était la vanité.

« Savez-vous, reprit-il, que l'Empereur d'Allemagne ne conversa jamais avec personne d'une façon aussi intime que je viens de le faire aujourd'hui avec vous ? »

Nous arrivâmes à Panderma vers 2 heures, où Enver débarqua ainsi que sa voiture, et nous repartîmes ; notre bateau n'arrivant à Gallipoli que tard dans l'après-midi, nous jetâmes l'ancre au port pour passer la nuit à bord, d'où nous entendions les canons qui bombardaient les forts ; mais ce grondement, qui rappelait la guerre et faisait songer à la mort, ne troublait guère mes hôtes turcs. C'était d'ailleurs pour eux un voyage d'agrément, survenant à propos après plusieurs mois de dur labeur ; ils se sentaient comme des écoliers en vacances extraordinaires, plaisantant, racontant des histoires, chantant les chansons les plus bizarres ou se faisant des niches les uns aux autres comme de vrais enfants.

Le vénérable Fuad, malgré ses quatre-vingt-dix ans, se révéla véritable boute-en-train, tout heureux même de servir de cible aux railleries de ses compagnons ; le « grand clou de la soirée » fut lorsque l'un d'eux lui versa un verre d'eau de Cologne à la dérobée. Le vieillard contempla un instant cette nouvelle boisson, puis y versa de l'eau. On m'apprit que la meilleure façon de reconnaître le vrai *raki* (la boisson populaire turque) est de le mélanger avec de l'eau, et s'il devient blanc on peut le boire sans crainte. L'eau ayant agi d'une manière analogue sur l'eau de Cologne, Fuad avala son verre sans une grimace — à la grande joie des assistants.

Nous repartîmes le lendemain matin ; nous étions presque arrivés aux Dardanelles ; à Gallipoli, nous devions prendre le

bateau pour Tchanak Kalé, situé à une distance d'environ vingt-cinq milles. Cette partie du détroit n'a pas grande importance au point de vue militaire : large d'en viron deux milles, ses bords en contre-bas et marécageux ne sont animés que par quelques villages disséminés çà et là. On me dit qu'il y avait quelques anciens forts, aux canons rouillés pointés vers la mer de Marmara, dont la construction remontait au début du XIX[e] siècle, et avaient pour but de prévenir une irruption ennemie du côté nord. Mais je ne pus les découvrir et mes hôtes convinrent qu'ils n'avaient aucune puissance combative et que rien dans la partie nord du détroit, de la pointe Nagara à la mer de Marmara, ne pouvait offrir de résistance à une flotte moderne ; l'intérêt que j'y pris fut donc purement historique et légendaire.

L'ancienne ville de Lampsacus se retrouve dans la moderne Lapsaki, située juste en face de Gallipoli, et la pointe de Nagara est l'emplacement de l'ancien Abydos, d'où Léandre avait coutume de traverser nuitamment l'Hellespont à la nage, pour aller retrouver Hero, exploit que répéta Lord Byron il y a un siècle environ. De cet endroit aussi, Xerxès passa d'Asie en Grèce, sur un pont de bateaux, en route pour la célèbre expédition qui devait en faire le maître du monde et je pensai que la race du héros n'était pas encore complètement éteinte ! Mais les Allemands et les Turcs, méprisant tous ces souvenirs romantiques, avaient tendu ici un câble et un barrage de mines contre les sous-marins, ainsi que des filets, expédient qui n'empêcha point des sous-marins anglais et français d'entrer dans la mer de Marmara et d'atteindre le Bosphore. Ce ne fut qu'après avoir doublé la pointe de Nagara, fameuse dans l'histoire, que les tristes rives monotones et plates firent place à un paysage plus varié. Du côté de l'Europe, les falaises descendent en pente rapide vers le courant, semblables à nos « palissades » le long de l'Hudson, tandis que je découvrais aussi les collines et les chaînes de montagnes, contre lesquelles plus tard les vaillantes armées alliées vinrent se heurter de façon si tragique. La con-

figuration du sol, très accidentée au sud de Nagara, convenait admirablement à dissimuler des ouvrages de défense. Nous approchions maintenant du point d'où l'on domine tout le détroit, la cité de Tchanak ou des Dardanelles, pour lui donner son nom européen et moderne.

C'était, en temps normal, un port d'environ 16.000 habitants, construit en bois, le centre d'un gros commerce de laine et autres produits, et qui, pendant des siècles, avait été une place militaire importante. Mais à cette époque, à part les soldats, la ville était déserte, le gros de la population étant passée en Anatolie. La flotte britannique, nous dit-on, l'avait bombardée, mais je n'en crus rien, une seule maison avait été touchée et sans doute par un obus perdu, destiné aux forts alentour.

Djevad Pacha, le commandant en chef turc aux Dardanelles, vint à notre rencontre et nous conduisit au quartier général. C'était un homme cultivé, aux manières agréables et affables, parlant allemand d'une façon parfaite, de sorte que je n'eus pas besoin d'interprète. Je fus très étonné de la déférence que lui témoignaient les officiers allemands, et c'était bien lui le véritable commandant en chef de ce théâtre des opérations, à qui obéissaient les généraux du Kaiser. En entrant dans son bureau, Djevad s'arrêta en face d'un débris de torpille, suspendu au milieu du hall comme un trophée :

« Voilà le coupable », dit-il, en attirant mon attention sur cet objet. C'était à peu près le moment où les journaux vantaient l'exploit d'un sous-marin anglais qui, venu d'Angleterre aux Dardanelles, avait passé sous le champ de mines et torpillé le navire de guerre turc, le *Messidié*.

« Voilà la torpille qui coula notre vaisseau, continua Djevad, vous verrez ses épaves en descendant. »

Le premier fort que je visitai fut celui d'Anadolu Hamidié (ce qui signifie : Hamidié asiatique), situé juste en dehors de Tchanak. J'eus tout d'abord l'impression d'être en Allemagne : les officiers étaient presque tous Allemands et leurs hommes étaient occupés à élever des contreforts avec des

sacs de terre, ou à renforcer les emplacements de canons. On parlait allemand et non point turc. Le colonel Wehrle prit un plaisir extrême à m'expliquer les travaux de défense, dont il était aussi fier qu'un artiste de son chef-d'œuvre. Il me conta sa joie à la nouvelle de l'entrée en guerre de son pays ; il avait, me dit-il, consacré toute son existence aux exigences de la vie militaire et, comme la plupart de ses compatriotes, il était las des manœuvres, de la petite guerre et autres imitations. Cependant il approchait de la cinquantaine, était passé colonel, et tremblait de peur que sa carrière ne se terminât sans de réelles expériences, quand ses rêves s'étaient enfin réalisés et maintenant il se battait contre un ennemi véritable, les Anglais, avec de vrais canons et de vrais obus ! C'était un gentleman *gemütlich* de Baden, aux manières douces, et parfaitement aimable, mais il était imbu de l'esprit du jour, et n'était en somme que le résultat d'une vie passée à apprendre un métier que les circonstances permettaient enfin d'exercer ; un exemple frappant du militarisme allemand et des forces qui furent les véritables causes de la guerre. Je me croyais si peu en Turquie que je le priai de m'expliquer l'absence de Turcs dans cette partie du détroit. « Vous ne me poserez pas la même question cet après-midi, me dit-il en souriant, lorsque vous passerez sur l'autre rive. »

L'emplacement de Anadolu Hamidié me parut idéal, au bord de l'eau et protégé par dix canons, au moins à ce moment, qui dominaient le détroit tout entier. Du rempart, je découvrais nettement les Dardanelles, à l'entrée desquelles, Kum Kalé, à une distance d'environ quinze milles, se détachait à l'horizon. Aucun navire de guerre n'aurait pu entrer dans ces eaux sans être immédiatement repéré par les artilleurs. Cependant, le fort en lui-même, pour un profane comme moi, n'était pas particulièrement impressionnant. Le parapet et les traverses n'étaient que de simples remparts de terre, qui sont aujourd'hui encore tels que les ont laissés les constructeurs français en 1837. On croit en général que les Allemands ont entièrement modernisé les

forts des Dardanelles ; à cette époque ce n'était point encore vrai. Les canons, qui défendaient le fort Anadolu Hamidié, du type Krupp 1885, avaient plus de trente ans d'existence, ce que révélait d'ailleurs leur surface rouillée. La limite du tir n'était que de neuf milles, tandis que celle des navires de guerre ennemis était d'environ dix milles et celle du *Queen Elizabeth* non loin de onze. Et comme presque tous les canons des autres forts utilisables étaient analogues à ceux de Anadolu Hamidié, la flotte alliée avait donc, sur ce point, une supériorité incontestable, le *Queen Elizabeth* à lui seul les ayant presque tous en son pouvoir. Les stocks de munitions dans ces forts n'étaient point non plus considérables, bien que les journaux d'Europe et d'Amérique racontassent que des trains chargés de canons et d'obus venant d'Allemagne arrivaient aux Dardanelles par la Roumanie : pures inventions, démenties par des faits qui vinrent à ma connaissance après et pendant ce jour même. On avait bien amené d'Andrinople une petite quantité d'obus à « têtes rouges », sortes de projectiles inefficaces contre le blindage, emmagasinés à Hamidié à cette époque, mais qu'on pouvait utiliser seulement en cas de débarquement de troupes et qui auraient été sans effet contre les navires. Je m'attarde à propos de ce fort, car c'était le plus important des Dardanelles ; il fut plus que tout autre le point de mire du tir allié et infligea au moins 60 °/. des dégâts et pertes subis par les navires d'attaque. Ce fut lui encore qui, pendant le violent bombardement du 18 mars, coula le *Bouvet*, vaisseau de guerre français, et désempara plusieurs autres unités. Tous les officiers étaient Allemands et 85 °/. des hommes de service venaient de l'équipage du *Gœben* et du *Breslau*.

Remontant en automobile, nous filâmes à toute vitesse le long de la route stratégique qui mène à Dardanos, d'où nous vîmes les épaves du *Messidié*. La défense de Dardanos était turque, dans les mêmes proportions que celles d'Hamidié étaient allemandes. Les canons en étaient plus modernes, du modèle Krupp de 1905. Là encore se trouvait la

seule batterie neuve que les Allemands eussent installée avant l'époque de ma visite : elle comprenait plusieurs canons, pris à des navires de guerre allemands et turcs mouillés dans le Bosphore. Quelques jours avant notre inspection, la flotte alliée était entrée dans la baie d'Erenkim, et avait soumis Dardanos à un bombardement violent dont j'eus des preuves de tous côtés. Dans un rayon d'environ un demi-mille, le sol semblait avoir été entièrement battu et retourné et me rappelait les photographies des champs de bataille en France. Mais chose curieuse, les batteries elles-mêmes étaient intactes ; pas un seul canon n'avait été détruit, me dirent mes guides, par les obus ennemis.

« Après la guerre, ajouta le général Mertens, nous nous proposons de faire de ce coin un rendez-vous de touristes avec un hôtel, et nous vous vendrons des trophées de nos combats. Nous n'aurons pas besoin de faire de grandes fouilles, car la flotte anglaise est en train de nous faciliter le travail ! »

Boutade sans doute, mais qui n'était que trop vraie. Dardanos fut l'une des plus célèbres villes de l'antiquité et aux temps d'Homère faisait partie de la principauté de Priam. On y voit encore des fragments de chapiteaux et de colonnes, et les projectiles de la flotte alliée déterraient mainte relique ensevelie depuis des milliers d'années. Un de mes amis découvrit une aiguière datant peut-être du temps de Troie. Je fus frappé par la contradiction des faits : le tir de canons modernes exhumant ces témoignages d'une civilisation lointaine, non sans quelquefois les endommager.

Les généraux turcs étaient extrêmement fiers de la lutte que la batterie de Dardanos avait soutenue contre les navires anglais, et voulurent à tout prix me mener près des canons qui s'étaient rendus particulièrement utiles, les caressant avec affection.

En mon honneur, Djevad fit appeler le lieutenant Hassan, l'officier qui avait défendu cette position. C'était un petit homme, aux cheveux noirs comme du jais, aux yeux également noirs, infiniment modeste et timide en présence de

ces grands personnages. Djevad lui donna une tape amicale sur la joue, tandis qu'un autre officier supérieur lui passait la main sur les cheveux : on aurait dit un chien fidèle qui vient de rendre quelque service méritoire.

« Ce sont des hommes comme vous dont on fait des héros », lui dit le général Djevad, en lui demandant de décrire ce qui s'était passé. Ému presque jusqu'aux larmes par les paroles élogieuses de ses chefs, il nous raconta lentement son histoire. « L'armée vous réserve un bel avenir », lui dit encore Djevad en le quittant.

Le bel avenir du pauvre Hassan ne se fit pas attendre, car, deux jours plus tard, lorsque la flotte alliée effectua sa plus formidable attaque, un obus tomba sur son abri qui, en s'écroulant, anéantit l'infortuné héros. Il avait prouvé qu'à ses yeux les louanges de son général compensaient amplement toutes ses souffrances passées et à venir.

Je m'étonnai de ce que la flotte alliée, en dépit de ses larges dépenses de munitions, n'eût pas été capable d'endommager l'emplacement de Dardanos. Je crus naturellement qu'un tel échec témoignait d'un tir mal réglé ; mes guides allemands m'expliquèrent que ce cas illustrait une fois de plus l'axiome bien connu qu'un vaisseau de guerre en manœuvre rapide, tirant sur un ouvrage de défense stable, se trouve dans une position notoirement défavorable. Il y avait une autre chose encore : ils attirèrent mon attention sur l'emplacement même du fortin, perché au sommet d'une colline, dominant les navires, il semblait ne faire qu'un avec la ligne d'horizon. Dardanos n'avait pas plus de cinq tours d'acier, munie chacune d'un canon et entourée d'une tranchée sinueuse. « C'est, me dirent-ils, l'ouvrage le plus difficile au monde à toucher. On se figure le contraire parce qu'on le distingue nettement, ce n'est qu'un mirage. »

Je ne suis pas très au courant des phénomènes d'optique, mais il semble que la ligne d'horizon crée une sorte de mirage, rendant en effet cette position presque invincible. Le tir peut être bien réglé en apparence, sans que l'obus

atteigne le but véritable. Et jusqu'au 18 mars, les navires avaient lancé environ quatre mille obus contre ce fort, record fantastique ; un seul avait atteint une des tours et enlevé la peinture, une autre avait été légèrement inclinée, une troisième également touchée à sa base, dont un morceau gros comme le poing s'était détaché ; mais tous les canons étaient intacts. Parmi les hommes, huit avaient été tués, dont le lieutenant Hassan, et environ quarante blessés. Là, s'arrêtaient les dégâts.

« C'est le phénomène de l'illusion optique qui a sauvé Dardanos », remarqua un des Allemands.

CHAPITRE XVIII

A LA VEILLE DE LA VICTOIRE
LA FLOTTE ALLIÉE LÈVE LE SIÈGE

Nous remontâmes en automobile pour suivre la côte et mon cicerone me fit remarquer les champs de mines qui s'étendaient au sud de Chanak, sur une distance d'environ sept milles; là, Allemands et Turcs avaient disséminé environ quatre cents engins, la plupart fournis par les Russes eux-mêmes, souligna-t-il avec un plaisir évident. En effet, alors que chaque jour les destroyers russes les semaient à l'entrée de la mer Noire du côté du Bosphore, dans l'espoir que le courant les y entraînerait, chaque matin les dragueurs allemands et turcs remontaient le courant, les repêchaient et les plaçaient dans les Dardanelles.

La batterie d'Erenkeui avait été également soumise à un bombardement violent, mais en avait peu souffert. Différente de celle de Dardanos, elle était située au dos d'une colline, entièrement cachée à la vue. On m'apprit que pour fortifier cet endroit, les Turcs avaient été pratiquement forcés de démanteler les ouvrages du détroit intérieur, c'est-à-dire la partie qui s'étend de Chanak à la Pointe de Nagara, ce qui explique pourquoi cette fraction des Dardanelles était alors à peine protégée; les canons qu'on y avait amenés étaient de l'ancien modèle Krupp de 1885.

Au sud d'Erenkeui, sur les collines qui bordaient la route, les Allemands avaient fait une innovation : ayant mis la main sur plusieurs obusiers Krupp de la guerre des Balkans, ils les avaient installés sur des plateformes en béton,

et chaque batterie comprenait quatre ou cinq de ces emplacements, de sorte qu'en approchant je m'aperçus que plusieurs d'entre eux n'étaient pas munis de canons ; mon étonnement fut à son comble lorsque je vis un troupeau de buffles — j'en comptais environ seize — en train de porter un de ces obusiers d'une plateforme à l'autre. Cette manœuvre faisait, semblait-il, partie du plan de défense, car dès que les obus ennemis indiquaient que le réglage du tir était juste, une paire de buffles déménageaient l'obusier de place.

« Nous avons encore une meilleure ruse que celle-ci », remarqua un des officiers, en appelant un sergent qui nous mit au courant. Il avait la charge d'une sorte d'appareil, qui de loin ressemblait à un véritable canon, mais qui n'était en somme qu'une section allongée de tuyau de conduite, alors que le canon auquel il se rattachait était installé derrière une colline, hors de la vue des navires ennemis. Un fil téléphonique reliait les deux emplacements. Quand l'ordre de tirer arrivait, le canonnier de service déchargeait l'obusier, tandis que son collègue du canon camouflé mettait le feu à quelques kilos de poudre d'où s'élevait un énorme nuage de fumée noire. Tout naturellement les Anglais et les Français, à bord des navires, présumaient que les obus lancés dans leur direction provenaient de ce nuage et concentraient toute leur attention sur ce point ; et en effet le sol tout autour était littéralement bouleversé ; le sergent, me dit-on, avait ainsi fait dériver plus de cinq cents coups, alors que la véritable pièce d'artillerie n'avait point encore été repérée.

D'Erenkeui, l'auto nous reconduisit au Grand Quartier du général Djavid, où nous déjeunâmes. Ensuite, mon hôte me fit monter à un poste d'observation, d'où je découvris l'étendue immense et bleue de la mer Égée et des Dardanelles ; le soleil se jouait sur les eaux clapoteuses, dont Sedd-ul-Bahr et Kum Kalé gardaient les portes. Au loin, j'aperçus les vaisseaux majestueux de l'Angleterre et de la France, se dirigeant vers l'entrée, et plus loin encore j'entrevis l'île de Tenedos qui, nous le savions, abritait une flotte encore

plus puissante. Tout naturellement ce paysage raviva en moi mille souvenirs historiques et légendaires, car je doute qu'il y ait un coin au monde portant à plus de poésie et de rêverie. Mon guide turc, le général Djevad en sentit aussi le charme, car prenant un télescope qu'il pointa vers une étendue déserte, à une distance d'environ dix milles, il me dit en me passant l'instrument : « Regardez. Savez-vous ce que c'est? » Mais comme je ne pouvais mettre un nom sur cette grève sablonneuse, il reprit : « Ce sont les plaines de Troie, et la rivière qui serpente, tantôt cachée, tantôt à découvert, et que nous Turcs appelons Mendere est la Scamandre d'Homère. Derrière nous, à quelques milles d'ici, se trouve le mont Ida. » Puis regardant de nouveau du côté de la mer, au delà de l'endroit où se trouvait la flotte anglaise, il me fit voir un magnifique navire de guerre britannique, tout appareillé pour le combat, qui naviguait tranquillement comme une sentinelle de garde. « Ça, dit le général Djevad, c'est l'*Agamemnon*; faut-il tirer? me demanda-t-il.

— Oui, à la condition de le manquer, répondis-je.

Nous déjeunâmes au Quartier Général en compagnie de l'amiral Usedom, du général Mertens et du général Pomiankowsky, l'attaché militaire autrichien à Constantinople. Tous exprimaient leur confiance absolue dans l'avenir, et en dépit des diplomates et des politiciens, ils semblaient convaincus, du moins en apparence, que les navires alliés ne passeraient pas ; ils désiraient, par-dessus tout, une autre attaque de l'ennemi. « Si nous pouvions toucher le *Queen Elizabeth*, dit l'un des Allemands enthousiaste, en faisant allusion au plus grand navire de la marine anglaise, mouillé au delà de l'entrée. Et le vin du Rhin émoustillant leur ardeur guerrière : « Si seulement ces s... imbéciles débarquaient des troupes! » s'exclama un autre, dont je cite les paroles textuelles. C'était en somme à qui se montrerait le plus belliqueux, sans doute par bravade, en mon honneur, car je savais pertinemment qu'ils étaient beaucoup moins rassurés sur la situation qu'ils n'en avaient l'air. Toutefois,

ils déclaraient que c'était la première fois que la guerre eût fourni aux navires allemands et anglais l'occasion de se mesurer, et par conséquent ils l'accueillaient avec joie.

Après avoir visité toutes les places importantes de la côte d'Anatolie, nous gagnâmes en chaloupe la péninsule de Gallipoli, où nous faillîmes être victimes d'un fâcheux accident. En approchant de la côte, nous demandâmes au pilote s'il pouvait gouverner la chaloupe en évitant le champ des mines, mais malgré sa réponse affirmative, il s'y dirigea tout droit. Heureusement, ses compagnons s'en aperçurent à temps et nous pûmes arriver à bon port à Kilid-ul-Bahr. Les batteries de ce côté-ci étaient semblables aux autres et formaient un des principaux ouvrages de défense du détroit. Le tout semblait être en excellente condition (autant qu'un profane pût en juger !), si ce n'est que les pièces d'artillerie étaient de l'ancien modèle et que les munitions n'étaient point abondantes. Bien qu'aucune de ces pièces n'eût été détruite, les nombreux trous d'obus témoignaient d'un violent bombardement et mes hôtes turcs et allemands contemplaient ces marques évidentes de destruction, en s'extasiant sur la précision du tir allié. « Comment ont-ils bien pu régler le tir d'une façon aussi juste ? » se demandaient-ils les uns aux autres. C'était en effet d'autant plus remarquable que les obus venaient, non point des navires alliés du dehors, mais de ceux mouillés dans la mer Egée, de l'autre côté de la péninsule de Gallipoli. Les canonniers n'avaient certainement jamais vu leur objectif, devant tirer à une distance de dix milles environ par-dessus de hautes collines, et cependant plusieurs obus avaient manqué de peu les batteries de Kilid-ul-Bahr.

Au moment où je m'y trouvais, tout était calme, car on ne se battait point ce jour-là. En mon honneur, les officiers firent manœuvrer l'une des batteries pour me donner une idée exacte de la conduite des Turcs pendant l'action. Aussitôt ces artilleurs virent en imagination les navires anglais s'avancer à portée de leur tir, leurs canons pointés pour anéantir les disciples du Prophète ; le clairon sonna, et cha-

cun se précipita à sa place respective ; les uns portant des obus, les autres ouvrant la culasse du canon, ou réglant le tir, tandis que d'autres serraient des poulies et que leurs compagnons mettaient les charges en place, le tout exécuté d'une façon rapide et alerte. Sans aucun doute, leurs instructeurs s'étaient montrés des maîtres parfaits, mais il y avait chez ces hommes autre chose que l'exactitude militaire allemande, car leur visage rayonnait de ce fanatisme profond qui fait la force morale des soldats turcs. Pour un moment, ils croyaient tirer à nouveau contre l'Anglais infidèle et ils y mettaient toute leur âme ; je pouvais distinguer au milieu des cris, la voix monotone de leur chef, entonnant la prière qui, pendant treize siècles, les avait entraînés au combat : « Allah est grand, il n'y a qu'un seul Dieu et Mahomet est son Prophète. »

Contemplant ces Orientaux en délire, je lus visiblement écrit sur leur visage leur implacable aversion des Infidèles et je me rappelai ce que mes hôtes avaient dit le matin même, touchant la nécessité de ne pas mêler leurs troupes aux soldats turcs, car je suis persuadé que dans ce cas au moins, la « Guerre sainte » l'eût emporté sur l'autre et que les Turcs, oubliant leur alliance, auraient assouvi sur les Allemands leur haine des Chrétiens.

Je rentrai à Constantinople dans la soirée ; deux jours plus tard le 18 mars, la flotte alliée effectua sa plus forte offensive qui, comme tout le monde le sait, eut un résultat désastreux : la perte du *Bouvet*, de l'*Océan* et de l'*Irrésistible*, plus quatre autres navires endommagés. Des seize bâtiments engagés dans cette bataille, il y en eut sept mis hors de combat, soit temporairement, soit d'une façon définitive. Allemands et Turcs se montrèrent ostensiblement heureux de cette victoire. La police passa dans les maisons, invitant les propriétaires à pavoiser en cet honneur ; les Turcs sont si peu enclins aux démonstrations patriotiques, qu'ils ne décoreraient jamais leurs demeures sans que l'ordre n'en fût donné. En réalité, les uns et les autres, Allemands ou Turcs, attachaient beaucoup de sérieux à cette fête, car

ils n'étaient pas encore convaincus de la victoire. La plupart croyait encore que la flotte alliée réussirait à passer. La seule question était de savoir, disaient-ils, si l'Entente était prête à sacrifier un nombre suffisant de navires. Wangenheim et Pallavicini eux-mêmes ne pensaient pas que l'expérience navrante du 18 mars mettrait fin au combat naval, et pendant des jours, ils attendirent le retour de la flotte ennemie, comme tous d'ailleurs, car personne ne s'imaginait que les Alliés, après cette démonstration, se considéreraient comme battus avec la perte minime de trois bâtiments. Cette tension se prolongea pendant des jours et des semaines. Mais la puissante « Armada » ne revint plus.

Dans le cas contraire aurait-elle pu vraiment s'emparer de Constantinople ? me demande-t-on sans cesse. Mon opinion de profane ne saurait être de grande valeur ; j'ai donné celle des généraux et amiraux allemands, ainsi que celle des Turcs ; presque tous croyaient au succès de l'entreprise, à l'exception d'Enver qui, à mon avis, riait pour ne pas pleurer. Je répète, qu'à ce sujet, je ne fais que reproduire les vues des officiers alors en Turquie les mieux qualifiés, et non point les miennes.

Enver, dans notre entretien sur le pont de l'*Yuruk*, m'avait déclaré « qu'il avait des canons et des munitions en abondance », déclaration qui était fausse. Un simple examen de la carte indiquera pourquoi la Turquie ne recevait à cette époque, aucune munition d'Allemagne ni d'Autriche. A la vérité, elle était presque aussi isolée de ses alliés, que l'était alors la Russie. Deux lignes de chemin de fer rattachaient Constantinople à l'Allemagne. L'une passait par la Bulgarie et la Serbie ; à ce moment, la Bulgarie était neutre et eût elle-même fermé les yeux sur les transports de canons et d'obus, cette voie ne pouvait être employée, car la Serbie avait toujours le contrôle du tronçon qui va de Nich à Belgrade, n'étant pas encore envahie. L'autre ligne passait par la Roumanie, via Bucarest ; indépendante de la Serbie, elle aurait pu relier directement, si le gouvernement l'eût permis, l'usine Krupp aux Darda-

nelles ; et le fait que du matériel de guerre pouvait être expédié avec une telle complicité, explique peut-être les soupçons qu'on en eut. Les ministres français et anglais ne cessèrent de protester contre cette prétendue violation de la neutralité, mais leurs plaintes ne reçurent que démentis irrités. Il n'y a plus de doute maintenant que le Cabinet de Bucarest fut parfaitement honnête, et il est fort probable que les Allemands eux-mêmes inventèrent cette histoire, dans le seul but de faire croire à l'Entente que leurs réserves étaient inépuisables.

Supposons un instant que les Alliés soient revenus, par exemple, le 19 au matin ; que serait-il arrivé ? Les forts manquaient incontestablement de munitions, étaient à bout de résistance, lorsque la flotte anglaise s'éloigna dans l'après-midi du 18. J'avais fait autoriser M. Georges A. Schreiner, le correspondant américain bien connu de l'*Associated Press* à visiter les Dardanelles. Le 18 au soir, il discuta la situation avec le général Mertens, alors Chef du Service Technique du détroit, qui avoua que les perspectives de défense étaient rien moins qu'encourageantes. « Nous nous attendons à ce que les Anglais reviennent de bonne heure demain matin et dans ce cas, il se peut que nous ne puissions tenir que quelques heures. » Le général ne s'étendit point sur le manque presque total de munitions, que M. Schreiner fut bientôt à même de constater. En effet le fort Hamidié, le plus puissant point de défense sur la côte d'Asie, n'avait plus exactement que dix-sept obus perforants, tandis que Kilid-Ul-Bahr, l'ouvrage principal du côté de l'Europe, en avait juste dix.

« Je vous conseille de vous lever à 6 heures, demain matin, poursuivit le général Mertens, et de vous rendre sur les collines d'Anatolie. C'est ce que nous allons faire. » Partout, les troupes avaient reçu l'ordre de charger les canons jusqu'au dernier obus, puis d'abandonner leur poste. Les forts, devenus impuissants, auraient certainement facilité la tâche de la flotte alliée. Le seul obstacle à l'avance aurait été le champ de mines, qui s'étendait à deux milles au

nord d'Erenkeui jusqu'à Kilid-Ul-Bahr ; il est vrai que les dragueurs pouvaient déblayer la voie en quelques heures. Au nord de Tchanak, ainsi que je l'ai déjà expliqué, il y avait quelques canons, modèle 1878, inaptes à l'emploi de projectiles perforant des blindages modernes. D'autre part, au nord de la pointe de Nagara, il n'y avait que deux batteries, datant de 1835. Par conséquent, après avoir réduit au silence les forts du détroit extérieur, plus rien ne barrait la route de Constantinople, à l'exception des bâtiments de guerre allemands et turcs dont le *Gœben* était la plus puissante unité, et il n'aurait d'ailleurs pas résisté longtemps au *Queen Elizabeth*.

Ainsi donc la flotte alliée aurait pu surgir devant Constantinople le 20 au matin ; que serait-il arrivé ? On a beaucoup discuté sur la possibilité d'une attaque purement navale. Enver, dans l'entretien qu'il eut avec moi, l'avait nettement qualifiée d'absurde, à cause de l'insuffisance des troupes de débarquement et la plupart des critiques, formulées depuis lors, ont reposé sur ce point.

Quant à moi, je base mon opinion sur ce que la situation politique de la Turquie, à cette époque, avait d'anormal ; dans n'importe quelle autre circonstance, semblable entreprise aurait été insensée. Il faut répéter qu'il n'y avait pas alors de gouvernement établi sur une base solide ; un comité politique, comprenant quarante membres dirigé par Talaat, Enver et Djemal, avait le contrôle du gouvernement central, sans que son autorité fût reconnue dans le reste de l'Empire. En réalité, celui-ci était sur le point de s'effondrer, lorsqu'au 18 mars 1915 la flotte alliée leva le siège ; les chefs de clans, guidés par l'ambition, avaient surgi de tous côtés, guettant la chute et l'occasion de saisir leur part de l'héritage. Djemal, comme l'on sait, avait déjà pratiquement institué un régime indépendant en Syrie. De son côté, Rahmi Bey, le gouverneur général de Smyrne s'était soustrait à plusieurs reprises à l'autorité du Ministère. Dans Andrinople, Hadji Adil, un des Turcs les plus entreprenants, cherchait à se séparer de l'Empire ; l'Arabie

en avait déjà presque fait autant et parmi les races asservies, il soufflait un vent de révolte, les Arméniens entre autres auraient saisi avec bonheur l'occasion d'aider les Alliés. Enfin l'état actuel des finances et de l'industrie ne rendait que trop possible un mouvement révolutionnaire. Un grand nombre de fermiers donnèrent l'exemple ; ils n'avaient pas de semences et ne voulaient à aucun prix en accepter gratuitement de la part du gouvernement, parce que, disaient-ils, dès que leurs récoltes seraient rentrées, l'armée les réquisitionnerait aussitôt. A Constantinople même, le peuple et les meilleurs éléments des classes moyennes, loin de s'opposer à l'arrivée de la flotte alliée, l'auraient accueillie avec enthousiasme ; en réalité, presque tous souhaitaient de voir les Anglais et les Français s'emparer de leur cité, afin d'être délivrés de la bande d'usurpateurs et d'Allemands détestés qui les régentaient, car la paix signifiait la fin de leurs misères. Talaat le comprit mieux que tout autre et ne voulut point courir le risque de s'enfuir précipitamment ; dans cette conjecture, il se fit octroyer deux automobiles mises sous séquestre, se procura de l'essence, des pneus de rechange, monopolisa deux chauffeurs ; tout était de la sorte prévu pour se diriger vers l'intérieur de l'Asie à la première alerte.

Mais la grande Armada alliée ne renouvela pas son attaque !

Une semaine environ après cette défaite momentanée, j'entrai par hasard à l'ambassade d'Allemagne où Wangenheim recevait un visiteur distingué, qu'il désirait me faire connaître. Je passai donc dans son cabinet particulier où je retrouvai von der Goltz Pacha, de retour de Belgique où il avait été gouverneur. Je dois avouer que, dans cette rencontre sans cérémonie, j'eus de la peine à reconnaître en lui le héros des contes qui nous venaient alors de Bruxelles. Ce matin-là, ce gentleman portant lunettes, aux manières douces, me parut assez calme et inoffensif ; il ne portait guère ses soixante-quatorze ans ; tout au plus, lui en aurais-je donné soixante-cinq à cause de ses cheveux gris

et de quelques rides. Il n'avait point l'aspect austère et brusque, la dignité pondérée caractéristique des Allemands de haut rang. Sa voix avait des accents profonds et harmonieux et ses manières étaient tout à fait affables et amicales. Il était en grand uniforme de Maréchal, orné de décorations étincelantes et de galons dorés, marque d'apparat qu'il expliqua — en s'excusant presque — disant qu'il venait de chez le Sultan à qui il avait remis une médaille de la part du Kaiser, et qu'en retour il était chargé de porter à son Souverain un témoignage analogue de considération, en plus d'un présent impérial de 10.000 cigarettes.

Nous nous attardâmes tous trois buvant du café, mangeant des gâteaux allemands et fumant des cigares de Berlin. Je ne parlais pas beaucoup ; mais la conversation de von der Goltz et de Wangenheim m'éclaira sur la mentalité allemande et en particulier sur l'exactitude des communiqués de Ludendorf. Dans l'affaire des Dardanelles, ce qui les intéressait le plus à ce moment, c'était l'entière franchise de l'Angleterre à annoncer ses pertes : ils ne concevaient pas que le Cabinet de Londres eût officiellement publié que trois navires avaient été coulés et quatre autres très endommagés. Pour moi, j'y voyais une nouvelle preuve de la loyauté avec laquelle les Anglais ne cachent pas même leurs plus mauvaises nouvelles, tactique que nous, Américains considérons la meilleure en temps de guerre! Semblables explications catégoriques dépassaient l'entendement de mes interlocuteurs ; d'après eux, l'Angleterre avait dû obéir à quelque arrière-pensée ; qu'est-ce que cela pouvait bien être ?

— *Es ist ausserordentlich* (c'est extraordinaire) ne cessait de répéter von der Goltz.

— *Es ist unerhört* (c'est inouï) confirmait en écho Wangenheim étonné.

Ces savants diplomates passèrent en revue, l'un après l'autre, les différents mobiles d'une telle conduite et finalement conclurent de façon à satisfaire Machiavel lui-même. L'Angleterre, décidèrent-ils à l'unisson, n'avait en réalité

aucun enthousiasme pour l'entreprise des Dardanelles, parce qu'en cas de succès elle devait céder Constantinople à la Russie, ce qui n'était point dans ses intentions. En accusant ses pertes, elle montrait à son alliée les difficultés énormes d'une tâche, en somme irréalisable ; elle lui faisait en outre comprendre qu'après une tentative aussi laborieuse, il ne fallait pas attendre d'elle de nouveaux sacrifices.

L'hiver 1915-1916 vit la fin de ce premier épisode. Entre temps, la Bulgarie se rangea aux côtés des Empires Centraux ; la Serbie avait été écrasée, ce qui valut aux Allemands la possession du chemin de fer reliant Constantinople à Vienne et Berlin, sur lequel circulaient maintenant de gros canons Krupp à destination des Dardanelles. Seize grandes batteries du deriner type furent installées près de l'entrée, dominant entièrement Sedd-Ul-Bahr. Les Allemands prêtèrent aux Turcs 500 millions de marks, dont la plus grande partie fut employée à hérisser de défenses cette précieuse voie de communications ; et le détroit si peu fortifié, tel que je le vis en mars 1915, fut désormais aussi inexpugnable qu'Heligoland ; on se demandait même si toutes les flottes du monde réunies pourraient forcer les Dardanelles !

CHAPITRE XIX

LE SORT DE TROIS MILLE CIVILS

Le 2 mai 1915, Enver m'envoya son aide-de-camp avec un message, qu'il me priait de transmettre aux gouvernements français et britannique.

Environ une semaine auparavant, les Alliés avaient brusquement débarqué dans la péninsule de Gallipoli. Ils étaient évidemment arrivés à cette conclusion, qu'une attaque navale seule ne pourrait anéantir les défenses du détroit et leur ouvrir la route de Constantinople ; ils avaient maintenant adopté la méthode d'alternance, en expédiant de puissants corps d'armées que devaient soutenir les canons de leurs vaisseaux de guerre. Déjà plusieurs milliers d'Australiens et de Néo-Zélandais s'étaient retranchés à la pointe de la péninsule, et l'agitation qui régnait à Constantinople égalait presque celle provoquée par l'apparition de la flotte, deux mois auparavant.

Enver m'informait maintenant que les navires des Alliés bombardaient de façon insensée, sans respect des règlements internationaux, qui défendent avec justice de viser d'autres endroits que les places fortifiées ; les obus britanniques et français, disait-il, tombaient partout, détruisaient des villages musulmans sans protection, et tuaient des centaines de non-combattants inoffensifs. Le ministre me demandait de prévenir les gouvernements alliés d'arrêter immédiatement le tir de leurs canons. Il avait décidé de prendre tous les citoyens britanniques et français qui se trouvaient alors à Constantinople, de les faire descendre dans

la péninsule de Gallipoli et de les disséminer dans les villes et villages musulmans. Les assaillants ne lanceraient pas alors leurs projectiles contre des Musulmans pacifiques et sans défense, mais aussi contre leurs propres compatriotes. Il estimait que cette menace, communiquée par l'ambassadeur américain aux susdits gouvernements, mettrait bientôt un terme aux « atrocités » en question ; un délai de quelques jours m'était accordé pour la transmettre à Londres et à Paris.

A ce moment, environ 3.000 citoyens britanniques et français résidaient à Constantinople. La majorité appartenait à la classe, connue sous le nom de Levantins ; presque tous étaient nés en Turquie, et dans de nombreux cas, leurs familles se trouvaient établies dans ce pays depuis deux ou plusieurs générations. La conservation de leurs droits de citoyens européens constitue, pour ainsi dire, leur unique lien avec la nation dont ils sont issus. Il n'est pas rare de rencontrer dans les principales villes turques des hommes et des femmes, qui sont de race et de nationalité britanniques, mais ne parlent pas anglais, le français étant le langage habituel des Levantins. La plupart n'ont jamais mis le pied en Angleterre ou dans une autre contrée européenne ; ils n'ont qu'une demeure : la Turquie. Le fait qu'ils conservent habituellement droit de cité dans leur pays d'origine semblait maintenant les désigner à la vengeance turque. Outre ces Levantins, un grand nombre d'Anglais et de Français vivaient alors à Constantinople, comme professeurs dans les écoles, comme missionnaires, hommes d'affaires et commerçants importants. Le gouvernement ottoman proposait de rassembler tous ces résidents, aussi bien les ressortissants immédiats de la Grande-Bretagne et de la France que les autres, et de les placer aux endroits les plus exposés de la péninsule de Gallipoli, comme cibles à la flotte alliée.

Bien entendu, ma première question, en recevant cette effrayante information, fut de demander si les vaisseaux de guerre bombardaient réellement des villes ouvertes. Assassinaient-ils avec une pareille indifférence des non-combat-

tants, hommes, femmes et enfants, un acte de représailles tel qu'Enver le suggérait maintenant, eût sans doute été justifié. Il me semblait incroyable, toutefois, que les Anglais et les Français pussent commettre pareilles cruautés!

J'avais déjà reçu de nombreuses plaintes de ce genre, de la part de fonctionnaires turcs, qui, après enquête, s'étaient révélées sans fondement. Tout récemment, le Dr Meyer, premier assistant de M. Suleyman Nouman, le chef du service de Santé, était venu m'annoncer que la flotte britannique avait bombardé un hôpital turc et tué 1.000 malades; renseignements pris, l'édifice n'avait été que légèrement endommagé et un seul homme avait été tué.

Je soupçonnai naturellement aujourd'hui ce dernier conte de ressembler aux précédents. Je découvris bientôt, en effet, que c'était le cas. La flotte des Alliés ne bombardait aucun des villages musulmans. Un certain nombre de vaisseaux de guerre britanniques stationnaient dans le golfe de Saros, échancrure de la mer Egée, sur le côté ouest de la péninsule, et de ce point favorable, ils lançaient des obus sur la ville de Gallipoli. Tout le *bombardement* des villes, auquel ils se livraient actuellement, était limité à cette unique cité! Ce faisant, la flotte britannique ne violait pas les règlements de guerre civilisée, car Gallipoli avait depuis longtemps fait évacuer sa population civile, et les Turcs avaient installé des Quartiers-Généraux militaires dans différentes maisons, devenues avec raison l'objet de l'attaque des Alliés. Je ne connaissais certes aucune loi martiale prohibant une attaque contre un établissement militaire. Quant aux histoires de civils assassinés, hommes, femmes et enfants, leur exagération flagrante était déjà démontrée par l'évacuation mentionnée; les victimes du bombardement ne pouvaient qu'appartenir aux forces armées de l'Empire.

Je discutai la situation longuement avec M. Ernest Weyl, considéré en général comme le représentant des citoyens français à Constantinople, et avec M. Hoffman Philip, conseiller de notre ambassade; il fut convenu que je me

rendrais immédiatement à la Sublime Porte pour protester auprès d'Enver.

Le Conseil des Ministres tenait séance à ce moment, mais Enver quitta la délibération. Son attitude était moins calme qu'à l'habitude. En décrivant l'agression de la flotte britannique, il devint furieux; ce n'était plus l'imperturbable Enver que je connaissais si bien.

« Ces lâches Anglais! s'écria-t-il. Ils ont longtemps essayé de forcer le passage des Dardanelles et nous les gênions! Et voyez quel genre de revanche ils prennent! Leurs navires se glissent furtivement dans la baie extérieure, où nos canons ne peuvent les atteindre, et tirent par delà les collines sur nos petits villages, tuant des vieillards inoffensifs, des femmes, des enfants, et démolissent nos hôpitaux. Vous imaginez-vous que nous allons le leur permettre? Et que pouvons-nous faire? Nous n'avons pas de canons à longue portée, dont le tir dépasse les collines pour les tenir en respect. Si c'était le cas, nous les chasserions comme nous les avons expulsés des Détroits, il y a un mois. Nous ne disposons pas d'une flotte que nous puissions envoyer en Angleterre bombarder leurs villes ouvertes, comme ils bombardent les nôtres. Aussi avons-nous décidé de transporter à Gallipoli tous les Anglais et Français que nous pourrons trouver. Qu'ils tuent leurs nationaux en même temps que les nôtres. »

Je répondis que si ces déclarations étaient conformes à la vérité, son indignation était motivée; puis je lui fis remarquer qu'il avait tort et accusait les alliés de crimes que ceux-ci ne commettaient pas.

« Voilà à quoi se borne la chose la plus cruelle que vous ayez jamais vue, dis-je. Les Britanniques sont parfaitement en droit d'attaquer des Quartiers Généraux militaires comme Gallipoli. »

Mon argument ne fit pas d'impression sur mon interlocuteur. J'acquis la conviction qu'il n'avait pas décrété cette mesure comme représailles pour assumer la protection de ses compatriotes, mais que lui et ses compagnons cher-

chaient en réalité à se venger. Le fait que des forces australiennes et néo-zélandaises avaient opéré un heureux débarquement, réveillait leurs instincts les plus barbares. Il le mentionna au cours de notre entretien, le déclara sans importance, disant qu'il jetterait bientôt à la mer Français et Anglais ; je vis toutefois que cet événement lui causait beaucoup d'inquiétude. Au point de vue psychologique, le Turc est primitif, comme je l'ai déjà dit ; il semblait parfaitement logique à Enver de répondre au débarquement britannique par le meurtre de centaines d'Anglais sans défense, se trouvant en son pouvoir. Comme résultat de cette conversation, j'obtins quelques concessions seulement. Enver consentit à différer la déportation jusqu'au jeudi — c'était alors dimanche — à exclure de la mesure les femmes et les enfants, et à ne prendre aucun Anglais ou Français, attaché actuellement aux institutions américaines.

« Tous les autres partiront » fut son dernier mot. « De plus, nous n'avons pas l'intention de laisser les canons anglais tirer sur les transports que nous envoyons aux Dardanelles. Dans l'avenir, nous placerons quelques Anglais et Français sur chaque bâtiment que nous expédierons là-bas, pour protéger nos propres soldats. »

De retour à l'Ambassade, j'appris que la nouvelle de la déportation projetée avait été publiée. La stupeur et le désespoir qui s'ensuivirent furent sans précédent, même dans cette ville perpétuellement en émoi. En vivant de longues années en Orient, les Européens finissent par devenir aussi émotifs que les Turcs, par être comme eux dominés par la crainte, surtout si la protection de leurs ambassadeurs leur fait défaut. Un flot de gens en délire commença maintenant à envahir l'ambassade. A en juger par leurs larmes et leurs cris, on eût pensé qu'ils devaient être emmenés et tués immédiatement ; ils ne semblaient pas croire même à la possibilité d'être préservés. Cependant, ils ne cessaient de m'implorer pour que j'obtinsse des exemptions individuelles. L'un ne pouvait partir, étant soutien de famille, un autre avait un enfant malade, un autre encore était malade lui-

même. Mon antichambre était pleine de mères exaspérées, me priant de faire libérer leurs fils, et d'épouses demandant des faveurs spéciales pour leurs maris. Ces malheureux émettaient toutes sortes de suggestions impossibles : que je résigne mes fonctions d'ambassadeur, en signe de protestation ; que je menace la Turquie de la guerre avec les Etats-Unis ! Ils assiégeaient constamment ma femme, qui passa des heures à écouter leurs histoires et à les consoler. Parmi toute cette masse de gens excités, certains envisageaient froidement la situation. Au lendemain de ma conversation avec Enver, Bedri, le préfet de police, commença à arrêter quelques-unes des victimes.

Le matin suivant une idée, qui à l'ordinaire eût paru toute naturelle, me fut soumise par l'un de mes visiteurs. C'était un Allemand. Il me dit que l'exécution du plan turc nuirait beaucoup à la réputation de l'Allemagne, que personne ne voudrait croire qu'il n'eût pas été tramé par elle. Il me conseilla de m'adresser aux ambassadeurs allemand et autrichien qui, il en était certain, appuieraient mes efforts en vue d'obtenir un traitement décent pour ces malheureux. Ayant eu inutilement recours à Wangenheim, plusieurs fois auparavant en faveur des étrangers, je n'avais pas pensé que ce fût la peine de lui demander derechef sa coopération ; en outre, la tactique consistant à s'abriter derrière les non-combattants était si familière à ses compatriotes, que je n'étais pas autrement certain que les Turcs ne l'eussent pas adoptée à l'instigation de l'Etat-Major allemand. Je résolus, pourtant, de suivre l'avis de mon visiteur et de réclamer l'assistance de Wangenheim. Je dois admettre que je tentai cette démarche sans beaucoup d'espoir, mais je trouvai juste de donner à ce diplomate au moins une chance de me seconder.

Je lui rendis visite dans la soirée, à dix heures, et demeurai avec lui une heure environ. Pendant la plus grande partie de l'entrevue, je m'efforçai vainement de l'intéresser à la situation de ces malheureux. Il me déclara de but en blanc qu'il ne m'aiderait pas. « Il est parfaitement naturel, soute-

nait-il, que les Turcs installent un camp de concentration à Gallipoli. Il est également juste qu'ils placent des résidents anglais et français sur leurs transports, afin de se garantir contre une attaque. »

Je me dépensai en efforts désespérés pour traiter cette affaire, mais il changeait adroitement le sujet de la conversation. D'après mes notes, rédigées aussitôt après notre entretien, il discuta presque toutes les questions, sauf celle pour laquelle j'étais venu le trouver.

— La mesure prise par les Turcs fera grand tort à l'Allemagne, commençai-je.

— Savez-vous que les soldats anglais à Gaba Tepe manquent de vivres et de boissons ? répondait-il. Ils ont voulu s'emparer d'un puits, mais ont été repoussés ; ils ont fait partir leurs navires afin d'empêcher leurs soldats de battre en retraite.

— Revenons à l'affaire de Gallipoli, interrompais-je. Les Allemands eux-mêmes ici à Constantinople disent que l'Allemagne devrait empêcher...

— Les Alliés ont débarqué 45.000 hommes dans la péninsule, répliquait Wangenheim, et 10.000 de ceux-ci ont été tués. Dans quelques jours, nous attaquerons ceux qui restent et les anéantirons.

Si je tâchai d'aborder le sujet d'une autre façon, il commençait à discuter la Roumanie et la possibilité de faire passer des munitions par ce pays. « Votre secrétaire d'Etat, Bryan, dit-il, vient de publier une déclaration, démontrant que les Etats-Unis se départiraient de leur neutralité, s'ils refusaient de vendre des munitions aux alliés. Aussi avons-nous employé ce même argument à l'égard des Roumains ; si la neutralité d'un pays permet la vente de munitions, elle ne peut certes pas s'opposer à leur transport ! »

Le paradoxe de ce raisonnement plaisait à Wangenheim ; mais je lui rappelai que j'étais ici pour discuter la vie de deux ou trois mille non-combattants. Comme je revenais à mon sujet, il répartit que les Etats-Unis ne seraient plus maintenant agréés par l'Allemagne comme médiateur, en

raison de notre amitié pour l'Entente. Il insista pour me communiquer en détails les récents succès des Allemands dans les Carpathes et les dernières nouvelles sur la situation italienne.

— Nous préférerions lutter contre l'Italie que de l'avoir comme alliée, observa-t-il.

A tout autre moment, ceci m'eût fort diverti. Or, il était bien évident que Wangenheim ne discuterait pas la déportation projetée, si ce n'est pour dire que les Turcs étaient autorisés à cette mesure. Sa déclaration relative à l'établissement d'un « camp de concentration » à Gallipoli expliquait toute son attitude. Jusqu'alors, les Turcs n'en avaient installé nulle part. Je leur avais sérieusement conseillé de s'en abstenir, et ce avec succès. D'autre part, les Allemands protestaient que la Turquie était « trop indulgente » et insistaient sur l'établissement de tels camps à l'intérieur. L'emploi, par Wangenheim, des mots « camps de concentration à Gallipoli » montrait que le point de vue allemand l'emportait finalement et que le succès de mon entreprise était plus que douteux.

Dans les circonstances les plus favorables, un camp d'internement est un lieu de misère, mais qui, sauf un Allemand ou un Turc, pensa jamais à en édifier sur un champ de bataille ? Supposons que les Anglais et les Français eussent rassemblé tous leurs ennemis, les eussent conduits au front, et installés dans des baraquements sur le *No Man's land*, entre le feu des deux armées ? Tel était précisément le genre de « camp de concentration » que les Turcs et les Allemands se proposaient aujourd'hui d'organiser pour les résidents étrangers de Constantinople, car mon entretien avec Wangenheim ne permettait aucune équivoque quant à la participation allemande à ce complot. Craignant que l'attaque par terre, des Dardanelles, ne réussît, exactement comme ils avaient redouté le succès de l'attaque navale, les deux alliés se préparaient à employer toute arme en leur pouvoir, même la vie de plusieurs milliers de non-combattants.

Ma conversation avec Wangenheim n'aboutit à rien de pratique, sinon à affermir ma détermination de remporter la victoire. J'allai trouver Pallavicini ; il déclara spontanément que la déportation en perspective était « inhumaine ».

— Je vais m'en occuper avec le Grand Vizir, dit-il, et voir si je peux arrêter les choses.

— Parfaitement inutile, répliquai-je. Le Grand Vizir n'a aucun pouvoir, ce n'est qu'un comparse. Un seul homme peut empêcher cet acte, c'est Enver.

Pallavicini avait des sentiments plus délicats et une nature plus compatissante que Wangenheim ; je savais qu'il désirait sincèrement empêcher ce crime. Mais il caractérisait le diplomate de la vieille école autrichienne. Rien n'était aussi important à ses yeux que l'étiquette diplomatique ; les convenances exigeaient qu'il conduisît toutes ses négociations avec le Grand Vizir, qui était aussi ministre des Affaires Étrangères. Il ne discutait jamais les affaires d'État avec Talaat et Enver ; de fait, il n'avait que de strictes relations officielles avec les véritables maîtres de la Turquie. Et à présent, le salut de 3.000 existences n'était pas, pour son esprit timoré, une raison suffisante de s'écarter de la routine traditionnelle. Il parla donc à Saïd Halim, exemple que suivit Wangenheim. Ce dernier d'ailleurs ne protesta que pour la forme.

— Vous pouvez berner certaines personnes, lui dis-je, vous savez que parler au Grand Vizir à ce sujet n'a pas plus de conséquence que de tirer un coup de fusil en l'air.

Cependant, un membre du corps diplomatique seconda mon entreprise de tout son pouvoir : M. Koloucheff, le ministre bulgare. Dès qu'il eut vent de ce dernier outrage à la civilisation, il vint immédiatement m'offrir ses services. Il ne proposa pas de perdre son temps auprès du Grand Vizir, mais annonça son intention de remonter à la source, de voir Enver lui-même.

A ce moment précis, Koloucheff était une personnalité marquante, la Bulgarie étant neutre et les deux partis recherchant son alliance.

Dans l'intervalle, Bedri et ses acolytes arrêtaient les Anglais et les Français désignés à la déportation, laquelle devait s'accomplir le jeudi matin. Le mercredi, l'excitation touchait à la démence ; c'était à croire que toute la population étrangère de Constantinople s'était réunie à l'ambassade américaine. Des vingtaines de femmes éplorées, d'hommes hagards, se rassemblèrent devant notre porte, tandis que trois cents autres envahissaient nos bureaux, s'accrochant désespérément à moi et au personnel. Beaucoup s'imaginaient que je tenais leur sort dans mes mains ; dans leur douleur certains m'accusaient, soutenant que je n'employais pas toute mon influence en leur faveur. Chaque fois que je quittais mon cabinet et passais dans le hall, j'étais presque malmené par des groupes de mères et d'épouses échevelées et terrifiées. La tension nerveuse était effrayante. Je saisis le récepteur du téléphone, appelai Enver et lui demandai une entrevue. Il répondit qu'il serait heureux de me recevoir jeudi ; à ce moment, les prisonniers auraient déjà pris le chemin de Gallipoli.

— Non, répliquai-je. Il faut que je vous voie cet après-midi même.

Enver alléguait toutes sortes d'excuses pour se dérober.

— Je suppose que vous désirez me voir à propos des Anglais et des Français, dit-il. Si c'est le cas, je peux vous déclarer dès maintenant que ce sera inutile. Nos décisions sont arrêtées et des ordres ont été donnés à la police pour rassembler tous les étrangers cette nuit, afin de les embarquer demain matin pour Gallipoli.

Je n'en persévérai pas moins à vouloir lui parler l'après-midi même, et enhardi par la pensée de la foule féminine envahissant tous les locaux de l'Ambassade, je pris un parti sans précédent.

— Je n'admets pas qu'une entrevue me soit refusée, répliquai-je. Je serai à quatre heures au Ministère. Si vous ne me recevez pas, j'entrerai dans la salle du Conseil et je discuterai la question avec vos collègues ; je suis curieux

de voir quelle sera leur attitude vis-à-vis de l'Ambassadeur américain.

Il me sembla presque entendre Enver haleter à l'autre bout du fil. Je suppose que jamais proposition aussi stupéfiante ne fut faite à un ministre responsable d'aucun pays.

— Soit, trouvez-vous à la Sublime Porte à 3 h. 30, répondit-il après une pause prolongée, je m'arrangerai pour vous recevoir.

Quand j'arrivai au rendez-vous, on m'annonça que le ministre bulgare conférait avec Enver, et que leur entretien se prolongeait. J'attendis volontiers, connaissant le sujet de leur discussion. M. Kolouchefl parut bientôt, ses traits étaient bouleversés et sa physionomie soucieuse révélait clairement l'épreuve qu'il venait de subir.

— Il n'y a aucun espoir d'ébranler Enver, me dit-il ; il est absolument déterminé à exécuter son projet. Je ne peux vous souhaiter bonne chance, car vous n'en avez aucune.

L'entrevue qui s'ensuivit fut la plus importante de toutes celles que j'eus avec Enver ; nous débattîmes le sort des étrangers près d'une heure. Je trouvai le « Héros de la Révolution » d'une politesse parfaite, mais inflexible. Avant même que j'eusse pris la parole, il me déclara que toute discussion était inutile, la question étant tranchée. Je persistai à lui rappeler l'admiration causée à l'étranger par la manière dont la Turquie avait traité ses ennemis. « Vous vous êtes montrés supérieurs, sur ce point, aux autres nations belligérantes, dis-je. Vous n'avez pas institué de camps de concentration, les résidents ennemis ont pu demeurer ici et vaquer à leurs occupations comme auparavant, et vous vous êtes ainsi conduits, bien qu'une forte pression vous poussât à faire le contraire. Pourquoi détruisez-vous ce bon effet et projetez-vous une action aussi criminelle ? »

Enver soutint que les flottes alliées bombardaient des villes ouvertes, tuaient des femmes, des enfants et des blessés.

— Nous avons averti l'adversaire par votre entremise d'abandonner cette tactique, dit-il, pourquoi continue-t-i

Cette déclaration — il va de soi — était inexacte, mais je ne pus convaincre Enver qu'il avait tort. Il reconnut volontiers tout ce que j'avais fait, regrettant, par égard pour moi, de ne pouvoir se conformer à mon avis. Obéissant à une suggestion des victimes elles-mêmes, plaidai-je, je devrais renoncer à défendre les intérêts britanniques et français.

— Rien ne nous conviendrait mieux, répondit-il aussitôt, cela étant, de vous à nous, notre unique cause de difficultés et d'ennuis.

A mon tour, je lui demandai si un seul de mes conseils leur eût jamais occasionné de mécomptes. Il convint aimablement qu'ils n'avaient point regretté de s'être inspirés de mes suggestions.

— Eh bien ! écoutez-moi aussi dans ce cas, répliquai-je. L'avenir vous prouvera que vous n'aurez pas eu tort. Je vous affirme que votre Cabinet commet une faute terrible en prenant cette mesure.

— Mais j'ai donné des ordres à cet effet, répartit Enver. Je ne peux les contremander. Si je le faisais, je perdrais toute mon influence sur l'armée. Quand j'ai pris une décision, je la maintiens toujours. Ma femme elle-même m'a demandé de faire exempter ses domestiques du service militaire et j'ai refusé. Je n'annule jamais mes instructions et je ne le ferai pas davantage cette fois encore. Si vous avez quelque moyen d'exécuter cette mesure, tout en épargnant vos protégés, j'en prendrai connaissance avec plaisir.

Déjà auparavant, j'avais découvert que le trait saillant du Turc est sa tendance aux compromis et arrangements ; la demande d'Enver me fournit une occasion d'en tirer parti.

— Très bien, approuvai-je, voici ce que je crois possible, selon moi, sans transgresser à la consigne que vous avez imposée ; vous pouvez ne pas envoyer à Gallipoli *tous* les résidents français et anglais, mais seulement quelques-uns. Vous atteindriez quand même votre but, tout en maintenant la discipline dans l'armée et ce petit nombre arrêterait

les flottes alliées aussi efficacement que la totalité des résidents.

Ma proposition sembla visiblement à Enver l'unique moyen de sortir du dilemme.

— Combien m'autorisez-vous à en envoyer ? » demanda-t il vivement.

Cette interrogation me révéla que la cause était gagnée.

— Je suis d'avis que vous preniez vingt Français et vingt Anglais. Quarante en tout.

— Donnez m'en cinquante, contesta-t-il.

— Soit, nous n'éterniserons pas le débat, répondis-je. Cependant, faites moi une dernière concession. Laissez-moi choisir les dix qui devront partir.

Cet arrangement relâcha la tension, et Enver se montra de nouveau sous son aspect le plus sympathique.

— Non, Monsieur l'Ambassadeur, répliqua-t-il. Vous m'avez empêché de faire une faute cet après-midi, permettez-moi de vous rendre le même service. En choisissant les cinquante hommes qui doivent partir, vous vous ferez simplement cinquante ennemis. Je fais trop grand cas de vous pour vous laisser agir ainsi. Je vous prouverai que je suis réellement votre ami. N'avez-vous rien autre à me proposer ?

— Pourquoi ne pas prendre les plus jeunes ? Ils peuvent mieux supporter la fatigue.

— C'est juste, conclut Enver.

Il suggéra que Bedri, actuellement au Ministère désignât les « victimes ». Ceci me causa un certain malaise ; je savais que la modification de l'ordre d'Enver lui déplairait et, xénophobe comme je le connaissais, qu'il trouverait un expédient afin de s'y soustraire.

Je priai Enver de le mander et de lui donner ses nouvelles instructions en ma présence. Le préfet arriva, et, comme je l'avais prévu, manifesta sa désapprobation. En apprenant que cinquante étrangers seulement partiraient, et les plus jeunes, il leva les bras et commença à arpenter la pièce de long en large.

— Non, non, cela ne se passera pas ainsi ! dit-il. Je ne veux pas les plus jeunes, il me faut les notables !

Mais Enver maintint sa décision, et lui intima de s'y conformer. De toute évidence, il me fallait ménager Bedri, aussi l'invitai-je à m'accompagner jusqu'à l'ambassade, où nous prendrions le thé et arrêterions le détail de cette affaire. Mon invitation eut un effet magique, difficile à comprendre pour un Américain ; l'un de nous ne trouverait rien d'extraordinaire à être vu publiquement en voiture avec un ambassadeur, ou à prendre le thé avec lui ; or, c'est une distinction dont ne jouit jamais un fonctionnaire subalterne, tel que le préfet de police dans la capitale turque. Cette dérogation aux usages m'eût sans doute rabaissé aux yeux de Pallavicini ; j'y gagnai, car Bedri fut plus souple qu'il ne l'eût été autrement.

Nous trouvâmes à l'ambassade la même foule, attendant les résultats de mon intercession. Lorsque j'annonçai aux assiégeants que cinquante personnes seulement, et choisies parmi les plus jeunes, partiraient, ils parurent un instant stupéfiés. Au début, ils ne comprenaient pas ; à peine, avaient-ils osé espérer une modification à l'arrêt gouvernemental ; quand la vérité leur apparut, je me trouvai le centre d'une multitude, devenue momentanément folle — c'était évident — cette fois non de douleur, mais de joie. Des femmes, le visage inondé de larmes, voulaient se jeter à mes genoux, s'emparaient de mes mains et les couvraient de baisers. Des hommes d'âge mûr, malgré mes violentes protestations, m'étreignaient et m'embrassaient sur les deux joues. Pendant quelques minutes, je luttai contre cette foule, gêné par ses démonstrations de gratitude, puis finalement, je réussis à m'échapper et me cachai avec Bedri dans une pièce intérieure ; nous y reprîmes aussitôt nos pourparlers interrompus.

— Ne puis-je avoir quelques notables ? demanda-t-il.

— Je vous en donnerai un seul, répondis-je,

— Est-ce que je ne pourrais pas en avoir trois ? implora-t-il.

— Vous pouvez avoir tous ceux au-dessous de cinquante ans, fut ma réponse.

Cela ne le satisfaisait pas, car il n'y avait aucune personne de distinction au-dessous de cet âge. Bedri avait jeté son dévolu sur MM. Weyl, Rey et e Dr Frew. Je disposai d'un « notable » que j'étais prêt à concéder, le Dr Wigram, pasteur anglican, un des hommes les plus éminents de la colonie étrangère, qui m'avait souvent demandé à accompagner les otages afin de leur offrir les consolations de la religion. Je savais qu'il serait ravi d'être jeté à Bedri en guise d'appât, pour calmer sa passion de « notables ».

— Le Dr Wigram est le seul que vous puissiez avoir, dis-je à Bedri. Il accepta, ne pouvant obtenir mieux dans cet ordre d'idées.

M. Hoffman Philip, notre conseiller d'ambassade — aujourd'hui ministre à Columbia — avait exprimé le même désir que le Dr Wigram, ce qui était chez lui une manifestation spontanée de pur humanitarisme. Bien que ne jouissant pas d'une bonne santé, il était revenu à Constantinople après que la Turquie fût entrée en guerre, afin de m'assister dans mon œuvre de protection aux réfugiés. Dans toute cette période difficile, il prodigua avec une délicatesse innée la plus chaude sympathie à ces malheureux, les malades et les pauvres. Il n'était pas absolument régulier pour un représentant diplomatique de s'engager dans une entreprise aussi hasardeuse que celle-ci. M. Philip plaida sa cause avec une telle ardeur que finalement je donnai, à regret, mon consentement. J'obtins la même autorisation pour M. Arthur Ruhl, de la Société *Colliers*, et M. Henry West Suydam, de l'*Eagle* de Brooklyn.

A la fin, il fallut que Bedri eût sa revanche. Les cinquante déportés avaient été informés que le bateau les emmenant à Gallipoli partirait le lendemain matin à 6 heures ; le préfet et ses collaborateurs passèrent dans leurs maisons à minuit, les tirant de leur lit. La foule, assemblée sur le dock le lendemain matin, paraissait tant soit peu découragée et harassée. Bedri était là, surveillant les formalités et quand

il m'aborda, il me reprocha de nouveau avec bonhomie de ne lui accorder qu'un « notable ». En somme, il se comporta très décemment, bien qu'il ne pût s'empêcher de dire aux otages que les aéroplanes britanniques lançaient des bombes sur Gallipoli ! Des vingt-cinq Anglais réunis là, deux seulement étaient nés en Angleterre et des vingt-cinq Français deux avaient vu le jour en France ! Ils portaient des petits sacs contenant des aliments et autres choses essentielles ; leurs parents assemblés avaient d'autres paquets et Mrs. Morgenthau envoya plusieurs grandes caisses de vivres au vaisseau. Les adieux de ces jeunes gens et de leurs familles furent touchants, mais tous se montrèrent braves.

Je retournai à l'Ambassade, un peu las en raison du surmenage des derniers jours et je n'étais évidemment pas d'une humeur appropriée à l'honneur qui m'attendait. A peine quelques minutes s'étaient-elles écoulées depuis mon retour, que S. E. l'Ambassadeur allemand se faisait annoncer.

Après avoir débité quelques lieux communs, il aborda le véritable objet de sa visite et me demanda de télégraphier à Washington la part importante qu'il avait prise à la réduction du nombre des otages ! Cette requête était si extravagante que je lui ris presque au nez. J'avais bien compris, qu'en m'envoyant chez le Grand Vizir, il s'était ménagé un alibi pour un usage futur, mais j'étais loin de m'attendre à ce qu'il s'en servît aussi vite.

« Eh bien ! continua-t-il, télégraphiez au moins à votre gouvernement que je n'ai pas *hetz* les Turcs dans cette question. »

Le verbe allemand « hetzen » a presque la même signification que le mot anglais « sic », dans le sens de stimuler un chien. Je n'étais pas davantage d'humeur à donner à Wangenheim un tel certificat de bonne conduite et je le lui dis. De fait, j'informai catégoriquement Washington qu'il avait refusé de m'aider. Un jour ou deux plus tard, Wangenheim m'appela au téléphone ; il paraissait excité et irrité. Son département lui avait télégraphié au sujet de mon rapport

à Washington. Je lui répondis que s'il désirait des louanges, il devait faire quelque chose pour les mériter.

Les otages passèrent de durs moments à Gallipoli ; on les parqua dans deux baraquements sans lits, sans nourriture autre que celle qu'ils avaient emportée avec eux ; les jours et les nuits furent empoisonnés par l'abondante vermine qui est chose vulgaire en Turquie. Si M. Philip n'était pas parti avec eux, ils auraient sérieusement souffert. Quand les infortunés eurent séjourné là quelques jours, j'entrepris de nouveau Enver pour les faire revenir. Sir Edward Grey, alors ministre des Affaires Etrangères, m'avait fait tenir, par l'intermédiaire de notre Département d'État, un message avec prière de le communiquer à Enver et à ses collègues. Le gouvernement britannique les avertissait qu'il les rendrait personnellement responsables de tout mal fait aux otages. Je présentai cette requête à Enver le 9 mai. Je l'avais déjà vu sous les aspects les plus différents, mais la rage effrénée dans laquelle il se mit était quelque chose de tout nouveau pour moi. Quand je lui lus le télégramme, son visage devint livide, et il fut absolument incapable de se maîtriser. Le vernis qu'il avait laborieusement acquis tomba comme un masque, il se montra alors ce qu'il était en réalité : un sauvage, un Turc altéré de sang. « *Ils* ne reviendront pas ! cria-t-il. Je *les* laisserai là-bas jusqu'à ce qu'*ils* pourrissent ! Je voudrais voir que ces Anglais me touchent, continua-t-il. »

Je constatai que la méthode dont j'avais usé à l'égard d'Enver, celle de la persuasion, était la seule possible avec lui. Je m'efforçai à présent d'apaiser le ministre, et après un instant, il se calma.

— Mais ne me menacez jamais plus ! dit-il.

Après avoir séjourné une semaine à Gallipoli, les otages revinrent. Les Turcs avaient déplacé leur Quartier Général militaire de Gallipoli, et la flotte anglaise, en conséquence, cessa de bombarder l'endroit. Tous les jeunes gens rentrèrent en bonne santé et furent accueillis chez eux avec transport.

CHAPITRE XX

AUTRES AVENTURES DES RÉSIDENTS ENNEMIS

La déportation de Gallipoli donne une idée des difficultés que j'avais à surmonter pour défendre les intérêts alliés dans l'Empire ottoman. Cependant malgré ces conflits accidentels, les fonctionnaires officiels se comportaient convenablement ; ils m'avaient promis au début de traiter leurs ennemis avec justice et de leur permettre, soit de rester en Turquie et d'y poursuivre leurs occupations accoutumées, soit de quitter l'Empire. Ils estimaient apparemment qu'on les jugerait, une fois la guerre terminée, non d'après leurs procédés à l'égard de leurs propres nations asservies, mais d'après leur attitude vis-à-vis des sujets des Puissances ennemies ; si bien qu'un Français, un Anglais, ou un Italien, jouissait d'une plus grande sécurité en Turquie qu'un Arménien, un Grec, ou un Juif. Toutefois une sourde hostilité essayait souvent de l'emporter sur ce penchant humanitaire. J'ai signalé dans ma correspondance avec Washington l'existence de cet antagonisme et le rôle de Wangenheim. « L'ambassadeur allemand, écrivais-je en substance, continue à démontrer au Gouvernement ottoman l'opportunité et des mesures de répression, et de détenir comme otages les sujets des puissances belligérantes, s'opposant de façon persistante à leur départ et contrecarrant mes démarches. » De temps en temps, les fonctionnaires turcs se vengeaient sur ces malheureux, soi-disant en représailles d'un outrage (outrage imaginaire) infligé à un de leurs compatriotes en pays ennemis ; ce qui suscitait des scènes épiques, cer-

taines tragiques, d'autres comiques, toutes mettant en lumière le vilain côté du caractère turc et des méthodes allemandes.

Un après-midi, je me trouvais chez Talaat, discutant avec lui de questions courantes, quand la sonnerie du téléphone retentit :

— *Pour vous* [1], dit le ministre, me tendant le récepteur.

C'était un de mes secrétaires. Il m'informait que Bedri venait d'arrêter Sir Edwin Pears, de le jeter en prison et avait saisi tous ses papiers. Sir Edwin était l'un des résidents britanniques les plus connus de Constantinople; pendant quarante ans, il y avait exercé la profession d'avocat et de journaliste ; tout ce qu'il avait publié, tant dans la presse qu'en volumes, avait consacré son autorité en matière d'histoire et de politique orientales. Au début de la guerre, j'avais exigé de Talaat et de Bedri l'engagement formel qu'en aucun cas, Sir Edwin Pears — vieillard de quatre-vingts ans, aussi distingué que vénérable — et le professeur Van Millingen, de *Robert College*, ne seraient inquiétés. Par une singulière coïncidence, en présence de Talaat, j'apprenais que cette promesse venait d'être violée. Je me tournai aussitôt vers le ministre, et sans chercher à dissimuler mon mécontentement, lui demandai : « Est-ce ainsi que vous tenez votre parole ? N'avez-vous rien de mieux à faire que de tourmenter un vieillard respectable comme Sir Edwin Pears ? Qu'avez-vous à lui reprocher ? — Allons, allons, ne vous échauffez pas, répartit Talaat. Il n'est en prison que depuis quelques heures et je vais le faire relâcher. »

Il essaya de mander Bedri au téléphone, sans succès. Je ne connaissais que trop les artifices de Bedri ; le préfet de police désirait-il réellement répondre à un appel téléphonique, il était l'homme le plus accessible du monde ; craignait-il un ennui, les plus laborieuses recherches ne pouvaient révéler l'endroit où il se trouvait. Bedri m'ayant

1. En français dans le texte.

catégoriquement assuré que Sir Edwin ne serait pas inquiété, il préférait se dérober.

« Je resterai ici jusqu'à ce que vous ayez rejoint Bedri » dis-je alors à Talaat. Le grand Boss prit la chose avec enjouement. Nous attendîmes très longtemps, toujours en vain. Finalement, j'appelai un de mes secrétaires et lui commandai de retrouver le préfet perdu.

« Dites à Bedri, ordonnai-je, que je tiens Talaat aux arrêts dans son propre bureau, et ne le libérerai pas avant qu'il ait pu lui commander de relâcher Sir Edwin Pears. » Talaat s'amusait du côté comique de la situation : il connaissait les expédients de notre homme mieux encore que moi, et cela l'intéressait énormément de savoir si je réussirais à le découvrir. Bientôt la sonnerie du téléphone se faisait entendre, c'était Bedri. Je dis à Talaat de l'informer que je me rendais à la prison dans mon automobile pour y prendre Sir Edwin Pears.

— Je vous en prie, ne lui laissez pas faire cela, répondit Bedri. Un incident pareil me ridiculiserait et ruinerait mon influence.

— Très bien, fut ma réponse ; j'attendrai jusqu'à 6 h. 15. Si le prisonnier n'est pas rendu à sa famille à ce moment, j'irai à la Préfecture de police, et j'obtiendrai son élargissement.

En retournant à l'ambassade, je m'arrêtai chez Sir Edwin Pears, et je m'efforçai de tranquilliser sa femme et sa fille.

— Si votre père n'est pas ici à 6 h. 15, dis-je à Miss Pears, je vous prie de m'en informer immédiatement.

Exactement à cette heure, Miss Pears m'avertissait par téléphone de son retour.

Le lendemain, Sir Edwin vint à l'ambassade me remercier de mes efforts en sa faveur. Il m'annonça que l'ambassadeur allemand s'était également employé à sa libération. J'en fus quelque peu surpris ; je savais que personne autre que moi n'avait eu l'occasion d'intervenir, tandis que j'attendais dans le cabinet de Talaat, car j'en aurais eu connais-

sance, toutes les nouvelles y aboutissant. Une demi-heure plus tard, je rencontrai Wangenheim lui-même ; il arriva inopinément à la réception de Mrs. Morgenthau. Je m'étendis sur le cas de Pears et lui demandai s'il avait eu une part quelconque à sa libération. Ma question l'étonna beaucoup.

— Quoi ? s'exclama-t-il, je vous aurais aidé à obtenir son élargissement ! *Der alte Gauner !* (Le vieux coquin !) Comment ! mais c'est moi qui l'ai fait arrêter !

— Qu'avez-vous contre lui ? répliquai-je.

— En 1876, répondit Wangenheim, cet homme était pour les Russes, contre la Turquie !

Voilà jusqu'où remonte la mémoire d'un Allemand ! En 1876, Sir Edwin envoya plusieurs articles au *Daily News* de Londres, décrivant les massacres des Bulgares. A cette époque, on n'ajoutait pas foi en général aux récits de ces atrocités ; les lettres de Sir Edwin, en plaçant sous les yeux des nombreux peuples qui lisent l'anglais quelques-uns des faits les moins contestables, contribuèrent puissamment à l'émancipation de la Bulgarie du joug turc. Cet acte d'humanité et de politique avait valu à son auteur sa juste célébrité, et aujourd'hui, après quarante ans, l'Allemagne voulait le punir en le jetant dans une prison turque ! De nouveau les Turcs se montrèrent plus avisés que leurs alliés, car non seulement ils laissèrent Sir Edwin en liberté et lui rendirent ses papiers, mais lui permirent de retourner à Londres.

Cependant Bedri était un peu mortifié de mon heureuse intervention dans cette affaire et il résolut d'égaliser la partie. Après Sir Edwin Pears, l'avocat parlant anglais le plus distingué de Constantinople était le Dr Mizzi, un Maltais âgé de soixante-dix ans. Les membres du Gouvernement lui gardaient rancune de la publication dans le *Levant Herald*, journal dont il était propriétaire, d'articles critiquant le Comité Union et Progrès. La nuit même de l'épisode Pears, Bedri se rendit chez le Dr Mizzi, le chassa de son lit, l'arrêta, et le mit dans un train en partance pour Angora (Asie-

Mineure) où sévissait alors une terrible épidémie de typhus; ce n'était pas un lieu de séjour pour un homme de cet âge. Le lendemain matin, quand me parvint la première rumeur de l'incident, le vieillard faisait bel et bien route pour son pays d'exil.

« Cette fois-ci, je vous ai devancé » m'annonça Bedri, en riant triomphalement. Il disait cela avec bonhomie, et semblait heureux comme un gamin. A la fin, il avait « gagné un point » sur l'ambassadeur américain, qui dormait imprudemment dans son lit, pendant que l'avocat prenait le chemin d'un camp infesté par la fièvre. La victoire de Bedri ne fut pas de longue durée. Sur ma requête, Talaat envoya le Dr Mizzi à Konia, et non à Angora. Un missionnaire américain, le Dr Dodd, y avait installé un hôpital magnifique ; je pris des mesures pour que l'exilé y eût une jolie chambre, et il y passa plusieurs mois, jouissant de la société de compagnons sympathiques, bien nourri, dans une atmosphère salubre, ayant tous les livres qu'il désirait, et une distraction sans laquelle il eût été tout à fait malheureux, un piano. Aussi pensais-je qu'en définitif la balance penchait de mon côté.

Quand les autorités anglaises arrêtèrent le Consul turc et son personnel à Salonique, les Turcs emprisonnèrent aussitôt neuf des principaux membres de la colonie française. Il fallut presque trois semaines pour les faire relâcher. Au début de janvier 1916, on apprit que les Anglais avaient maltraité des prisonniers de guerre turcs en Egypte. Bientôt après, deux Australiens, le Commandant Stoker et le lieutenant Fitzgerald, m'informèrent qu'ils avaient été enfermés pendant onze jours dans un misérable cachot humide, au Ministère de la Guerre, sans autre société que l'affreuse vermine qui y pullulait. Ces deux officiers de marine étaient venus à Constantinople en sous-marin ; ils s'étaient embarqués en Angleterre pour ce voyage audacieux, et plongeant au-dessous des mines posées dans les Dardanelles, avaient atteint la mer de Marmara, terrorisant pendant plusieurs semaines toute l'étendue de cette

mer intérieure et arrêtant pratiquement toute navigation. Le sous-marin spécial sur lequel mes correspondants se trouvaient, le *E 15*, avait été saisi dans les Dardanelles, et son équipage et ses officiers envoyés à la prison militaire turque à Afium Kara Hissar, en Asie-Mineure. Quand parvint la nouvelle des prétendus traitements infligés en Egypte à des prisonniers turcs, on tira au sort deux captifs afin de les envoyer à Constantinople où, par représailles, ils seraient emprisonnés. Stoker et Filzgerald, étant tombés sur les mauvais numéros, avaient été enfermés onze jours dans une horrible cellule souterraine.

Je discutai immédiatement l'affaire avec Enver, et suggérai qu'un docteur et un officier neutres fissent une enquête sur le sort des Turcs en Egypte. Nous fûmes promptement avisés que les renseignements étaient faux et, qu'en réalité, les prisonniers tombés aux mains des Anglais étaient admirablement traités.

Vers cette époque, je fis une visite à Mgr Dolci, le délégué apostolique en Turquie. Il me parla par hasard d'un lieutenant Fitzgerald qui, dit-il, était prisonnier de guerre à Afium Kara Hissar.

— Je m'intéresse beaucoup à lui, me confia-t-il, parce qu'il est fiancé à la fille du ministre britannique près le Vatican. J'ai parlé à Enver à son sujet et il m'a promis qu'il jouirait d'un traitement de faveur.

— Quel est son prénom ? demandai-je.

— Jeffrey.

— Il jouit effectivement d'un traitement de faveur, répondis-je. Savez-vous, qu'en ce moment même, il est dans un cachot à Constantinople ?

Mgr Dolci fut très affecté par cette nouvelle ; je le rassurai, affirmant que son protégé serait relâché d'ici peu.

— Vous comprenez que vous avez agi honteusement à l'égard de ces jeunes gens, déclarai-je maintenant à Enver, vous devriez faire quelque chose en réparation.

— Très bien, que proposez-vous ?

Stoker et Fitzgerald étaient prisonniers de guerre et,

d'après les règlements généraux, ils devraient être renvoyés dans un camp, une fois sortis de cachot. Je suggérai à Enver de les autoriser à passer huit jours à Constantinople, entièrement libres. L'idée lui plut et les officiers furent relâchés.

Ils offraient un aspect lamentable, après vingt-cinq jours de cellule, sans avoir pu se baigner ou se raser, ni changer de linge, ni se procurer aucun adoucissement à leur sort. M. Philip se chargea d'eux, leur fournit tout ce qui leur manquait, et, en quelques heures, nous eûmes devant nous deux jeunes et beaux officiers de la marine britannique. Leur « permission » ne fut marquée que d'incidents agréables, bien qu'ils fussent toujours accompagnés d'un officier turc parlant anglais. Mgr Dolci, puis moi-même, nous les reçûmes à dîner : je leur fis en outre visiter le *Lycée de jeunes filles*. Quand vint le moment de retourner à leur camp, ils déclarèrent qu'ils passeraient volontiers un autre mois dans un cachot s'ils pouvaient jouir, une fois élargis, d'une période correspondante de liberté.

Nonobstant les événements ultérieurs, je conserverai toujours à Enver quelque gratitude pour la manière dont il traita Fitzgerald. Je lui avais raconté que le lieutenant était fiancé. « Ne trouvez-vous pas qu'il a été suffisamment puni ? demandai-je. Pourquoi ne laissez-vous pas ce jeune homme rentrer chez lui et épouser sa fiancée ? » Ma proposition éveilla le côté sentimental de la nature d'Enver. « Je le ferai, répliqua-t-il, s'il veut me donner sa parole d'honneur de ne plus combattre contre la Turquie. »

Il va de soi que Fitzgerald y consentit ; ainsi son séjour, relativement court, au cachot, eut pour résultat de lui rendre et la liberté et le bonheur. Le pauvre Stoker, n'ayant pas contracté d'engagement de ce genre, ne pouvait prétendre au même traitement de faveur ; il retourna à sa captivité d'Asie-Mineure, non sans montrer une réelle sérénité d'esprit, digne des meilleures traditions de la marine britannique.

CHAPITRE XXI

MISE AUX ENCHÈRES DE L'ALLIANCE BULGARE

L'échec de la flotte alliée aux Dardanelles ne libéra pas définitivement Constantinople ; les Turcs et les Allemands, bien entendu, ressentirent un immense soulagement quand les escadres franco-anglaises appareillèrent, sans être toutefois rassurés, puisque la route de Constantinople, la plus directe, restait toujours accessible à l'ennemi.

Au début de septembre 1915, un des Allemands les plus influents de l'entourage gouvernemental m'expliqua longuement la situation, la résumant dans ces quelques mots : « Nous ne pouvons garder les Dardanelles, sans le concours militaire de la Bulgarie ».

Ceci signifiait que, si cette nation n'épousait pas la cause de la Turquie et des Empires Centraux, l'expédition de Gallipoli réussirait, Constantinople tomberait, l'Empire ottoman s'écroulerait, la Russie ressusciterait — en tant que puissance économique et militaire — et la guerre, dans une période relativement courte, se terminerait par la victoire de l'Entente. Il est probable que la neutralité bulgare aurait eu le même résultat. Ainsi peut-on dire sans exagération, qu'en septembre et octobre 1915, la durée de la guerre dépendait du tzar Ferdinand.

L'importance de ce fait est à ce point considérable qu'il n'est pas inutile, même maintenant, de la démontrer. Je prie mes lecteurs, afin de me suivre, de consulter la carte de cette partie d'Europe qui ne leur est pas très familière, celle des Etats balkaniques, telle qu'elle fut déterminée

par le traité de Bucarest. Ce qui reste de la Turquie d'Europe n'est qu'une mince bande de territoire irrégulière, d'à peine cent milles à l'ouest de Constantinople, dont toutes les frontières confinent à celles de la Bulgarie. La principale ligne de chemin de fer, menant à l'Europe occidentale, part de Constantinople, et court à travers la Bulgarie, en passant par Andrinople, Philippopoli, et Sofia. A ce moment, la Bulgarie pouvait lever une armée de 500.000 hommes, bien instruite et complètement équipée qui, en marchant sur l'ancienne Byzance, n'aurait pratiquement rencontré aucun obstacle sur sa route. La Turquie possédait, elle aussi, une armée importante, mais qui était alors engagée à combattre les forces alliées aux Dardanelles et les Russes au Caucase ; avec une Bulgarie hostile, elle ne pouvait obtenir de l'Allemagne ni troupes ni munitions. Elle risquait d'être complètement isolée, et sous les coups de sa puissante voisine de disparaître comme force militaire et comme Etat européen, après une très brève campagne. Je désire appeler particulièrement l'attention sur ce chemin de fer, car il représentait au fond l'un des buts de guerre de l'Allemagne. Après avoir quitté Sofia, il traverse le Nord-Est de la Serbie, passant par les stations les plus importantes de Nich et de Belgrade. De ce dernier point, il franchit la Save, et plus loin le Danube, puis poursuit sa course vers Budapest, Vienne et Berlin. Toutes les opérations militaires qui furent conduites dans les Balkans en 1915-1916 eurent en réalité pour objectif la possession de cette route. Une fois qu'elles tiendraient cette ligne, la Turquie et l'Allemagne ne seraient plus séparées ; économiquement et militairement, elles deviendraient une unité. Les Dardanelles, comme je l'ai décrit, étaient l'anneau qui reliait la Russie à ses alliés : ce passage fermé, l'écroulement de la Russie suivit rapidement. La vallée de la Morava et de la Maritza, avec cette voie ferrée, constituait pour la Turquie une sorte de Dardanelles terrestres ; était-elle en sa possession, elle lui donnait accès auprès de ses alliés ; la vallée passait-elle au pouvoir

de ses ennemis, l'Empire ottoman tombait en ruines. Or cet avantage ne pouvait être assuré aux Turcs et aux Allemands que si la Bulgarie embrassait leur cause ; dès ce moment le tronçon de chemin de fer, qui s'étendait jusqu'à la frontière serbe, pourrait immédiatement être utilisé, et la conquête de la Serbie s'ensuivrait inéluctablement et ceci donnerait le chaînon, rattachant Nich à Belgrade, aux Puissances Centrales. Ainsi l'alliance bulgare ferait de Constantinople un faubourg de Berlin, mettrait toutes les ressources de Krupp à la disposition de l'armée ottomane, ferait échouer l'attaque alliée à Gallipoli, et poserait les assises de cet Empire d'Orient qui, depuis quarante ans, était le but suprême de la politique allemande.

Ceci illustre la signification des paroles de mon Allemand quand, au début de septembre, il prétendait que « sans la Bulgarie, nous ne pouvons garder les Dardanelles ». Tout le monde le comprend clairement aujourd'hui, d'où la croyance générale que l'Allemagne avait contracté cette alliance avant la déclaration de la guerre. Je ne possède pas de renseignements à ce sujet. Que le tzar Ferdinand et le Kaiser aient arrangé cette coopération au préalable n'est pas invraisemblable. Mais ne commettons pas l'erreur de penser qu'ainsi la question était réglée, car les expériences des dernières années nous montrent que les traités ne sont pas toujours observés. Qu'il y ait eu accord ou non, je sais que les fonctionnaires turcs et les Allemands ne considéraient nullement comme un fait accompli que la Bulgarie prendrait leur parti ; dans leurs conversations avec moi, ils trahissaient au contraire une appréhension excessive quant à sa décision, et à un certain moment, tous craignirent de la voir opter pour l'Entente.

Je fus mis personnellement, une première fois, au courant des négociations bulgares à la fin de mai ; M. Kolouchéff, m'informa-t-on, avait fait savoir au *Robert College* que les étudiants bulgares ne pourraient rester à Constantinople jusqu'à la fin de l'année scolaire, mais devraient regagner leur foyer le 5 juin. Le *Lycée de Jeunes filles*

avait également été avisé que toutes les jeunes filles bulgares auraient à retourner chez leurs parents à la même date. Ces deux institutions comptaient parmi leurs élèves beaucoup de jeunes Bulgares, dont la plupart représentait l'élite de leur pays; c'est en réalité par l'intermédiaire de ces collèges que les Etats-Unis et la Bulgarie ont noué d'amicales relations. Mais c'était la première fois que ceci arrivait. Chacun discutait la signification de cette mesure ; elle apparaissait clairement. L'unique sujet de conversation était alors la Bulgarie. Prendrait-elle part à la guerre ? si oui, à quel parti lierait-elle sa fortune ? Un jour, on rapportait qu'elle se joindrait à l'Entente ; le lendemain, qu'elle avait résolu de s'allier aux Empires centraux. L'opinion courante était qu'elle monnayait son concours des deux côtés, recherchant les conditions les plus avantageuses. Au cas toutefois où elle eût penché en faveur de l'Entente, il n'était pas désirable que certains de ses sujets fussent abandonnés en Turquie. Les jeunes gens et jeunes filles fréquentant les collèges américains appartenaient presque tous à de grandes familles — une des élèves était la fille du général Ivanoff, chef des armées bulgares dans les guerres balkaniques — il était naturel que leur gouvernement veillât à leur sécurité.

La conclusion, presque unanimement tirée, était que la Bulgarie prenait le parti de l'Entente ; la nouvelle s'en propagea rapidement dans la ville et fit spécialement impression sur les Turcs. Le Dr Patrick, président du Collège de Constantinople, convia hâtivement ses élèves bulgares à une réunion de fin d'année, à laquelle j'assistai. Ce fut une triste assemblée, rappelant plutôt un enterrement que la fête habituelle. Je trouvai les jeunes filles dans un état de nerfs presque maladif ; elles croyaient toutes que la guerre était imminente et qu'on les expédiait chez elles, uniquement pour les empêcher de tomber aux griffes des Turcs. Elles me firent si grand'pitié que nous les emmenâmes à l'ambassade américaine, où nous passâmes tous une soirée charmante. Après le dîner, nos jeunes hôtesses ayant séché leurs larmes,

nous firent entendre un grand nombre de leurs belles chansons nationales, et ce jour, dont l'aube s'était levée si tristement, se termina gaiement. Le lendemain, elles prenaient toutes le chemin du retour.

Quelques semaines plus tard, le ministre bulgare me raconta que le gouvernement avait rappelé les étudiants, dans un but purement politique. Il n'y avait pas alors de probabilité immédiate de guerre, dit-il ; mais il fallait faire comprendre à l'Allemagne et à la Turquie qu'une alliance avec l'Entente était toujours possible ; comme nous nous en doutions tous, le cabinet de Sofia la mettait pour ainsi dire « aux enchères ». La situation tenait tout entière dans l'attribution à la Bulgarie de la Macédoine ; Kolouchelf lui-même l'affirmait hautement. Dans nos entretiens, il se faisait l'écho de l'opinion publique de son pays, soutenant que celui-ci avait loyalement gagné cette province dans la première guerre balkanique, que les Puissances avaient injustement permis qu'il en fût dépouillé, que la Macédoine était bulgare ethniquement, aussi bien que par sa langue et ses traditions, et qu'il n'y aurait pas de paix durable dans les Balkans tant qu'elle ne serait pas restituée à ses possesseurs légitimes. Or le tzar Ferdinand exigeait plus qu'un engagement, exécutable après la conclusion de la guerre ; il demandait l'occupation immédiate ; ceci accompli, il joindrait ses forces à celles de l'Entente. Il y avait deux gros enjeux dans la partie qui se jouait alors aux Balkans, l'un était la Macédoine réclamée par la Bulgarie, et l'autre Constantinople, dont la Russie était résolue à s'emparer. La première se montrait toute disposée à ce que la seconde eût Constantinople, si elle-même avait l'assurance d'obtenir la Macédoine.

On donnait à comprendre que le Grand État-Major bulgare avait des plans tout prêts pour la prise de Constantinople, et qu'il les avait soumis à l'Entente ; d'après ce programme, une armée bulgare de 300.000 hommes mettrait le siège devant Constantinople vingt-trois jours après la mobilisation des troupes. Mais des promesses relatives à la

Macédoine ne suffisaient pas ; le gouvernement bulgare en réclamait la mise à exécution préalable. Il reconnaissait les difficultés de la position des Alliés, et savait bien que la Serbie et la Grèce ne renonceraient pas volontairement à la Macédoine ; il ne pensait pas davantage que les Alliés oseraient leur reprendre ce pays de force. Dans ce cas, il estimait possible que la Serbie fît une paix séparée avec les Puissances centrales. D'autre part, il s'opposerait à ce que la Serbie reçût la Bosnie et l'Herzégovine, en compensation de la perte de la Macédoine, car une Serbie agrandie représentait pour lui un danger constant, en même temps qu'elle compromettait la paix future des Balkans. En conséquence, la situation était extrêmement difficile et compliquée.

Un des hommes les mieux informés en Turquie était Paul Weitz, le correspondant de la *Frankfurter Zeitung*, et dont les fonctions dépassaient celle d'un simple journaliste. Weitz avait résidé pendant trente ans à Constantinople, il possédait la connaissance intime des affaires turques, et était le confident et le conseiller de l'Ambassade allemande ; son rôle était actuellement presque diplomatique. Il avait réellement été l'un des agents les plus influents de la pénétration allemande en Turquie ; on disait couramment qu'approchant chaque personnalité de l'Empire turc, il pouvait l'apprécier à sa juste valeur et saurait comment en tirer parti. J'eus plusieurs entretiens avec lui au sujet de la Bulgarie, durant ces journées critiques d'août et du début de septembre. Il répéta maintes fois que ce n'était point certain qu'elle se joindrait à l'Allemagne. Cependant le 7 septembre, il vint me communiquer une nouvelle importante. La situation avait changé pendant la nuit. Le baron Neurath, le conseiller de l'Ambassade allemande à Constantinople, était allé à Sofia, et le résultat de sa visite était la signature d'un accord, par lequel la Bulgarie devenait l'alliée de l'Allemagne.

L'Allemagne, me dit Weitz, avait conquis la Bulgarie en faisant des concessions que l'Entente n'avait pas pu, ni voulu promettre ; elle lui avait assuré la possession immé-

diate d'une partie de ce qu'elle convoitait. La Serbie avait refusé de céder sur le champ la Macédoine à la Bulgarie ; la Turquie par contre, venait de livrer une portion de son Empire. Le territoire en question était, il est vrai, insignifiant, mais il possédait de grands avantages stratégiques et son abandon représentait pour la Turquie un réel sacrifice. La Maritza, à quelques milles au nord d'Enos, fait un coude, puis revient vers l'ouest, encerclant une étendue de 1.000 milles carrés environ, dans laquelle se trouvent les villes importantes de Demotica, Kara-Agatch, et la moitié d'Andrinople. Ce qui augmente la valeur de ce territoire, c'est qu'en outre il renferme près de cinquante milles de la voie ferrée reliant Dedeagatch à Sofia. On sait que cette ligne de chemin de fer, à l'exception des cinquante milles en question, est construite en territoire bulgare ; le modeste tronçon, qui s'allonge à travers la Turquie, coupe les communications de la Bulgarie avec la Méditerranée. Naturellement, la Bulgarie le convoitait ardemment, et la Turquie le lui remettait maintenant. Cette cession éclaircissait toute la situation balkanique et scellait l'alliance bulgare-turco-austro-allemande. En plus du chemin de fer, la Bulgarie obtenait la partie d'Andrinople située à l'ouest de la Maritza. Comme supplément, bien entendu, elle recevrait la Macédoine, dès qu'elle-même et ses alliés l'auraient occupée militairement. Je vois encore l'exultation de Weitz quand cet accord fut signé. « Tout est réglé, m'annonça-il ; la Bulgarie a décidé de faire cause avec nous. Les derniers arrangements ont été pris la nuit dernière à Sofia. »

Les Turcs aussi étaient grandement satisfaits ; pour la première fois ils voyaient une issue à leurs difficultés. L'alliance bulgare, me dit Enver, les délivrait d'un immense souci. « C'est à nous, Turcs, m'expliqua-t-il, que revient l'honneur d'avoir amené la Bulgarie au côté des Puissances centrales. Elle ne serait jamais venue à notre aide, si nous ne lui avions pas cédé cette région. En la lui livrant immédiatement, avant la fin de la guerre, nous avons prouvé notre bonne foi. C'était très dur pour nous, naturellement,

et surtout de renoncer à une partie de la ville d'Andrinople, mais cela en valait la peine; en réalité, nous avons troqué ce territoire en échange de Constantinople, car si la Bulgarie ne s'était pas jointe à nous, nous aurions perdu la capitale. Voyez de combien nous avons amélioré notre situation ! Il nous fallait immobiliser plus de 200.000 hommes à la frontière bulgare, en prévision d'une attaque possible de sa part. Nous pouvons maintenant les transporter dans la péninsule de Gallipoli, et nous opposer à l'expédition des Alliés. Le manque de munitions entravait fortement notre action aux Dardanelles; mais la Bulgarie, l'Autriche et l'Allemagne vont faire une attaque commune contre la Serbie, qui mettra en quelques semaines cette nation entièrement à leur merci. Ainsi, nous aurons un chemin de fer direct entre Constantinople et les empires austro-allemand; nous pourrons recevoir toutes les munitions dont nous avons besoin. Avec la Bulgarie de notre côté, aucune attaque par le nord ne peut être faite contre Constantinople; nous avons édifié un rempart inexpugnable, qui nous défend de la Russie. Je ne nie pas que la situation ne nous ait causé beaucoup d'inquiétude; nous craignions que la Grèce et la Bulgarie ne s'unissent, ce qui aurait entraîné la Roumanie. Dans ce cas, c'était la fin de la Turquie; nous eussions été pris dans un étau. A présent, une seule tâche nous reste à accomplir : jeter à la mer les Anglais et les Français qui se trouvent aux Dardanelles; disposant de tous les soldats et de toutes les munitions nécessaires, cela ne nous demandera pas longtemps. Nous avons abandonné ce morceau de territoire, parce que nous comprenions que c'était le moyen de gagner la guerre. »

Le résultat confirma, presque dans chaque détail, les prophéties d'Enver. Trois mois plus tard, la Bulgarie acceptait l'appât que lui offrait l'Allemagne, l'Entente admettait la défaite et retirait ses troupes des Dardanelles, et, par cette retraite, la Russie, virtuellement la force numérique la plus importante de l'Entente, le pays qui, bien organisé et approvisionné, lui eût assuré un triomphe rapide, disparaissait

du théâtre de la guerre, en tant que facteur vital. Quand les Anglais et les Français quittèrent Gallipoli, ce puissant navire démâté, allant à la dérive, se débattait dans l'anarchie, la dissolution et la ruine.

Les Allemands célébrèrent ce triomphe selon leurs habitudes ; pour eux, le 17 janvier 1916 marqua une des dates importantes de la guerre. Il y eut de grandes réjouissances à Constantinople, car le premier express balkanique, ou comme l'appelaient les Allemands le *Balkanzug*, devait arriver dans l'après-midi ! La gare était pavoisée et fleurie, et toute la population allemande et autrichienne de Constantinople, y compris le personnel des ambassades, s'y trouvait assemblée pour assister à l'entrée du train. Quand il stoppa, au milieu de la foule, des milliers de « hochs » lancés par des gorges rauques le saluèrent.

Depuis ce 17 Janvier 1916, le *Balkanzug* a fonctionné régulièrement, entre Berlin et Constantinople, jusqu'en septembre 1918. Les Allemands le considéraient comme une ramification indispensable du nouvel Empire allemand, aussi durable que la ligne de Berlin à Hambourg !

CHAPITRE XXII

RETOUR DU TURC AU TYPE PRIMITIF

La retraite de la flotte alliée, qui combattit aux Dardanelles, eut des conséquences que l'on ne soupçonne même pas encore complètement; l'une des plus importantes fut d'isoler l'Empire turc des nations d'Europe, à l'exception de l'Allemagne et de l'Autriche. L'Angleterre, la France, la Russie, l'Italie, qui pendant un siècle l'avaient tenu en tutuelle perdirent par là tout moyen d'influence ou de contrôle. Par contre les Turcs s'apercevaient qu'une série d'événements prodigieux venaient de les transformer en nation libre, eux les opprimés de la veille. Enfin, après tant d'années de contrainte, il leur était permis de vivre conformément à leurs propres inclinations et de gouverner leurs peuples selon leur bon plaisir. La première manifestation de ce retour à l'existence nationale fut un drame qui, à ma connaissance, est le plus terrible de l'histoire universelle. La Nouvelle Turquie, affranchie de la surveillance occidentale, célébra sa renaissance en assassinant près d'un million de ses propres sujets.

J'aurais peine à exagérer l'effet que l'échec de la flotte alliée produisit sur les Ottomans ; ils estimèrent avoir remporté la victoire décisive; pendant plusieurs siècles, disaient-ils, la flotte britannique avait été la reine des mers et c'étaient eux qui lui infligeaient aujourd'hui ses premiers grands revers. Dans leur orgueil, les leaders jeunes turcs voyaient déjà la résurrection intégrale de leur pays; celui-ci, que menaçait la décadence, recommençait soudain une

existence nouvelle et glorieuse. Fiers et arrogants, ils osèrent regarder de haut le peuple qui leur avait enseigné la guerre moderne, ils se montraient extrêmement irrités quand on leur rappelait qu'ils devaient aux Allemands une partie de leurs succès.

« Pourquoi estimerions-nous avoir des obligations envers eux ? me disait Enver ; qu'ont-ils fait pour nous, en comparaison de ce que nous avons fait pour eux ? Ils nous ont prêté un peu d'argent, nous ont envoyé quelques officiers : c'est vrai ; mais considérez nos services ! Nous avons vaincu la flotte britannique, chose impossible aux Allemands et à aucune autre nation. Nous avons posté de puissantes armées au Caucase et y avons retenu de nombreuses troupes russes qui eussent pu être envoyées sur le front occidental. Nous avons également obligé l'Angleterre à maintenir des forces importantes en Egypte, en Mésopotamie, et, de cette manière, affaibli les contingents alliés en France. Non, les Allemands n'auraient jamais remporté leurs victoires sans nous ; le poids de la reconnaissance leur incombe entièrement. »

Les milieux officiels en Turquie partageaient cette conviction, qui ne tarda pas à exercer sa répercussion, tant sur la vie nationale que sur l'orientation de la politique. Le Turc est essentiellement fanfaron et lâche ; il est courageux comme un lion tant que les choses vont bien pour lui, mais rampant, vil et sans énergie, si les revers l'accablent. Maintenant que les hasards de la guerre favorisaient évidemment l'empire, un type entièrement nouveau m'apparaissait. L'Ottoman timide et craintif, cherchant son chemin avec précaution à travers les méandres de la diplomatie occidentale, et tâchant de profiter des divergences d'opinions des grandes puissances, fit place à un personnage arrogant, hautain, presque audacieux, orgueilleux, affirmant ses droits, résolu à vivre sa propre vie, et manifestant un mépris absolu pour les Chrétiens. J'assistai réellement à une transformation remarquable, au point de vue psychologique, — un exemple presque classique de retour au type primitif. L'individu en haillons, malpropre, du XX^e^ siècle disparais-

sait, découvrant l'ancêtre du XIV^e^ et du XV^e^ siècles, celui qui, laissant sa forteresse asiatique, avait vaincu les peuples s'opposant à ses conquêtes, et avait fondé en Asie, en Afrique et en Europe un des plus vastes Empires que l'Univers ait connu. Pour apprécier à leur juste valeur ces nouveaux Talaat et Enver, ainsi que les événements qui se déroulèrent ensuite, il est nécessaire de comprendre le Turc, qui, sous Osman et son successeur, imposa au monde entier une puissante, mais destructive domination. Il faut concevoir que la base de sa mentalité est un profond mépris de toutes les autres races, combiné avec un orgueil insensé. Le terme courant par lequel il désigne le Chrétien est celui de « chien »; expression qui, dans son esprit, n'est pas une simple figure de rhétorique; il regarde actuellement ses voisins européens comme bien moins dignes de considération que ses propres animaux domestiques. « Mon fils, racontait fréquemment un vieux Turc, voyez-vous ce troupeau de porcs ? Il y en a de blancs, de noirs, de grands, de petits; ils diffèrent les uns des autres sous certains rapports; pourtant ce sont tous des porcs. Ainsi en est-il des Chrétiens. Ne vous y trompez pas, mon fils; ces Chrétiens peuvent porter de beaux vêtements, leurs femmes être très belles à regarder, avec leur peau blanche et magnifique; beaucoup d'entre eux sont très intelligents et ils bâtissent des villes merveilleuses et créent, ce qui semble être, de grands États. Mais rappelez-vous que sous cet extérieur éblouissant, ils sont tous pareils, ils ne sont que des porcs. »

La plupart des étrangers ont l'impression que ce jugement est général. Le Turc peut être d'une politesse obséquieuse; on sent, instinctivement, qu'il regarde un Chrétien, même s'il est son ami, comme une chose impure. Tels sont les principes d'après lesquels, depuis des siècles, les Ottomans ont réglé leurs rapports avec leurs sujets asservis. Cette horde sauvage, descendue des plaines de l'Asie centrale comme une trombe, a submergé la Mésopotamie et l'Asie-Mineure, conquis l'Egypte, et pratiquement toute

l'Afrique du Nord, puis a fondu sur l'Europe, écrasé les nations balkaniques, occupé une grande partie de la Hongrie et porté même les avant-postes de son Empire jusqu'au sud de la Russie. Autant que je puis en juger, les Turcs de cette période lointaine n'avaient qu'une seule grande qualité : le génie militaire ; ils furent de braves combattants fanatiques et tenaces, exactement comme le sont leurs descendants. Selon moi encore ils sont, dans l'histoire, l'illustration la plus parfaite du bandit politique, car ils n'ont jamais eu de civilisation propre. L'alphabet, comme l'art d'écrire, leur était inconnu ; partant ils n'avaient ni livres, ni poètes, ni art, ni architecture ; ils n'édifièrent ni villes ni gouvernement régulier. Ne connaissant d'autre loi que celle de la force, ils ne furent ni agriculteurs, ni colons ; ils n'étaient que des cavaliers barbares, des maraudeurs ; pour eux la victoire consistait à écraser des peuples qui leur étaient supérieurs et à les piller. Aux XIV^e^ et XV^e^ siècles, ils envahirent le berceau de cette civilisation moderne, qui a donné à l'Europe sa religion et, dans une large mesure, sa culture. A cette époque, plusieurs nations y jouissaient de la paix et de la prospérité. La vallée de la Mésopotamie abritait une importante et laborieuse population d'agriculteurs ; Bagdad était renommée par sa grandeur et ses richesses, Constantinople était plus peuplée que Rome ; la région balkanique, de même que l'Asie-Mineure, comptait plusieurs États puissants. Les Turcs s'abattirent sur eux comme une force destructive, irrésistible. En peu d'années, la Mésopotamie ne fut plus qu'un désert ; les grandes cités de l'est se virent réduites à la misère, et leurs habitants furent traités en esclaves. Et c'est de ces vaincus, qu'ils méprisent si ouvertement, qu'ils tiennent pratiquement tous les bienfaits de la civilisation dont ils jouissent depuis cinq siècles. Leur religion vient des Arabes ; leur langue a obtenu une certaine valeur littéraire, grâce à la contribution de quelques éléments perses et arabes ; ils écrivent d'ailleurs en caractères arabes ; le plus beau monument architectural de Constantinople, la mosquée de Sainte-Sophie, était à l'origine

une église chrétienne, et toute l'architecture turque est manifestement issue de l'art byzantin ; le mécanisme commercial et industriel est toujours demeuré aux mains des peuples asservis, Grecs, Juifs, Arméniens et Arabes. Les Turcs n'ont que de faibles notions de l'art ou des sciences européennes ; ils ont fondé très peu de maisons d'éducation, et leur ignorance est notoire ; il en résulte que la misère et la saleté ont atteint chez eux un degré qu'on ne trouve dans aucune autre contrée. Les paysans vivent dans des cabanes fangeuses, n'ayant ni lit, ni chaise, ni table, pas même d'ustensiles pour manger leurs aliments, pas de vêtements, sauf les quelques loques insuffisantes qui couvrent leur corps et qu'ils portent habituellement de longues années durant.

Avec le temps, les Turcs ont pu s'assimiler quelques-unes des idées de leurs voisins européens et arabes, mais une d'elle leur est toujours restée étrangère, c'est qu'un peuple vaincu ne soit pas réduit à l'esclavage. Quand ils prenaient possession d'un pays, ils y trouvaient une certaine quantité de chameaux, de chevaux, de buffles, de chiens, de porcs et d'êtres humains ; de tous ces êtres vivants, ils considéraient comme le moins important celui dont ils se rapprochaient physiquement le plus. Il devint proverbial chez eux de dire que la valeur d'un cheval, d'un chameau était bien supérieure à celle d'un homme ; ces animaux coûtaient de l'argent, tandis qu'il était facile de contraindre au travail les nombreux Chrétiens infidèles, qui peuplaient l'empire. Le nom habituel par lequel ils désignaient le Chrétien était *rayah*, qui signifie bétail. Il est vrai que les anciens sultans accordaient certains droits aux peuples conquis, ainsi qu'aux Européens ; en réalité, ces concessions reflétaient automatiquement le mépris dans lequel étaient tenus tous les non-musulmans. J'ai défini plus haut les « Capitulations », en vertu desquelles les étrangers avaient leurs propres tribunaux, prisons, administrations des postes et autres institutions. Ces privilèges ne furent pas accordés dans un esprit de tolérance, mais uniquement parce que les nations chrétiennes étaient consi-

dérées impures, et par conséquent indignes d'avoir aucun contact avec le système judiciaire et administratif de la Turquie; ce fut en application de ces principes, que les différents peuples conquis, tels que les Grecs et les Arméniens, furent répartis en « millets » distincts ou nations. L'attitude du gouvernement, à l'égard de ses sujets chrétiens est nettement caractérisée par les règlements qu'il leur imposa. Les maisons habitées par ces malheureux devaient être d'apparence modeste, leurs églises sans beffroi; ils n'avaient pas la permission de monter à cheval, privilège réservé au noble musulman; celui-ci au surplus avait le droit d'éprouver le tranchant de son sabre sur le cou des Infidèles!

Peut-on imaginer un grand État traitant de la sorte, en dépit du temps écoulé, des millions et des millions de ses propres sujets. Pendant des siècles, les Turcs vécurent comme de simples parasites aux dépens de ces laborieuses populations; ils les taxaient jusqu'à les ruiner, leur volaient leurs plus belles filles qu'ils entraînaient de force dans leurs harems, prenaient par centaines de mille les jeunes garçons et les enrôlaient dans leurs armées. Je n'ai pas l'intention de décrire la servitude et l'oppression terrible qui régnèrent pendant cinq siècles; mon seul but est d'insister sur cette idée innée chez le Turc musulman, quant aux individus de race et de religion différentes des siennes, que ceux-ci ne sont pas des êtres humains indépendants, mais de simples esclaves, auxquels la vie peut être laissée tant qu'ils servent leurs maîtres, et qu'on a le pouvoir de faire disparaître impitoyablement dès qu'ils cessent d'être utiles. Cette conception est fortifiée par le mépris de l'existence et un plaisir intense à torturer autrui, penchants habituels aux nations primitives.

Telles étaient les caractéristiques morales du Turc, au temps passé de sa grandeur militaire; depuis peu son attitude, vis-à-vis des étrangers et des peuples qu'il avait réduits à la servitude, s'était en apparence modifiée. Son propre déclin militaire et la facilité avec laquelle les nations infidèles avaient défait ses plus belles armées avaient

forcé le fier descendant d'Osman à respecter au moins leur bravoure.

L'écroulement de l'Empire, depuis une centaine d'années, la création de nouveaux États tels que la Grèce, la Serbie, la Bulgarie et la Roumanie, et la merveilleuse évolution qui suivit l'émancipation du joug turc de ces pays, n'ont fait qu'augmenter la haine ottomane pour le mécréant ; mais ces événements ont contribué à révéler au vaincu sa valeur. Un grand nombre de Turcs fréquentèrent désormais les universités européennes, les écoles professionnelles, et devinrent des médecins, des chirurgiens, des jurisconsultes, ingénieurs et chimistes, selon les méthodes occidentales. Quel que pût être le mépris de ces individus plus cultivés pour leurs compagnons chrétiens, ils ne pouvaient nier que les plus belles choses en ce monde, temporel au moins, ne fussent les produits de la civilisation européenne et américaine. Et maintenant, une période de l'histoire moderne demeurée longtemps incompréhensible pour eux allait devenir l'idéal des plus intelligents, de ceux qui s'intitulaient les progressistes.

Ils commencèrent à parler subrepticement de « Constitution », « Liberté », « Gouvernement responsable » ; ils découvrirent que la Déclaration de l'Indépendance contenait des vérités applicables, même à l'Islam. Ces esprits audacieux conçurent le rêve de renverser le Sultan autocrate, et de substituer à son autorité incontrôlable un système parlementaire. J'ai déjà décrit l'éclosion et l'avortement du mouvement Jeune Turc, sous l'impulsion de chefs tels que Talaat, Enver, Djemal et leurs associés du Comité Union et Progrès ; ce que je veux souligner ici est que le succès eût présupposé une transformation complète de la mentalité turque, spécialement à l'égard des nations jadis conquises. Dans l'État réformé, les Grecs, les Syriens, les Arméniens et les Juifs ne devaient plus être regardés comme d'immondes Giaours ; ils auraient désormais des droits et des devoirs égaux. Des agapes générales saluèrent l'institution du nouveau régime ; des scènes de réconcilia-

tion délirante, dans lesquelles Turcs et Arméniens s'embrassèrent publiquement, signalèrent en apparence l'union des populations, jadis antagonistes. Payant de leur personne, Talaat et Enver par exemple, visitèrent des églises chrétiennes, se répandirent en actions de grâces pour le nouvel ordre de choses : on les vit dans les cimetières arméniens, versant des larmes sur les tombes des martyrs et leur promettant vengeance. Les prêtres arméniens, en retour, allèrent prier pour les Turcs dans leurs mosquées. Enver Pacha visita plusieurs écoles arméniennes, disant aux enfants que les vieux jours de luttes étaient passés à tout jamais, et que les deux peuples devaient à l'avenir être fraternellement unis. Il y avait des sceptiques que ces démonstrations faisaient sourire, tandis que la constatation du progrès réalisé portait les intéressés eux-mêmes à croire que le paradis terrestre était retrouvé.

Sous l'ancien régime, seul le maître musulman était autorisé à porter les armes et à servir dans l'armée ottomane ; car le métier de soldat était trop viril et trop glorieux pour les méprisables Chrétiens. Désormais, les Jeunes Turcs les invitèrent à s'enrôler sous leurs bannières, sur le même pied d'égalité qu'eux-mêmes ; en effet ils combattirent comme officiers et comme soldats, dans les guerres italiennes et balkaniques, se faisant remarquer de leurs chefs par leur bravoure et leur adresse. Les Arméniens avaient en outre joué un rôle marquant dans le mouvement Jeune Turc ; ils croyaient à la possibilité d'une Turquie constitutionnelle, et ils préféraient ce régime à la tutelle des grandes Puissances européennes, ou même à leur indépendance ; conscients de leur supériorité intellectuelle et industrielle sur les Turcs, ils espéraient prospérer dans l'Empire, si on leur reconnaissait un minimum de liberté, tandis que sous le contrôle européen ils pouvaient craindre la rivalité étrangère. La déposition du Sultan Rouge et l'établissement d'un système parlementaire leur donnaient pour la première fois, depuis des siècles, l'impression d'être des hommes libres.

Mais, comme je l'ai dit plus haut, toutes ces aspirations

s'évanouirent comme un rêve. Longtemps avant la guerre européenne, la démocratie turque avait fait faillite. L'autorité du nouveau Sultan était plus qu'amoindrie, et l'ambition de régénérer la Turquie d'après des données modernes avait échoué ; les progressistes, pour tout résultat, n'avaient réussi qu'à s'emparer du pouvoir sous la direction de Taalat et d'Enver. Renonçant à leurs aspirations démocratiques, ces hommes les remplaçaient maintenant par une nouvelle conception nationale, qui consistait à ressusciter le Pan-Islamisme, lequel excluait l'idée d'un traitement égal de tous les Ottomans. J'ai appelé ceci une conception nouvelle; cependant elle n'était nouvelle que pour les individus qui présidaient alors aux destinées de l'Empire, car c'était en réalité revenir au barbare idéal de leurs ancêtres. On vit bientôt que ces politiciens, qui parlaient de liberté, d'égalité, de fraternité et de constitution, n'étaient que des enfants répétant des phrases ; ils n'avaient employé le mot « démocratie » que pour arriver au pouvoir. Après cinq cents ans de contact intime avec la civilisation occidentale, le Turc demeurait exactement le même individu que celui qui émergea au Moyen Age des steppes de l'Asie ; il s'obstina comme lui à organiser un état composé de quelques maîtres, ayant droit de vie et de mort sur une multitude d'esclaves. Bien que Talaat, Enver et Djemal appartinssent à de très humbles familles, ils adoptèrent les idées gouvernementales des anciens Sultans ; on découvrit qu'une constitution théorique, et même de pieux pèlerinages aux églises et aux cimetières ne pouvaient déraciner le préjugé invétéré chez ce peuple nomade, qu'il n'y a dans le monde que deux espèces d'individus : le vainqueur et le vaincu.

Quand le gouvernement turc abrogea les Capitulations et libéra ainsi le peuple de la domination des puissances étrangères, il se rapprocha tout simplement de son idéal pan-islamique. J'ai parlé des difficultés que j'eus avec les membres du Cabinet au sujet des écoles chrétiennes ; leur résolution d'anéantir celles-ci, ou du moins de les transformer en institutions nationales, n'était qu'un détail dans la

réalisation de ce programme. Ils prétendirent que toutes les firmes étrangères ne devaient employer que du personnel indigène, insistant pour qu'elles congédiassent leurs commis, sténographes, ouvriers ou autres employés grecs, arméniens et juifs. Ils ordonnèrent aux maisons de commerce étrangères de tenir leur comptabilité en turc et j'eus de la peine à obtenir un compromis, permettant de le faire en français et en turc. Le gouvernement ottoman alla jusqu'à refuser de traiter avec les représentants du premier fabricant de munitions autrichien, si celui-ci ne s'associait pas avec un Turc. Leur xénophobie s'attaqua même au langage courant ; depuis des années les étrangers avaient adopté la langue française ; toutes les enseignes dans les rues étaient imprimées en français et en turc ; un matin, on découvrit avec étonnement que les indications françaises avaient été enlevées et que les noms des rues, la direction des transports en commun et autres avis publics, étaient indiqués dans ces bizarres caractères turcs, que très peu de personnes comprenaient. Ce changement provoqua une grande confusion, mais les autorités souveraines refusèrent de rétablir l'usage de la langue détestée.

Non seulement les nouveaux maîtres de l'Empire revinrent aux conceptions barbares de leurs ancêtres, mais ils se portèrent à des extrémités devant lesquelles avaient reculé les prudents Sultans ; ils n'avaient évidemment eu aucune considération pour les peuples conquis, mais reconnaissant leur utilité, ils ne dédaignèrent pas d'en faire leurs serfs ; tandis que le Comité Union et Progrès, sous la direction de Talaat et Enver, résolut maintenant de les supprimer entièrement. Les anciens conquérants turcs avaient fait des Chrétiens leurs domestiques ; leurs descendants, ces parvenus, outrepassèrent leurs enseignements, en décidant l'extermination en masse, le massacre des éléments non-musulmans, afin d'islamiser l'Empire.

Les premiers auteurs de ce projet politique ne furent pas Talaat et Enver ; l'homme qui le conçut, dans le principe, était l'un des plus grands monstres dont il ait jamais été

fait mention, le Sultan Rouge, Abdul Hamid. Il monta sur le trône en 1876, à une période critique dans l'histoire de la Turquie. Au début de son règne, il perdit la Bulgarie ainsi que d'importantes provinces du Caucase, les derniers vestiges de sa souveraineté au Monténégro, en Serbie et en Roumanie, et toute autorité effective en Bosnie et Herzégovine. Depuis longtemps déjà la Grèce était devenue une nation indépendante, et les opérations qui devaient arracher l'Égypte au joug ottoman étaient entamées. Quand le Sultan fit l'inventaire de son héritage, il put facilement prévoir le jour où le reste de ses possessions passerait aux mains des Infidèles. D'où venait le démembrement du vaste Empire turc ? La cause véritable, il est certain, est d'ordre moral ; mais aux yeux d'Abdul Hamid un seul fait fut évident : les Puissances européennes étaient intervenues en faveur des nations captives. De tous les nouveaux royaumes taillés dans les états du Calife, la Serbie — rappelons-le à son honneur éternel — est le seul qui ait conquis lui-même son indépendance ; la Russie, la France et la Grande-Bretagne ont libéré tous les autres.

Et ce qui était arrivé plusieurs fois pouvait encore se reproduire. Il restait, en effet, dans l'Empire ottoman une race assez forte pour aspirer virtuellement à l'autonomie. Le nord-est de l'Asie-Mineure, confinant à la Russie contenait six provinces dans lesquelles la population arménienne prédominait largement ; déjà sous Hérodote, cette contrée portait le nom d'Arménie; et ses habitants actuels passent pour être les descendants directs du peuple primitif qui la colonisa, il y a quelque trois mille ans. L'origine de ce peuple est si ancienne qu'elle se perd dans la fable et le mystère ; on a trouvé sur les collines rocheuses entourant la ville de Van, la plus grande cité arménienne, des inscriptions cunéiformes qui portèrent certains érudits — en petit nombre, je dois l'admettre — à identifier la race arménienne avec les Hittites de la Bible. Ce que l'on sait pertinemment toutefois, c'est que depuis des siècles cette race est la plus civilisée et la plus industrieuse de la partie

orientale de l'Empire ottoman. Descendant de leurs montagnes, les Arméniens se sont répandus dans les dominions du Sultan et forment un contingent important de la population de toutes les grandes villes. Partout ils sont appréciés pour leur zèle, leur intelligence, leurs mœurs décentes; ils sont si supérieurs aux Turcs, intellectuellement et moralement, qu'une grande partie du commerce et de l'industrie est passée dans leurs mains, détenant ainsi avec les Grecs, toute la force économique de l'Empire. Convertis au christianisme dès le IV^e^ siècle, ils établirent l'Eglise arménienne, qui est censée être le premier dogme d'Etat reconnu.

En présence de persécutions, surpassant en horreur tout ce que l'on a jamais rencontré ailleurs, ces populations se sont cramponnées à la foi de leurs pères, avec une ténacité remarquable. Pendant quinze cents ans, ils ont vécu dans leur patrie, petit îlot de Chrétiens environné de peuples arriérés, de religion et de race hostiles, et durant ce temps l'histoire des générations successives n'a été qu'un long martyre. Le territoire qu'ils habitent forme trait d'union entre l'Europe et l'Asie; toutes les grandes invasions — des Sarrasins, des Tartares, des Mongols, des Kurdes et des Turcs — ont passé par leur paisible contrée. Ils furent ainsi depuis des siècles la Belgique de l'Orient. Pendant toute cette période, les Arméniens se considérèrent non comme asiatiques, mais comme européens. Ils parlent une langue indo-européenne; ethniquement l'on estime qu'ils descendent des doctes Aryens, et le fait que leur religion est celle de l'Europe les a toujours portés à tourner leurs regards vers l'ouest, espérant que de là leur viendrait un jour le secours qui les délivrerait de leurs tortionnaires.

Lorsqu'en 1876, Abdul Hamid avait examiné son domaine morcelé, il estima que le point menaçant était l'Arménie. Il s'imagina, à tort ou à raison, que ce peuple, comme les Roumains, les Bulgares, les Grecs et les Serbes, aspirait à restaurer son indépendance nationale, et il savait que cette ambition serait accueillie avec sympathie par l'Europe

et l'Amérique. Le traité de Berlin, qui avait mis fin à la guerre turco-russe, contenait une clause accordant aux grandes puissances occidentales droit de protection sur les Arméniens. Comment supprimer un tel danger ?... Un gouvernement éclairé, en leur reconnaissant un minimum de liberté, en respectant leurs vies et leurs biens, ainsi que leurs droits civils et religieux, en eût sans doute fait des sujets pacifiques et loyaux. Mais nul Turc ne pouvait s'élever jusqu'à pareille conception politique. Au lieu de cela, Abdul Hamid décida que le problème ne pouvait être résolu que d'une seule façon : par la violence. L'extermination de deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants, au moyen de massacres organisés et dirigés par l'Etat, lui apparut comme le seul moyen d'empêcher le morcellement futur de l'Empire.

Il y a aujourd'hui près de trente ans que la Turquie défie l'humanité par l'application de ce régime. En Europe et en Amérique, nous entendîmes parler de ces événements quand ils atteignirent des proportions particulièrement monstrueuses, comme en 1895-96 lorsque 200.000 Arméniens environ furent immolés. Pendant toute cette période, l'existence de ce peuple n'a été qu'un perpétuel cauchemar; les hommes furent assassinés et dépouillés, les femmes violées, les jeunes filles enlevées et forcées de vivre dans les harems turcs. Cependant Abdul Hamid ne réussit pas à mettre son dessin entièrement à exécution; eût-il agi à son gré, il eût massacré toute la nation dans une hideuse orgie; il le tenta en 1895, mais certains obstacles insurmontables se dressèrent devant lui, suscités par l'Angleterre, la France et la Russie. Emu par ces atrocités, Gladstone, alors âgé de quatre-vingt-six ans, quitta sa retraite; il dénonça ces atrocités par de vigoureux discours, dans lesquels il traitait le Sultan de « grand assassin ». Le monde entier se souleva d'indignation et il devint évident que si le Commandeur des Croyants ne renonçait pas à ses procédés barbares, l'Angleterre, la France et la Russie interviendraient : il comprit que, dans ce cas, les débris de son patrimoine ayant

survécu aux partages antérieurs, disparaîtraient. Ainsi lui fallut-il abandonner son entreprise satanique; mais l'Arménie continua à endurer la lente agonie des persécutions impitoyables. Jusqu'à l'explosion de la guerre européenne, pas un jour ne s'est écoulé dans les vilayets arméniens sans qu'il ne fût marqué par des outrages ou des meurtres. Le régime Jeune Turc, malgré ses promesses de fraternité universelle, n'apporta aucun changement à cette cruelle situation. Quelques mois après les agrapes décrites précédemment, un des pires massacres eut lieu à Adana, dans lequel furent exterminées 35.000 personnes.

Et maintenant les Jeunes Turcs, qui avaient adopté un si grand nombre des idées d'Abdul Hamid, s'approprièrent aussi sa politique arménienne. Leur ardeur à islamiser la nation semblait demander logiquement l'extermination de tous les Chrétiens, — Grecs, Syriens, et Arméniens. Quelle que fût leur admiration pour leurs valeureux ancêtres, ils s'apercevaient aujourd'hui que ces grands guerriers avaient commis une lourde faute en négligeant, ainsi qu'il était en leur pouvoir de le faire, d'anéantir les populations chrétiennes. A leur avis, cette funeste erreur politique expliquait tous les malheurs qui avaient accablé la Turquie dans les temps modernes. Si les premiers conquérants, en s'emparant de la Bulgarie, avaient passé tous les Bulgares au fil de l'épée et peuplé le pays de Turcs musulmans, il n'y aurait jamais eu de problème bulgare et la Turquie n'eût pas perdu cette portion de son empire. De même, s'ils avaient exterminé tous les Roumains, les Serbes et les Grecs, les provinces occupées maintenant par ces races seraient demeurées parties intégrantes du domaine du Calife. Ils comprenaient l'étendue de la faute, mais aussi que l'on pouvait encore sauver quelque chose du désastre ; soit : anéantir tous les Grecs, Syriens, Arméniens et autres Chrétiens, transporter des familles musulmanes dans les maisons et fermes des victimes ; tout cela afin de sauvegarder ce qui restait de la Turquie.

Cette importante réforme n'exigerait pas la suppression

de tous les vivants. Il suffirait de choisir les filles les plus belles et les plus saines, de les forcer à se convertir au mahométisme et à devenir les épouses ou concubines des fervents disciples du Prophète. Leurs enfants seraient donc des Musulmans, qui régénèreraient l'Empire comme autrefois les janissaires l'avaient fait. Ces jeunes Arméniennes représentaient un superbe type de femme et les Jeunes Turcs, dans leur intuition de barbares, estimaient que le mélange des deux races agirait sur l'ensemble de la population à la façon d'une expérience eugénique. Les jeunes garçons pourraient être confiés à des familles turques, qui les élèveraient dans l'ignorance de leur nationalité ; ceux-là aussi il importait de les conserver, car ils étaient le seul élément susceptible de former un contingent de valeur dans la nouvelle Turquie, dont s'élaborait la création. Par contre, la plus élémentaire précaution à prendre contre le développement d'une nouvelle génération d'Arméniens, consistait à tuer délibérément tous les hommes à la fleur de l'âge, par conséquent capables de produire l'espèce maudite. Les vieillards, hommes et femmes, ne présentaient pas grand danger pour l'avenir de la Turquie, car ils avaient déjà rempli leurs fonctions naturelles de la reproduction ; cependant s'ils devenaient gênants, on les sacrifierait aussi.

A l'inverse d'Abdul Hamid, les Jeunes Turcs pouvaient plus facilement mener à bien cette « sainte » entreprise ; la Grande-Bretagne, la France et la Russie s'étaient dressées sur le chemin de leur prédécesseur, obstacle qui aujourd'hui n'était plus à craindre. Les Jeunes Turcs, comme je l'ai dit, se croyaient vainqueurs des Grandes Puissances ; par conséquent, elles étaient incapables de s'immiscer dans leurs affaires intérieures ; une seule aurait eu le droit de soulever des objections, c'était l'Allemagne. Or en 1898, quand tout le reste de l'Europe retentissait des accusations de Gladstone et demandait l'intervention, l'Empereur Guillaume II était allé à Constantinople, avait rendu visite au « Sultan Rouge » et avait épinglé ses plus hautes décorations sur sa poitrine, en lui donnant l'accolade. Le même

empereur, qui avait ainsi agi en 1898, était encore sur le trône en 1915 et était devenu l'allié de la Turquie. Pour la première fois au cours de deux siècles, les Turcs en 1915 avaient à leur merci leurs populations chrétiennes. L'heure était enfin venue de rendre la Turquie aux Turcs.

CHAPITRE XXIII

LA « RÉVOLUTION » DE VAN

La province turque de Van est située à l'extrémité nord-est de l'Asie Mineure ; d'un côté elle touche à la Perse, de l'autre au Caucase ; la beauté de ses paysages, la fertilité de son sol, la grandeur de ses souvenirs historiques la mettent au premier rang des pachaliks ottomans. La cité de Van, capitale du vilayet, est bâtie sur la rive est du lac de ce nom ; c'est la seule grande ville d'Asie où la population arménienne soit plus considérable que la musulmane. A l'automne de 1914, ses 30.000 âmes environ représentaient une des sociétés les plus paisibles, heureuses et prospères de la contrée. Bien que Van, comme tout autre territoire habité par des Arméniens, eût subi ses périodes d'oppression et de massacre, le joug du conquérant y pesa — relativement parlant — moins lourdement qu'ailleurs ; son gouverneur turc, Tahsin Pacha, appartenait au type le plus éclairé des fonctionnaires ; il y avait même eu des relations possibles de nombreuses années durant, entre les Arméniens, habitant les riches quartiers de la ville, et les Turcs et Kurdes, qui eux résidaient dans les huttes fangeuses des faubourgs musulmans.

La situation géographique de ce vilayet en faisait un centre stratégique de valeur, de même que l'activité de sa population éveillait la suspicion du gouvernement, car au cas où la Russie eût voulu envahir la Turquie, la route la plus commode traversait cette province. La guerre ne durait que depuis peu lorsque surgirent des motifs d'irritation ;

les réquisitions de fournitures pour l'armée frappèrent plus lourdement les Chrétiens que les éléments mahométans à Van, comme ce fut le cas presque partout. Les Arméniens durent laisser les officiers turcs prendre tranquillement l'intégralité de leur bétail, de leur blé et autres biens, quels qu'ils fussent, et accepter en échange des morceaux de papier sans valeur. Une tentative de désarmement général excita leurs légitimes appréhensions, qu'augmentait en outre le traitement brutal, infligé au Caucase à des soldats arméniens. D'autre part, les Turcs se répandaient en accusations mensongères contre la population chrétienne, et en réalité, lui imputait la responsabilité des revers subis au Caucase. Le fait qu'une partie des forces russes était composée d'éléments arméniens provoquait chez eux un courroux sans borne ; or, sur la totalité des Arméniens, la moitié habite le Caucase russe et est par conséquent soumise, comme les Russes, au service militaire ; les motifs de plainte ne se justifiaient pas, puisque ces recrues arméniennes étaient sujets *bona fide* du Czar. Cependant les Turcs soutenaient qu'un nombre considérable de soldats arméniens de Van et autres provinces, avaient déserté, franchi la frontière et rejoint les armées russes, à la victoire desquels leur connaissance des routes et du terrain avait fortement contribué. Bien que l'exactitude de ces dires ne soit pas encore confirmée, il n'est pas invraisemblable que de telles désertions — quelques centaines peut-être — se soient produites. Au début de la guerre, des agents du Comité Union et Progrès vinrent à Erzeroum et à Van et demandèrent à quelques notables de se rendre en Arménie russe, afin d'y provoquer des soulèvements contre le gouvernement du Czar ; les Arméniens ottomans s'y étant refusés, l'irritation générale augmenta. Le gouvernement turc a beaucoup insisté sur la « trahison » des Arméniens de Van et l'a même alléguée comme excuse au traitement subséquent de toute la race ; son attitude illustre une fois de plus la perversité du caractère ottoman. Après avoir massacré des centaines de mille de ces malheureux dans l'espace de trente ans, outragé leurs

femmes et leurs filles, les avoir dépouillés et maltraités de façon inimaginable, les Turcs prétendaient quand même compter sur leur « loyauté » la plus scrupuleuse. Ce n'était pas un secret que, dans tout l'Empire, les Arméniens sympathisaient avec l'Entente. « Si vous désirez savoir de quel côté penche la balance de la guerre, remarquait un journal turc humoristique, vous n'avez qu'à regarder un Arménien. S'il sourit, c'est que les Alliés triomphent; s'il est abattu, cela signifie que les Allemands sont victorieux. » Il va de soi, que la désertion d'un soldat arménien et son passage à l'ennemi constituaient un crime d'État et méritaient d'être punis, mais sans que fussent violés les réglements de tous les pays civilisés. Ce n'est que dans l'esprit d'un Turc — et peut-être d'un Allemand — que cette faute pouvait être considérée comme légitimant les terribles traitements qui furent appliqués.

Durant l'automne et l'hiver de 1914-1915, des signes précurseurs d'événements graves se produisirent, et cependant les Arméniens observèrent une retenue admirable. Depuis des années, la politique turque consistait à provoquer la rébellion des Chrétiens, qui devenait alors le prétexte comme l'excuse des massacres. De nombreux indices révélèrent au clergé arménien et aux leaders politiques que les Turcs voulaient employer leurs vieilles tactiques ; aussi, exhortèrent-ils le peuple au calme, lui recommandant de supporter toutes les insultes, voire les outrages, avec patience, afin de ne pas fournir aux Musulmans l'occasion qu'ils cherchaient. « Brûleraient-ils même quelques-uns de nos villages, conseillèrent-ils, ne vous vengez pas, car la destruction d'un petit nombre de nos hameaux est préférable au meurtre de la nation entière. »

Au début de la guerre, le cabinet de Constantinople rappela Tahsin Pacha, le gouverneur conciliant de Van et le remplaça par Djevdet Bey, beau-frère d'Enver Pacha. Cette mesure en elle-même était inquiétante. Il y a toujours eu parmi les représentants officiels de l'autorité, une minorité d'hommes qui n'admettent pas que l'assassinat soit une

politique d'État, et auxquels on ne peut se fier pour exécuter strictement les ordres les plus sanguinaires du gouvernement. En conséquence, toutes les fois que l'on préparait des massacres, il était de règle d'éloigner d'abord ces serviteurs publics « peu dignes de confiance » et de les remplacer par des individus de soumission éprouvée. Le caractère du successeur de Tahsin rendait sa nomination plus alarmante encore. Djevdet avait passé la plus grande partie de sa vie à Van ; c'était un homme d'humeur changeante, bienveillant envers les non-musulmans un moment, hostile un autre, hypocrite, perfide et féroce, conformément aux pires traditions de sa race. Il haïssait les Arméniens ; et le dessein, formé depuis longtemps par les Turcs de résoudre le problème des nationalités, lui était franchement sympathique. Il n'est pas douteux qu'il ne reçût des ordres précis pour exterminer les Arméniens dans sa province ; mais tout d'abord, rien n'en facilita la mise à exécution. Djevdet lui-même était absent, combattant les Russes au Caucase, et l'approche de l'ennemi commandait aux Turcs, par mesure de prudence, de ne pas maltraiter les Arméniens de Van. Au début du printemps, les Russes battirent temporairement en retraite. Il est généralement de bonne tactique de poursuivre l'ennemi qui se retire ; aux yeux des officiers turcs, la retraite des Russes était une heureuse chance, principalement en ce qu'elle privait les Arméniens de leurs protecteurs, et les laissaient à leur discrétion. En conséquence, au lieu de talonner l'ennemi, les troupes turques se détournèrent et envahirent leur propre territoire de Van. Au lieu de combattre l'armée russe, composée de soldats instruits, ils dirigèrent leurs fusils, leurs mitrailleuses et autres armes contre les femmes, les enfants et les vieillards arméniens des environs de Van. Suivant leur coutume, ils réservèrent les plus belles femmes aux Musulmans, saccagèrent et brûlèrent les villages arméniens et massacrèrent la population sans interruption pendant des journées. Le 15 avril, ils appelèrent 500 jeunes gens d'Akantz, pour leur communiquer une ordonnance du Sul-

tan ; au coucher du soleil, on les conduisit hors de la ville, et chaque homme fut froidement tué. On répéta cette procédure dans presque quatre-vingts villages de la région nord du lac de Van ; en trois jours, 24.000 Arméniens furent mis à mort de cette atroce façon. Un simple épisode montrera la dépravation inexprimable des méthodes turques. Un conflit ayant éclaté à Shadak, Djevdet Bey, qui dans l'intervalle était revenu à Van, demanda à quatre notables arméniens d'aller dans cette ville et de tâcher de calmer la multitude. Ces hommes firent le voyage, s'arrêtant à chaque bourgade sur leur chemin, exhortant chacun à respecter l'ordre public. Après avoir accompli leur mission, les quatre voyageurs furent tués dans un village kurde.

Aussi quand Djevdet Bey, de retour à son poste officiel, demanda que Van lui fournît immédiatement 4.000 soldats, le peuple ne fut naturellement pas disposé à accéder à sa requête. Si nous considérons les événements antérieurs et ceux qui se passèrent subséquemment, nous n'aurons guère de doute sur le but de cette demande. Djevdet, se conformant aux ordres de Constantinople, se préparait à exterminer toute la population, et en réclamant 4.000 hommes valides il n'avait d'autre intention que de les massacrer, afin de priver les autres habitants d'autant de défenseurs. Les Arméniens, parlementant pour gagner du temps, offrirent de donner 500 soldats et de payer des exemptions en argent pour le nombre manquant ; mais Djevdet commença alors à parler tout haut de « rébellion » et de sa résolution de l' « étouffer » à tout prix. « Si les rebelles tirent un seul coup de fusil, déclara-t-il, je tuerai tous les Chrétiens, hommes, femmes et enfants, à en avoir jusque-là », et il désigna son genou. Depuis un certain temps, les Turcs avaient construit des retranchements autour du quartier arménien et les avaient garnis de soldats ; en réponse à cette provocation, les Arméniens se mirent à faire des préparatifs de défense.

Le 20 avril, une bande de soldats turcs s'empara de plusieurs femmes arméniennes qui entraient dans la ville ;

deux Arméniens coururent à leur secours et furent tués sur le coup. Les Turcs ouvrirent ensuite le feu sur les faubourgs arméniens, avec des fusils et même de l'artillerie ; une grande partie de la ville fut bientôt en flammes et un siège régulier organisé. Les forces arméniennes combattantes ne se composaient que de 1.500 hommes ; ceux-ci n'avaient que 300 carabines et une provision de munitions tout à fait insuffisante, tandis que l'armée de Djevdet comptait 5.000 hommes, complètement équipés et approvisionnés. Cependant les Arméniens luttèrent avec le plus grand héroïsme et une ardeur merveilleuse, ils avaient peu de chance d'arrêter leurs ennemis indéfiniment, mais ils savaient que des troupes russes cherchaient à se frayer un chemin jusqu'à Van, et leur seul espoir était de tenir jusqu'à l'arrivée de ces renforts.

Comme je ne me pique pas d'être un historien militaire, je ne peux décrire en détail les nombreux actes d'héroïsme individuel, la coopération des femmes arméniennes, l'ardeur et l'énergie des enfants, le zèle plein d'abnégation des missionnaires américains, spécialement du Dr Usher et de sa femme, ainsi que de Miss Grace H. Knapp, enfin les mille autres circonstances qui font de ce mois terrible une des pages les plus glorieuses de l'histoire contemporaine de l'Arménie.

Ce qui est le plus remarquable, c'est que les Arméniens triomphèrent. Après avoir lutté jour et nuit pendant près de cinq semaines, l'armée russe apparut soudain et les Turcs s'enfuirent dans la campagne environnante, où ils apaisèrent leur colère en massacrant d'autres villages sans défense. Le Dr Usher, chef de la mission médicale américaine, dont l'hôpital à Van fut détruit par le bombardement, et qui fait autorité, déclare qu'après avoir chassé les Turcs, les Russes commencèrent à recueillir et à incinérer les corps des Arméniens, qui avaient été assassinés dans cette province et qu'ainsi 55.000 cadavres furent brûlés.

J'ai retracé l'historique de la « Révolution » de Van, non seulement parce qu'elle marqua la première étape de la

tentative, méthodiquement organisée pour exterminer toute une nation ; mais aussi parce que les Turcs rejettent toujours sur ces événements la responsabilité de leurs crimes ultérieurs. J'aurai occasion de reparler de mes intercessions auprès d'Enver, Talaat et consorts ; chaque fois que je les suppliais d'épargner les Arméniens, ils citaient invariablement en exemple les « révolutionnaires » de Van, donnant leur conduite comme échantillon de la « perfidie » arménienne. Ainsi que le prouve ce récit, la fameuse « Révolution » ne fut que la courageuse résistance d'Arméniens, résolus à sauver l'honneur de leurs femmes et leurs propres vies, après que les Turcs, en massacrant des milliers de leurs voisins leur eussent montré quel sort les attendait.

CHAPITRE XXIV

L'ASSASSINAT D'UNE NATION

L'extermination de la race arménienne en 1915 présentait certaines difficultés qui ne s'étaient pas produites lors des massacres de 1895 et autres années. A cette époque, les Arméniens ne disposaient guère de moyens de résistance, puisque le métier militaire leur était interdit et qu'ils n'avaient même pas le droit de posséder des armes ; on sait, qu'après la victoire des révolutionnaires en 1908, la situation fut renversée et que désormais les autorités, dans la sainte ardeur de leur enthousiasme pour la liberté et l'égalité, appelèrent les Chrétiens sous les drapeaux. En conséquence, au début de 1915, chaque ville turque contenait des milliers d'Arméniens qui étaient autant de soldats exercés, munis de carabines, pistolets et autres engins de guerre ; les opérations de Van révélèrent que ces hommes pouvaient faire bon usage de leurs armes. Il était aisé de prévoir qu'un massacre des Arméniens prendrait, cette fois, le caractère d'une lutte et non plus de ces boucheries de victimes sans défense, qui avaient toujours été si sympathiques aux Turcs. Pour l'accomplissement de ce dessein — l'extermination d'une race — il était nécessaire de prendre deux mesures préliminaires : réduire les soldats arméniens à l'impuissance et enlever leurs armes aux Chrétiens dans chaque ville et chaque bourg. Avant de les égorger, il fallait leur ôter tout moyen de défense.

Au début de 1915, les soldats arméniens furent soumis à un nouveau régime dans l'armée turque. Jusqu'alors, la

plupart d'entre eux étaient des combattants; mais à présent, on les dépouilla de leurs armes, et ils ne furent plus que des ouvriers. Au lieu de servir leur patrie dans l'artillerie et la cavalerie, ils furent transformés en cantonniers, voire en bêtes de somme. Portant des fournitures militaires de toutes sortes sur leurs épaules, sous le poids desquelles ils chancelaient, stimulés par le fouet et la baïonnette des Turcs, ils étaient forcés de traîner dans les montagnes du Caucase leurs corps épuisés; obligés parfois, malgré leurs charges, de tracer leur chemin dans la neige où ils enfonçaient presque jusqu'à mi-corps. Ils vivaient pour ainsi dire en plein air, dormant sur la terre nue — quand l'aiguillon incessant de leurs surveillants leur permettait de dormir! Comme aliments, on ne leur donnait que des restes; s'ils tombaient malades en route, on les abandonnait là où ils s'étaient laissés choir, leurs oppresseurs turcs s'arrêtant peut-être assez longtemps pour leur voler tout ce qu'ils possédaient — jusqu'à leurs vêtements. Des efforts surhumains permettaient-ils à quelques-uns de ces malheureux d'arriver à destination, il n'était pas rare qu'ils fussent massacrés ensuite. Dans certains cas, on se débarrassait des soldats arméniens de façon plus sommaire encore; en effet, cela devint maintenant un usage presque courant de les tuer de sang-froid, en application d'une unique méthode. Des escouades de 50 à 100 hommes étaient prises çà et là, les victimes enchaînées par groupes de quatre et conduites dans un lieu solitaire, à une petite distance de la ville; soudain, le crépitement des balles remplissait l'espace, et les soldats turcs, qui avaient servi d'escorte, revenaient lugubrement au camp. Ceux qui étaient envoyés pour enterrer les corps les trouvaient presque toujours complètement nus, les Turcs les ayant, comme d'habitude, dépouillés de leurs vêtements. Dans certains cas dont j'eus connaissance, les meurtriers, par un raffinement de cruauté, avaient ajouté aux souffrances de leurs victimes en les obligeant à creuser leurs tombes avant d'être fusillées.

Je cite ici un simple épisode, contenu dans un des rap-

ports de nos consuls, et versé aujourd'hui aux Archives des Affaires Étrangères américaines. Au début de Juillet, 2.000 Arméniens *amélés* — nom sous lequel les Turcs désignent les soldats rabaissés à l'emploi d'ouvriers — furent renvoyés de Harpoot pour construire des routes. Les Arméniens de cette ville, comprenant la signification de cet ordre, intercédèrent auprès du gouverneur ; mais ce fonctionnaire soutint qu'il ne serait pas fait de mal à ces hommes et il pria même le missionnaire allemand, M. Ehemann, de calmer la panique, lui donnant sa parole d'honneur que les ex-soldats seraient protégés. M. Ehemann crut le gouverneur et apaisa la crainte populaire. Cependant, en réalité, la presque totalité fut exterminée et les corps de ces victimes jetés dans une fosse commune. Un petit nombre réussit à s'échapper et c'est par lui que la nouvelle du massacre fut répandue dans le monde. Quelques jours plus tard, 2.000 autres soldats furent pareillement envoyés à Diarbekir. Le seul but, en les expédiant en rase campagne, était de pouvoir les tuer. Afin de leur rendre toute résistance ou fuite impossibles, on laissait systématiquement ces pauvres créatures mourir de faim ; des agents du gouvernement, prenant les devants sur la route, annonçaient aux Kurdes l'approche de la caravane et leur commandait de faire leur devoir. Non seulement les hommes descendaient en masses de leurs montagnes pour tomber sur ce régiment affamé et affaibli, mais les femmes venaient, armées de couteaux de boucher, afin d'acquérir « aux yeux d'Allah le mérite d'avoir tué un Chrétien ».

Ces massacres n'étaient pas des incidents isolés, j'en pourrais citer nombre d'autres tout aussi horribles que celui relaté ci-dessus ; dans tout l'Empire ottoman, un système méthodique était appliqué, en vue d'anéantir tous les hommes valides, autant pour supprimer ceux qui auraient pu créer une nouvelle génération, que pour faire de la partie la plus faible de la population une proie facile.

Si épouvantables que fussent ces massacres de soldats sans défense, ils pouvaient être considérés comme la misé-

ricorde et la justice elles-mêmes, comparés au traitement infligé aux Arméniens soupçonnés de cacher des armes. L'apposition d'affiches dans les villages et villes commandant aux Chrétiens d'apporter leurs armes au Quartier Général les alarma grandement ; cet ordre ne s'appliquant qu'à eux et non à leurs voisins musulmans, ils comprirent le sort qui les attendait. Dans bien des cas, toutefois, le peuple persécuté obéit passivement ; les fonctionnaires turcs s'emparèrent joyeusement des carabines, qui étaient la preuve qu'une « révolution » avait été projetée, et jetèrent les victimes en prison, en les accusant de trahison. Des milliers ne livrèrent pas d'armes, simplement parce qu'ils n'en possédaient pas, tandis qu'un nombre supérieur encore refusa obstinément de s'en dessaisir, non parce qu'ils complotaient de se soulever, mais parce qu'ils se proposaient de défendre leurs propres vies et l'honneur de leurs femmes, menacé d'outrages, ils ne l'ignoraient pas. Les supplices que subirent ces récalcitrants forment un des chapitres les plus hideux de l'histoire contemporaine. Beaucoup d'entre nous s'imaginent que, depuis longtemps, la torture a cessé d'être une mesure administrative et judiciaire ; cependant je ne crois pas que les âges les plus barbares présentèrent jamais de scènes plus horribles que celles qui se déroulèrent maintenant d'un bout à l'autre de la Turquie. Les gendarmes turcs ne respectaient rien ; sous le prétexte de rechercher les armes cachées, ils saccageaient des églises, profanaient les autels et les objets du culte et se divertissaient à parodier les cérémonies chrétiennes. Ils battaient les prêtres jusqu'à ce que ceux-ci perdissent connaissance, prétextant qu'ils encourageaient la sédition. Quand ils ne pouvaient découvrir de munitions dans les églises, ils armaient parfois les évêques et les prêtres de fusils, de pistolets et d'épées, puis les traduisaient en conseil de guerre, sous l'accusation de possession d'armes prohibées par la loi, et les conduisaient ainsi dans les rues, dans le seul but de provoquer la colère fanatique de la foule. Les gendarmes ne traitaient pas mieux les femmes que les hommes. Tels cas sont enregis-

trés, où de malheureuses Arméniennes accusées de dissimuler des armes, furent dépouillées de leurs vêtements et fouettées avec des branches fraîchement coupées, corrections qui n'étaient même pas épargnées à celles qui allaient être mères. Les viols accompagnaient si communément ces perquisitions, qu'à l'approche de la police, les femmes et les jeunes filles arméniennes se réfugiaient dans les forêts ou les antres des montagnes.

Comme mesure préliminaire à ces opérations, les hommes robustes des villages et des villes étaient arrêtés et conduits en prison. Là, leurs bourreaux mettaient une habileté infernale à les amener à se déclarer eux-mêmes « révolutionnaires » et à révéler la cachette de leurs armes. Une pratique courante consistait à placer le prisonnier dans une pièce dont les issues étaient gardées par des Turcs. La procédure commençait souvent par la bastonnade. Cette forme de torture est assez fréquente en Orient : le bourreau frappe la plante des pieds du patient avec une mince baguette ; tout d'abord, la douleur n'est pas trop forte, mais à mesure que le supplice se poursuit avec lenteur, elle devient terrible ; les chairs gonflent, éclatent, et il n'est pas rare, qu'après avoir été soumis à pareil traitement les pieds doivent être amputés. Les gendarmes l'infligeaient à la victime jusqu'à ce qu'elle s'évanouît ; ils la ranimaient en lui jetant de l'eau au visage et recommençaient. S'ils ne réussissaient pas à faire parler le malheureux, ils avaient beaucoup d'autres moyens de persuasion ; ils lui arrachaient les sourcils et la barbe, puis les ongles; ils lui appliquaient sur la poitrine des fers rougis au feu, enlevaient les chairs avec des pinces chauffées à blanc et versaient ensuite du beurre bouillant dans les blessures. Parfois, les gendarmes clouaient les mains et les pieds du condamné sur des pièces de bois — évidemment en imitation de la crucifixion, et pendant que le martyr se tordait dans la douleur, ils lui criaient : « Dis maintenant à ton Christ de venir te secourir ! »

Ces tourments barbares — et nombre d'autres que je

renonce à décrire — étaient généralement pratiqués pendant la nuit. On postait à l'entour des prisons des Turcs qui battaient du tambour et lançaient des coups de sifflet, afin que les cris perçants des victimes ne fussent pas entendus des voisins.

Dans des milliers de cas, les Arméniens torturés ainsi avaient refusé de livrer leurs armes, simplement parce qu'ils n'en possédaient pas. Toutefois, ne pouvant convaincre leurs bourreaux, ils prirent l'habitude, à leur approche, d'acheter des armes à leurs voisins turcs, afin de pouvoir les remettre et échapper à ces épouvantables représailles.

Un jour, je discutai ces procédés avec Bedri Bey, le préfet de police de Constantinople. Bedri décrivit avec un plaisir répugnant les tortures infligées ; il ne cachait pas que le gouvernement en était l'instigateur et, comme tous les fonctionnaires turcs, il approuvait ce traitement de la race abhorrée. Il me raconta que les détails des opérations étaient discutés aux réunions du Comité Union et Progrès. Chaque nouvelle méthode de martyre était saluée comme une découverte magnifique, et les membres assistant régulièrement à ces conseils se perdaient en efforts pour inventer quelque chose d'original. Il me révéla ainsi qu'ils étudiaient passionnément les rapports de l'Inquisition espagnole et autres monuments classiques de torture et adoptaient toutes les suggestions qu'ils y découvraient. Bedri ne me communiqua pas le nom de celui qui remporta le prix dans ce triste concours, mais en Arménie, Djevdet Bey, le Vali de Van dont j'ai signalé plus haut l'activité, avait la réputation d'être le plus infâme parmi les bourreaux ; dans tout le pays, il reçut le sobriquet de « maréchal ferrant de Bashkalé », car ce connaisseur en cruautés avait inventé, ce qui était peut-être le chef-d'œuvre suprême — de clouer des fers à cheval aux pieds de ses victimes !

Cependant, ces exploits ne constituèrent pas, ce que les journaux du temps dénommaient communément les « atrocités arméniennes » ; ils n'étaient que les opérations préa-

lables de l'extermination d'une race. Les Jeunes Turcs déployèrent un génie supérieur à celui de leur prédécesseur, Abdul Hamid. L'ordre du Sultan déposé était uniquement : « tuer, tuer », alors que la démocratie ottomane imagina un plan plus parfait. Au lieu de massacrer en bloc la nation arménienne, elle résolut maintenant de la déporter. Dans la région sud et sud-est de l'Empire se trouvent le désert syrien et la vallée de la Mésopotamie. Bien qu'une partie de cette étendue ait présenté jadis l'aspect d'une civilisation florissante, après cinq siècles de domination turque, elle n'est plus aujourd'hui qu'une région inculte, triste, désolée, sans villes ni bourgs, ni animation d'aucune sorte, peuplée seulement par quelques tribus de Bédouins, sauvages et fanatiques ; seul un labeur assidu, poursuivi de nombreuses années, pourrait la transformer en un lieu habitable pour une population de quelque importance. Les chefs du gouvernement annoncèrent maintenant leur intention de réunir les 2.000.000 d'Arméniens ou plus, résidant dans les différentes parties de l'Empire, et de les conduire dans cette contrée dévastée et inhospitalière. Cette mesure, prise de bonne foi, eût déjà représenté le comble de la cruauté et de l'injustice. Les Arméniens, pour la plupart, ne sont pas agriculteurs ; ils ont surtout des aptitudes commerciales et industrielles ; quoiqu'un grand nombre d'entre eux cultivent des fermes et se louent comme bergers, beaucoup habitent les villes et les bourgs importants, et, comme je l'ai dit, constituent la force économique du pays. S'emparer de ces peuples par milliers et les envoyer dans une des régions les plus stériles de l'Asie eût été une mesure spoliatrice des plus inhumaines. En réalité les Turcs n'eurent jamais la moindre intention d'établir les Arméniens dans ce nouveau pays. Ils savaient que la grande majorité des victimes n'atteindrait pas sa destination et que la soif et l'inanition auraient raison de ceux qui y parviendraient, ou bien encore qu'ils seraient tués par les tribus mahométanes et peuplades sauvages du désert. Le but véritable de la déportation était le vol et la destruction ; elle

n'était en fait qu'une nouvelle méthode d'extermination. Quand les autorités ottomanes donnèrent l'ordre de ces déportations, elles délivrèrent simplement l'arrêt de mort de toute une race ; elles le comprenaient bien ainsi et dans nos entretiens ne cherchèrent pas à s'en cacher.

Pendant le printemps et l'été de 1915, les opérations se poursuivirent. Parmi les plus grandes villes, seules Constantinople, Smyrne et Aleppo furent épargnées ; tous les autres endroits, habités par une seule famille arménienne, devinrent aussitôt le théâtre de ces tragédies indescriptibles. Rarement un Arménien, quels que fussent son éducation, sa fortune ou son rang social, fut dispensé d'obéir. Dans certains villages, des affiches furent placardées, enjoignant à toute la population arménienne de se présenter à un lieu public, à une heure déterminée — généralement, un ou deux jours d'avance — ; dans certains cas, le crieur de la ville parcourait les rues, transmettant les instructions verbalement. Dans d'autres endroits encore, pas le moindre avertissement n'était donné : les gendarmes survenaient dans une maison arménienne et ordonnaient à tous les habitants de les suivre ; ils emmenaient des femmes occupées à leurs travaux domestiques, sans leur permettre de changer de vêtements. La police tombait tout d'abord sur elles comme l'éruption du Vésuve surprit Pompéi ; elles étaient forcées d'abandonner leur lessive, les petits étaient arrachés du lit, le pain restait dans le four à moitié cuit, le repas de famille mangé en partie, les enfants enlevés de leur classe, leurs livres demeurant ouverts à la leçon du jour, les hommes étaient obligés de laisser leur charrue dans les champs et leur bétail sur le versant de la montagne. Des femmes mêmes, qui venaient d'être mères, se voyaient contraintes de se lever et de rejoindre la foule frappée de panique, leurs bébés dormant dans leur bras. C'est à peine s'il leur était possible d'attraper à la hâte un châle, une couverture, peut-être quelques miettes de nourriture ; et c'était tout ce qu'elles emportaient de leur foyer ! A leurs questions affolées : « où allons-nous ? » les

gendarmes condescendaient seulement à répondre : « A l'intérieur ».

Dans certains cas, il était accordé quelques heures aux expatriés, exceptionnellement quelques jours, pour disposer de leurs biens et de leurs ustensiles de ménage ; mais la chose se réduisait naturellement à un simple vol. Ils ne pouvaient vendre qu'aux Turcs, et acheteurs comme vendeurs, sachant qu'il leur fallait liquider en un jour ou deux le produit d'entassements d'une vie entière, les prix obtenus n'atteignaient qu'une faible fraction de la valeur des objets ; des machines à coudre étaient payées un ou deux dollars, une vache se vendait un dollar, l'ameublement suffisant pour toute une maison s'en allait pour une bagatelle. Souvent défense était faite aux Arméniens de vendre et aux Turcs d'acheter, même à ces conditions dérisoires ; sous prétexte que le gouvernement se proposait de liquider leurs biens pour payer les créanciers qu'ils laisseraient inévitablement derrière eux, on mettait au garde-meuble leur mobilier ou on l'entassait sur les places publiques, puis on le livrait simplement au pillage de la population ottomane, hommes et femmes. Ou encore, les fonctionnaires informaient les Arméniens qu'ils n'avaient pas le droit de vendre leur maison, puisque leur déportation n'était que temporaire et qu'ils reviendraient après la guerre. Mais à peine avaient-ils quitté le village, que des *mohadjirs* mahométans — immigrants d'autres régions de la Turquie — s'installaient dans leurs habitations. On les dépouillait aussi de toutes leurs valeurs, argent, bagues, montres et bijoux pour les mettre soi-disant « en sûreté » dans les postes de police, jusqu'à leur retour ; en vérité le tout était aussitôt distribué aux Turcs. Cependant tous ces vols n'étaient rien à côté des scènes horribles et angoissantes qui se déroulaient constamment.

L'extermination systématique des hommes se poursuivait : ceux, que les persécutions décrites plus haut avaient épargnés, étaient alors traités de façon plus odieuse. Avant le départ des caravanes, on avait pris l'habitude de sépa-

rer les jeunes gens de leurs familles, de les attacher ensemble par groupes de quatre et de les conduire dans les faubourgs de la ville, pour être fusillés. Ou bien on les pendait en public, sans les juger, pour le seul motif qu'ils étaient Arméniens. Les gendarmes s'en prenaient surtout à ceux qui avaient quelque éducation ou quelque influence. Je recevai sans cesse des rapports de consuls américains et de missionnaires, au sujet de ces exécutions, dont je n'oublierai jamais certains détails. A Angora, tous les hommes de quinze à soixante-dix ans furent arrêtés, liés par quatre et emmenés sur la route de Caesarea ; après avoir marché pendant cinq ou six heures, ils arrivèrent dans une vallée retirée, où des bandes de paysans turcs les attaquèrent, armés de gourdins, marteaux, haches, faux, bêches et scies, — instruments supérieurs aux canons et pistolets, prolongeant non seulement l'agonie mais encore ne dépensant ni obus, ni poudre, déclaraient les autorités avec satisfaction. Ainsi fut exterminée toute la population mâle d'Angora, y compris tous les hommes riches et de bonne éducation, dont les corps mutilés furent abandonnés aux bêtes féroces de la vallée. Le massacre terminé, paysans et gendarmes se réunirent dans le cabaret de l'endroit, pour y comparer leurs rapports et se vanter du nombre de « giaours » que chacun d'eux avaient tué.

A Trébizonde les victimes furent embarquées sur des bateaux et expédiées dans la mer Noire, où des gendarmes les rejoignirent, les tuèrent et jetèrent leur corps à la mer.

Par conséquent, lorsque l'ordre était donné aux caravanes de se mettre en route, elles ne se composaient plus que de femmes, d'enfants et de vieillards. Tous ceux qui auraient pu les secourir avaient été précédemment exécutés. Et souvent lorsque la masse des exilés s'ébranlait, le préfet de la cité leur souhaitait un ironique « bon voyage ». Avant de partir, on offrait parfois aux femmes de se convertir au mahométisme ; or, celles qui embrassaient la nouvelle religion n'étaient pas encore au bout de leurs

souffrances. On les forçait à abandonner leurs enfants à un prétendu « Orphelinat mahométan » afin d'y être élevés en disciples fidèles du Prophète ; tandis qu'elles-mêmes devaient prouver la sincérité de leur conversion en renonçant à leurs maris chrétiens pour épouser des Mahométans ; toutefois si le prétendant n'était point foncièrement dévot, la nouvelle convertie était déportée malgré ses protestations de foi islamique.

Tout d'abord, le gouvernement avait paru disposé à protéger ces masses en route pour l'exil : les officiers les divisaient en convois de plusieurs centaines ou de plusieurs milliers. De temps en temps, les autorités civiles fournissaient des chars à bœufs où s'entassaient les meubles que les déportés avaient pu réunir à la hâte. Un détachement de gendarmes escortait chaque convoi, en apparence pour le guider et le protéger. Des femmes, peu vêtues, portant leurs enfants sur les bras ou sur le dos, cheminaient à côté de vieillards qui marchaient clopin-clopant, aidés de leur bâton. Des enfants couraient le long du cortège, amusés par ce qui leur semblait un nouveau divertissement. Çà et là quelque particulier, favorisé de la fortune, emmenait avec lui un cheval ou un âne ; parfois aussi un fermier avait pu sauver une vache ou une brebis qui s'avançait péniblement à ses côtés, tandis que tout un choix d'animaux domestiques, chiens, chats et oiseaux, complétaient ce bizarre et lamentable assemblage.

Il en partait ainsi des milliers de villes et de villages arméniens, couvrant toutes les routes dans la direction du sud, soulevant à leur passage des nuages de sable et abandonnant sur leur parcours des débris de toutes sortes : chaises, couvertures, draps, ustensiles de cuisine et autres objets encombrants.

Au départ, ces malheureux ressemblaient encore à des créatures humaines ; mais après quelques heures, lorsque la poussière du chemin avait flétri leur visage et leurs habits, et que la boue avait durci sur leurs pieds, souvent harassés de fatigue ou annihilés par la brutalité de leurs conduc-

teurs, ils n'avaient plus l'air que d'animaux inconnus et étranges. Néanmoins pendant près de six mois, d'avril à octobre 1915, presque toutes les grandes voies d'Asie Mineure débordèrent de ces hordes d'exilés. On aurait pu les voir longeant les vallées, ou grimpant les flancs de presque toutes les montagnes, marchant et marchant encore sans savoir où, sinon que chaque sentier menait à la mort. Villages après villages, villes après villes, furent dépouillés de leur population arménienne, dans des conditions similaires. Pendant ces six mois, autant qu'on en puisse juger, environ 1.200.000 personnes furent dirigées sur le désert de Syrie. « Priez pour nous », disaient-ils en quittant les foyers que deux mille cinq cents ans auparavant leurs ancêtres avaient fondés. « Nous ne vous reverrons plus sur cette terre, mais nous vous retrouverons un jour. Priez pour nous ! » Ils avaient à peine quitté le sol natal que les supplices commençaient ; les chemins qu'ils devaient suivre n'étaient que des sentiers de mulets où se disloquait la procession, transformée en une cohue informe et confuse. Les femmes étaient séparées de leurs enfants et les maris de leurs femmes. Les vieillards restaient derrière épuisés, les pieds endoloris. D'un autre côté, les conducteurs de chars à bœufs, après avoir extorqué à leurs clients leur dernier sou, les jetaient à terre, eux et leurs biens, faisaient demi tour et s'en retournaient au village, en quête de nouvelles victimes. Ainsi donc en peu de temps tous, jeunes et vieux, se trouvaient forcés de voyager à pied ; et les gendarmes, que le gouvernement avait envoyés soi-disant pour protéger les exilés, se transformaient en véritables bourreaux. Ils les suivaient baïonnette au canon, éperonnant quiconque faisait mine de ralentir l'allure. Ceux qui essayaient de s'arrêter pour reprendre haleine, ou qui tombaient sur la route, brisés de fatigue, étaient brutalisés et contraints de rejoindre au plus vite la masse houleuse. Ils maltraitaient même les femmes enceintes, et si l'une d'elles, comme cela arriva plus d'une fois, accouchait le long de la route, ils l'obligeaient à se lever immédiatement et à rejoindre la caravane. D'autre

part, pendant tout le voyage, il fallut sans cesse se battre contre les habitants mahométans. Des détachements de gendarmes partaient en tête, pour annoncer aux tribus Kurdes que leurs victimes approchaient et aux paysans turcs que leur désir était enfin réalisé. Le gouvernement lui-même ouvrit les prisons et relâcha les criminels, à la condition qu'ils se conduiraient en bons Mahométans à leur approche. Ainsi chaque convoi avait à défendre son existence contre plusieurs catégories d'ennemis : les gendarmes qui les escortaient, les paysans des villages turcs, les tribus kurdes et les bandes de *Chétés* ou brigands. Et nous ne devons pas oublier que les hommes, qui auraient pu protéger ces infortunés, avaient presque tous été tués, ou avaient dû s'enrôler comme travailleurs, et que les malheureux déportés avaient été systématiquement dépouillés de leurs armes avant l'exode forcé !

A quelques heures de marche du point de départ, les Kurdes accouraient du haut de leurs montagnes, se précipitaient sur les jeunes filles et, relevant leurs voiles, enlevaient les plus jolies ainsi que les enfants qui leur plaisaient, et pillaient sans pitié toute la caravane, volant l'argent ou dérobant les provisions, abandonnant ainsi les malheureux à la faim et à la détresse. Ils les dépouillaient de leurs vêtements et laissaient parfois hommes et femmes complètement nus. Et tandis qu'ils pillaient, tuaient et massacraient, les cris des vieillards et des femmes augmentaient l'angoisse et l'épouvante générales. Tous ceux qui échappaient aux attaques en rase campagne subissaient de nouvelles horreurs dans les villages mahométans. Là des voyous turcs tombaient sur les femmes qui, ne pouvant supporter leurs terribles épreuves, mouraient ou devenaient folles. Après une nuit passée dans un hideux campement de ce genre, les exilés (plutôt ceux qui avaient survécu !) repartaient le lendemain matin. La férocité des gendarmes semblait augmenter avec la durée du voyage, furieux de ce qu'une partie de la caravane résistât encore. Les Arméniens mouraient par centaines de faim et de soif, et même lors-

qu'ils arrivaient près d'une rivière, les gendarmes, pour le plaisir de les faire souffrir, refusaient de les laisser boire. Le soleil ardent du désert dévorait leur corps à travers leurs légers vêtements ; d'autres, à force de marcher pieds nus sur le sable brûlant, tombaient inanimés par milliers, et malheur à eux ! car ils étaient tués sur place ; de sorte qu'au bout de quelques jours, la caravane n'était plus qu'une horde trébuchante de squelettes, recouverts de poussière, dévorant tout ce qu'ils trouvaient sur leur chemin, affolés par les spectacles affreux qui se déroulaient sans cesse devant leurs yeux, épuisés par toutes les maladies qu'entraînent de telles privations, et cependant obligés de marcher, et de marcher toujours, sous les coups de fouet, de massue et les baïonnettes de leurs bourreaux.

Ainsi une autre caravane s'égrenait derrière les misérables qui avait encore la force d'avancer : celle des morts et des corps sans sépulture, des vieillards et des femmes agonisantes, atteints du typhus, de la dysenterie et du choléra, des petits enfants étendus sur le dos, réclamant une dernière fois de leurs cris plaintifs de l'eau et un peu de nourriture. Il y eut des mères qui supplièrent des étrangers de sauver leurs enfants et qui, sur un refus, les jetèrent dans des puits, ou les abandonnèrent derrière des buissons pour qu'ils puissent au moins y mourir en paix. Une troisième catégorie de retardataires était formée par les jeunes filles vendues comme esclaves, souvent pour un medjidie (environ 80 cent.) et qui, après avoir assouvi les désirs brutaux de leurs acheteurs, étaient livrées à la prostitution. Une file de campements, remplis de malades et de moribonds mêlés aux cadavres sans sépulture, ou à demi-enterrés, marquait la direction aux masses mouvantes qui avançaient. Des essaims de vautours les suivaient dans l'air, et des chiens affamés se disputaient les corps des morts.

Mais les scènes les plus horribles se déroulèrent au bord des rivières et en particulier près de l'Euphrate. Quelquefois, en traversant ce fleuve, les gendarmes y poussaient les femmes, tirant sur celles qui essayaient de fuir à la nage.

Souvent aussi, elles s'y précipitaient de leur plein gré avec leurs enfants pour sauver leur honneur. « Dans la dernière semaine de juin (je cite un rapport consulaire) un certain nombre d'Arméniens d'Erzeroum furent déportés, sériés en plusieurs convois, se suivant à peu de jours d'intervalle; ils moururent en route, soit tués ou noyés. Une Mme Zaronhi, personne d'un certain âge et assez riche, ayant été jetée dans l'Euphrate, réussit à s'accrocher à une roche de la rivière, d'où elle gagna la rive et retourna à Erzeroum pour se cacher chez un ami turc. Elle raconta au prince Argoutinsky, le réprésentant de *l'Union Urbaine russe* d'Erzeroum, qu'elle frissonnait encore au souvenir des centaines d'enfants passés à la baïonnette par les Turcs et précipités dans l'Euphrate, et des hommes et des femmes entièrement dépouillés de leurs vêtements, attachés ensemble par centaines, fusillés et jetés dans le fleuve. Près de Erzinghan, ajouta-t-elle, là où l'Euphrate forme une boucle, des milliers de cadavres obstruaient à tel point le courant, que le fleuve modifia son cours sur plus de 100 mètres. »

C'est absurde de la part du gouvernement turc d'affirmer qu'il fut toujours guidé par l'intention sincère de « transporter les Arméniens dans de nouveaux foyers », et ces détails navrants ne prouvent que trop bien le but véritable d'Enver et de Talaat : l'extermination pure et simple. Combien y en eut-il de ces malheureux qui atteignirent leur destination ? Les épreuves endurées par une seule caravane montrent comment une prétendue déportation se changea vite en une destruction complète. Je tiens ces renseignements directement du consul américain à Aleppo ; ils sont maintenant versés aux Archives de notre Ministère des Affaires étrangères à Washington. Le 1er juin, un convoi de 3.000 Arméniens, pour la plupart des femmes, des jeunes filles et des enfants quitta Harpoot. Suivant la coutume, le gouvernement les fit escorter par 70 gendarmes, sous la direction d'un chef turc... Bey, qui devinrent bientôt, non point leurs protecteurs, mais leurs bourreaux. A peine les déportés s'étaient-ils mis en marche que... Bey

leur extorqua 400 livres, sous prétexte d'en prendre soin jusqu'à leur arrivée à Malatia ; dès qu'il les eut dépouillés de cet argent, qui aurait pu leur procurer un peu de nourriture, il disparut, les abandonnant tous à la pitié généreuse des gendarmes ! Jusqu'à Ras-ul-Ain, première station sur la ligne de Bagdad, la vie des voyageurs ne fut qu'une suite d'horreurs et de souffrances. Les policiers partirent devant, pour annoncer aux tribus sauvages des montagnes l'approche de plusieurs milliers de femmes et de jeunes filles arméniennes. Les Arabes et les Kurdes enlevèrent ces dernières, tandis que les montagnards s'attaquaient aux femmes et que l'escorte prenait aussi part à l'orgie. L'un après l'autre, les quelques hommes du convoi furent tués. Quelques femmes avaient réussi à soustraire, dans leur bouche et leur chevelure, quelque argent à la cupidité de leurs persécuteurs, et en achetèrent des chevaux que les Kurdes finirent cependant par leur voler. Deux jours après, ces derniers passèrent en revue la caravane, comptèrent les hommes qui restaient et en ayant trouvé environ 150, de quinze à quatre-vingt-dix ans, ils les emmenèrent et les massacrèrent jusqu'au dernier. Ce même jour un autre convoi, parti de Sivas, se joignit à celui de Harpoot, tous deux formant alors une agglomération de 18.000 personnes.

Un autre bey kurde prit le commandement, ce qui, à ses yeux, n'était comme pour ses collègues qu'une simple occasion de piller, d'outrager et de tuer. Ce chef de bande convoqua tous ses compagnons et les invita à faire ce qu'il leur plairait de cette masse d'exilés. Chaque jour et chaque nuit, les plus jolies filles disparaissaient ; quelquefois elles revenaient dans un état lamentable qui révélait leurs souffrances. Les traînards, que l'âge, les infirmités et la maladie empêchaient de suivre étaient massacrés sur le champ. Chaque fois qu'ils arrivaient dans un nouveau village, les vagabonds de l'endroit étaient autorisés à s'emparer des jeunes Arméniennes. Lorsque les rangs éclaircis des exilés atteignirent l'Euphrate, ils aperçurent 200 cadavres qui flottaient à la surface de l'eau ; ils avaient successivement

été dépouillés de tout, sauf de quelques haillons que les Kurdes leur enlevèrent plus tard ; le convoi tout entier marcha pendant cinq jours, sans vêtements, sous le soleil brûlant du désert ; pendant cinq autres jours ils n'eurent pas un seul morceau de pain et pas une goutte d'eau ! « Des centaines tombaient morts sur la route, dit le rapport. Leur langue était noire comme du charbon et lorsqu'ils aperçurent enfin une fontaine, il s'y précipitèrent tous d'un seul coup ; mais les agents, leur barrant la route, leur défendirent de se désaltérer, car leur intention était de vendre l'eau à raison de une à trois lires la tasse et quelquefois même ils la refusaient, après avoir accepté l'argent. A un autre endroit, où il y avait des puits, quelques femmes s'y précipitèrent, n'ayant ni seau, ni corde pour puiser. Elles s'y noyèrent, ce qui n'empêcha pas leurs compagnons de boire de cette eau empoisonnée par les cadavres. Parfois aussi, quand les puits étaient peu profonds et qu'elles pouvaient y descendre et remonter, les autres se jetaient sur elles pour lécher ou sucer leurs vêtements humides et sales, tant ils avaient soif. Quelquefois les habitants des villages avaient pitié d'eux, leur donnaient de vieux morceaux de toile pour se couvrir, tandis que ceux qui avaient encore de l'argent achetaient des vêtements ; mais il y en eut qui durent marcher ainsi jusqu'à la ville d'Aleppo. Les pauvres femmes honteuses osaient à peine marcher et avançaient courbées en deux. »

Le dix-septième jour, quelques-uns seulement arrivèrent à Aleppo. Des deux convois réunissant 18.000 exilés, exactement 150 femmes et enfants parvinrent à destination. Quelques-unes des autres, les plus séduisantes, vivaient encore captives des Kurdes et des Turcs ; tout le reste était mort.

Mon seul but en insistant sur ces horribles faits est que, sans détails, les lecteurs anglais ne pourraient se faire une idée exacte de cette nation que l'on appelle la Turquie, et encore j'ai omis les éléments les plus affreux, car un récit complet des orgies sadiques, dont ces hommes et femmes

arméniens furent victimes, ne saurait être publié en Amérique [1]. Les crimes que l'instinct le plus pervers peut imaginer, les raffinements de persécution et d'injustice que l'imagination la plus vile peut concevoir, devinrent les malheurs journaliers de ce peuple infortuné. Je suis convaincu que l'histoire universelle ne contient pas de plus affreux épisode. Les grandes persécutions des temps passés semblent presque insignifiantes à côté des souffrances endurées par la race arménienne en 1915. Le massacre des Albigeois, au début du XIII[e] siècle, a toujours été regardé comme l'un des événements les plus tristes de l'histoire, car environ 60.000 personnes en furent victimes; dans celui de la Saint-Barthélemy, environ 30.000 créatures humaines périrent; les Vêpres Siciliennes, qui ont toujours passé pour être l'un des plus démoniaques transports de fanatisme, causèrent la mort de 8.000 personnes. On a écrit des volumes sur l'Inquisition en Espagne au temps de *Torquemada* et cependant, durant les dix-huit années de son omnipotence, un peu plus seulement de 8.000 hérétiques furent suppliciés. Le seul précédent dans l'histoire, qui ressemble le plus aux déportations arméniennes, semble être l'expulsion des Juifs d'Espagne par Ferdinand et Isabelle. Selon Prescott, 160.000 Juifs furent arrachés à leurs foyers et disséminés au hasard par toute l'Afrique et l'Europe. Et cependant, toutes ces persécutions ne sont rien comparées à celles des Arméniens, qui causèrent la mort d'au moins 600.000 et peut-être même 1.000.000 de personnes. Mais l'idéal qui inspira ces barbares exécutions pouvait être une excuse; elles étaient le résultat du prosélytisme et la plupart des instigateurs croyaient sincèrement qu'ils servaient fidèlement leur Créateur. Sans aucun doute, la populace turque et kurde immolait les Arméniens pour plaire au Dieu de Mahomet, elle y était poussée par leur zèle religieux; mais les hommes qui con-

1. Voir sur cette question : Dr Johannès Lepsius, Président de la *Deutsche Orient-Mission* et de la *Société Germano-Américaine*. *Le rapport secret sur les massacres d'Arménie*, publié avec une préface par René Pinon, 1 vol. in-16 ; Payot éditeur.

çurent le crime avaient un tout autre but : étant presque tous athées, ne respectant pas plus le Mahométisme que le Christianisme, leur unique raison fut une question de politique d'Etat, préméditée et impitoyable.

Les Arméniens ne furent pas la seule race qui eut à souffrir de ce projet : « La Turquie aux Turcs ». Ce que je viens de raconter peut également, avec quelques modifications, s'appliquer aux Grecs et aux Syriens. En fait, les Grecs furent les premières victimes de ce projet de nationalisation ; j'ai décrit comment, dans les quelques mois qui précédèrent la guerre européenne, le gouvernement ottoman commença à déporter ses sujets grecs le long de la côte d'Asie Mineure. Ces violences ne semblèrent pas intéresser beaucoup l'Europe, ni les États-Unis ; cependant, dans l'espace de trois ou quatre mois, environ 400.000 Grecs furent arrachés du littoral méditerranéen où ils avaient vécu si longtemps, et dirigés vers les îles grecques de la mer Egée. En général ces déportations méritaient ce nom, car elles ne furent pour les condamnés qu'un changement de pays effectué sans massacres. Ce fut sans doute l'indifférence du monde civilisé qui encouragea les Turcs à user plus tard de ces procédés en grand, non seulement avec les Grecs, mais encore avec les Arméniens, avec les Syriens, Nestoriens et autres peuples. Bedri Bey avoua même à un de mes secrétaires, que la méthode ayant si bien réussi pour les Grecs, on avait décidé de l'étendre aux autres races de l'Empire.

Le martyre des Grecs se déroula en deux phases, la première avant la guerre, l'autre au début de 1915. Dans la première, les opérations se limitèrent aux Grecs de la côte maritime d'Asie Mineure ; dans l'autre, on s'attaqua à ceux qui vivaient en Thrace et dans les territoires environnant la mer de Marmara, les Dardanelles, le Bosphore et la côte de la Mer Noire, et qui furent envoyés, par centaines de mille, vers l'intérieur de l'Asie Mineure. Ils furent traités d'une façon presque analogue aux Arméniens. Ils furent d'abord incorporés à l'armée ottomane, formant des bataillons de travailleurs pour la construction de routes dans le

Caucase et autres zones de combat. Tout comme les Arméniens, ces soldats moururent par milliers de faim, de froid ou privations. Toutes les maisons des villages furent fouillées, les unes après les autres, pour y prendre les armes cachées, et les habitants furent maltraités et torturés comme leurs compagnons arméniens. Ils eurent également à subir des réquisitions forcées, qui n'étaient qu'un pillage à peine dissimulé. Les Turcs voulurent les obliger à se convertir au Mahométisme, enlevèrent les jeunes Grecques, comme les Arméniennes, pour leurs harems, et les petits garçons pour les cacher chez des Mahométans. Ils les accusaient également de n'être pas fidèles au gouvernement ottoman de ravitailler les sous-marins anglais dans la mer de Marmara et d'espionner ; enfin de pousser la traîtrise jusqu'à attendre avec impatience le jour, où, délivrés du joug ottoman, ils retourneraient à leur véritable Patrie ! Cette dernière plainte était incontestablement fondée et il était bien naturel, qu'après avoir supporté pendant cinq siècles les pires calamités, cette race rêvât de libération. Les Turcs, comme dans le cas des Arméniens, s'armèrent donc de cette excuse, pour se défaire du peuple tout entier et le conduire par groupes, sous la prétendue protection de gendarmes turcs, vers l'intérieur, la plupart du temps à pied. Il est difficile d'évaluer le nombre exact des exilés ; les estimations varient de 200.000 à 1.000.000. Ces caravanes endurèrent de grandes privations, mais ne furent point soumises à un massacre général comme les Arméniens, ce qui explique l'ignorance du monde extérieur à cet égard. Et cependant ce semblant de considération n'était point de la pitié : les Grecs, au contraire des Arméniens, avaient un gouvernement pour qui le sort de la race était une question d'intérêt vital. A cette époque, les alliés des Allemands craignaient généralement que la Grèce ne se mît du côté de l'Entente ; l'extermination des Grecs en Asie Mineure aurait certainement provoqué un état d'esprit tel, que le roi germanophile aurait été incapable d'empêcher son pays d'entrer en guerre. Ce fut donc par pure raison d'ordre poli-

tique que les Grecs, soumis au joug turc, échappèrent aux tourments affreux qu'endurèrent les Arméniens. Mais néanmoins, leurs souffrances furent grandes et constituent un autre chapitre de la longue série de crimes, dont la Turquie aura à répondre devant le monde civilisé.

CHAPITRE XXV

TALAAT JUSTIFIE « L'EXTERMINATION ARMÉNIENNE »

Il se passa quelque temps avant que l'histoire des atrocités arméniennes parvînt à l'Ambassade américaine, dans tous ses affreux détails. En janvier et en février, des fragments de relations commençèrent à affluer ; par habitude, on les considéra comme de simples témoignages des désordres régnant dans les provinces arméniennes depuis plusieurs années. Vinrent alors des rapports d'Urumia, qu'Enver et Talaat rejetèrent comme des exagérations insensées ; et lorsque nous entendîmes parler, pour la première fois, des troubles de Van, ils déclarèrent également que c'étaient les excès d'une populace en effervescence, et qu'il fallait les réprimer immédiatement. Je vois clairement maintenant, ce qui ne l'était pas à cette époque, que le gouvernement turc avait décidé de cacher ces nouvelles le plus longtemps possible au monde extérieur, et que l'extermination des Arméniens ne viendrait à la connaissance de l'Europe et de l'Amérique qu'après achèvement. Désirant principalement nous la laisser ignorer, ils avaient recours aux tergiversations les plus honteuses, au cours de leurs discussions avec moi ou avec mes collaborateurs.

Au début d'avril, on arrêta à Constantinople environ 200 Arméniens, qui furent envoyés dans l'intérieur. La plupart d'entre eux occupaient d'importantes situations, socialement ou matériellement parlant ; j'en connaissais plusieurs et compatissant à leurs douleurs, j'intercédai en leur

faveur auprès de Talaat. Il me répondit que le gouvernement se trouvait en cas de légitime défense, car les Arméniens à Van venaient de révéler leurs talents révolutionnaires, et que les suspects de Constantinople, par leurs relations avec les Russes, étaient capables de provoquer une insurrection contre le gouvernement ottoman. Le moyen le plus sûr était donc de les expédier à Angora et autres villes éloignées ; Talaat niait que l'expulsion de la population arménienne fît partie d'un programme prémédité, et assurait même que celle-ci ne serait point inquiétée.

Cependant les détails arrivant de l'intérieur se firent plus précis et plus inquiétants. Le rappel de la flotte alliée des Dardanelles changea la face des choses. Jusqu'alors on pressentait qu'il se passait des choses anormales dans les provinces arméniennes ; mais lorsqu'on apprit d'une façon certaine que les amis traditionnels de l'Arménie : la Grande-Bretagne, la France et la Russie ne pourraient plus venir en aide à ce peuple malheureux, le masque tomba. Au mois d'avril, je fus subitement obligé de télégraphier en clair à nos consuls ; on appliqua de même une censure très sévère à la correspondance, mesures qui étaient évidemment destinées à cacher les événements d'Asie Mineure, mais bien en vain. Quoique l'on rendît les voyages extrêmement difficiles, certains Américains, principalement des missionnaires, réussirent à passer ; ils vinrent s'asseoir dans mon bureau et pendant des heures me retracèrent, tandis que des larmes coulaient sur leurs joues, toutes les horreurs dont ils avaient été témoins — horreurs dont plusieurs avaient été impressionnés au point d'en tomber malades. Quelques-uns m'apportèrent des lettres de consuls américains, confirmant les détails les plus affreux de leurs récits et en ajoutant d'autres qu'on ne saurait publier. Et de tout cela, se dégageait nettement l'impression que la dépravation et la cruauté infernales des Turcs s'étaient surpassées. Il n'y avait pas d'autre espoir, me disaient-ils, pour sauver environ 2.000.000 d'individus du massacre, de la faim et autres calamités, que l'influence morale des États-Unis !

Les porte-paroles de la nation condamnée déclaraient que si l'ambassadeur américain ne pouvait persuader aux Turcs de mettre un frein à leur rage destructive, la race entière disparaîtrait. Non seulement des missionnaires américains et canadiens me sollicitèrent d'intervenir, mais encore plusieurs de leurs collègues allemands. Tous confirmèrent les choses les plus affreuses qu'on m'eût déjà racontées et accusèrent leur propre patrie d'être sans pitié, ne dissimulant pas non plus leur humiliation d'être Allemands et alliés à un peuple capable de telles infamies ; tous connaissaient trop bien la politique de leur pays pour savoir que celui-ci resterait neutre. Il ne fallait point attendre de secours du Kaiser, disaient-ils, l'Amérique seule peut arrêter ces massacres.

En principe, je n'avais aucun droit d'intervenir. En dépit de la cruauté des faits, tels qu'ils se présentaient, le traitement infligé aux sujets arméniens par le gouvernement ottoman n'était qu'une affaire domestique. A moins que celui-ci ne s'attaquât directement aux vies ou aux intérêts de mes compatriotes, ce n'était pas de mon ressort et, la première fois que j'en référai à Talaat, il sut me le rappeler en termes précis. Cet entretien fut assurément le plus orageux de tous ceux que nous eûmes ensemble. Je venais de recevoir la visite de deux missionnaires, qui me donnèrent des détails complets sur les terribles événements de Konia. Après avoir écouté leurs récits, ne pouvant plus y tenir, j'allai droit à la Sublime Porte. Je vis au premier coup d'œil que Talaat était dans un de ses accès d'humeur féroce. Il avait depuis des mois essayé de faire relâcher deux de ses amis intimes : Ayoub Sabri et Zinnoun, prisonniers des Anglais à Malte ; son insuccès l'irritait et l'ennuyait à ce point qu'il en parlait constamment, s'évertuant à trouver un moyen de les libérer et me demandant même mon aide. Il était en général si courroucé en songeant à ses amis absents, que nous le disions d'humeur « Ayoub Sabri » quand son accueil était notoirement maussade. Le ministre de l'Intérieur traversait précisément une

de ces crises, le matin de ma visite ; une fois de plus, il avait tenté de faire rapatrier les exilés et une fois de plus il avait subi un échec. Comme d'habitude, il tâcha de se montrer calme et courtois envers moi, mais ses phrases courtes et bourrues, sa raideur de bouledogue et ses poignets plantés sur la table, indiquaient que le moment était mal choisi pour faire appel à sa pitié ou à son repentir. Je lui parlai tout d'abord d'un missionnaire canadien, le Dr Mac Naughton, qui subissait en Asie Mineure un traitement des plus rigoureux.

— Cet homme est un agent anglais, me répondit-il, nous en avons les preuves.

— Donnez-les moi, demandai-je.

— Nous ne ferons rien pour aucun Anglais ou Canadien, ajouta-t-il, avant que Ayoub et Zinnoun ne soient libérés.

— Vous m'aviez promis de traiter les Anglais au service des Américains sur le même pied que ceux-ci, répliquai-je.

— Cela se peut, reprit le ministre ; mais une promesse n'est pas éternelle, je l'annule maintenant.

— Si une promesse ne vous engage pas, qu'est-ce qui le fera ?

— Une garantie, répondit-il promptement.

Cette subtilité du caractère ottoman était intéressante au point de vue psychologique ; mais j'avais des questions d'ordre plus pratique à régler en ce moment, aussi commençai-je à lui parler des Arméniens de Konia. Dès mes premiers mots, son attitude devint de plus en plus belliqueuse ; il se redressa, prêt au combat et les yeux enflammés, les mâchoires serrées, il se pencha vers moi et me dit d'un ton bourru : « Sont-ils Américains ? »

La forme de cette question n'avait rien de protocolaire, c'était une simple façon de me dire que cela ne me regardait pas ; il n'hésita pas à me le dire catégoriquement :

— On ne peut se fier aux Arméniens, prononça-t-il ; et de plus, nos procédés vis-à-vis d'eux ne sont pas l'affaire des États-Unis.

J'objectai que, me considérant leur ami, j'étais outré par la façon dont on les traitait ; mais secouant la tête, il refusa de discuter davantage. Je vis que je n'obtiendrais rien en insistant ce jour-là et j'intercédai encore en faveur d'un autre sujet anglais, également maltraité.

— C'est un Anglais, n'est-ce pas ? répondit Talaat, alors j'en ferai ce que bon me semblera.

— Mangez-le donc si cela vous convient, répliquai-je.

— Non ! Je ne le digérerais pas, conclut-il.

Il était absolument hors de lui : *Gott strafe England !* s'exclama-t-il employant les quelques mots d'allemand qu'il possédait. « Quant à vos Arméniens, poursuivit-il, nous nous moquons de ce qui peut arriver ; nous vivons au jour le jour ! Et pour ce qui est des Anglais, je voudrais que vous télégraphiiez à Washington, que nous ne ferons rien pour eux tant que Ayoub Sabri et Zinnoun ne seront pas relâchés ».

Puis se penchant et posant sa tête entre ses mains, il articula en mauvais anglais, probablement toute sa science en cette langue : « Ayoub-Sabri ! *hemybrudder !* »

Néanmoins, je plaidai encore une fois la cause du Dr Mac Naughton.

— Ce n'est pas un Américain, contesta Talaat, c'est un Canadien.

— C'est presque la même chose.

— Alors, répliqua-t-il, si je lui rends la liberté, voulez-vous me promettre que les États-Unis annexeront le Canada ?

— Je vous en donne ma parole, dis-je entrant à mon tour dans sa plaisanterie.

— Chaque fois que vous venez ici, soupira le ministre, vous vous arrangez toujours pour m'extorquer quelque chose. C'est bien, vous pouvez avoir votre Mac Naughton !

Semblable entretien n'avait rien d'encourageant pour ma campagne en faveur des Arméniens. Mais Talaat n'était pas toujours d'humeur aussi exécrable, il en changeait comme un enfant, tantôt farouche et intraitable, tantôt

d'une gaieté exubérante et conciliante. Il était donc prudent d'attendre un de ses meilleurs moments pour aborder un sujet qui le mettait hors de lui. L'occasion s'en présenta bientôt ; quelques jours après cette entrevue, je lui fis une seconde visite ; dès qu'il me vit, il s'empressa d'ouvrir son secrétaire et en retira une poignée de câblogrammes sur papier jaune :

— Pourquoi ne nous donnez-vous pas cet argent ? dit-il en ricanant.

— Quel argent ? demandai-je.

— Voici un câblogramme pour vous d'Amérique, vous envoyant une grosse somme pour les Arméniens ; vous devriez en faire meilleur usage et nous la remettre à nous Turcs ; nous en avons autant besoin qu'eux.

— Je n'ai rien reçu, répondis-je.

— Oh non ! mais ça viendra, j'ai toujours la primeur de vos nouvelles, savez-vous, avant de vous les faire parvenir.

C'était parfaitement vrai ; chaque matin, les télégrammes ouverts, reçus à Constantinople, étaient envoyés à Talaat qui les lisait tous, avant de les laisser parvenir à destination et même ceux adressés aux ambassadeurs, sauf naturellement les messages chiffrés. Dans une autre circonstance j'aurais protesté contre cette violation de mes droits, mais la franchise de mon interlocuteur me plut et me fournit une excellente occasion d'aborder le sujet défendu.

Cette fois encore il se montra évasif, de peur de se compromettre, et ne sembla pas satisfait de l'intérêt que mes compatriotes manifestaient vis-à-vis des Arméniens, expliquant sa politique par le fait que ces derniers étaient en relation constante avec les Russes ; j'eus l'impression très nette, qu'en définitive, Talaat était leur ennemi le plus implacable. « Je m'aperçois, écrivis-je dans mon *Journal* à la date du 3 août, que c'est lui l'instigateur le plus acharné des souffrances de ces pauvres gens. » Il m'apprit que le Comité « Union et Progrès » avait examiné la question avec soin et que la politique actuelle était officiellement celle du gouvernement, ajoutant qu'il ne fallait pas croire que

les déportations eussent été décidées à la hâte, mais qu'elles étaient au contraire le résultat de longues et sérieuses délibérations. A mes requêtes successives en faveur de ce peuple, il me répondait sur un ton tantôt sérieux, tantôt fâché et parfois même dégagé.

— Je me propose, me dit-il, de discuter un jour avec vous la question arménienne tout entière ; puis il ajouta à voix basse en turc : « Mais ce jour ne viendra jamais ».

— D'ailleurs pourquoi vous intéressez-vous aux Arméniens ? me demanda-t-il une autre fois. Vous êtes Juif, et ces gens sont Chrétiens. Les Mahométans et les Juifs s'entendent on ne peut mieux. Vous êtes bien considéré ici. De quoi vous plaignez-vous ? Pourquoi ne pas nous laisser faire de ces Chrétiens ce que nous voulons ?

J'ai souvent remarqué que les Turcs considèrent presque tout, en partant d'un point de vue personnel ; toutefois cette considération m'étonna fort, bien qu'elle ne fût que le parfait reflet de la mentalité turque. Le fait qu'en dehors des considérations de race et de religion, il y eût des choses telles que l'humanité et la civilisation, n'étaient jamais entrées dans leur esprit ; ils admettent qu'un Chrétien se batte pour un Chrétien et un Juif pour un Juif, mais ils ne conçoivent pas des abstractions, comme la justice ou la bienveillance.

— Vous ne semblez pas comprendre, répondis-je, que je ne suis pas ici en qualité de Juif, mais comme ambassadeur américain. Mon pays contient plus de 97.000.000 de Chrétiens et moins de 3.000.000 de Juifs ; de sorte que, par mon titre, je représente 97 % de cette population de Chrétiens. Or la question n'est pas là. Je ne m'adresse pas à vous au nom d'une race ou d'une religion, mais simplement au nom de l'humanité. Vous m'avez dit plusieurs fois que vous désiriez faire de la Turquie une nation marchant avec le progrès ; la façon dont vous agissez avec les Arméniens ne vous aidera pas à réaliser ce vœu, au contraire ! on vous considérera comme un peuple réactionnaire, bien en retard sur les autres.

— Nous traitons bien les Américains ; je ne vois pas de quoi vous vous plaindriez.

— Ces persécutions, répondis-je, sont précisément un outrage fait aux Américains. Il faut partir d'un principe humanitaire et non point baser vos vues sur des différences de race, sinon les États-Unis ne vous considéreront pas en amis et en égaux. De plus, vous devez comprendre les grands changements qui s'effectuent en ce moment dans le monde des Chrétiens sur toute la terre ; ils oublient ce qui les séparait et toutes les sectes se sont fondues en une seule. Vous méprisez les missionnaires américains ; n'oubliez pas que leur travail d'évangélisation est approuvé par l'élite de notre pays, qui le considère au point de vue éducatif ; nous ne sommes pas purement matérialistes et faiseurs de fortune, mais encore profondément altruistes et désireux de répandre la justice et la civilisation dans tout l'Univers. A la fin de cette guerre, vous vous trouverez en face d'une nouvelle situation. Vous dites que si vous êtes victorieux, vous pourrez narguer le monde ; vous vous trompez : il vous faudra faire face à l'opinion publique dans tous les pays, et surtout aux États-Unis ; et notre peuple n'oubliera jamais ces massacres, cette odieuse et systématique destruction des Chrétiens en Turquie et considérera comme des criminels ceux qui en sont responsables. Vous ne pourrez plus alors invoquer votre position politique et dire que vous avez agi en tant que ministre de l'Intérieur, et non point en tant que Talaat. Vous blâmez toute idée de justice dans le sens où nous l'entendons chez nous.

Chose curieuse, mes remarques ne parurent point l'offenser et ne l'ébranlèrent pas plus que si j'eusse parlé à un morceau de bois. Mais laissant de côté mes abstractions, il en vint à quelque chose de plus défini.

— Les Arméniens, dit-il, ont refusé de poser les armes quand on les en a priés ; ils nous ont résisté à Van et à Zeitoun, ce sont les alliés des Russes. Il n'y a pour nous qu'un seul moyen de nous protéger à l'avenir, c'est précisément la déportation.

— Supposez même que quelques Arméniens vous aient trahi, ce n'est pas une raison pour anéantir la race tout entière et faire souffrir des femmes et des enfants.

— C'est inévitable, répliqua-t-il.

Une réponse qu'il fit plus tard à un reporteur du *Berliner Tageblatt*, lui posant la même question, m'éclaira davantage sur ses sentiments : « On nous a reproché, dit-il, de n'avoir pas fait parmi les Arméniens de différence entre les innocents et les coupables ; c'était absolument impossible, car les innocents d'aujourd'hui seront peut-être les coupables de demain ».

Une des raisons pour lesquelles Talaat répugnait à parler de cette question avec moi venait de ce que l'employé de l'ambassade qui nous servait d'interprète était lui-même un Arménien. Au début d'août il m'envoya un messager spécial, me demandant si je ne pouvais le recevoir seul, désirant discuter à fond le problème arménien et spécifiant qu'il serait son propre interprète ; pour la première fois, il me reconnaissait le droit de m'y intéresser.

L'entrevue eut lieu deux jours après. Le hasard voulut que depuis ma dernière visite j'eusse fait couper ma barbe. Dès que j'entrai, le ministre me dit sur un ton railleur : « Vous voilà redevenu un jeune homme, si jeune que je ne puis plus vous demander conseil et avis comme autrefois.

— J'ai fait couper ma barbe, répondis-je, parce qu'elle était devenue toute blanche à la suite des douleurs que me causa votre traitement des Arméniens.

Après cet échange de compliments, nous nous mîmes sérieusement à discuter l'objet de sa visite.

— Je vous ai demandé de venir aujourd'hui, commença-t-il, désirant vous expliquer notre attitude à l'égard des Arméniens ; elle est basée sur trois points distincts : en premier lieu, les Arméniens se sont enrichis aux dépens des Turcs ; secondement, ils ont résolu de se soustraire à notre domination et de créer un état indépendant ; enfin ils ont ouvertement aidé nos ennemis, secouru les Russes dans le

Caucase et par là causé nos revers. Nous avons donc pris la décision irrévocable de les rendre impuissants avant la fin de la guerre.

Je pouvais amplement réfuter chacun de ces points. La première objection n'était qu'un aveu de la supériorité des Arméniens, au point de vue de leur capacité industrielle, sur les Turcs paresseux et bornés. L'idée de les massacrer, pour détruire la concurrence commerciale, n'était vraiment pas banale ! Quant à l'accusation principale, à savoir que les Arméniens conspiraient contre la Turquie et sympathisaient ouvertement avec ses ennemis, provenait de ce que depuis des années les Arméniens s'adressaient sans cesse aux Puissances européennes pour les protéger contre le vol, le meurtre et l'outrage. Le problème Arménien, comme tous les conflits de races, était le résultat de siècles de mauvais traitements et d'injustice. Il n'y aurait eu qu'une seule solution ; élaborer un système de gouvernement basé sur l'égalité de tous les citoyens et d'après lequel les criminels auraient été châtiés, en tant qu'individus, et non point par rapport à leur nationalité. Je discutai longuement ces questions et quelques autres s'y rattachant.

— Ce n'est pas la peine d'argumenter, objecta Talaat, nous avons déjà liquidé la situation des trois quarts des Arméniens ; il n'y en a plus à Bitlis, ni à Van, ni à Erzeroum. La haine entre les deux races est si intense qu'il nous faut en finir avec eux, sinon nous devrons craindre leur vengeance.

— Puisque vous vous souciez peu du point de vue humanitaire, lui fis-je observer, pensez aux pertes matérielles ; ce sont les Arméniens qui font la prospérité du pays, ils sont à la tête d'un grand nombre de vos industries et sont vos plus gros contribuables. Qu'adviendra-t-il de votre commerce si vous les supprimez ?

— Nous nous moquons des dommages économiques, répliqua Talaat, nous les avons estimés et savons qu'ils ne dépasseront pas 5.000.000 de livres ; cela ne nous inquiète pas. Je vous ai demandé de venir ici, afin de vous faire

savoir que notre attitude à ce sujet est absolument déterminée et que rien ne la fera changer. Nous ne voulons plus voir d'Arméniens en Anatolie, ils peuvent vivre dans le désert, mais nulle part ailleurs.

J'essayai encore de le convaincre que leurs procédés ruinaient son pays aux yeux du monde et que celui-ci ne s'en relèverait jamais.

— Vous vous trompez grandement, répétai-je à trois reprises différentes.

— Oui, nous commettons pas mal d'erreurs ; mais, ajouta-t-il en rapprochant ses lèvres et secouant la tête, nous ne les regrettons jamais.

J'eus avec lui plusieurs autres conversations sur le même sujet, sans parvenir à l'émouvoir si peu que ce fût. Il revenait toujours à l'argument qu'il avait exposé dans cet entretien, se montrant prêt à accueillir favorablement toute requête concernant des Américains ou même des Français et des Anglais, sans me faire la plus minime concession quand il s'agissait d'Arméniens. La question semblait lui tenir profondément à cœur, et sa haine s'accroître avec les événements. Un jour que je discutais le cas d'un certain Arménien, je l'assurai qu'il avait tort de le regarder comme un de leurs ennemis, car il ne leur était nullement hostile :

— Aucun Arménien ne peut être notre ami, après ce que nous leur avons fait, répondit-il.

Cela n'empêcha pas cependant Talaat de me demander la chose la plus étonnante du monde. La *New York Life Insurance Company* et l'*Equitable Life of New York* avaient depuis des années fait des affaires considérables avec les Arméniens. L'habitude d'assurer leur vie n'était qu'une autre preuve de leur prospérité.

— Je voudrais, dit Talaat, que vous me fassiez avoir par les Compagnies américaines d'assurances sur la vie une liste complète de leurs clients arméniens, car ils sont presque tous morts maintenant, sans laisser d'héritiers ; leur argent revient par conséquent au gouvernement, c'est lui qui doit en bénéficier. Voulez-vous me rendre ce service ?

C'en était trop, et furieux je lui dis : « Ne comptez pas sur moi pour vous procurer ces listes » et me levant, je le quittai.

Un autre incident provoqua chez Talaat un de ses accès d'humeur les plus féroces. A la fin de septembre, Mrs. Morgenthau partit pour l'Amérique ; les supplices des Arméniens l'avaient énormément affectée, et, ne pouvant plus supporter de vivre dans un tel pays, elle avait décidé de retourner en Amérique, non sans tenter toutefois une dernière démarche en leur faveur. Elle passa par la Bulgarie, car on lui avait fait savoir que la reine Eléonore serait contente de la recevoir ; peut-être était-ce dû à ce que Mrs. Morgenthau, on le savait, s'occupait activement d'œuvres sociales. La Reine Eléonore, femme d'esprit cultivé, menait depuis longtemps une existence triste et retirée, consacrant la plus grande partie de ses loisirs à combattre le paupérisme en Bulgarie. Elle connaissait à fond toutes nos institutions philantropiques et quelques années auparavant avait fait un voyage aux Etats-Unis pour en étudier le fonctionnement sur place. A cette époque, elle avait, auprès d'elle deux infirmières américaines du *Henry Street Settlement*, de New York, qui initiaient un groupe de jeunes filles bulgares aux méthodes de travail de la Croix Rouge Américaine. L'unique but de la visite de ma femme était d'intéresser la Reine au triste sort des Arméniens ; une fois de plus la question de l'entrée en guerre de la Bulgarie traversait une phase critique, et la Turquie était disposée à faire des concessions pour gagner cette nation à sa cause ; le moment était donc bien choisi pour une telle requête. La Reine reçut Mrs. Morgenthau sans cérémonie et ma femme s'entretint avec elle, pendant une heure environ, de la question arménienne. Presque tout ce qu'elle lui en dit était nouveau pour son interlocutrice royale, peu de chose en ayant jusqu'ici transpiré, et la Reine étant une de ces personnes à qui l'on peut cacher la vérité aussi longtemps que possible. Mrs. Morgenthau lui raconta donc en détails la façon dont les femmes et enfants arméniens avaient été

traités et lui demanda d'intervenir, ajoutant même que ce serait terrible pour la Bulgarie qui, dans le passé, avait connu semblables rigueurs de la part des Turcs, de devenir maintenant leur alliée. La Reine parut infiniment touchée, remercia ma femme de l'avoir mise au courant et promit de s'occuper sur le champ des malheureux déportés. Au moment même où ma femme prenait congé, elle aperçut, debout près de la porte, le duc de Mecklembourg qui se trouvait alors à Sofia pour essayer d'amener la Bulgarie à déclarer la guerre. La Reine le présenta à ma femme: le duc fut courtois, mais parut plutôt froid et offensé, ses manières et surtout les regards sévères qu'il lançait à Mrs. Morgenhtau prouvaient qu'il avait entendu une grande partie de la conversation. Il est évident qu'au moment même où il s'efforçait d'amener la Bulgarie à se ranger du côté de l'Allemagne, le motif de l'intercession de ma femme auprès de la Reine n'était point pour lui plaire.

Celle-ci s'intéressa immédiatement à la cause arménienne et le ministre du Czar Ferdinand à Constantinople reçut ordre de protester contre ces atrocités, protestations qui n'aboutirent à rien, sinon à provoquer momentanément la colère de Talaat contre l'ambassadeur américain, ce dont je m'aperçus quelques jours après, en me rendant à la Sublime Porte pour affaires de service ; il répondit à la plupart de mes questions par des monosyllabes, lancées sur un ton bourru.

Je ne connus que plus tard la cause de ce redoublement d'humeur, lorsqu'avec l'entrée en guerre de la Bulgarie, le grand Boss de Turquie eut recouvré sa jovialité habituelle.

Son point de vue, dans la question arménienne est tout entier résumé dans l'orgueilleuse fanfaronnade qu'il se permit vis-à-vis de ses amis : « J'ai plus fait en trois mois pour résoudre le problème arménien qu'Abdul Hamid en trente ans ! »

CHAPITRE XXVI

ENVER DISCUTE LA QUESTION ARMÉNIENNE

Tout en m'adressant à Talaat, je m'efforçais d'exercer semblable pression sur Enver, qui, ainsi que je l'ai dit, était très différent de son collègue, cachait mieux ses sentiments, se montrait généralement affable, impassible et d'une politesse scrupuleuse. Il affecta aussi moins d'intransigeance que lui à propos des Arméniens, traita de folles exagérations les premiers récits qui nous parvinrent de leurs persécutions, déclara que les troubles de Van n'étaient qu'une répercussion de la guerre et tâcha de me persuader qu'il n'était nullement question d'anéantir la race arménienne. Cependant, tandis qu'il essayait d'endormir mes craintes, il tenait un langage opposé à d'autres personnes — ce dont je fus informé — ; notamment au Dr Lepsius, Président de la *Deutsche Orient Mission*, lequel était depuis longtemps, de par ses fonctions de missionnaire, en contact intime avec la race opprimée. En 1895, il avait été témoin des massacres que l'on connaît, à la suite desquels il avait recueilli des sommes d'argent considérables, destinées à la fondation d'orphelinats pour les enfants des victimes. Il revint en 1915 s'enquérir de la situation faite à ses protégés, envoyé par son institution ; sur sa demande, je l'autorisai à prendre connaissance des rapports de nos consuls ; les documents, appuyés par des informations qui lui furent en grande partie fournies par des missionnaires allemands de l'intérieur, ne laissèrent aucun doute dans son esprit, quant à la politique turque. Il s'indignait surtout de la conduite de son gouver-

nement, honteux d'être sujet d'une nation chrétienne ne faisant rien pour prévenir les massacres de coreligionnaires. Enver ne lui en cacha d'ailleurs pas la raison d'État, lui avouant en quelques mots que l'occasion était unique pour se débarrasser des Arméniens et qu'ils étaient décidés à en profiter. Cette franchise le renversa.

Entre temps, Enver ne se montra pas moins catégorique avec moi ; les rapports détaillés qui m'étaient parvenus rendaient d'ailleurs inutile de dissimuler plus longtemps la situation véritable. Nous eûmes donc à ce sujet de longues discussions, voire même orageuses. Une surtout est demeurée très nette dans mes souvenirs, par les arguments précis qu'Enver m'exposa, en réponse à la demande d'explications que j'avais formulée.

— Les Arméniens ont été prévenus à temps, commença-t-il, de ce qui leur arriverait s'ils passaient à l'ennemi. Il y a trois mois, j'ai fait venir leur Patriarche et lui ai notifié que si ses compatriotes essayaient de fomenter une révolution, ou d'aider les Russes, je ne serais pas responsable des conséquences. Mon avis resta sans effet, au double point de vue révolte et désertion. Vous êtes au courant de ce qui s'est passé à Van, où s'étant emparés du pouvoir, ils jetèrent des bombes sur les bâtiments du gouvernement et tuèrent un grand nombre de Mahométans. Nous savions, d'autre part, qu'ils tramaient des soulèvements ailleurs. Vous devez comprendre que, tandis que nous nous battons aux Dardanelles, pour notre propre existence, sacrifiant des milliers d'hommes, nous n'allons pas laisser ces gens nous frapper dans le dos chez nous. Il est parfaitement exact que je ne suis pas opposé aux Arméniens, en tant que race ; j'admire beaucoup leur intelligence et leurs capacités ; rien ne me ferait plus de plaisir que de les voir entièrement incorporés à notre population. Mais s'ils s'allient à nos ennemis, comme ils l'ont fait dans la province de Van, il faudra qu'on les détruise. J'ai veillé à ce qu'on ne commette pas d'injustice ; tout dernièrement encore, j'ai donné des ordres pour que trois Arméniens déportés fussent renvoyés dans leur foyer,

lorsque je m'aperçus qu'ils étaient innocents. La Russie, la France, la Grande-Bretagne et l'Amérique ne leur rendent aucun service en sympathisant avec eux et en les encourageant, car je sais l'influence que cela peut avoir sur un peuple aux tendances révolutionnaires. Lorsque notre Parti Union et Progrès s'attaqua à Abdul Hamid, tout l'appui moral nous vint du dehors, et fut en vérité une des grandes causes de notre succès. C'est ce qui pourrait arriver dans le cas des Arméniens et je suis convaincu que, s'ils n'étaient pas soutenus par les pays étrangers, ils abandonneraient vite leur opposition au gouvernement actuel et deviendraient des citoyens soumis et fidèles. Mais nous les tenons entièrement en notre pouvoir ; aujourd'hui, il nous est facile de nous venger des fomenteurs de troubles.

— Cependant, lui dis-je, supposons que tout cela soit vrai, pourquoi ne pas punir que les coupables ? Pourquoi sacrifier toute une race, sous le prétexte de crimes individuels ?

— Vous auriez raison en temps de paix, me répondit-il, où l'on peut user de moyens platoniques pour calmer les Grecs et les Arméniens ; tandis qu'en temps de guerre, il ne nous est pas possible de faire des enquêtes et de juger, il nous faut agir promptement, résolument. Je crois aussi que les Arméniens se trompent en comptant sur les Russes qui, à mon avis, préféreraient les voir morts que vivants, car ils sont aussi dangereux pour eux, que pour nous. S'ils réussissaient à former un gouvernement indépendant en Turquie, leurs frères de Russie suivraient leur exemple. De plus, les Arméniens se sont rendus coupables de massacres : rien qu'à Van, 30.000 Turcs seulement ont pu échapper, tout le reste a été tué par les Arméniens et les Kurdes. J'ai essayé de protéger les non-combattants au Caucase et j'ai donné des ordres pour qu'on les épargnât ; mais je m'aperçus que je n'avais aucun pouvoir en l'occurence. Il y a environ 70.000 Arméniens à Constantinople qui ne seront pas inquiétés, sauf les Dashnaguists [1] et ceux

1. Ce mot signifie en arménien : *harmonie* ; il sert à désigner le plus important parti politique arménien. Bien que partisan de la Constitution

qui complotent contre les Turcs. Je crois, cependant, que vous pouvez vous tranquilliser à leur sujet, car il n'y aura plus de massacres.

Je ne pris pas au sérieux la dernière déclaration de mon interlocuteur. Et en effet, au moment précis de cette conversation, massacres et déportations bouleversaient les provinces arméniennes, se continuant sans interruption pendant plusieurs mois.

Dès que les rapports de ces tristes exploits arrivèrent aux États-Unis, on s'y préoccupa aussitôt d'organiser des secours. A la fin de juillet, j'appris que 5.000 Arméniens de Zeitoun et Sultanié n'avaient pas la moindre nourriture. J'en parlai à Enver qui me promit formellement d'y remédier, tout en faisant des réserves, parce que des représentants américains désiraient se rendre auprès des victimes pour les aider et les soulager.

— Cela ne fera que les encourager et envenimer la situation, déclara-t-il. Il y a environ 28 millions d'habitants en Turquie et un million d'Arméniens, et nous ne voulons pas que ce million trouble la paix des autres. Le grand obstacle à notre entente avec eux, ce sont leurs idées séparatistes ; ils veulent leur autonomie, si bien qu'ils se sont laissé duper par les Russes, sur l'amitié desquels ils comptent et qu'ils ont aidés dans cette guerre. Nous sommes résolus à ce qu'ils se conduisent comme les Turcs. N'oubliez pas que lorsque nous entreprîmes notre révolution, celle de 1908, nous n'étions que 200 ; mais en dépit de ce petit nombre de partisans, nous avons pu abuser le Sultan et le public et leur faire croire que nous étions infiniment plus nombreux et plus puissants que nous ne l'étions en réalité. Nous leur en avons imposé à tous par notre audace et nous avons pu ainsi établir la Constitution ; c'est donc notre propre expérience de révolutionnaires qui nous fait redouter les Armé-

en Turquie, ce parti est de tendances révolutionnaires ; Talaat et Enver lui furent d'abord favorables, mais le combattirent ensuite, effrayés de ses projets.

N. d. T.

niens ; et si 200 Turcs ont pu renverser le gouvernement, quelques centaines d'Arméniens instruits et intelligents peuvent mener à bien semblable entreprise. Nous avons donc décidé de les disperser, pour les empêcher de nous nuire. Comme je vous l'ai déjà dit, j'ai averti leur Patriarche que s'ils nous attaquaient, pendant que nous étions en guerre avec les nations étrangères, nous nous vengerions et cette fois, sans trêve ni merci.

Enver restait profondément irrité à l'idée que nos missionnaires (ou autre amis de la race arménienne) leur viendraient en aide matériellement et moralement : « En vérité, on leur témoigne trop d'intérêt », répétait-il sans cesse.

Une autre fois, ayant proposé que certains Américains se rendissent à Tarsus et à Marsovan, il m'objecta : « S'ils y vont, je crains que les gens de l'endroit ne se fâchent et ne se montrent disposés à provoquer de fâcheux incidents ; il est donc préférable, dans l'intérêt des Arméniens, que les missionnaires américains s'abstiennent de s'occuper d'eux sur place. »

— Vous êtes en train de ruiner votre pays au point de vue économique, lui fis-je remarquer dans une occasion, ainsi que je l'avais déjà dit à Talaat ; et il me fit d'ailleurs une réponse analogue à la sienne, me prouvant que la question avait été soigneusement étudiée par le ministère entier.

— Les considérations d'ordre économique importent peu, en ce moment. Notre seul souci est de gagner (*sic*) ; dans ce cas, tout sera parfait, sinon tout sera perdu. Notre situation est désespérée, je l'avoue, et nous nous battons avec l'énergie du désespoir, ce n'est pas le moment de laisser les Arméniens nous attaquer par derrière.

La nécessité de secourir les Arméniens affamés devenait de plus en plus pressante ; mais Enver persistait à empêcher mes compatriotes de s'en charger.

— Comment pourrions-nous donner du pain aux Arméniens, déclara-t-il, quand nous en manquons pour notre propre peuple ? Je sais qu'ils souffrent, qu'il est fort probable qu'ils n'auront pas de pain cet hiver ; or, il nous est

fort difficile d'obtenir de la farine et des vêtements, même ici à Constantinople.

Croyant obtenir gain de cause, je répliquai que j'avais de l'argent et que les missionnaires américains avaient hâte de le dépenser pour soulager les réfugiés.

— Mais nous n'avons pas besoin que vous ravitailliez les Arméniens, m'assura-t-il ; c'est le plus grand malheur qui puisse leur arriver. Je répète qu'ils escomptent la sympathie des pays étrangers ; c'est ce qui les pousse à nous résister et attire sur eux toutes leurs misères. Si vous entreprenez de leur distribuer des vivres et des vêtements, ils vont de suite voir en vous des amis puissants. Leur esprit de révolte n'en sera que renforcé et il faudra les punir encore plus sévèrement. Remettez-nous l'argent que vous avez reçu pour eux, nous veillerons à ce qu'il soit employé à les assister.

Il me fit cette proposition sans broncher et la renouvela plusieurs fois. Et tandis qu'il me suggérait ce plan de secours, les gendarmes et les fonctionnaires turcs, non contents de dépouiller les Arméniens de leurs biens domestiques, de leurs vivres et de leur argent, volaient encore aux femmes jusqu'à leurs derniers haillons et les éperonnaient de leurs baïonnettes, alors qu'à peine vêtues elles trébuchaient à travers le désert en feu. Et voilà que le Ministre de la guerre me proposait de donner notre argent à ces mêmes gardiens de la loi, pour le répartir aux malheureux qui leur étaient confiés !

Toutefois, il me fallait agir avec tact et je dus répondre :

— Si vous, ou tout autre membre du gouvernement, voulez assurer la responsabilité de la distribution, nous serons naturellement heureux de vous confier l'argent, mais ne vous attendez pas à ce que nous le donnions à ceux qui ont massacré les Arméniens et outragé leurs femmes.

Sans se troubler, mon interlocuteur revint à son principal argument :

— Il ne faut pas que les Arméniens sachent jamais qu'ils

ont un soutien en Amérique ; ce serait leur ruine. Il est de beaucoup préférable qu'ils meurent de faim (*sic*) et en vous avouant cela, je n'ai en vue que leur intérêt, car s'ils arrivent à se convaincre qu'ils n'ont pas d'amis à l'étranger, ils se calmeront, reconnaîtront que la Turquie est leur seul refuge et deviendront de paisibles citoyens. Votre pays ne leur est d'aucune utilité en leur témoignant sans cesse de la sympathie. Vous ne faites qu'attirer sur leurs têtes de plus grands malheurs.

En d'autres termes, plus les Américains enverraient d'argent pour nourrir les Arméniens, plus la Turquie se proposerait de les massacrer ! Logique désespérante, on en conviendra. Enver finit toutefois par se radoucir et m'autorisa à faire parvenir des secours aux malheureux par l'intermédiaire des missionnaires. Dans toutes nos discussions, il produisait cette hypocrite excuse, se prétendant l'ami sincère de la nation opprimée, alléguant même que la sévérité des mesures adoptées n'était en somme que de la pitié déguisée. Comme il m'assurait sans cesse de son désir de la traiter avec justice et son attitude à cet égard était bien différente de celle de Talaat qui avouait ouvertement sa résolution de la déporter, j'élaborai un plan concordant avec ses vues, plan que je lui soumis. Je lui suggérai, afin de protéger comme il le souhaitait les réfugiés innocents et d'alléger leurs souffrances dans la mesure du possible, de désigner un comité d'Arméniens qui l'y aiderait ; puis d'envoyer un Arménien capable, tel que Oskan Effendi, l'ex-ministre des Postes et Télégraphes, étudier sur place la situation et voir quels remèdes pourraient être efficaces. Il n'approuva aucune de mes propositions, disant que ses collègues interpréteraient mal la première, et que, bien qu'il admirât Oskan pour les bons services qu'il avait rendus lorsqu'il faisait partie du Cabinet et qu'il l'eût soutenu dans sa répression des fonctionnaires incapables, il ne pouvait cependant lui accorder sa confiance en ce cas, attendu qu'il était membre de la société arménienne Dashnaguist.

Dans un autre entretien, je crus politique d'émettre l'idée

que le Ministère n'était sans doute pas coupable des massacres.

— Je sais bien que le Cabinet n'aurait jamais donné de tels ordres, dis-je, et on ne saurait vraiment vous blâmer, vous, Talaat et les autres membres du Comité ; vos subordonnés ont évidemment outrepassé la consigne. Je comprends d'ailleurs toute la difficulté de la tâche.

Enver se redressa soudain. Je m'aperçus que mes remarques, loin de préparer le terrain pour une discussion paisible et amicale, n'avaient fait que l'offenser, car je venais de sous-entendre que des événements pouvaient se produire en Turquie, dont lui et ses associés n'étaient pas responsables.

— Vous vous trompez entièrement, me répondit-il, nous sommes les maîtres absolus de ce pays. Je n'ai nullement l'intention de rejeter le blâme sur nos subalternes, et suis tout disposé à assumer la responsabilité de tout ce qui est arrivé. Le Cabinet lui-même a ordonné les déportations et je suis persuadé que nous en avons le droit, attendu que les Arméniens nous sont hostiles ; de plus, nous sommes les chefs ici et personne au-dessous de nous n'oserait prendre de telles mesures, sans notre assentiment.

Puis il essaya d'adoucir l'impression générale de ses déclarations barbares, en s'apitoyant sur des cas particuliers, disposition dont j'essayais toujours de profiter et qui me permit plusieurs fois de sauver quelques Arméniens de la mort. Un jour, le Consul américain à Smyrne m'avait fait savoir que sept de ces malheureux venaient d'être condamnés à être pendus, sous l'accusation d'un vague délit politique commis en 1909, bien que Rahmi Bey, le gouverneur général de Smyrne, et le commandant militaire ne les crussent point coupables. Lorsque l'ordre de l'exécution arriva, ces autorités télégraphièrent à Constantinople que, d'après la loi ottomane, les accusés avaient le droit de recourir à la clémence du Sultan ; la réponse démontre l'importance que l'on attachait alors aux droits des Arméniens.

« En principe, vous avez raison ; pendez-les d'abord et envoyez ensuite le recours en grâce. »

Je rendis visite à Enver, dans l'intention de plaider leur cause, le jour de Baïram, la plus grande fête religieuse des Mahométans, après le Ramazan, leur mois de jeûne. Cette fête a un trait commun avec notre Noël, c'est la coutume d'échanger de petits cadeaux, en particulier des bonbons. De sorte qu'après les compliments d'usage, je dis au Ministre : « C'est aujourd'hui Baïram, et vous ne m'avez pas encore offert de cadeau ».

Mon interlocuteur se mit à rire :

— Que voulez-vous ? une boîte de bonbons ?

— Oh non ! lui répondis-je, on ne s'en tire pas à si bon compte avec moi. Je veux la grâce des sept Arméniens que le Conseil de guerre a condamnés à Smyrne.

Ma proposition sembla l'amuser beaucoup.

— C'est une façon bizarre de demander un pardon, répliqua-t-il ; mais puisque vous vous y prenez ainsi, je ne saurais refuser.

Il fit sur-le-champ demander son aide de camp et télégraphia à Smyrne de libérer les accusés.

Et voilà comment en Turquie le hasard fait la justice et dispose des vies humaines ! Rien ne saurait mieux dépeindre combien l'existence y compte peu, ainsi que l'absence de tout principe dans la plupart des cas, car si Enver épargna ces malheureux ce fut moins par intérêt pour leur sort que par désir de m'accorder une faveur demandée de façon si bizarre. Bref, dans tous mes entretiens sur ce sujet, le Ministre de la guerre n'en discuta qu'en passant : comme une sorte de parenthèse, relatant des massacres d'enfants, aussi négligemment que nous parlons du temps.

Un autre jour, il me demanda de l'accompagner à cheval dans la forêt de Belgrade. Ne manquant aucune occasion de l'influencer, j'acceptai son invitation. Nous allâmes en auto jusqu'à Buyukdere, où l'on nous avait amené des chevaux ; et tandis que nous chevauchions à travers la belle forêt, mon compagnon se montra plus communicatif que de

coutume, m'entretenant avec affection de son père et de sa mère qui s'étaient mariés fort jeunes, lui n'ayant que seize ans et elle onze ; sa mère n'avait encore que quinze ans à sa naissance. Puis il me révéla un côté plus tendre de son caractère, en parlant de sa femme, la princesse impériale, dont la dignité embellissait son foyer, regrettant que les règles de la civilité mahométane ne lui permissent pas de fréquenter la société, ajoutant qu'il aimerait à ce qu'elle fît la connaissance de Mrs Morgenthau. Il procédait alors à l'ameublement d'un magnifique palais sur le Bosphore ; lorsque tout serait terminé, la Princesse, ajouta-t-il, inviterait ma femme au petit déjeuner. A ce moment de la promenade, nous passions devant la maison et longions les terres du sénateur Abraham Pacha, Arménien très riche ; il avait été l'ami intime du Sultan Abdul Aziz, et comme en Turquie, le fils hérite des amis de son père ainsi que de ses biens, un des fils d'Abdul Aziz lui rendait visite chaque semaine. En traversant le parc, Enver remarqua, non sans indignation, que des forestiers étaient occupés à abattre des arbres et il les arrêta ; en apprenant plus tard que le Ministre de la guerre venait de faire l'acquisition du parc, je compris sa colère. Abraham Pacha étant Arménien, je me saisis de ce prétexte pour entretenir à nouveau mon compagnon des affreux traitements infligés aux femmes arméniennes :

— Vous disiez que vous vouliez protéger les femmes et les enfants, remarquai-je ; d'après ce que je sais, vos ordres ne sont point exécutés.

— Ces histoires sont fausses, dit-il. Je ne puis concevoir qu'un soldat turc soit capable de maltraiter une femme enceinte.

Peut-être aurait-il été d'un avis différent, s'il avait pu lire les rapports détaillés que j'ai versés aux archives de l'ambassade américaine !

Changeant de conversation une fois de plus, il me complimenta sur ma selle, faite sur le modèle bien connu du « général Mc Clellan » il l'essaya même, la trouva si par-

faite qu'il me l'emprunta plus tard et s'en fit confectionner une pour son usage personnel et l'adopta même pour un de leurs régiments. Puis il me parla des chemins de fer qu'il faisait construire en Palestine, de l'activité du Cabinet et des circonstances qui favorisaient actuellement les spéculations immobilières; il me suggéra même l'idée de nous associer pour acheter des terrains, destinés à une hausse rapide et certaine. Pour moi, je revenais toujours à l'Arménie, d'ailleurs sans succès.

Notre promenade lui parut si agréable qu'il m'en proposa une autre peu de jours après, celle-ci en compagnie de Talaat et du Dr Gates, président du *Robert College*. Enver et moi avions pris les devants sur nos deux compagnons. Les fonctionnaires turcs sont infiniment jaloux de leurs prérogatives, et le Ministre de la Guerre, étant le personnage principal du Cabinet, Enver tenait absolument à ce qu'un intervalle convenable nous séparât des deux autres cavaliers ! Je m'en amusais, car je savais que Talaat était plus influent au point de vue politique ; il parut toutefois admettre la distinction et ne se permit qu'une seule fois de nous dépasser — empiètement qui froissa visiblement Enver. Talaat arrêta donc sa monture et passa à l'arrière avec soumission.

— Je voulais simplement montrer au Dr Gates l'allure de mon cheval, dit-il pour s'excuser.

Je me souciai peu de ces détails d'étiquette, étant bien résolu à parler des Arméniens, mais en vain, car Enver trouva de plus intéressants sujets de discussions. Il se mit à parler de ses chevaux et c'est alors qu'un autre incident souligna l'instabilité de l'esprit turc — la facilité avec laquelle cette race peut, après les crimes les plus monstrueux, faire preuve de bonté individuelle. Et comme il manifestait le regret de ne pas avoir de jockey pour les courses prochaines, je lui dis : — Je vous donnerai un jockey anglais. Voulez-vous faire un marché ? C'est un prisonnier de guerre ; s'il gagne, lui rendrez-vous la liberté ?

— Certainement, répondit-il.

Cet homme, un nommé Fields, prit donc part aux courses à titre de jockey d'Enver, et arriva troisième. C'était une course à la liberté, remarqua M. Philip ! Or, n'ayant pas gagné, le Ministre n'était pas obligé, d'après les clauses du contrat, de le laisser retourner en Angleterre, mais il passa outre et lui accorda sa liberté.

Pendant cette même promenade à cheval, Enver me montra ses talents de tireur. J'entendis soudain un coup de pistolet fendre l'air, c'était l'aide de camp de mon compagnon qui s'exerçait à atteindre un objet tout près de nous. Enver arrêta brusquement son cheval et saisissant son revolver, éleva le bras et se mit à viser :

— Voyez-vous cette ramille sur cet arbre ? me demanda-t-il, en désignant un objectif à une distance d'environ trente pieds.

Je fis signe de la tête, il tira et la petite branche tomba sur le sol.

La rapidité, avec laquelle il avait sorti son arme de sa poche, visé et tiré, m'éclaira sur l'influence qu'il exerçait sur la bande de pirates qui gouvernait alors la Turquie. Nombre d'histoires circulaient à ce sujet, disant qu'il n'avait pas hésité à faire usage de ce moyen de persuasion aux moments critiques de son existence ; j'ignore la véracité de ces bruits, mais je peux attester que son adresse au tir était remarquable.

Talaat voulut alors suivre son exemple et nos deux hommes d'Etat descendirent de cheval, s'amusèrent à concourir, et se conduisirent comme de vrais gamins insouciants, échappés de l'école.

— Avez-vous sur vous une de vos cartes ? me demanda Enver, en me priant de l'épingler à un arbre, situé à une distance d'environ 50 pieds. Il tira le premier, sa main était ferme, son œil visa juste et la balle frappa la carte en plein centre. Ce succès agaça Talaat, qui, à son tour, voulut essayer, mais sa main calleuse et son poignet n'eurent point la stabilité nécessaire ; il n'était pas sportif comme son

collègue, plus jeune, bien musclé et parfaitement droit. Plusieurs fois, il toucha la carte sur les bords, mais ne put se montrer à la hauteur de son rival.

— Si j'avais visé un homme, dit ce gros Turc en ressautant sur son cheval, je l'aurais touché plus d'une fois.

Voilà à quoi aboutirent mes efforts pour intéresser les deux personnages principaux de Turquie au sort des Arméniens — l'élément le plus précieux de la population ottomane !

J'ai déjà fait remarquer que Saïd Halim, le Grand Vizir ne disposait d'aucune influence; nominalement, il occupait le poste le plus important du ministère ; en réalité, il n'était qu'un comparse que Talaat et Enver dominaient, tout comme ils dominaient le Sultan lui-même. Les ambassadeurs auraient dû, en principe, traiter leurs affaires avec lui, en sa qualité de ministre des Affaires Étrangères; mais je m'aperçus rapidement que je n'arriverais à rien de ce côté-là, et tout en lui continuant mes visites hebdomadaires, par courtoisie, je préférai m'adresser directement à ceux qui avaient pouvoir de décision. Cependant, afin de ne pas être accusé de négliger aucune possibilité d'influencer le gouvernement ottoman, j'attirai plusieurs fois l'attention du Grand Vizir sur la question arménienne. N'étant pas Turc, mais Égyptien, étant instruit et bien élevé, il n'était pas invraisemblable selon moi qu'il considérât différemment le sort des peuples asservis. En quoi je me trompais, car il leur était aussi hostile que Talaat et Enver et je m'aperçus que le sujet l'irritait fort. Naturellement il ne se souciait pas de voir sa fastueuse existence troublée par des événements aussi insignifiants et désagréables ; il le révéla par son attitude, lorsque le chargé d'affaires grec vint l'entretenir des persécutions de ses compatriotes, en lui répondant catégoriquement que semblables interventions faisaient aux Grecs plus de mal que de bien, ajoutant : « Nous agirons envers eux d'une façon contraire à ce qu'on nous demande ».

Il ne se montra d'ailleurs pas plus digne de son rang,

chaque fois que j'eus à lui soumettre une requête. Je fus chargé de la tâche désagréable de lui notifier, au nom des gouvernements anglais, français et russe, que ces puissances tiendraient comme responsables des atrocités arméniennes les hommes se trouvant alors à la tête des affaires ottomanes, ce qui signifiait qu'en cas de succès des Alliés, le Grand Vizir, Talaat, Enver, Djemal et leurs associés seraient traités en simples criminels. Lorsque j'entrai dans son bureau pour discuter avec ce prince de la maison royale d'Égypte ce message quelque peu embarrassant, je le trouvai assis, comme d'habitude, jouant nerveusement avec ses bijoux et ne paraissant point de bonne humeur. Il me parla sans préambule de ce télégramme, et, rouge de colère, entama une longue diatribe contre la race arménienne tout entière, disant que ces *rebelles* avaient tué 120.000 Turcs à Van. Ces déclarations étaient si absurdes que je me mis à défendre chaleureusement la race persécutée, ce qui ne fit qu'aggraver la rage de mon interlocuteur qui, changeant soudain de sujet, injuria mon propre pays, l'accusant d'avoir par notre sympathie attiré sur nos protégés la plus grande partie de leurs malheurs.

Peu de temps après cet entretien, Saïd Halim quitta le poste de ministre des Affaires Étrangères ; son successeur, Halil Bey, avait été pendant quelques années le Président du Parlement turc. C'était un homme très différent de Saïd, infiniment plus délicat, intelligent et disposant de beaucoup d'influence dans la conduite des affaires. Corpulent et d'un bon naturel, il affectait un parler doux et onctueux, et n'était point dénué de sensibilité, comme la plupart des politiciens turcs de son temps. On racontait qu'il n'approuvait pas les procédés employés vis-à-vis des Arméniens, mais que sa position l'obligeait à les accepter et même, ainsi que je m'en aperçus, à les défendre. Peu après sa nomination, il me rendit visite et essaya incidemment d'expliquer les atrocités arméniennes. Je connaissais déjà par expérience les sentiments de plusieurs personnages officiels à cet égard. Talaat s'était montré féroce et sanguinaire,

Enver subtil et intrigant et le Grand Vizir décidément bourru et hargneux. Quant à Halil, il considérait tout cela avec une parfaite sérénité, que ne troubla point le moindre détail des procédés, ni même les choses peu aimables que je lui en dis. Il commença par avouer que rien ne saurait atténuer l'effet de ces massacres, mais que pour les comprendre, je devais me rappeler certains faits.

— J'admets que le gouvernement a commis une grave erreur en traitant les Arméniens de la sorte, me dit-il ; or le mal est fait. Qu'y pouvons-nous maintenant ? Toutefois, s'il y a des fautes qu'il nous soit possible de corriger, nous le ferons. Je déplore autant que vous les abus et les outrages qui ont été commis ; cependant je voudrais vous faire discerner le point de vue de la Sublime Porte ; j'admets que ce n'est point une justification, cependant, il y a, à mon avis, des circonstances atténuantes, que vous devriez prendre en considération avant de juger le gouvernement ottoman.

Puis, tout comme ses collègues, il mentionna les événements de Van, le désir d'indépendance des Arméniens et l'aide qu'ils avaient donnée aux Russes, arguments qui ne m'étaient que trop connus !

— J'ai prévenu Vartkes (un député arménien qui, comme beaucoup d'autres personnages influents, fut plus tard assassiné) que si ses coreligionnaires aspiraient réellement à l'indépendance, ils devraient attendre un moment favorable pour l'obtenir ; par exemple, que si les Russes étaient victorieux des troupes turques et occupaient toutes les provinces arméniennes, alors leur désir serait admissible. Pourquoi ne pas patienter ? dis-je à Vartkes. Je l'avertis aussi que nous ne leur permettrions pas de nous attaquer dans le dos et que s'ils entreprenaient quelque acte hostile contre nos troupes, nous enverrions la population de l'arrière vers le sud, afin d'écarter tout danger. Enver, vous le savez, a donné semblable avis au Patriarche arménien ; mais en dépit de tout cela, ils ont tenté une révolution.

Je l'interrogeai ensuite sur les moyens de secours pos-

sibles et lui annonçai que 20.000 livres sterlings (100.000 dollars) m'avaient déjà été envoyées d'Amérique.

— C'est l'affaire du gouvernement ottoman, me répondit-il sur un ton doucereux, de veiller à ce que ces gens soient installés, logés et nourris jusqu'à ce qu'ils puissent pourvoir à leurs besoins. Le Cabinet fera certainement son devoir. D'ailleurs, vos 20.000 livres sont peu de chose!

— C'est vrai, répartis-je, mais ce n'est qu'un commencement, et je suis persuadé que je puis obtenir tout l'argent nécessaire.

— De l'avis d'Enver Pacha, répliqua-t-il, aucun étranger ne doit aider les Arméniens; je ne juge pas ses motifs, je vous les donne tels qu'ils sont. Il dit que ce sont des idéalistes, et que si des étrangers sont en rapport avec eux et les encouragent, ils se sentiront affermis dans leurs aspirations nationales, et il est absolument décidé à les soustraire à toute influence extérieure.

— Est-ce donc pour Enver le seul moyen d'empêcher toute nouvelle tentative d'émancipation de leur part ? demandai-je.

Halil sourit, conservant son amabilité malgré cette question mordante et répondit :

— Les Arméniens sont dans l'impossibilité absolue de renouveler aucune tentative d'émancipation !

Et en effet, comme environ 500.000 des leurs avaient été tués, la triomphante réponse de mon interlocuteur avait au moins le mérite de la franchise, mérite qui avait manqué à ses autres arguments.

— Combien y a-t-il d'Arméniens dans les provinces du sud, ayant besoin d'être secourus ? demandai-je encore.

— Je ne sais pas et serais bien embarrassé de vous donner même un chiffre approximatif.

— Y en a-t-il plusieurs centaines de mille ?

— Je crois, répondit Halil, mais je ne puis dire combien de centaines de mille. Beaucoup ont souffert, ajouta-t-il, simplement parce que Enver n'a pu disposer d'un nombre suffisant de soldats pour les défendre. Quelques unités de

l'armée régulière les ont accompagnés et se conduisirent fort bien (quarante d'entre eux même trouvèrent la mort). Mais nous dûmes renvoyer la plupart des gendarmes servir dans l'armée et les remplacer par de nouveaux. Ce sont ceux-là qui se sont rendus coupables d'abus regrettables.

— Beaucoup de Turcs n'approuvent pas ces massacres, dis-je.

— Je ne le nie pas, répondit mon conciliant visiteur en prenant congé.

Enver, Halil et leurs collègues soutenaient avec insistance qu'aucune aide extérieure ne devait parvenir aux Arméniens. Quelques jours après cette visite, le Sous-Secrétaire d'État vint à l'Ambassade américaine pour me communiquer un message de Djemal à Enver. Djemal, qui avait alors en Syrie de nombreux Chrétiens soumis à sa juridiction, voyait d'un très mauvais œil l'intérêt que les consuls américains témoignaient aux Arméniens; il me demandait de leur notifier de ne plus s'occuper des affaires arméniennes, « car, ajouta le messager, il ne pouvait discerner les coupables des innocents et il devait tous les punir ! »

Un peu plus tard, Halil se plaignit à moi que les consuls américains envoyassent des rapports à ce sujet aux États-Unis et me fit savoir que le gouvernement désirait y mettre un terme.

En réalité, j'envoyai moi-même la plupart des renseignements et l'avertissement ne me troubla point.

CHAPITRE XXVII

WANGENHEIM REFUSE D'INTERVENIR EN FAVEUR DES ARMÉNIENS

Au moment où la question arménienne atteignit son point culminant, il est intéressant de se demander ce que fut le rôle de l'Allemagne : jusqu'à quel point le Kaiser fut-il responsable des massacres ? Favorisa-t-il ces persécutions ? les toléra-t-il simplement ? ou enfin s'y opposa-t-il ? L'Allemagne, pendant ces quatre dernières années, a rempli de ses crimes les pages les plus noires de l'histoire ; faut-il ajouter à son actif celle-ci, incontestablement la plus sombre ?

Je présume que beaucoup de personnes trouveront dans les théories des gouvernants turcs, plus d'une ressemblance avec la philosophie de guerre allemande. Il me suffira de répéter quelques phrases d'Enver et de ses collègues, au cours de nos discussions à ce sujet : « Les Arméniens sont cause de tous leurs maux ». « Je les en avais dûment avertis. » « Nous luttions alors pour notre propre existence. » « Nous avions le droit d'avoir recours aux moyens susceptibles de réaliser nos buts. » « Nous n'avons pas le temps de distinguer l'innocent du coupable. » « Actuellement, la Turquie n'a qu'un devoir : être victorieuse », etc., etc.

Ces phrases ont un son familier, n'est-ce pas ? En vérité, je pourrais, en transcrivant ces citations, mettre ces propos dans la bouche d'un général allemand et nous aurions un exposé presque identique des méthodes germaniques envers les nations conquises. L'enseignement prus-

sien va plus loin, car les systèmes appliqués aux Arméniens avaient un trait nouveau : ils n'étaient point turcs du tout. Depuis des siècles, les Mahométans avaient persécuté leurs sujets arméniens et autres peuples assujettis avec une barbarie inconcevable ; mais de façon grossière, maladroite et peu scientifique : par exemple, ils excellaient à faire jaillir à coups de massue la cervelle d'un Arménien, détail pénible qui illustre d'une façon parfaite les procédés primitifs et féroces qu'ils employaient alors. Ils admettaient l'usage du meurtre, sans penser à l'ériger en institution. En 1915 et 1916, ils s'inspirèrent d'une toute autre mentalité, dont le résultat fut la *déportation*. Les Turcs, pendant cinq cents ans, avaient inventé des moyens innombrables de torturer physiquement leurs sujets chrétiens ; cependant il ne leur était jamais venu à l'esprit de les arracher en masse aux foyers fondés par leurs ancêtres depuis des siècles et des siècles et de les envoyer au loin, dans le désert. Où prirent-ils cette idée ? J'ai déjà raconté comment, en 1914, peu de temps avant la guerre européenne, le gouvernement expulsa environ 100.000 Grecs de leurs vieilles demeures, le long de la côte d'Asie, et les transporta dans certaines îles de la mer Égée. J'ai dit également que l'amiral Usedom, l'un des grands experts navals allemands en Turquie, me révéla que c'étaient ses compatriotes eux-mêmes qui en avaient démontré l'utilité aux Turcs. Il importe d'établir qu'aujourd'hui semblables méthodes sont exclusivement allemandes. Quiconque a lu la littérature des Pangermanistes le sait ; ces fanatiques ont projeté, de propos délibéré, l'expulsion des Français de certaines parties de la France, des Belges de la Belgique, des Polonais de la Pologne, des Slaves de Russie, et autres peuples indigènes des territoires qu'ils ont habités pendant des milliers d'années, et l'installation à leurs places d'Allemands sérieux et loyaux. Il serait superflu de prouver qu'ils ont prêché cette théorie comme politique d'Etat, et qu'ils viennent de la mettre en pratique ces quatre dernières années, en enlevant à leur pays natal plusieurs milliers de Belges et de

Français, tandis que l'Autriche-Hongrie massacrait une grande partie de la population serbe et transférait des milliers d'enfants serbes sur son sol, pour en faire des sujets soumis à ses lois ! Et la fin de la guerre seule nous dira toute l'importance de ces mouvements de population !

Certains écrivains allemands ont même conseillé l'application de ces principes aux Arméniens. Paul Rohrbach écrit dans le *Temps* de Paris « qu'à une conférence, tenue à Berlin il y a quelque temps, on recommandait l'évacuation totale de la nation arménienne ; celle-ci, dispersée du côté de la Mésopotamie, serait remplacée par des Turcs, afin de soustraire le pays à toute influence russe, tandis que la Mésopotamie serait peuplée des fermiers dont elle a grand besoin ». Le but était facile à comprendre : l'Allemagne était en train de construire le chemin de fer de Bagdad, qui traverse le désert de Mésopotamie et joue un rôle essentiel dans l'établissement du grand et nouvel empire germanique, devant s'étendre de Hambourg au Golfe Persique. Pour que cette voie ferrée répondît à ce qu'on en attendait, il fallait que tout alentour habitât une population industrieuse et prospère. Or le Turc indolent ne pouvait se transformer en colon, tandis que l'Arménien réunissait en lui toutes les qualités nécessaires à semblable entreprise. C'est ce qui fut exécuté en parfaite harmonie avec la conception allemande de la politique gouvernementale, laquelle ne s'embarrassait point du fait que cette race, habituée à vivre sous un climat tempéré, serait soudainement transportée dans un désert brûlant et désolé.

Je m'aperçus en outre que l'Allemagne avait propagé ces idées depuis longtemps déjà ; des savants avaient fait des conférences en Orient à ce sujet. « Je me rappelle avoir assisté à une conférence d'un célèbre professeur allemand, me dit un Arménien, dont le thème principal était que, dans toute son histoire, la Turquie avait commis une grave faute, en montrant trop de pitié envers la population non musulmane, et que le seul moyen d'assurer la prospérité de l'Empire était au contraire de traiter sans ménagement

toutes les races et nations asservies, en désaccord avec ses desseins. »

Les Pangermanistes ont eux aussi exprimé leurs opinions sur la question arménienne. Il me suffira de citer celle de l'auteur de la *Mittel Europa*, Friedrich Naumann[1] l'un des plus capables vulgarisateurs de leurs conceptions particulières. Dans la partie de son travail sur l'Asie, Naumann, qui fut au début de sa carrière pasteur évangélique, traite de façon approfondie les massacres arméniens de 1895-96; quelques passages dévoileront le secret de la politique allemande, en face de telles infamies : « Si nous considérons simplement, écrit-il, la brutale extermination de 80.000 à 100.000 Arméniens, il n'y a pas plusieurs manières de voir; nous devons condamner avec indignation et véhémence, et les assassins et les instigateurs ; ils ont commis les massacres les plus abominables, massacres plus nombreux et plus affreux que ceux infligés aux Saxons par le grand Charlemagne, car les tortures décrites par Lepsius n'ont point d'équivalent. Quel sentiment nous empêche donc d'accabler le Turc et de lui dire : « Va-t'en, misérable ! » Un seul motif nous retient, car celui-ci nous répondrait : « Moi aussi, je me bats pour ma propre existence ! » et, en vérité, nous le croyons. Nous sommes convaincus, en dépit de la révolte que cette barbarie sanglante excite en nous, que les Turcs se défendent légitimement, et que les massacres et la question arméniens ne sont qu'une affaire de politique intérieure, un simple épisode dans l'agonie d'un empire moribond, qui veut encore essayer de se sauver en versant du sang humain. Toutes les grandes puissances, sauf l'Allemagne, ont adopté une attitude qui tend à renverser la situation actuelle de l'État ottoman, réclamant pour les peuples asservis les droits de l'homme ou de l'humanité, de la civilisation ou de la liberté civique, en un mot, ce qui en ferait les égaux des Turcs. Mais pas plus que l'ancien Empire romain despoti-

1. Friedrich NAUMANN, Membre du Reichstag. *L'Europe centrale*, 1 vol. in-8, Paris, Payot.

que ne put tolérer la religion du Nazaréen, l'Empire turc, qui est le véritable successeur de l'Empire romain d'Orient, ne saurait supporter, parmi ses sujets, des représentants du christianisme libre de l'Occident. Le problème arménien est donc pour les Ottomans une question d'intérêt vital et c'est pourquoi ils ont recours à des actes barbares et asiatiques : les Arméniens ont été exterminés dans des conditions telles, qu'ils ne pourront d'ici longtempe se relever et constituer une force organique. C'est, sans contredit, une action désespérée, abominable et honteuse, mais surtout une triste page de l'histoire universelle à la manière asiatique... Malgré donc le dégoût du chrétien allemand en face de ces faits, il ne peut rien, sinon panser les plaies de son mieux et laisser les choses suivre leur cours fatal. Notre programme en Orient est depuis longtemps déterminé, nous faisons partie du groupe qui protège la Turquie, et d'après cela nous basons notre conduite... Nous n'empêchons pas des chrétiens compatissants de s'occuper des victimes de ces crimes affreux, d'élever les enfants et de soigner les adultes. Que Dieu bénisse ces bonnes œuvres comme toute autre preuve de foi! Mais nous devons prendre garde que ce zèle charitable ne prenne la forme d'actions politiques, capables d'entraver nos projets. *L'internationaliste*, celui qui appartient au groupe idéologue anglais, peut soutenir les Arméniens ; mais le *nationaliste*, celui qui ne veut point sacrifier l'avenir de l'Allemagne à l'Angleterre, doit, quand il s'agit de politique extérieure, suivre la route tracée par Bismarck, serait-ce aux dépens de toute pitié... Politique nationale, voilà la raison morale et profonde pour laquelle nous, hommes d'État, nous devons rester indifférents aux souffrances des peuples chrétiens en Turquie, quelque douloureux que ce soit pour nos sentiments humains... C'est notre devoir, qu'il nous faut reconnaître et avouer à Dieu et aux hommes. Si donc pour cette raison, nous soutenons l'existence de l'Empire ottoman, nous le faisons dans notre propre intérêt, pour notre grand avenir... D'un côté se trouvent nos devoirs, en tant que na-

tion, de l'autre nos obligations en tant qu'individus ; il y a des cas où, dans un conflit, il nous est permis de choisir l'intermédiaire, qui peut satisfaire le point de vue humain, rarement le point de vue spirituel. Dans cette circonstance, comme dans des situations analogues, il nous faut voir clairement de quel côté est la plus haute et la plus importante obligation morale ; et quand le choix est fait, aucune hésitation n'est permise. Guillaume II s'est prononcé : il est devenu l'ami du Sultan, car il rêve d'une Allemagne plus grande et indépendante ».

Telle était la philosophie étatiste allemande et j'eus l'occasion d'en observer la réalisation pratique à propos des Arméniens. Dès que les premiers échos de leur martyre arrivèrent à Constantinople, il me vint à l'esprit que le meilleur moyen d'arrêter ces tueries serait que les représentants diplomatiques de tous les pays s'unissent pour en appeler au gouvernement ottoman lui-même. J'en parlai à Wangenheim vers la fin de mars ; il se montra catégoriquement hostile à mes protégés, les accusant en termes grossiers de tous les défauts, traita, à l'instar de Talaat et d'Enver, l'épisode de Van de révolte injustifiée et me déclara que, pour lui, ils n'étaient que des traîtres et des misérables.

« Je viendrai en aide aux Sionistes, continua-t-il, pensant me faire plaisir ; mais je ne ferai rien pour les Arméniens. »

Il affectait de considérer cette question comme touchant particulièrement les États-Unis et mon intervention constante lui donnait à penser que toute pitié à l'égard de cette race serait une faveur accordée au gouvernement américain, ce qu'en ce moment il n'était nullement disposé à faire.

« Les États-Unis semblent être le seul pays qui s'intéresse aux Arméniens, commença-t-il ; ceux-ci ont des amis dans vos missionnaires et des protecteurs dans vos compatriotes ; leur venir en aide est donc uniquement du ressort américain. Comment pouvez-vous espérer que je fasse quoi

que ce soit, quand votre pays vend des armes à nos ennemis ? M. Bryan vient de déclarer que ce n'est pas sortir de la neutralité que de vendre des munitions à l'Angleterre et à la France. Tant que votre gouvernement conservera cette attitude, nous ne nous intéresserons pas à vos protégés. »

Sans aucun doute personne, sauf un logicien allemand, n'aurait découvert de rapport entre notre vente de matériel de guerre aux alliés et les attaques turques contre des centaines de milliers de femmes et d'enfants arméniens ! Ce fut tout ce que j'obtins de Wangenheim pour le moment. Je revins souvent à la charge, mais il repoussait chaque fois mes prières, alléguant l'emploi d'obus américains aux Dardanelles. Puis il y eut un froid entre nous, parce que je lui refusais le « crédit » d'avoir empêché la déportation des civils français et anglais dans la péninsule de Gallipoli, et après une conversation téléphonique quelque peu aigre, dans laquelle il me demandait de télégraphier à Washington qu'il n'avait pas *hetzed* les Turcs à ce sujet, nos visites réciproques cessèrent plusieurs semaines.

Il y avait à Constantinople certains Allemands influents, qui ne partageaient pas la manière de voir Wangenheim, entre autre Paul Weitz, le correspondant depuis trente ans de la *Frankfurter Zeitung* et qui connaissait sans doute, mieux qu'aucun de ses compatriotes, l'état des affaires en Orient. Bien que Wangenheim en appelât constamment à lui pour des renseignements divers, il ne suivait pas toujours ses conseils, car Weitz n'était pas sans critiquer l'attitude impériale vis-à-vis de l'Arménie, persuadé que le refus de son pays d'intervenir lui ferait un tort irréparable. Il le disait d'ailleurs à l'ambassadeur, hélas ! sans aucun succès. Il m'en parla lui-même en janvier 1916, quelques semaines avant mon départ de Turquie ; je cite ses propres paroles :

« Je me rappelle ce que vous m'avez dit, il y a quelque temps, que mon pays commettait une grave faute, au sujet de la question arménienne. Je suis tout à fait de votre avis,

mais quand j'ai présenté ce point de vue à Wangenheim, il m'a mis deux fois à la porte ! »

Un autre Allemand opposé aux atrocités était Neurath, le Conseiller de l'Ambassade allemande, dont l'indignation se manifesta envers Talaat et Enver en termes peu diplomatiques. Il me confessa lui aussi qu'il n'avait pas réussi à les influencer. « Ils sont insensibles et résolus à poursuivre leur but. »

Il était donc évident qu'aucun Allemand ne pourrait agir sur le gouvernement turc, tant que l'ambassadeur refuserait d'intervenir et celui-ci, à mesure que le temps passait, n'en manifestait aucune envie. Désirant toutefois renouer avec moi des relations amicales, il envoya des tiers me demander pourquoi je ne le voyais plus, et, sans une circonstance douloureuse qui se produisit alors, il est fort douteux que nous nous fussions rencontrés à nouveau. Au mois de juin, le lieutenant-colonel Leipzig, l'attaché militaire allemand, mourut dans les circonstances les plus tragiques et les plus mystérieuses, à la gare de Lule Bourgas, tué d'un coup de revolver ; les uns disent que l'arme fut déchargée par accident, certains que le colonel se suicida, d'autres enfin qu'il fut assassiné par des Turcs l'ayant pris pour Liman von Sanders. C'était un ami intime de Wangenheim, son compagnon de régiment quand ils étaient jeunes officiers, et camarades inséparables à Constantinople. Je lui rendis donc visite immédiatement, pour lui exprimer mes condoléances ; je le trouvai très déprimé et soucieux ; il me confia qu'il avait une maladie de cœur, était presque à bout de forces et qu'il venait de demander un congé de quelques semaines. Je savais que la mort de son ami n'était pas le seul souci qui l'obsédât ; des missionnaires allemands inondaient sa patrie de rapports sur les Arméniens, sollicitant l'intervention du gouvernement. Mais Wangenheim, bien qu'abattu et nerveux se montra ce jour-là aussi inflexible militariste qu'à l'ordinaire. Quelques jours après, me rendant ma visite, il me demanda à brûle-pourpoint :

« Où est l'armée de Kitchener ? » Puis il poursuivit : « Nous sommes disposés à abandonner la Belgique maintenant ; l'Allemagne se propose de construire une immense flotte de sous-marins, capable d'agir sur un vaste champ d'opérations. Nous pourrons donc dans la prochaine guerre isoler entièrement l'Angleterre ; nous n'avons, par conséquent, pas besoin de la Belgique comme base de sous-marins ; nous la rendrons aux Belges et prendrons le Congo en échange. »

Je hasardai encore une prière en faveur des Chrétiens persécutés et la discussion s'élargit :

« Les Arméniens, dit Wangenheim, se sont dans cette guerre révélés les ennemis des Turcs, et il est évident que ces deux peuples ne peuvent vivre ensemble dans le même pays. Les Américains devraient en emmener un certain nombre chez eux, tandis que nous en enverrions en Pologne et les remplacerions par des Juifs polonais, à condition qu'ils promettent d'abandonner leurs plans sionistes. »

Mais, en dépit de mon insistance particulière, le représentant de Guillaume II refusa de m'écouter.

Toutefois, le 4 juillet, il présenta une protestation formelle, non point à Talaat ou Enver, les seuls capables d'agir, mais au grand Vizir qui n'était qu'une ombre insignifiante ; démarche *pro forma*, analogue à celle produite contre l'envoi des civils français et anglais à Gallipoli, pour servir de cibles à la flotte britannique. Mais son but véritable était de donner à la communication allemande un caractère officiel. Son hypocrisie me trompa d'ailleurs moins que personne, car au moment précis où il remettait sa soi-disant réclamation, il m'expliquait les motifs pour lesquels son pays ne pouvait intervenir d'une manière efficace dans ces persécutions ! Peu après cette entrevue, Wangenheim reçut son congé et partit en Allemagne.

Son compatriote, l'attaché naval à Constantinople, Humann, était encore plus implacable que lui à propos de cette question. Il passait pour avoir beaucoup d'influence et sa position en Turquie correspondait à celle de Boy-Ed,

aux États-Unis. Un diplomate allemand, en me parlant de lui, me dit un jour qu'il était plus Turc qu'Enver et Talaat eux-mêmes ; mais, en dépit de cette réputation, j'essayai de le gagner à la cause de mes protégés. Je le sollicitai donc, d'abord parce qu'il était un ami d'Enver et que ses fonctions consistaient à relier l'ambassade allemande avec les autorités militaires turques, aussi parce qu'étant l'envoyé spécial du Kaiser, il était en communication constante avec Berlin et que son attitude reflétait celle des gouvernants allemands. Il discuta le problème arménien avec franchise et brutalité. « J'ai passé en Turquie la majeure partie de mon existence, me dit-il, et je connais cette race. Je sais également qu'elle ne peut vivre dans le même pays que la race turque, il faut qu'une des deux disparaisse. En vérité je ne blâme pas les procédés employés par les Turcs, lesquels, à mon avis, sont parfaitement justifiés. La nation la plus faible doit succomber. Les Arméniens veulent démembrer la Turquie ; ils sont contre elle et contre l'Allemagne dans cette guerre ; ils n'ont par conséquent aucun droit à demeurer ici. De plus, je crois que Wangenheim a été trop loin en protestant ; du moins, à sa place, ne l'aurais-je pas fait. »

Je ne dissimulai point mon indignation, mais Humann continua à accuser le peuple arménien et à innocenter ses bourreaux.

« C'est une question de précaution, poursuivit-il ; les Turcs doivent se protéger et ce qu'ils font dans ce but est extrêmement juste. Tenez, nous avons découvert à Kadikeuy 7.000 canons appartenant aux Arméniens. Tout d'abord, Enver voulut qu'on les traitât avec la plus grande modération et, il y a quatre mois, insista pour qu'on leur fournît une nouvelle occasion de prouver leur loyauté, mais, après ce qu'ils firent à Van, il dut se rendre aux raisons de l'armée, qui n'avait cessé de réclamer le contrôle de l'arrière. Le Comité décida de les déporter et Enver donna son contentement à contre-cœur. Tous les Arméniens travaillent au renversement de l'autorité turque ; il

n'y a qu'une chose à faire : les chasser du pays. Enver est réellement très bon, il ne saurait faire de mal à une mouche ! Mais quand il s'agit de soutenir une idée dans laquelle il a foi, il n'hésite devant aucun moyen. De plus, les Jeunes Turcs sont obligés de se débarrasser des Arméniens, pour un simple motif de légitime défense ; car le Comité n'est puissant qu'à Constantinople et dans quelques autres grandes villes. Partout ailleurs, le peuple est encore partisan obstiné de l'ancien régime, et ce sont des fanatiques, en opposition avec le gouvernement actuel et qui, par conséquent, obligent le Comité à s'entourer de précautions. N'allez pas croire qu'on touchera aux autres Chrétiens ; un Ottoman peut aisément distinguer trois Arméniens au milieu d'un millier de Turcs. »

Mais Humann n'était pas le seul Allemand influent de cette opinion, et j'appris bien vite de divers côtés, que mon « intervention » en faveur des Arméniens n'avait fait qu'accroître mon impopularité dans les milieux officiels allemands. Un jour d'octobre, Neurath, le conseiller allemand, vint me montrer un télégramme qu'il venait de recevoir de son Ministre de la Guerre, disant que Lord Crew et Lord Cromer, au cours de déclarations sur les massacres arméniens à la Chambre des Lords, en avaient rendu les Allemands responsables, ajoutant qu'ils tenaient leurs renseignements d'un témoin américain. Ce télégramme faisait également allusion à un article de la *Westminster Gazette* qui relatait, qu'en certains endroits, les consuls allemands avaient provoqué et dirigé les persécutions, citant entre autre le nom de Resler, d'Aleppo. Neurath venait donc m'informer que son gouvernement le sommait d'obtenir de l'ambassadeur américain à Constantinople le démenti de ces accusations. Mais je refusai, objectant qu'il n'était pas en mon pouvoir de décider, d'une façon officielle, lequel des deux pays, la Turquie ou l'Allemagne, était responsable de ces crimes.

Et cependant, dans tous les cercles diplomatiques, on m'attribuait la divulgation de ces massacres en Europe et

aux États-Unis, accusation dont je n'essayerai pas de me disculper.

Au mois de décembre, mon fils, Henri Morgenthau, fit une excursion dans la péninsule de Gallipoli, où il fut l'hôte du général Liman von Sanders. A peine avait-il mis le pied au quartier général allemand, qu'un officier vint à lui et lui dit :

— Votre père publie des articles bien intéressants sur la question arménienne, dans les journaux américains.

— Mon père n'a rien écrit de ce genre, répondit mon fils.

— Oh ! répliqua l'Allemand, ce n'est pas parce que les articles ne sont pas signés qu'ils ne sont pas de lui.

Von Sanders ajouta à son tour :

— Votre père commet une grave erreur en révélant la façon dont les Turcs agissent à l'égard des Arméniens, ce n'est point son affaire.

Comme je me souciais fort peu de ces insinuations malveillantes, on eut recours aux menaces. Au début de l'automne, un certain Dr Nossig arriva de Berlin ; c'était un Juif allemand, venu à Constantinople dans le but évident de lutter contre les Sionistes. Après qu'il m'eut entretenu quelques instants des affaires auxquelles il s'intéressait, je m'aperçus vite qu'il n'était qu'un agent politique allemand.

Je le reçus deux fois ; à sa première visite, sa conversation me parut sans grande cohérence, il voulait me connaître et gagner mes bonnes grâces ; à la seconde, après quelques phrases vagues sur différents sujets, il découvrit ses batteries, rapprocha sa chaise de la mienne et se mit à me parler de la façon la plus amicale et la plus confidentielle.

— Monsieur l'Ambassadeur, commença-t-il, nous sommes tous deux Juifs, je vous parlerai donc comme à un frère, et j'espère que vous ne vous offenserez pas si j'en profite pour vous donner un petit conseil. Vous avez pris à cœur la cause des Arméniens, et je ne crois pas que vous vous rendiez compte de l'impopularité que cela vous attire auprès des autorités de ce pays. En fait, je considère de mon devoir

de vous dire que le gouvernement turc envisage votre rappel ; toute protestation sera vaine ; les Allemands ne veulent point s'ériger en champions des Arméniens, et vous êtes en train de compromettre plus d'une occasion de vous rendre utile, tout en courant le risque de ruiner votre carrière.

— Me donnez-vous cet avis, lui demandai-je, parce que vous vous intéressez réellement à ma personne ?

— Sans aucun doute, répondit-il ; nous, Juifs, sommes tous fiers de ce que vous avez fait et serions désolés que toute votre œuvre s'écroulât maintenant.

— En ce cas, répliquai-je, retournez à l'ambassade allemande et dites à Wangenheim de ne pas hésiter à demander mon rappel. Si je dois être victime de mon dévouement, il n'est pas de plus belle cause que celle-ci et j'accepterais même le sacrifice avec joie, car pour moi, Juif, ce serait un immense honneur que d'être rappelé, pour avoir tout tenté afin de sauver la vie à des milliers de Chrétiens.

Là-dessus, mon interlocuteur me quitta en hâte et je ne le revis plus. Rencontrant Enver peu de temps après, je lui parlai des bruits qui circulaient sur l'intention du gouvernement turc de demander mon rappel ; il les dénonça d'ailleurs d'une manière fort emphatique. « Nous ne voudrions pas commettre une erreur aussi ridicule », dit-il. Il n'y avait donc pas le moindre doute que cette machination n'eût pris naissance à l'ambassade allemande.

Wangenheim rejoignit son poste au début d'octobre et je fus extrêmement surpris des changements qui s'étaient opérés en lui ; ainsi que je l'écrivis dans mon journal : « Il est la parfaite image de Wotan. » Ses traits étaient constamment crispés, l'œil droit protégé par un bandeau noir, son air nerveux et déprimé, le rendaient presque méconnaissable. Il m'apprit alors qu'il s'était peu reposé, ayant été obligé de rester la plupart du temps à Berlin pour ses affaires. Quelques jours après son retour, je le rencontrai en allant à Haskeuy, et comme il se rendait à mon ambassade, je l'y accompagnai. Talaat venait de m'avertir de son

intention de déporter tous les Arméniens restant en Turquie, déclaration qui me poussa à implorer une dernière fois la seule personne à Constantinople qui pût mettre fin à ces horreurs. Je conduisis donc mon compagnon au second étage de l'ambassade pour y être entièrement seuls et tranquilles ; et là, pendant plus d'une heure, en prenant le thé, nous eûmes notre dernière conversation à ce sujet :

— On me télégraphie de Berlin, dit-il, que votre Secrétaire d'État, sur vos renseignements, a fait savoir que les massacres ont atteint leur maximum, depuis que la Bulgarie s'est mise de notre côté.

— Non, répondis-je, je n'ai rien dit de la sorte. J'avoue que j'ai adressé de nombreuses informations à Washington, entre autres des copies de chaque rapport et déclaration ; elles sont en sûreté dans nos archives diplomatiques et, quoi qu'il m'arrive, toutes les preuves sont là ; le peuple américain n'attend pas que je les confirme de vive voix pour croire à leur véracité. Ce que l'on vous a télégraphié n'est pas entièrement exact, car j'ai simplement fait savoir à M. Lansing que la Bulgarie, en devenant l'alliée de la Turquie, ne disposait plus d'aucune influence pour arrêter ces atrocités.

Nous discutâmes encore la question des déportations.

— L'Allemagne n'en est pas responsable, me dit-il.

— Vous pourrez l'affirmer toute l'éternité, personne ne vous croira, lui répondis-je. Le monde en rejettera toujours la faute sur votre pays, et vous serez à jamais coupables de ces crimes. Je sais que vous avez dans vos dossiers certaine protestation écrite ; à quoi cela rimera-t-il ? Vous savez mieux que moi que le résultat sera nul. Je ne veux pas dire que l'Allemagne est responsable dans le sens qu'elle fut l'instigatrice de ces massacres, mais parce qu'elle pouvait les empêcher et n'en fit rien. D'ailleurs, elle ne le sera pas seulement aux yeux de l'Amérique et de vos ennemis actuels ; le peuple allemand lui-même vous demandera des comptes. Vous êtes une nation chrétienne et un jour viendra où vos compatriotes s'apercevront que vous avez laissé

un peuple musulman détruire une race chrétienne. Comme vous êtes stupide de me reprocher de fournir des renseignements au Département d'État ! Croyez-vous qu'il vous soit possible de tenir cachées semblables horreurs ? Ne soyez pas aussi borné, ne vous attendez pas à fermer les yeux au reste du monde, comme vous fermez les vôtres. De semblables crimes réclament justice. Pouvais-je en avoir connaissance, sans en faire part à mon gouvernement ? N'oubliez pas que des missionnaires allemands, tout autant que leurs collègues américains, m'envoient des renseignements sur les supplices des Arméniens.

— Tout cela est peut être vrai, répliqua mon interlocuteur : *mais le grand problème pour nous est de gagner cette guerre (sic)*. Les Turcs ont liquidé leurs ennemis étrangers aux Dardanelles et à Gallipoli ; ils s'efforcent maintenant d'affermir leur situation à l'intérieur. Ils craignent encore qu'on leur impose les Capitulations et, dans ce but, ils se proposent de rendre impossible toute ingérence étrangère dans leurs affaires domestiques ; Talaat m'a dit qu'il était résolu à achever cette tâche avant la fin de la guerre. Dorénavant, ils ne veulent plus reconnaître aux Russes le droit d'intervenir dans les questions arméniennes, parce qu'il y a en Russie un grand nombre d'Arméniens qui ressentent les souffrances de leur coreligionnaires en Turquie. C'était ce que faisait Giers, et les Turcs ne veulent plus le permettre à aucun ambassadeur russe ou d'aucun autre pays. En tout cas, ce n'est pas une race intéressante. Vous basez votre opinion sur ceux d'après les échantillons des classes supérieures que vous rencontrez ici ; mais ils ne sont pas tous ainsi. J'avoue cependant qu'ils ont été affreusement traités. Une personne, que j'ai envoyée pour faire une enquête à ce sujet, m'a raconté que les crimes les plus monstrueux n'ont pas été commis par les fonctionnaires turcs, mais par les brigands.

Il me suggéra encore une fois l'idée d'emmener les Arméniens aux États-Unis, et je dus répéter les raisons pour lesquelles c'était impossible.

— Écartons toutes ces considérations, lui dis-je, et laissons de côté toute nécessité militaire, politique d'État et autre ; ne regardons ce problème qu'au point de vue humanitaire. Rappelez-vous que la plupart des victimes sont des vieillards, des femmes et des enfants sans défense. Pourquoi ne comprenez-vous pas qu'ils ont tous droit à la vie ?

— Au degré où en sont les affaires domestiques de la Turquie, je n'interviendrai pas, répliqua-t-il.

Il était donc inutile d'insister ; mon interlocuteur n'avait ni pitié, ni générosité, il me répugnait littéralement. Enfin il se leva pour partir, mais la respiration lui manqua et ses jambes plièrent sous lui. Je me précipitai pour le retenir ; pendant une minute, il parut plongé dans une sorte de stupeur ; puis il me regarda égaré et, faisant un effort, retrouva son équilibre. Je le pris alors par le bras et le conduisit jusqu'à sa voiture ; il semblait être revenu de son étourdissement et arriva chez lui sain et sauf. Deux jours plus tard, tandis qu'il dînait, il eut une attaque d'apoplexie ; on le transporta sur son lit, mais il ne reprit pas connaissance. Le 24 octobre, on m'annonça officiellement sa mort.

Mon dernier souvenir de lui est lorsque, assis dans mon bureau à l'ambassade, il refusait énergiquement de faire quoi que ce fût en faveur d'une nation vouée au massacre ; et cependant, il était le seul homme, tout comme son gouvernement était la seule autorité, qui eussent pu arrêter ces crimes : or ne m'avait-il pas répété plusieurs fois que leur seul but était de *gagner cette guerre ?*

Quelques jours après, les milieux officiels et diplomatiques rendirent un dernier hommage à cette personnification accomplie du système prussien. Les funérailles eurent lieu à l'ambassade allemande à Péra, dans les jardins qui disparaissaient littéralement sous les fleurs. Toute l'assistance, à l'exception de la famille, des ambassadeurs et des représentants du Sultan, resta debout pendant l'impressionnante, mais simple cérémonie. Ensuite le cortège se forma. Des marins allemands portaient le cercueil sur leurs épaules,

d'autres venaient derrière, les bras pleins de fleurs, tandis que les membres du corps diplomatique et du gouvernement ottoman suivaient à pied.

Le Grand Vizir était au premier rang. Je fis le chemin entier aux côtés d'Enver. Tous les officiers du *Gœben* et du *Breslau*, ainsi que les généraux allemands étaient là, en grand uniforme. Tout Constantinople faisait la haie et l'on respirait une atmosphère de fête. Nous nous acheminâmes à travers le parc de Dolma Bagtche, palais du Sultan, en passant par la porte que les ambassadeurs franchissent quand ils viennent présenter leurs lettres de créance. Un canot à vapeur nous attendait sur les rives du Bosphore ; Neurath, le conseiller allemand, se trouvait là, prêt à recevoir la dépouille mortelle de son chef. La bière, entièrement couverte de fleurs, fut glissée dans le bateau et, lorsque la chaloupe appareilla, nous eûmes la vision symbolique de Neurath, ce Prussien de haute stature, debout à l'arrière, raide et silencieux, en grand uniforme, coiffé de son casque orné de plumes blanches qui ondulaient au vent.

Wangenheim fut enterré dans le parc de la résidence d'été de l'ambassade, à Thérapia, près de son camarade, le colonel Leipzig. Aucun lieu de repos n'était mieux approprié ; car, là, il avait remporté ses succès diplomatiques, là encore, deux ans auparavant, il avait guidé par télégraphie sans fil le *Gœben* et le *Breslau* jusqu'à Constantinople, rendant ainsi l'alliance de la Turquie inévitable, et préparant tous les triomphes et toutes les horreurs qui s'ensuivirent.

CHAPITRE XXVIII

NOUVELLE PROPOSITION DE PAIX D'ENVER. ADIEU AU SULTAN ET A SON EMPIRE

L'insuccès de mes démarches en faveur des Arméniens m'avait rendu la Turquie odieuse et je ne pouvais plus supporter de rencontrer chaque jour des hommes que, malgré leur empressement et leur humeur gaie et conciliante à mon égard, je voyais encore couverts du sang de près d'un million de créatures humaines. S'il eût été en mon pouvoir de faire davantage, soit pour mes compatriotes, ou les résidents ennemis, ou les peuples persécutés de l'Empire, je serais volontiers resté ; mais la situation des Américains et des Européens était plus rassurante et, quant aux races asservies, j'étais à bout de ressources pour les défendre utilement. De plus un grand événement se préparait aux États-Unis qui, à mon avis, devait avoir une influence considérable sur l'avenir du monde et de la démocratie : les élections présidentielles. Je sentais que rien n'était plus important, en fait de politique internationale, que la réélection du Président Wilson, que tout me commandait d'y aider et que, par conséquent, je perdais dans cette partie éloignée du globe un temps infiniment précieux.

J'avais d'ailleurs une autre raison d'ordre pratique de retourner dans mon pays ; c'était de donner de vive voix, au Président et au Département d'État, des renseignements puisés aux meilleures sources sur la situation européenne. Il était particulièrement important d'exposer, à qui de droit, les dernières suggestions de paix, car, vers la fin de 1915 et

au commencement de 1916, c'était le principal sujet des conversations à Constantinople. Enver Pacha me priait d'intercéder auprès du Président pour qu'il mît fin à la guerre, disant que les Turcs étaient las de se battre, et que leur salut dépendait d'une paix rapide.

J'ai déjà dépeint la situation telle qu'elle se présentait quelques mois après la déclaration de guerre, mais vers la fin de 1915 elle était infiniment plus précaire. En outre, la Turquie, en décidant la déportation et le massacre des populations soumises à son joug, en particulier des Arméniens et des Grecs, avait signé sa propre condamnation au point de vue économique ; ces peuples, comme on sait, avaient développé les industries, les finances, ainsi que l'agriculture du pays; et le crime commençait à faire sentir ses conséquences matérielles; les terres restaient en friches, des milliers de paysans mouraient de faim, les revenus de l'État s'étaient amoindris, attendu que les Arméniens et les Grecs étaient les plus forts contribuables et que la plupart des ports turcs étant bloqués, les droits de douane ne rentraient plus. Le simple fait que la Turquie recevait juste assez d'argent pour payer l'intérêt de sa dette publique, sans parler des dépenses ordinaires et des frais de guerre, peut donner une idée de l'imminence de sa banqueroute ; elle avait donc raison de désirer une paix immédiate. Enfin, Enver et ses associés redoutaient une révolution si la guerre ne cessait bientôt. Ainsi que je l'écrivis alors à Washington : « Ils sont prêts à tout pour conserver leur autorité ».

Toutefois, je ne pris guère au sérieux les sollicitations d'Enver en faveur de la paix : « Parlez-vous pour vous-même et votre parti, lui demandai-je, ou parlez-vous également au nom de l'Allemagne? Je ne puis soumettre une proposition de votre part, si vos alliés ne sont pas d'accord avec vous. Les avez-vous consultés?

— Non, répondit Enver, mais je sais ce qu'ils pensent.

— Ce n'est pas suffisant, répliquai-je, vous feriez mieux de communiquer avec eux par l'intermédiaire de leur ambassadeur. Je ne tiens pas à faire une démarche qui ne soit

pas appuyée par tous les membres de l'alliance turco-austro-allemande.

Il objecta qu'il ne jugeait pas nécessaire d'en parler au représentant de Guillaume II et que d'ailleurs il s'apprêtait à partir pour Orsova, ville de la frontière bulgaro-roumaine, où il devait avoir une entrevue avec Falkenhayn, à à cette époque, chef d'État-major. C'était, ajouta-t-il, un personnage important avec lequel il discuterait la question de la paix.

— Pourquoi croyez-vous que le moment soit choisi pour semblable discussion ? demandai-je.

— Parce que, dans deux semaines, nous aurons complètement anéanti la Serbie, et que les Alliés seront alors décidés à entamer des pourparlers; le but de ma visite à Falkenhayn est de terminer des arrangements en vue de l'invasion de l'Égypte. De plus, nous comptons que la Grèce se mettra de notre côté d'ici peu de temps ; nous préparons déjà l'expédition de quantités considérables de vivres et de fourrage à son intention; et comme la Roumanie se joindra à nous fatalement, nous aurons donc un million de troupes fraîches. Nous recevrons d'Allemagne, dès que la voie ferrée directe sera en exploitation, tous les canons et munitions nécessaires. Voilà, en résumé, pourquoi le moment est favorable à des propositions de paix.

Je me bornai à demander au Ministre de la Guerre d'en conférer avec Falkenhayn et de me faire part du résultat. Cette conversation vint, je ne sais comment, à la connaissance de l'Ambassadeur allemand, le comte Wolf-Metternich, qui me rendit immédiatement visite. Il tenait à me convaincre de l'inutilité de discuter les questions suivantes: l'Allemagne n'abandonnerait jamais l'Alsace-Lorraine et elle insisterait sur le retour de toutes ses colonies. Je répliquai qu'il n'était pas en effet opportun de parler de paix, avant que l'Angleterre eût la première remporté quelque grande victoire.

— Cela se peut, répondit le comte ; mais n'allez pas croire que l'Allemagne laissera à sa rivale un tel avantage, sim-

plement pour la disposer à la paix. D'ailleurs, vous vous trompez, la Grande-Bretagne a déjà remporté d'assez gros succès. Examinez ce qu'elle a fait : elle a consolidé indiscutablement sa suprématie maritime, anéanti le commerce allemand, sans perdre un pouce de son territoire, et acquis même de nouvelles possessions immenses, telles que Chypre, l'Égypte, toutes nos colonies et encore une grande partie de la Mésopotamie. Quelle erreur de dire qu'elle n'a rien gagné dans cette guerre !

Le 1er décembre, Enver vint à l'ambassade américaine me communiquer les résultats de son entrevue avec Falkenhayn ; le chef d'État major allemand convenait que son pays entamerait volontiers des pourparlers de paix, mais qu'il ne pouvait établir ses conditions à l'avance, de peur qu'un tel acte ne fût considéré comme un signe de faiblesse de sa part. Une chose était cependant certaine : les Alliés obtiendraient des conditions beaucoup plus avantageuses en ce moment que plus tard. Enver m'apprit aussi que les Allemands étaient disposés à abandonner tout le territoire pris aux Français et presque toute la Belgique ; par contre, ils étaient entièrement décidés à démembrer la Serbie d'une façon définitive ; ils ne lui rendraient pas un pouce de la Macédoine et conserveraient même une partie de la vieille Serbie, si bien que cette nation serait plus petite qu'avant la guerre des Balkans, et disparaîtrait en tant qu'État indépendant. La signification de tout cela était claire ; l'Allemagne avait atteint son principal but de guerre : relier directement Berlin à Constantinople et l'Orient, soit la réalisation de la *Mittel-Europa* pan-germanique. Elle consentait à restituer les territoires envahis du nord de la France et de la Belgique, à condition que l'Entente lui permît de garder ses conquêtes orientales. La proposition de Falkenhayn ne différait donc pas beaucoup de celle que Berlin fit plus tard vers la fin de 1916. Cette entrevue, telle qu'elle me fut rapportée, prouve qu'il n'y avait à espérer aucune modification aux plans primitifs du Kaiser.

Rien ne faisait donc prévoir la cessation prochaine des

hostilités, et, estimant nécessaire d'exposer ces faits au Président, je demandai à cet effet un congé à Washington, qui me fut accordé.

Je fis ma visite d'adieu à Enver et à Talaat, le 13 janvier. Tous deux étaient d'excellente humeur ; au cours de la conversation, nous vînmes naturellement à rappeler les grands événements qui s'étaient déroulés en Turquie et dans le monde, depuis ma première rencontre avec eux, deux ans auparavant. Ils n'étaient que des aventuriers, arrivés au pouvoir par l'assassinat et l'intrigue et que tenaillait la crainte d'une autre révolution, capable de les replonger dans l'obscurité ; mais ils étaient les souverains maîtres de l'Empire ottoman, alliés à la puissance militaire alors la plus forte du monde, et les vainqueurs, du moins le pensaient-ils, de la flotte britannique. Ils étaient à ce moment à l'apogée de leur triomphe, les Alliés venant d'évacuer deux semaines auparavant les Dardanelles ; l'un et l'autre envisageaient avec confiance l'avenir.

— On assure que vous rentrez chez vous dépenser beaucoup d'argent à réélire votre Président, me dit Talaat (allusion plaisante à mon rôle d'administrateur des finances du *Comité National Démocratique*). Vous avez tort, pourquoi ne restez-vous pas ici ? et ne nous donnez-vous pas cet argent ? il nous serait plus utile qu'à vous ! Nous espérons que vous reviendrez bientôt, ajouta-t-il. Nous vous considérons presque comme un des nôtres ; nous avons vieilli ensemble ; vous êtes venu ici au moment de notre arrivée au pouvoir et, en vérité, nous nous demandons s'il nous sera possible de nous entendre aussi bien avec quelque autre personne. Nous avons appris à vous aimer, en dépit de nos différents, parfois assez aigus, mais vous nous avez toujours paru juste et nous respectons la politique américaine en Turquie, telle que vous l'avez représentée. Nous regrettons de vous voir partir, même pour quelques mois.

— Je suis sensible à vos aimables paroles, répliquai-je ; et puisque vous me flattez tant, aissez-moi profiter de vos

bonnes dispositions. Voulez-vous me promettre de vous conduire envers les personnes dont j'ai la charge, avec autant de considération que si j'étais ici ?

— En ce qui concerne les missionnaires et professeurs des écoles et collèges américains, dit Talaat tandis que son collègue approuvait, nous vous promettons formellement qu'ils ne seront molestés en aucune façon ; ils peuvent continuer à travailler comme par le passé. Soyez tranquille à cet égard.

— Et les Anglais et les Français ? demandai je.

— Oh ! répondit Talaat, en riant, il se peut que nous nous amusions avec eux de temps à autre, mais ne vous inquiétez pas, nous en aurons soin.

C'est alors que, tout en connaissant l'inutilité de ma requête, pour la dernière fois j'abordai le sujet qui hantait mon esprit depuis tant de mois :

— Et les Arméniens ?

La gaieté de Talaat disparut instantanément ; ses traits se durcirent et ses yeux brillèrent du feu de la brute réveillée :

— A quoi bon reparler d'eux, dit-il avec un geste de la main, nous les avons liquidés, c'est fini.

Telles furent ses paroles d'adieu.

Le lendemain, je vis le Sultan ; toujours aimable et bon, tel que je l'avais connu deux ans auparavant. Il me reçut sans façon, habillé à l'européenne, en civil. Il me pria de m'asseoir auprès de lui. Nous nous entretînmes environ vingt minutes, discutant entre autres les relations amicales de l'Amérique et de la Turquie. Il me remercia de m'être intéressé à son pays et exprima le désir de me revoir bientôt ; puis il traita de la guerre et de la paix :

— Tous les monarques désirent naturellement la paix, commença-t-il, aucun n'approuve les effusions de sang ; toutefois, il y a des moments où la guerre semble inévitable et bien que nous désirions arranger nos différends à l'amiable, il ne nous est pas toujours possible de le faire. Nous traversons une de ces périodes. J'ai dit à l'ambassadeur

anglais que nous n'avions nulle envie de prendre les armes contre son pays, et je vous le répète. La Turquie devait protéger ses droits, la Russie nous attaquait ; il fallait nous défendre. Ainsi cette guerre ne fut pas préméditée, Allah l'a voulu, c'était le Destin.

J'exprimai alors le vœu d'en voir bientôt la fin.

— Oui, répliqua Sa Majesté, nous aussi désirons la paix ; mais une paix qui garantisse l'existence de notre Empire. Je suis certain qu'une contrée civilisée et prospère comme la vôtre doit souhaiter la concorde universelle et elle devrait s'efforcer de la ramener de façon durable.

Un de ces arguments m'avait particulièrement frappé : « la Russie nous a attaqués » avait-il dit, et il était évident que ce vieillard naïf était sincère et ignorait la vérité, à savoir, que les navires de guerre turcs, commandés par des officiers allemands, avaient jeté la Turquie dans le conflit général en bombardant les ports russes; et au lieu de cela les leaders Jeunes Turcs lui avaient fait croire cette histoire que la Russie avait été l'agresseur ! Cette entrevue m'éclaira entièrement sur la manière dont le chef nominal de l'empire ottoman était informé des décisions de son gouvernement.

Talaat et Enver ne m'avaient pas fait leurs adieux, se proposant de me voir à la gare ; quelques minutes avant le départ du train, Bedri me rejoignit, le visage pâle et défait, m'apportant leurs excuses :

— Ils ne peuvent venir, dit-il, le Prince héritier vient de se suicider !

Je le connaissais bien ; je pensais l'avoir comme compagnon de voyage jusqu'à Berlin, où il était attendu, et sa voiture réservée était attachée au train. J'avais vu souvent Youssouf Izzeddin il m'avait invité plusieurs fois et nous avions passé des heures à parler des États-Unis et des institutions américaines, pour lesquelles il avait toujours manifesté un très grand intérêt, me disant à plusieurs reprises qu'il aimerait à introduire dans son pays certaines de nos idées gouvernementales. Le matin de notre départ pour l'Al-

lemagne, on le trouva dans sa villa, gisant dans une mare de sang, les veines ouvertes. Youssouf était le fils d'Abdul Aziz qui avait été Sultan de 1861 à 1876 et qui, détail lugubre, avait mis fin à sa vie en s'ouvrant les veines, quarante ans auparavant. Le père et le fils étaient morts dans les mêmes circonstances. Les tendances ententophiles de ce dernier, son opposition à l'entrée en guerre de son pays aux côtés de l'Allemagne, et son antagonisme contre le Comité Union et Progrès, firent naître des soupçons. J'ignore les histoires qui circulèrent alors de bouche en bouche, et me rappelle simplement que le rapport médical conclut au suicide.

On l'a suicidé [1], remarqua un Français avec esprit, quand on communiqua la version officielle.

Cette tragique nouvelle nous assombrit tous, tandis que le train s'ébranlait ; mais le voyage fut très intéressant. J'étais dans le fameux *Balkanzug* qui se rendait à Berlin pour la seconde fois seulement. Ma cabine portait le numéro 13 ; plusieurs personnes vinrent la voir, me disant, qu'à l'aller, on avait tiré sur le train et qu'une des fenêtres de mon compartiment avait été brisée.

Bientôt après, je découvris que l'amiral Usedom était du nombre de mes compagnons de voyage. Sa carrière avait été des plus brillantes ; entre autre il avait été capitaine du *Hohenzollern*, le yacht du Kaiser, ce qui le mit en relations amicales avec l'empereur. La dernière fois que je l'avais rencontré, c'était au cours de ma visite aux Dardanelles, où il avait été inspecteur général des défenses ottomanes. Dès que nous eûmes renoué connaissance, l'amiral commença à parler de l'attaque avortée des Alliés, et ne dissimula point les craintes qu'il avait eues alors de la voir réussir.

— Plusieurs fois, dit-il, nous crûmes que les Anglo-Français étaient sur le point de passer et nous en étions tous désolés et découragés. Nous avons une grande dette de reconnaissance envers l'héroïsme des Turcs et leur bonne volonté

1. En français dans le texte.

à sacrifier un nombre illimité de soldats. Le danger est passé maintenant, et notre tâche de ce côté-ci est finie.

L'amiral était d'avis que le débarquement britannique avait été mal combiné, mais faisait l'éloge de la retraite habile des alliés. J'eus encore quelques explications sur l'attitude allemande, quant aux massacres arméniens. Usedom n'essayait ni de justifier, ni de blâmer les Turcs, discutant la question avec un calme imperturbable, comme un simple problème militaire, et on n'aurait jamais cru à l'entendre qu'il s'agissait de millions de vies humaines ! Il dit franchement que les Arméniens étaient gênants, un obstacle au succès allemand et qu'il avait été par conséquent nécessaire de les éloigner, tout comme des meubles inutiles ; il en parlait aussi tranquillement que s'il eût été question de démolir un rang de maisons, pour bombarder une ville !

Pauvre Serbie ! Tandis que le train filait à travers ses vallées dévastées, j'eus l'image de ce que la guerre lui avait coûté ; pendant deux ans, elle s'était défendue seule, presque sans assistance, essayant d'arrêter l'impétuosité conquérante du Pan-germanisme, de même que pendant trois siècles elle s'était élevée en rempart contre les assauts turcs. La plupart des fermes étaient abandonnées, enfouies sous les mauvaises herbes, remplies de débris de toutes sortes, souvent sans toiture, parfois complètement rasées.

Quand nous traversions une rivière, nous pouvions voir les restes d'un pont qu'on avait fait sauter à la dynamite ; — aussitôt remplacé d'ailleurs par les Allemands. Nous aperçumes des femmes et des enfants, en haillons, presque morts de faim, mais peu d'hommes, car tous avaient été tués ou se trouvaient encore dans les rangs de la petite armée serbe, toujours debout et vaillante. De nombreux trains chargés de soldats allemands nous dépassèrent ou nous arrêtèrent aux aiguillages. Leur vue seule suffisait à expliquer la misère et les ravages des paysages environnants !

CHAPITRE XXIX

VON JAGOW, ZIMMERMAN ET LES GERMANO-AMÉRICAINS

Notre train arriva à Berlin le 3 février 1916 ; date qui mérite d'être mentionnée, car elle marquait une importante crise dans les relations allemandes et américaines. Une des premières personnes que je rencontrai fut mon vieil ami et collègue, l'ambassadeur James W. Gerard, qui m'apprit qu'il faisait ses malles et s'attendait à quitter Berlin d'un moment à l'autre, car d'après ses conjectures la rupture entre l'Allemagne et les États-Unis n'était plus qu'une question de jours, peut-être même d'heures. A cette époque, les deux pays discutaient au sujet du torpillage du *Lusitania* ; le gouvernement impérial se montrait disposé à faire des excuses, à payer une indemnité et à promettre de ne plus recommencer ; mais le Président et M. Lansing insistaient pour que l'Allemagne déclarât que le torpillage du *Lusitania* était un acte illégal, ce qui voulait dire qu'elle ne pourrait plus dorénavant pratiquer la guerre sous-marine, sans se contredire, et faire ce que son propre gouvernement avait dénoncé, comme étant contraire aux lois internationales. C'était ce que voulaient les États-Unis, et les deux pays étaient à la veille de la guerre.

— Je ne puis plus rien moi-même, dit M. Gerard ; je tiens à ce que vous voyiez Zimmerman et von Jagow et peut-être pourrez-vous faire valoir un point de vue nouveau.

Il me fut aisé de constater au cours des visites que l'on

me rendit, que la situation était grave et nous était infiniment défavorable ; on nous regardait déjà comme les alliés de l'Entente, et des idées absurdes au sujet de nos relations étroites avec l'Angleterre régnaient dans la capitale. Par exemple, on croyait que Sir Cecil Spring-Rice, l'ambassadeur anglais à Washington, assistait aux délibérations du Cabinet et était consulté sur toutes les questions de notre politique nationale.

A 3 heures, M. Gerard me conduisit au Ministère des Affaires Étrangères, où nous passâmes une heure avec von Jagow. Ce dernier était un homme petit, mince et nerveux. Il fuma cigarette sur cigarette pendant notre entrevue, et nous sembla fort préoccupé ; il ne faudrait pas croire en effet que le gouvernement allemand ne prît pas au sérieux une rupture possible avec les États-Unis ; les journaux s'amusaient à nos dépens, nous insultant et riant à l'idée que l'oncle Sam déclarât la guerre. Mais je fus très impressionné par le contraste entre ces fanfaronnades de journalistes et l'anxiété de ce considérable personnage qui, lui, n'envisageait pas d'un œil indifférent la perspective de voir nos hommes et nos ressources mis au service de l'Entente, quoique la presse berlinoise en pensât.

— C'est abominable que M. Lansing veuille nous obliger à déclarer que ce torpillage fut illégal, commença le ministre. Il agit en homme de loi, imbu des principes de son métier.

— Laissez-moi vous dire la vérité, répliquai-je ; je ne crois pas, qu'aux États-Unis, on vous chicanera sur la forme de votre déclaration ; cependant il vous faudra exprimer vos regrets de façon précise, disant que vous reconnaissez vos torts et que vous ne commettrez plus semblable action. Si vous refusez, les conséquences peuvent être sérieuses.

— Nous ne pouvons pas vous satisfaire, répondit-il ; l'opinion publique en Allemagne ne le tolérerait pas, car si nous faisions la déclaration que vous réclamez, le Cabinet actuel tomberait de suite.

— Je croyais que vous aviez tout pouvoir sur l'opinion publique, repris-je ; même avec quelque délai, vous pouvez certainement l'influencer et l'amener à vous approuver.

— Oui, en ce qui concerne la presse, dit von Jagow, nous en avons l'absolu contrôle, et le temps aidant nous y arriverons. Remarquez que les journaux ne peuvent pas changer d'avis sur le champ ; ils devront procéder graduellement, en deux ou trois semaines ; nous pouvons en répondre. Mais il y a des membres du Parlement dont nous ne sommes pas sûrs et dont les récriminations nous obligeraient à démissionner.

— Il me semble que vous pourriez réunir ces divers membres, leur expliquer la nécessité d'éloigner les États-Unis de la guerre, les convaincre enfin. L'ennui est que vous ne comprenez pas la manière de voir de mon pays ; que vous ne croyez pas qu'il puisse se battre, et que pour vous le Président Wilson est un idéaliste et un pacifiste, qui ne veut à aucun prix en venir aux armes. Vous commettez-là la plus grave et la plus dangereuse des erreurs ; car notre Président a deux natures bien distinctes. N'oubliez pas qu'il a du sang écossais et irlandais dans les veines. Jusqu'à présent, vous n'avez vu que le côté écossais de son tempérament, prudent, pesant chaque action, patient et endurant ; or il a aussi l'ardeur combative et le feu de l'Irlandais. Quand il a décidé quelque chose, rien ne peut l'en faire démordre et, s'il décide la guerre, il la fera de toute son âme, jusqu'au bout. Ne le provoquez pas davantage. Vous vous trompez aussi, parce que certains membres importants du Congrès, et peut-être même un membre du Cabinet, se sont prononcés en faveur de la paix ; mais un homme en décidera et c'est le Président. Il fera ce qu'il croira juste et bien, sans s'inquiéter de ce que d'autres peuvent dire ou faire.

Von Jagow m'avoua alors que je venais de l'éclairer sur le rôle du Président Wilson ; toutefois il avait encore un motif de supposer que les États-Unis répugneraient à la rupture :

— Que faites vous alors des Germano-Américains ? demanda-t-il.

— Je puis bien vous renseigner, appartenant moi-même à cette catégorie de citoyens. Je suis né en Allemagne où j'ai passé les neuf premières années de ma vie ; je sais apprécier ce qu'elle a de bon, entre autre j'aime sa musique et sa littérature. Mais mes parents se sont expatriés parce qu'ils vivaient sur le sol natal, mécontents et malheureux. Les États-Unis, au contraire, nous firent bon accueil et nous donnèrent un foyer où nous vécûmes heureux et prospères. Il y a des millions d'individus dans notre cas ; là nous avons droit à toute initiative commerciale, à toute position sociale ; et je ne crois pas qu'il y ait sur terre des gens plus satisfaits que les soi-disant Germano-Américains. (Je ne pouvais parler de mes propres sentiments, étant encore ambassadeur, mais je continuai) : Prenez mes enfants, par exemple : ils appartiennent à la seconde génération germano-américaine ; toute leur sympathie, au cours de ce conflit, est allée à l'Angleterre et ses alliés ; mon fils est ici avec moi et me dit que, si l'Amérique doit combàttre, il s'engagera immédiatement. Croyez-vous que beaucoup d'entre nous se mettraient de votre côté ? L'idée même en est comique ; la masse imposante de cette partie de la population est entièrement de mon avis.

— Cependant on me dit, reprit mon interlocuteur, que les Germano-Américains se soulèveront si vous nous déclarez la guerre.

— Ne vous y fiez pas, répondis-je, car le premier qui essayera sera puni de façon si prompte et si énergique que le mouvement sera arrêté net. J'estime au contraire que les honnêtes gens seront les premiers à sévir.

— Nous désirons éviter une rupture avec l'Amérique, dit von Jagow, mais il nous faut le temps de changer l'opinion publique. Il y a ici deux partis qui sont diamétralement en opposition, au sujet de la guerre sous-marine ; l'un considère qu'il faut la faire jusqu'au bout, sans s'inquiéter des conséquences, aussi bien vis-à-vis des Etats-

Unis que de toute autre puissance ; l'autre, comprenant le Cabinet actuel, veut au contraire s'entendre avec votre Président. Enfin le parti militaire nous pousse, et nous obligera à démissionner si nous déclarons que le torpillage du *Lusitania* fut illégal ou irrégulier. Je ne doute pas que M. Wilson ne le comprenne ; nous sommes de son côté, mais nous devons être prudents. Je suppose que, puisqu'il désire maintenir de bons rapports avec l'Allemagne, il préfèrera que nous restions au pouvoir ; pourquoi nous contraindrait-il à abandonner notre poste à des gens qui rendraient la guerre inévitable?

— Désirez-vous que notre gouvernement sache que votre maintien au pouvoir dépend de cette déclaration ?

— Oui certainement, répliqua-t-il ; j'aimerais à ce que vous le télégraphiiez. Dites bien que, si on nous remplace, nos successeurs prêcheront la guerre sous-marine à outrance.

Revenant à M. Wilson, il s'étonna de ce que je lui avais révélé de son caractère et de sa volonté de combattre,

— Nous le considérons comme un pacifiste, ainsi que toute votre nation ; il est loin du théâtre de la guerre, pour quelle raison se joindrait-il à nos ennemis ? Vos intérêts matériels ne sont point en jeu.

— Il y a une chose pour laquelle nous nous battrons, répliquai-je, c'est le principe moral. Il est manifeste que vous n'entendez rien à notre mentalité et ne percevez pas que, si nous hésitons, ce n'est point parce que nous craignons la guerre, c'est parce que nous voulons être absolument justes. Nous voulons d'abord recueillir toutes les preuves nécessaires. J'avoue qu'il nous répugne de nous mêler à des disputes étrangères ; or nous ferons respecter notre droit d'user de l'Océan comme il nous plaît et nous n'admettrons pas que l'Allemagne nous fixe le nombre et la destination de nos bateaux. Le peuple américain est peut-être encore jeune, mais s'il a décidé de défendre ses droits, il le fera sans souci des conséquences. Vous paraissez croire que les Américains ne prendront pas les armes

pour un principe ; vous oubliez que toutes nos guerres ont été des matières de principes. Prenez par exemple la plus grande de toutes, la guerre civile de 1861 à 1865. Nous, gens du Nord, nous nous battions pour émanciper l'esclave ; pure affaire de principe, car là aussi nos intérêts matériels n'étaient point en jeu ; et ce fut une guerre acharnée, bien que nos adversaires fussent nos propres frères.

— Nous n'avons nulle envie de ne pas nous entendre avec les Etats-Unis, protesta von Jagow. La paix du monde dépend de trois nations : l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne. Nous devrions nous unir, établir la paix et la maintenir. Je vous remercie de m'avoir éclairé ; toutefois j'ai de la peine à démêler pourquoi votre gouvernement est si intraitable vis-à-vis de mon pays et si indulgent pour l'Angleterre.

Je lui donnai alors l'explication habituelle, que chaque nation est pour nous un problème distinct, et que nous ne saurions baser notre façon d'agir avec l'Allemagne sur notre attitude vis-à-vis de l'Angleterre.

— Oh ! oui, répondit von Jagow d'une voix plaintive. Cela me rappelle deux petits garçons, jouant dans une cour. Il faut d'abord en punir un, tandis que l'autre attend son tour. Wilson va corriger l'Allemand le premier, puis quand il aura fini, il s'occupera de l'Angleterre. Cependant, conclut-il, j'aimerais que vous câbliez au Président, l'informant de ce que vous avez débattu la question avec moi et connaissez maintenant notre point de vue. Voulez-vous lui demander de ne rien faire avant de pouvoir le lui expliquer de vive voix ?

Je promis et câblai immédiatement.

A quatre heures et demie, j'avais rendez-vous pour prendre le thé chez le Dr Alexander et sa femme. Il n'y avait pas trois minutes que j'étais arrivé qu'on annonça Zimmerman. Quelle différence avec von Jagow ! Il était beaucoup plus fort, physiquement et mentalement. Il était grand, d'allure même majestueuse, impérieux, habile et franc dans ses questions, tout en restant agréable et insinuant.

Discutant le sujet des Germano-Américains, il commença par me flatter, disant que les Israélites s'étaient conduits d'une façon exemplaire en Allemagne pendant la guerre et que les Allemands leur en étaient extrêmement reconnaissants.

— Après la guerre, dit-il, on les traitera beaucoup mieux qu'on ne l'a fait jusqu'à présent !

Il m'annonça alors que von Jagow lui avait parlé de notre conversation et me demanda d'en répéter une partie, parce qu'il s'intéressait particulièrement à mes déclarations et désirait entendre sur quels faits je basais mes conclusions. Comme la plupart de ses compatriotes, il considérait l'élément allemand chez nous comme faisant presque partie de l'Allemagne.

— Etes-vous persuadé que la masse de ces gens serait fidèle aux Etats-Unis en cas de guerre? demanda-t-il; que leurs sentiments envers la mère patrie ne seraient pas les plus forts ?

— Vous me semblez regarder nos Germano-américains comme une partie distincte de la population, répondis-je, vivant à part des autres, et sans grande relation avec la vie nationale en général. C'est une grande erreur. Vous pouvez en trouver quelques-uns çà et là qui feront beaucoup de bruit en faveur de l'Allemagne, mais je parle des millions d'Américains, de descendance allemande, qui se considèrent Américains et rien de plus. Ceux de la seconde génération, en particulier, n'aiment pas qu'on leur rappelle leurs origines, il est presque impossible de les faire parler allemand, et ils refusent d'avoir une autre langue que l'anglais ; ils ne lisent pas les journaux allemands, ni ne veulent aller dans les écoles allemandes, ils hésitent même à suivre les offices des églises luthériennes où l'on fait usage de l'allemand. Il y en a plus d'un million à New-York, où ce fut cependant toute une affaire d'acclimater un théâtre allemand ; sans doute y a-t-il quelques clubs allemands, mais leurs membres sont en nombre restreint. Ils préfèrent ceux où l'élément n'est pas exclusivement germain et il n'y

a pas un cercle à New-York, même parmi les plus sélects, qui ne les acceptent selon leurs mérites. Dans la vie sociale ou politique, il y en a peu qui par leur origine même aient acquis des situations proéminentes et cependant un grand nombre de hauts personnages sont d'origine allemande. Vous ne serez donc pas les seuls à être étonnés de leur loyauté ; si nos pays se déclarent la guerre, tout le monde le sera. Autre chose : si les Etats-Unis s'en mêlent, nous nous battrons jusqu'au bout et ce sera une lutte longue et acharnée. Après trois ans, je n'ai aucun motif de renier mes prophéties : je me demande même parfois ce que Zimmerman en pense maintenant.

Après ces catégoriques explications, Zimmerman m'entretint de la Turquie, cherchant à découvrir si les Turcs pouvaient vraisemblablement faire une paix séparée. A brûle pourpoint je lui révélai que ces derniers ne se sentaient nullement obligés envers les Allemands, ce qui me donna l'occasion d'ajouter :

— J'ai appris à connaître les méthodes allemandes en Turquie, et je crois que ce serait une grave erreur de vouloir les appliquer aux États-Unis. J'en parle parce qu'il y a eu déjà pas mal de sabotages, ce qui éloigne encore de vous les Germano-Américains et nous rapproche de plus en plus de l'Angleterre.

— Mais le Gouvernement allemand, répliqua-t-il, n'est pas responsable de manœuvres qu'il ignore complètement.

Je n'acceptai naturellement pas cet argument sans protester, les événements récents en ont prouvé la fausseté ; nous abordâmes ensuite d'autres questions, en particulier celle des sous-marins.

— Nous avons volontairement interné notre flotte, déclara-t-il, et nous ne pouvons rien faire même sur mer si ce n'est avec nos submersibles. Il me semble que les États-Unis commettent une grave erreur en s'opposant si énergiquement au principe de leur emploi, car vous avez une longue étendue de côtes et pouvez un jour avoir besoin d'en user. Supposez qu'une puissance européenne, ou encore le

Japon vous attaque ; c'est alors que vous en sentiriez l'utilité. De plus, si vous insistez sur cette déclaration précise au sujet du *Lusitania*, vous allez simplement jeter notre gouvernement dans les bras du parti de Tirpitz.

Puis il revint à la situation en Turquie et ses réflexions me prouvèrent qu'il n'était pas du tout satisfait du nouvel ambassadeur, le comte Wolf-Metternich. Ce dernier n'avait pas réussi, paraît-il, à gagner la confiance des gouvernants ottomans ; il avait donné de gros sujets d'inquiétude à la Wilhemstrasse, en adoptant envers les Arméniens une attitude bien différente de celle de Wangenheim, par ses démarches auprès de Talaat et Enver pour les empêcher d'agir, ce que Zimmerman considérait comme une grave faute, attendu que son influence à Constantinople se trouvait par là même ruinée. Il ne dissimulait d'ailleurs pas son mécontentement des manifestations humanitaires de Metternich. Je vis alors que le rôle de Wangenheim avait été en parfait accord avec les milieux officiels de Berlin et j'eus la confirmation, de la bouche la plus autorisée, que l'Allemagne avait acquiescé par son silence même à ces déportations.

. . . . . .

Quelques jours plus tard, nous nous embarquions à Copenhague et, le 22 février 1916, je me trouvai de nouveau dans le port de New-York, dans ma Patrie.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — Un super-Allemand à Constantinople . . .	9
II. — Le *Boss System* dans l'Empire Ottoman. En quoi il fut utile à l'Allemagne.	25
III. — Le représentant personnel du Kaiser. Wangenheim s'oppose à la vente de vaisseaux de guerre américains à la Grèce	44
IV. — L'Allemagne mobilise l'armée turque . . .	62
V. — Contrairement aux Conventions internationales, le *Gœben* et le *Breslau* franchissent les Dardanelles. Rôle de Wangenheim . . .	68
VI. — Wangenheim me raconte comment le Kaiser décréta la guerre	79
VII. — Plans de l'Allemagne pour se faire attribuer des colonies, des stations charbonnières et des indemnités.	86
VIII. — Exemple classique de propagande allemande.	91
IX. — L'Allemagne ferme les Dardanelles et sépare ainsi la Russie de ses alliés	99
X. — La Turquie abroge les Capitulations. Prospérité soudaine d'Enver	106
XI. — L'Allemagne oblige la Turquie à se joindre aux belligérants.	116
XII. — Les Turcs seraient disposés à traiter les résidents ennemis humainement. Opposition des Allemands	122
XIII. — Profanation de Notre-Dame de Sion . . .	137
XIV. — Wangenheim et la « Bethlehem Steel Company ». La « guerre sainte » décrétée en Allemagne	146

XV. — Djemal, un Marc-Antoine gênant. Première tentative de paix allemande 157
XVI. — Les Turcs envisagent l'évacuation de Constantinople et le transport de la capitale en Asie Mineure. Les Alliés bombardent les Dardanelles. 168
XVII. — Comment Enver prouva que la flotte britannique n'était pas invincible. Les vieux forts des Dardanelles. 182
XVIII. — A la veille de la victoire, la flotte alliée lève le siège 194
XIX. — Le sort de trois mille civils 205
XX. — Autres aventures des résidents ennemis . . 222
XXI. — Mise aux enchères de l'alliance bulgare . . 229
XXII. — Le Turc retourne au type primitif 238
XXIII. — La révolution de Van 254
XXIV. — L'Assassinat d'une Nation 261
XXV. — Talaat justifie l'extermination arménienne . 282
XXVI. — Enver discute la question arménienne. . . 295
XXVII. — Wangenheim refuse d'intervenir en faveur des Arméniens. 312
XXVIII. — Nouvelle proposition de paix d'Enver. Adieu au Sultan et à son Empire. 329
XXIX. — Von Jagow, Zimmerman et les Germano-Américains 338

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN

PAYOT & Cie, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

JAMES W. GERARD

AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A BERLIN AVANT ET PENDANT LA GUERRE MONDIALE

MÉMOIRES DE L'AMBASSADEUR GERARD

In-8 avec 8 hors-texte. . . . . 10 fr.

C'est le livre documentaire le plus important qui ait été publié sur l'Allemagne pendant la guerre. Par ses révélations sensationnelles dans le domaine de la politique, par l'abondance et la sûreté de ses renseignements sur les affaires d'Allemagne jusqu'au jour où les États-Unis furent forcés d'entrer dans la Grande Guerre, par l'ampleur et la nouveauté de ses récits et ses témoignages, par l'autorité qui s'attache au nom de l'auteur, si bien placé pour tout voir, et dont la sincérité et la droiture dominent le récit, ce livre se distingue dans la série des ouvrages sur la guerre.

(*La Revue des Deux Mondes.*)

MÉMOIRES DE L'AMBASSADEUR GERARD

FACE A FACE AVEC LE KAISERISME

In-8 avec 8 hors-texte. . . . . 10 fr.

Recueil de notes intimes prises au jour le jour par M. Gerard au cours des années 1915 et 1916, à la suite de ses conversations soit avec Guillaume II, soit avec son chancelier ou son ministre des Affaires étrangères. Ce livre, auquel le prodigieux effondrement de l'Allemagne donne un intérêt saisissant, contient des anecdotes curieuses sur la vie secrète du monde officiel allemand pendant la guerre et des révélations inédites sur les intrigues allemandes auprès des gouvernements neutres tant en Europe que dans les deux Amériques, révélations que le secret diplomatique ne permettait pas encore de faire dans le tome I des Mémoires.

ANDRÉ MANDELSTAM

ANCIEN PREMIER DROGMAN DE L'AMBASSADE DE RUSSIE A CONSTANTINOPLE
ANCIEN SECRÉTAIRE DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX

LE SORT
DE
L'EMPIRE OTTOMAN

In-8 de XII-630 pages. . . . . 12 fr.

Livre capital. Au point de vue documentaire, recueil extrêmement précieux.

AUGUSTE GAUVAIN (*Journal des Débats*).

Quel sera le sort de l'empire ottoman ? C'est là un des problèmes capitaux dont la solution est suspendue au destin de cette guerre. Nulle part la question n'a été mieux ni plus clairement posée, nulle part les solutions justes n'ont été indiquées avec plus de clairvoyance et de force que dans cet ouvrage capital.

RENÉ PINON (*La Voix de l'Arménie*).

Cet important ouvrage, abondamment documenté, ne peut manquer de produire une profonde impression dans le monde politique européen.

(*Correspondance d'Orient*).

Œuvre d'un orientaliste érudit qui, pendant dix-sept ans, a vécu en relations continuelles avec tout ce qu'il y a en Turquie de Turcs éclairés, cet ouvrage de M. Mandelstam sur la Turquie mérite entre tous la première place.

ED. CHARMY (*La Gazette de Lausanne*).

VICTOR KUHNE

LES BULGARES
PEINTS PAR EUX-MÊMES

Documents et Commentaires

PRÉFACE D'AUGUSTE GAUVAIN

In-8. . . . . 5 fr.

La question de Constantinople qui séparait la Bulgarie des Alliés, la question serbe, la question yougo-slave, la question balkanique, la question européenne : M. Kuhne apporte là-dessus des témoignages accablants.

AUGUSTE GAUVAIN.

TAKE JONESCO

SOUVENIRS

Un volume in-16. . . . . 4 fr. 50

Ces « *Souvenirs* » de l'illustre homme d'État roumain sont en réalité des révélations saisissantes sur les origines de la guerre. En contact avec les principaux auteurs du tragique conflit, M. Take Jonesco écrit ici, sous forme d'esquisses et de conversations attrayantes, un des plus importants chapitres de l'histoire de la guerre de 1914.

POULTNEY BIGELOW

MES SOUVENIRS DE PRUSSE

Traduits de l'Anglais par M. HENRIOT-BOURGONGNE

In-16 . . . . . 4 fr. 50

Fils d'un ambassadeur des États-Unis à la cour de Prusse, M. Bigelow juge les choses et les gens d'Allemagne dans ce livre plein d'anecdotes savoureuses.

Dr HARRY STUERMER

Ancien correspondant de la *Gazette de Cologne* à Constantinople, 1915-1916.

DEUX ANS DE GUERRE A CONSTANTINOPLE

Études de morale et de politique allemandes et jeunes-turques.

Traduit de l'allemand par l'auteur.

In-16. . . . . 4 fr. 50

Un témoin exceptionnel, le correspondant à Constantinople de l'officieuse *Gazette de Cologne*, ayant rompu moralement avec son pays, révèle dans ce livre indigné, les infâmes menées allemandes et jeunes-turques, à Constantinople.

Dr JOHANNÈS LEPSIUS

Président de la Deutsche Orient-Mission et de la Société Germano-Arménienne.

LE RAPPORT SECRET SUR LES MASSACRES D'ARMÉNIE

Publié avec une Préface

Par RENÉ PINON, professeur à l'*École des Sciences politiques*.

In-16. . . . . 5 fr.

TESTIS

L'EXPÉDITION DES DARDANELLES

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS ANGLAIS

Sommaire : **Rapports du Général Sir Jan Hamilton. — Rapport de l'Amiral de Robeck. — Rapport de la Commission parlementaire anglaise. — Pourquoi l'échec des Dardanelles ?**

In-16. . . . . 4 fr. 50